

Les LGBT font  
bouger les  
sociétés !

## *Chez le même éditeur*

### **DES MIROIRS**

- **Le Lesbictionnaire, 1000 choses à savoir quand on est lesbienne.** (Collectif)
- **L'encyclopédé, 1000 choses à savoir quand on est gay.** (Collectif)
- **Strike a pose : histoires du voguing.** (T.Bressin et J.Patinier)
- **La Transyclopédie : tout savoir sur les transidentités** (Collectif, dirigé par K. Espineira, M-Y. Thomas, A. Alessandrin)
- **Minorités, L'essentiel** (Collectif)

### **REVUE MIROIR/MIROIRS**

Nouvelle revue-livre d'analyse et de réflexion autour des sexualités, des genres, des familles et des sociétés. Son approche pluridisciplinaire compile les points de vue d'intellectuels, d'artistes et de professionnels sur un même sujet par numéro. **Comprend 20 pages d'archives issues de GAUPIED !**

- **Numéro 1 : Grindr, mon amour ?**
- **Numéro 2 : Genderfucking : masculinités / féminités, etc...**
- **HORS-SERIE 1 : Genre ! Le genre dans tous ses états** (Collectif)

### **DES FOLIES**

- **Ma cuisine homosexuelle, 25 recettes très gay !** (D. Courtin et V.Archéno).
- **Ma cuisine lesbienne, par OcéaneRoseMarie. !** (et D. Courtin et V.Archéno)
- **PROJET 17 MAI N°1 : 40 dessinateurs contre l'homophobie**

### **DES PLUMES**

- **Elles se marièrent et eurent beaucoup de chats persans.** (Happyk)
- **Lesbiennes dans tous leurs états** par BARBIETURIX
- **« 15 minutes d'anonymat : dans la peau de Beyoncé »,** de J. Patinier

# Les LGBT font bouger les sociétés !

## *Cultures et politiques de l'émancipation*

*30 débats/conférences ayant eu lieu lors des forums  
euroméditerranéen du collectif IDEM de Marseille  
Dans le cadre de l'Europride de Marseille (10-20 juillet 2013)*



**NB : Si vous constatez des erreurs, des fautes, des oublis : n'hésitez pas à nous le signaler par mail : [suruntracteur@gmail.com](mailto:suruntracteur@gmail.com)**

**SUIVEZ-NOUS !**

Suivez l'activité des éditions sur la page Facebook :  
<https://www.facebook.com/Desailessuruntracteur>  
Ou sur le site [www.desailessuruntracteur.com](http://www.desailessuruntracteur.com)

**ISBN : 978-1-291-61695-8**

**© Editions « Des ailes sur un tracteur »**

DECEMBRE 2013 - Diffusion : Des ailes sur un tracteur

Tous droits de reproduction, de traduction, et d'adaptation réservés pour tous pays. Reproduction interdite.

*EDITIONS « DES AILES SUR UN TRACTEUR »*  
[www.desailessuruntracteur.com](http://www.desailessuruntracteur.com)

# **INTRODUCTION + PRESENTATION IDEM**

# **AVANT-PROPOS.**

## **Minorités sexuelles et raciales : Concurrence ou convergence ?**

*Par Éric Fassin, sociologue, Paris 8*

# **1<sup>ère</sup> PARTIE.**

## **Vieillessement des personnes LGBTI : nouvelles solidarités et sociabilités**

*Par Michèle Philibert : organisatrice et animatrice de la rencontre – IDEM/MPPM*

**Avec :**

- **Thérèse Clerc** : militante féministe, MLF, PSU, CGT, fondatrice de la « Maison des Babayagas », maison de retraite autogérée de femmes, à Montreuil – 93).
- **Sandrine Mahy-Poulteau** : présidente de l'Autre Cercle (AC) PACA, représentante du pôle observation de l'AC, responsable d'un sondage de l'AC auprès de la population LGBT (1000 personnes) : « comment vieillir autrement - comment construire de nouvelles solidarités, de nouvelles perspectives d'avenir pour vieillir ? ».
- **Randa Massot** : militante LGBT franco-américaine en charge de la 1ère conférence organisée en 2012 par le Centre LGPT Paris : « Vieillir LGBT, ouvrir la porte au dialogue ». Elle fonde actuellement un collectif pour encourager les échanges de bonnes pratiques en faveur des personnes âgées LGBT.
- **Frédéric Morestin** : ergothérapeute, consultant, co-responsable du Master 2 Coordination du Handicap Neurologique de l'adulte Université Pierre et Marie Curie (Paris 6). Il explore depuis quelques années les problématiques du grand âge et de l'habitat. Sensible à la transition démographique de notre pays, il développe un projet autour du soutien à domicile et plus particulièrement sur la prévention des risques domiciliaires.
- **Josette Sportiello** : Conseillère Générale des Bouches-du-Rhône canton de Belsunce, déléguée aux politiques d'aide aux Personnes Agées. Conseillère Municipale de la Ville de Marseille.



*Le collectif Idem remercie très chaleureusement Marc Chatelain de l'aide précieuse qu'il a bien voulu nous apporter pour la transcription de cette rencontre.*

**Michèle Philibert :**

Permettez-moi d'ouvrir cette rencontre par un petit mot Thérèse Clerc, ici présente : « Vieillir vieux c'est bien, mais vieillir bien c'est encore mieux ! »

Aujourd'hui l'espérance de vivre en bonne santé a considérablement augmenté. À 63 ans, je peux espérer vivre bien portante jusqu'à 89 ans. Et pourtant une peur aux multiples facettes du vieillissement est entretenue en permanence par la société, qui porte en elle de nombreux paradoxes :

- Attisant la peur de mourir, elle jette un regard souvent négatif sur la vieillesse, l'apparentant très fréquemment à la maladie et à son corollaire, la dépendance.
- Un futur difficile à envisager pour les générations qui se sont construites après les mouvements de 68, sur des valeurs d'autonomie et d'indépendance.
- Elle cultive le jeunisme (apparence physique, performance, rentabilité, en sont les vecteurs)

Vieillir est une nouvelle expérience humaine. Il convient d'accepter son propre vieillissement, qui fabrique des émotions nouvelles. Accepter de vieillir et de « bien vieillir » est un défi pour nos générations, qu'il faut relever en ayant conscience de sa responsabilité dans une transmission qui nous permet d'acquérir le don de la maturité heureuse. Le philosophe Spinoza considérait que bien vieillir est un travail qu'il convient de mener joyeusement. Et qu'il appelait le « Conatus » (qui signifie rester vivant et donner de la lumière). Nul doute qu'aujourd'hui nos intervenants et vous tous rassemblés pour cette rencontre, donnerez par vos interventions, un nouvel éclairage à cet enjeu à venir et à construire ensemble ».

*Elle présente ensuite à l'auditoire chacun des intervenants. Et pour ouvrir le débat, donne la parole à Sandrine Mahy-Poulteau (AC) sur le questionnaire et le premier sondage en cours sur le vieillissement.*

**Sandrine Mahy-Poulteau :**

« Une précision, depuis sa création 1998, l'AC avec une première charte s'est intéressée à cette problématique du vieillissement spécifiquement LGBT. Celle-ci doit aujourd'hui évoluer d'où l'initiative de ce sondage en cours intitulé « La retraite autrement », qui sera rendu public vers la fin 2013. L'objectif de cette enquête étant de :

- Recueillir les opinions et les besoins des homosexuels (femmes et hommes) par rapport à la vieillesse ;
- Orienter l'action de l'Autre Cercle dans ce domaine ;
- Donner de la visibilité et de la légitimité aux actions sur la question du Vieillir Gay.

Pour être significatifs les résultats du sondage portent sur plus de 1 000 réponses. Il a reçu l'aide d'autres associations contactées par l'AC, afin d'obtenir un panel représentatif le plus large possible. Comportant une trentaine de questions, trois volets le constituent :

- Recueillir quelques informations sur l'activité professionnelle et la carrière de la ou du participant
- Le deuxième s'intéresse à son opinion sur sa retraite
- Le dernier consiste à recueillir des informations générales sur la personne.

Les premiers éléments d'information et d'enseignements de l'enquête font apparaître :

- Une peur de la solitude, de l'isolement et d'un déficit de solidarité familiale (72%, souvent pas d'enfant). La peur d'une discrimination (70%) dans les établissements d'accueil, d'où évolution nécessaire de la charte d'accueil des LGBT, âgé(e)s en établissement de retraite.

Souhaits de meilleure formation et information des personnels, avec une labellisation des établissements existants, voire la création de structures de retraite spécifiques, mais pas exclusivement LGBT.

- 30% des questionné(e)s connaissent des personnes âgées LGBT qui se trouvent confrontées à des difficultés, essentiellement l'isolement et manque de soutien familial. »

**Michèle Philibert :**

« Suite à l'intervention de Sandrine Mahy-Poulteau, et en particulier aux peurs exprimées dans ce questionnaire par les personnes LGBT, question à Josette Sportiello : quelles sont les actions et dispositifs que met en place avec les structures existantes, l'institution Conseil Général des Bouches-du-Rhône eu égard aux populations vieillissantes ? »

**Josette Sportiello :**

« Je suis venue pour alimenter ma réflexion dans la perspective des avenants prochains au schéma départemental pour les maisons de retraite, liés à la loi sur la dépendance prévue pour la fin 2013. Pas de politique spécifique du département pour les personnes âgées LGBT (qui ne sont pas recensées). Je suis en demande d'un échange et d'une réflexion sur le sujet avec IDEM, avec l'étude d'une charte adaptée au public LGBT avant la réalisation de l'avenant à venir. Un constat énoncé en introduction : il y aujourd'hui en France une majorité personnes de 85 ans en bonne santé. A quel âge peut-on donc considérer que l'on est vieux ? Le prochain budget départemental pour les personnes âgées (2014) sera de 265 M € dont 98 M € pour l'aide à l'autonomie à domicile (Apa). Le maintien à domicile est favorisé : travaux d'aménagement des salles de bain, assistance d'autonomie, télé assistance, portage de repas, et 40 M € pour la prise en charge ponctuelle (accueil de jour) ayant pour but de soulager la famille ou les accompagnants. 235 maisons de retraite existent sur le département des Bouches-du-Rhône, avec priorité pour les foyers logements (autonomie, indépendance en studios indépendants) couplés à des maisons médicalisées.

Un gros travail a été fait dans le département afin d'améliorer la qualité de l'hébergement des structures d'accueil existantes par de la réhabilitation, de

nouveaux aménagements, mais également l'amélioration de la qualité de formation des personnels, avec une volonté affirmée d'une meilleure prise en charge des retraités. Les nouvelles structures d'accueil ont désormais un espace dédié qui permet d'accueillir également les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, car cette pathologie met les familles dans un grand désarroi. Ces maisons de retraite feront des « accueils de jour », afin de soulager celles-ci. Des groupes de parole ont également été mis en place, pour les accompagnants de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, afin de savoir comment accompagner au mieux ces malades.

*Mme Sportiello se dit disponible et ouverte pour mettre en place, au sein du CG 13, une charte spécifique LGBT avec l'aide d'IDEM.*

**Michèle Philibert :**

« Question à Frédéric Morestin : suite aux précisions données par Josette Sportiello sur la politique en faveur des personnes vieillissantes mise en place par le CG 13 : Il y a t'il à ta connaissance, dans d'autres régions de France, des dispositifs similaires ou d'autres initiatives novatrices pour l'accueil de ces populations ? »

**Frédéric Morestin :**

« Je ne sais pas si je vais complètement répondre à cette question, mais je vais d'abord réagir à ce que j'entends. J'ai été présenté comme ergothérapeute et consultant plutôt orientée du côté du soin, mais je vais m'orienter délibérément du côté du social, même si en effet mon background est dans le côté médical, l'accompagnement des personnes vieillissantes et les problématiques de l'habitat. Je suis aussi sensible à la question d'aujourd'hui car je suis un ancien militant de Aides, et que je suis également touché par la question de l'homosexualité et de mon propre vieillissement. Je vais donc intervenir à la fois en apportant mon point de vue de professionnel, mais également en évoquant des éléments plus personnels. En y réfléchissant, il me semble que la question qui se pose aujourd'hui à nous, (en tout cas c'est comme cela que je me la suis posée)

c'est, globalement par le thème que vous proposez, la collusion de l'intime et du public. Comment chacun d'entre nous peut faire avec cette question, et comment les autres, les collectivités, le politique doivent faire avec ? Cela est un premier point que je souhaitais partager.

Sur les problématiques de l'accompagnement, on sent bien dans ce que vous décrivez l'abord de la vieillesse est surtout l'abord de la dépendance. Je me trouve un petit peu dans une position paradoxale parce que j'ai envie de rêver... que la vieillesse n'est pas seulement attachée à la question du handicap et de la dépendance ! Parce que c'est terrible, parce que, si vieillir c'est devenir handicapé, comment avoir le désir d'avancer vers cet âge ? Il faut, me semble-t-il demander et redéfinir aujourd'hui : qu'est ce que c'est de vieillir ? Comment on se regarde vieillir, comment regarde-t-on le vieillissement de l'autre ? Plutôt que de penser : « qu'est ce que l'on peut faire pour les vieux ? », il faudrait peut-être penser : « que peuvent nous apporter les vieux ? ». Comment le vieux peut être une force de transformation de la société, qui est segmentée par âge, par catégorie, etc... Ce que pose la vieillesse c'est l'ouverture au dialogue, d'un dialogue que l'on pourrait dire intergénérationnel, etc...

Comptable de cette question, une autre est posée par la thématique, qui est globalement le vieillissement chez la population LGBT : en quoi cette population homosexuelle pourrait être précurseur peut-être d'initiatives nouvelles ?

Je vais vous donner un élément plus personnel, et je suis allé chercher dans la littérature des éléments de réflexion. Globalement, ce qui est terrible quand on aborde parfois l'homosexualité (ce n'est pas toujours forcément le cas pour les femmes, mais cela se pose pour les hommes), c'est qu'il me semble et je vais le formuler comme cela : « Ecoutez, je suis une branche, pour laquelle il n'y aura peut-être pas de rameaux ». J'ai donc une capacité à m'interroger sur ma finitude depuis extrêmement longtemps, d'autant plus dans un pays qui ne m'accordait pas le droit ni au mariage, ni au fait d'espérer avoir un enfant.

La question de la finitude est une question que le monde homosexuel et lesbien a questionnée personnellement et intimement depuis très longtemps. Et donc, du coup face à cette finitude, face à l'isolement ou à la solitude, il y a forcément des questions spécifiques qui se posent. Au-delà de la capacité de la communauté à penser son vieillissement, elle est bien dans une inquiétude de savoir comment elle va au fil du temps pouvoir partager, aspirer au bonheur et vivre ensemble cette nouvelle étape de la vie.

Pour revenir à votre question initiale, celle d'une spécificité des besoins de la communauté LGBT, j'interrogerais la notion d'accompagnement institutionnel et son adéquation aux besoins de ce public. Quel accueil pour les couples gay et lesbiens ? Qu'elle est la place du couple dans l'institution ? Quid de la présence d'accompagnements proches qui ne sont pas des accompagnements familiaux, mais amicaux ou associatifs de la communauté gay et lesbienne ? Comment le secteur médical et soignant gèrera cela, dans les maisons de retraite qui ne sont plus seulement des lieux de vie mais qui sont devenues aussi des lieux de soins ? Comment mieux maîtriser l'accompagnement de la fin de vie (expérience du Sida) ?

Il y a des voies possibles : le champ de la formation, mais également le champ d'une vieillesse qui ne serait pas une vieillesse institutionnalisée. Comment dans le vieillissement garde-t-on une intention à l'autre, à ce qui nous entoure, au monde, etc. Comment s'appuyer sur les solidarités ?

Quel bonheur et quel épanouissement dans le fait de vieillir ? Peut-être faut-il savoir accueillir la vieillesse par un projet de vie. Mais aussi redéfinir le bonheur : est-il dans le fait de consommer, de posséder comme nous y pousse notre société, ou bien ne serait ce pas dans le fait de transformer notre rapport à l'environnement, au bien-être, par la relation et l'échange avec l'autre, et l'aide partagée ? Dans le cadre d'une décroissance économique à envisager, partager le toucher et la tendresse, tout comme l'entraide, la solidarité et le bonheur, sont de nouvelles clés possibles pour mieux vivre ce nouvel âge de la vie. »

**Michèle Philibert :**

« Merci Frédéric. J'ai retenu une phrase de ton intervention « l'ouverture au dialogue ». Je vais demander à Randa Massot de réinvestir cela, car c'est le sens de son travail depuis plusieurs années, et d'évoquer également les rencontres qui ont eu lieu à Paris en 2012. »

**Randa Massot :**

« Je tiens à remercier Michelle Philibert ainsi que le Collectif Idem pour leur invitation à cette rencontre. Le sujet qui nous amène devant vous est celui des besoins des personnes âgées Lesbiennes Gais Bi et Trans françaises plus précisément leur prise en charge. Il faut au préalable rappeler les enjeux liés à la prise en charge des personnes âgées avant de voir les différentes avancées sur le sujet (II) et en particulier celle de l'action LGBT (III).

***I – Rappel des enjeux***

Trois considérations doivent être présentées afin de mesurer le contexte dans lequel une action peut être menée. La première concerne la prise en charge des différents financements, la deuxième, la prise de conscience politique, la troisième le contexte économique.

- Premièrement, le gouvernement réduit les financements publics, dont ceux qui ont été transférés aux départements qui sont aujourd'hui la clé de voûte du système de prise en charge de l'accompagnement de la vieillesse. En effet, les départements assurent le financement des logements pour personnes âgées. Ils décident aussi de l'agrément des maisons de retraites et versent des aides financières telles que l'Aide à la prestation d'autonomie (APA) ainsi que des aides liées à l'adaptation des logements et aux services à domicile pour personnes âgées. Les départements gèrent également la coordination des services d'information destinés aux personnes âgées. Après avoir gelé les dotations aux collectivités territoriales en 2013 pour la première fois depuis trente ans, le gouvernement prévoit donc de les réduire en 2014 et 2015 (Le Parlement s'est engagé en novembre 2013 à garantir les dotations suffisantes pour l'APA en 2014). La présence de Madame la Conseillère Générale en charge des personnes

âgées à cette tribune aujourd'hui est d'autant plus importante que les départements peuvent aussi être un moteur de l'innovation sur ces champs.

- Deuxièmement, nous avons la chance aujourd'hui d'avoir une ministre déléguée aux personnes âgées et à l'autonomie, très dynamique. Michèle Delaunay a remis l'autonomie au cœur du sujet en missionnant plusieurs rapports sur des sujets essentiels<sup>1</sup>. Luc Broussy a remis un premier rapport intitulé « L'adaptation de la société au vieillissement de la population », en janvier 2013. Il a été suivi début juillet du rapport Mona Lisa qui préconise la mise en place d'une coordination nationale des acteurs du soutien aux personnes âgées courant 2014. Un autre rapport est prévu à l'automne qui devrait faire le point du soutien aux personnes âgées LGBT pour lesquels une progression est tant attendue.
- Troisièmement, la Ministre met à juste titre l'accent sur l'autonomie. La crise économique et les réalités démographiques du vieillissement de la population sont deux facteurs incitent les instances décisionnelles vers davantage de prévention auprès des personnes âgées indépendantes, qui sont encore saines d'esprit et de corps. Charge aussi à chacune et à chacun d'imaginer et de préparer son avenir de manière autonome et épanouie.

Il existe aujourd'hui des foyers logements non médicalisés pour les personnes âgées autonomes, des béguinages et des nouveaux modèles de logements auto-gérés par les résidents tels que la maison des Babayagas.

## ***II - Aiguilleurs aiguilleuses***

La présence ici de Thérèse Clerc, notre aiguilleuse nationale, est d'autant plus importante qu'elle milite pour la nécessité de garder son indépendance en tant que personne âgée. Elle a lutté 15 à 17 ans pour créer la maison des Babayagas l'an dernier. Sa réussite et sa détermination nous rappellent avec vigueur que chaque personne peut et devrait agir à tout âge pour planifier

---

<sup>1</sup> <http://www.social-sante.gouv.fr/documentation-publications,49/rapports,1975/personnes-agees,2021/2014-rapport-sur-l-habitat,16890.html>



son avenir. Les aiguilleurs sont tout aussi importants du côté des personnes âgées dépendantes qui vivent dans un établissement hospitalier pour les personnes âgées dépendantes (EHPAD). La population des EHPAD est actuellement à 90 à 95% féminine. Les résidentes y rentrent en moyenne à 85 ans pour une durée moyenne de trois à cinq ans. D'une part, les EHPAD sont régis par une charte de bien-traitance qui a été mise en place en 2003 à la suite des milliers de décès de personnes âgées l'été de la grande canicule sous l'appellation «Charte des droits et libertés de la personne âgée dépendante»<sup>2</sup>. Peu d'établissements osent innover alors des évolutions sont nécessaires<sup>3</sup>.

D'autre part, comme nous l'avons déjà constaté cette année, l'évolution des mœurs peut également être lente en France. Dans l'univers des personnes âgées, le sujet de la sexualité des personnes en établissement est resté tabou et n'a commencé à être évoqué qu'en 2012, lors d'un premier débat national à ce sujet. Ce débat s'inscrivait dans la prise en compte de la liberté individuelle des personnes âgées en établissement. Un aiguilleur national au sujet de la sexualité est Eric Séguin, le directeur d'un Etablissement Hospitalier pour les Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) à Guipavas dans le Finistère. En Juin 2013, le prix de la Fondation de France lui a été remis par la ministre Michèle Delaunay pour son travail sur la sexualité des personnes âgées.

Remarquant que près de 30% des résidentes de son établissement avaient des relations entres-elles et que les aides-soignantes étaient confrontées à des commentaires reflétant les besoins sexuels des résidentes, il a engagé une réflexion au sein de l'Etablissement sur la meilleure manière d'agir. Au lieu d'ignorer cette situation, il a décidé de créer des groupes de paroles sur la sexualité des personnes âgées. Ces groupes étaient ouverts aux aides soignants, aux résidents, à leurs familles, aux élus.

Avec le soutien de la Fondation de France, il a mis en place des modules de formations durant deux ans et demi, et deux conférences sur la sexualité des personnes âgées ouvertes au département. Cela a permis d'ouvrir le

---

<sup>2</sup> [http://www.fng.fr/html/droit\\_liberte/charte\\_abrege.htm](http://www.fng.fr/html/droit_liberte/charte_abrege.htm)

<sup>3</sup> voir l'Avis sur l'effectivité des droits des personnes âgées' rendu par le CNCDH le 27.06.13

dialogue sur la sexualité des personnes âgées en établissement et de questionner non seulement les frontières entre la vie publique et la vie privée en établissement mais aussi les préjugés et la nécessité d'avoir des lieux de discussion pour les équipes qui leur permettent de prendre conscience des filtres que chacun des partis prenant apporte. Ces travaux l'on amené a développé une solution innovante de clé permettant de laisser la place à l'intimité physique et au secret en établissement. Dans un contexte national complexe et conservateur, il est donc bon de pouvoir faire appels aux acteurs qui réfléchissent a de nouvelles solutions. Ce qui peut être intéressant pour les départements c'est la mise en commun des bonnes pratiques sur les dispositifs innovants au travers du pays.

### ***III – L'action LGBT***

Un certain nombre de groupes LGBT ont déjà commencé à se saisir de leur propre avenir et à construire des projets pour sortir de l'isolement et se fédérer. Un excellent exemple à Paris est le groupe des Senioritas qui a été lancé il y a un an et demi au centre LGBT à Paris. Le groupe a commencé grâce à deux femmes assisté d'une bénévole. Aujourd'hui elles sont 50 femmes lesbiennes entre l'âge de 60 et 87 ans. Le groupe s'est constitué petit à petit par bouche-à-oreille. Ce groupe a été primordial pour la santé psychique et physique des adhérentes. Un certain nombre de participantes sont arrivées déprimées, ayant vécu une sexualité placardée et souvent non affirmée et isolée. Le groupe leur a permis de se retrouver, de pouvoir parler librement entre elles de leur sexualité, de vivre leur homosexualité au grand jour et de se sentir plus épanouies. C'est dire toute l'importance de la création d'un espace de discussion non mixte comme tremplin vers un mieux vivre.

Pour en revenir à l'organisation de la conférence « Vieillir LGBT : Ouvrir la porte au dialogue » dont j'ai été chargée, l'objectif était d'ouvrir le champ de travail au sujet des personnes âgées LGBT entre les personnes âgées, et les associations de personnes âgées LGBT, les professionnels du secteurs, les acteurs politiques et quelques organismes étrangers européens et nord-américains.

Parmi les besoins essentiels pointés lors de la conférence en 2012 on peut citer :

- La prise en charge des thématiques LGBTs en maison de retraite et en foyer logement.
- L'intégration des personnes âgées vivant avec le VIH encore discriminées à l'entrée des EHPADs du au coût de la prise en charge de la trithérapie par l'Etablissement.
- Le besoin de coordination des associations et des organismes qui soutiennent les personnes âgées souffrant de maladies longues durées.
- Le besoin de formation des personnels tout au long du parcours des personnes âgées - des EHPAD aux CLICS \*(Centre local d'information et de coordination sociales) mis en place par les départements qui aident à coordonner les dispositifs destinées aux personnes âgées. En Angleterre il y a eu un effort considérable depuis 10 ans sur la formation des personnels de l'équivalent des clics.\*
- La création de lieux de vie et de d'activités pour les personnes âgées LGBTs et la possibilité d'imaginer des nouveaux espaces de vies par affinité tel que suggéré par Geneviève Laroque lors d'un entretien préparatoire à la conférence au printemps 2012.

La fragmentation de nos associations, l'invisibilité des personnes âgées LGBT sur le terrain, leur isolement, le manque de sensibilisation et de formation des institutions et des associations qui régissent les services liés aux personnes âgées sont autant de sujets dont les citoyens et les associations devraient se saisir pour avancer.

Voilà pour l'essentiel de ma contribution à la rencontre de ce jour. Merci pour votre écoute.»

**Michèle Philibert :**

Je remercie Randa Massot pour toutes ces précisions et s'adresse à Mme Josette Sportiello qui doit quitter la rencontre dans un moment, en lui précisant que cette rencontre et que les intervenants ici rassemblés par le

Collectif Idem, apportent aujourd'hui une pierre supplémentaire à l'édifice concernant ce sujet d'importance, et qu'ils sont prêts à apporter leur collaboration à l'institution CG 13 et à ses équipes, si celui-ci le souhaite.

Je donne ensuite la parole à Thérèse Clerc.

**Thérèse Clerc :**

« J'ai une grosse responsabilité, Mme la Conseillère générale, car vous avez un peu affaire à la folle du village : mon expérience de vie, de salariée, de mère de quatre enfants en turbulence conjugale (comme beaucoup de jeunes de leur génération), de grand-mère de quatorze petits-enfants, de fille devant accompagner sa maman vers sa fin, durant cinq années éprouvantes, a fait que concernant mon propre vieillissement je voulais épargner à mes enfants cette charge difficile de vivre avec une mère dépendante à la santé dégradée. Je suis une vieille militante, depuis les années 50 (et Dien Bien Phu et la guerre d'Indochine), et je ne peux vivre et rêver ma vie qu'en collectif, à ce point que j'ai fait don de mon corps à la science, et que je serais enterrée en fosse commune avec les copains de ma génération. Je ne voulais pas vieillir seule chez moi, ni en maison de retraite, mais dans un lieu en auto-gestion. J'ai donc imaginé une maison d'un autre type qui s'appelle « maison des Babayagas ». La Babayaga est une sorcière, mais qui aide ceux qui s'aident. Ce modèle m'enchant ! J'ai écrit le projet de la maison il y a 17 ans. Je l'ai mis un peu de côté il fut un temps, étant engagée pleinement dans le mouvement des femmes qui a été le meilleur de ma vie. Je suis un pur produit de 68, et je continue à penser que le monde de femmes vit sous l'égide du patriarcat. Et où que je me tourne, les hommes sont encore et toujours les dominants, y compris dans les maisons de retraite, même s'ils y sont rares (parce qu'ils meurent souvent avant nous !), et qu'ils y trouvent des mains tutélaires qui ont moins de trente ans qu'eux, qui les soignent et les aident à mourir. Cette maison qui avait été un rêve (et le rêve est un matériau politique), une utopie est aujourd'hui une réalité. C'est une maison auto-gérée, solidaire, citoyenne et écologique. Nous avons donc créé 21 appartements indépendants avec un espace commun. Sept femmes résidentes sont au-dessous du seuil de pauvreté. Dans la maison des Babayagas, nous vivons en auto-gestion, en autonomie et en collectivité avec

une démocratie participative. Ce terme est exaltant, enthousiasmant au niveau de la parole, mais l'on a toujours beaucoup de mal à l'imposer face aux politiques et il fait toujours l'objet d'un rejet de la part de la société civile. Il y a eu pour cette création des éléments déclencheurs après une longue période stérile : Je vais voir mon maire montreuillois Mr Jean Pierre Brard, communiste rénovateur et il accepte de soutenir ce projet. Je lui rends hommage, car sans lui la maison n'existerait pas. Avec les copines, nous avons écrit à toutes les institutions, sollicité de multiples rendez vous. Tout cela, pendant des mois est resté sans réponse... Et puis, arrive alors la terrible canicule de 2003 (18.900 morts en France et 700.000 en Europe). Et c'est d'un seul coup la prise de conscience des politiques de la problématique de l'isolement et de la solitude des anciens. En novembre 2003, il y avait encore des cadavres dans les camions frigorifiques et aucune famille ne les réclamait. Cela est sordide mais cela est un flash sur le monde, et la politique en général. On en est restés médusés... Jean Pierre Brard nous avait fait une lettre « anonyme » pour soutenir le projet, et nous l'avons envoyé au journal « Le Monde », ainsi que notre projet et divers documents explicatifs que nous avons rédigés. Le monde qui tirait alors à 500.000 exemplaires nous a fait un 1/3 de page ! Tout à coup nous avons eu des mails, des lettres, des coups de téléphone de toute la France. C'était la folie... Cet article débloque alors des rendez-vous que nous n'avions jamais obtenus avec les politiques et des financeurs. Merci aux médias également. Nous avons été de conseils en conseils, bien reçues partout, en expliquant notre projet dans l'auto gestion, et venant de la société civile. C'est seulement un prêt que nous avons demandé aux Politiques. Le budget global se montait à 4 M € dont 2 M € initiaux + 2 M € de prêt remboursé par les loyers. Ont été apportés :

- Mairie de Montreuil : 600.000€
- Ministère du logement de Christine Boutin : 400.000€
- Conseil Régional : 400.000 € Apport important par rapport au projet innovant qui était le notre.
- 60.000 € au lieu de 400.000 € initiaux du Conseil Général, finalement non versés ! « comment que des femmes.. des vieilles, des vieilles gouines ! » Dixit en pleine réunion du CG par Mr Poplin, son

Président. Stupéfiant lorsque l'on sait que le CG est en charge des personnes âgées.

- DDE : 400.000 €
- Et la participation de 2 caisses de retraites.

La maison a enfin trouvé son financement !

En 2007, nous allions poser la première pierre quand le CG nous annonce qu'il bloque les crédits ! Un coup derrière la tête.... On a posé une « fausse première pierre ». Puis ensuite changement de mandature à la Mairie de Montreuil : Mme Dominique Voynet remplace Jean-Pierre Brard. Il fallut donc tout recommencer : expliquer, palabrer, convaincre à nouveau, etc.... Bon, on pose quand même la première pierre en 2001, et nous obtenons le Permis de construire en 2012. Les premières résidentes arrivent fin octobre 2012, les dernières sont arrivées cette semaine ! Nous avons gagné, mais l'auto gestion ce n'est pas toujours simple ! Les Babayagas, toutes féministes sont des femmes au caractère bien trempé. C'est la première et seule maison de retraite de ce type en France, il en existe en Europe du Nord, en Allemagne, entre autre.

Nous mettons en place l'Université populaire pour apprendre à vieillir autrement : l'UNISAVIE (l'Université du Savoir des Vieux). Nous sommes 17 millions de retraités de plus de 60 ans en France, et nous représentons 63% de l'électorat. En 2050, le tiers de la France aura plus de 60ans. Ce nombre important de retraités que nous sommes nous permettra probablement de faire évoluer les activités traditionnelles (et désespérantes !) des maisons de retraite (loto, tarots, radio crochet, boîte de chocolat et repas de Noël....), qui représentent de gros budgets pour les municipalités. Nous voulons changer cela. Nous avons toutes été des femmes intelligentes, imaginatives face aux contraintes de la vie, cultivées, qui n'ont pas toutes de grands diplômes. Pour ce « bien vieillir », nous travaillons avec l'institut Renaudo (santé communautaire) sur de nouveaux critères d'analyse des maisons de retraites, car il convient de changer les critères existants qui disent que la vieillesse c'est la maladie, le soin, le 5ème

risque. Nous oeuvrons sur des critères positifs et valorisants : plaisir, bien être, intelligence, lien social, santé communautaire. Nous avons la chance à Montreuil d'être entourées de créatifs culturels, d'innovateurs, d'alternatifs, dans tous les domaines, tout aussi pertinents les uns que les autres, Le terme « autrement » les incitent à créer, et nous nous voulons « vieillir autrement ». Ils représentent tous des partenaires précieux que nous allons associer à nos réflexions. Nous travaillerons donc concrètement à ce changement de vie, pour être dans l'utopie, dans l'innovation sociale. Nous voulons trouver des structures adaptées. Cela pourrait être l'objet d'une autre conférence.

Nous sommes heureuses d'avoir réussi notre projet, mais croyez-moi, c'est un sacré challenge !!! »

### **Michèle Philibert :**

Merci Thérèse pour nous avoir fait part de cette magnifique expérience. Bien évidemment Randa, Sandrine, Frédéric, Josette, vous pouvez prendre la parole si vous le souhaitez pour ajouter des éléments à vos premiers commentaires, et puis vous également qui êtes venus nous rejoindre, n'hésitez pas à poser vos questions, ou à faire part de vos remarques. Merci.

Nos intervenants ont-ils d'autres éléments à apporter à leurs premières prises de paroles ?

Randa Massot : « J'apporte en effet quelques compléments à ce que j'ai évoqué tout à l'heure : depuis la conférence de 2012, il y a un véritable mouvement d'ouverture par rapport à la population LGBT concernant son vieillissement.

Par exemple :

- L'intégration d'un paragraphe sur les besoins des personnes LGBT, dans le rapport national rédigé par Luc Roussy, pour la Mission autour du vieillissement, qui évoque diverses problématiques : le sida, l'hébergement avec la perspective d'un développement de logements associatifs par affinités.
- Un rapport en avril 2013 sur la prise en charge des personnes vieillissantes vivant avec le VIH/Sida rédigé par la Direction

Nationale de la santé. Il peut être consulté en ligne sur le site [www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr)

- Conférence de Aides en Avril 2013 sur ce sujet.
- En Juin, la lettre de mission Michèle Delaunay, donnée à trois associations nationales : SOS homophobie, AIDES, et le groupe SOS (l'une des premières entreprises sociales européennes - réseau des EHPAD). Celles-ci sont chargées de remettre un rapport en Octobre / novembre prochain, sur les questions du logement, du VIH, de la formation des personnels soignants par rapport à l'homophobie.

Tout cela nous fait penser que nous sommes à l'aube d'une véritable écoute gouvernementale sur ces sujets, qui permet de penser que de nouveaux dispositifs novateurs pourraient prendre place à côté de ceux déjà existants, concernant toutes ces questions. Dans une culture pyramidale comme la nôtre, quand le gouvernement donne une impulsion, souvent ensuite les autres institutions régionales, départementales, territoriales, s'engagent dans ce travail. Cela n'empêche nullement le fait que sur le terrain, c'est à chacun d'agir. Cela me conduit à évoquer le projet sur lequel je suis en train de travailler : la création d'un collectif associatif et institutionnel de réflexion sur le vieillissement et je fais appel à toutes les bonnes volontés. Le but étant de lister et de coordonner sur le terrain toutes les initiatives existantes. Cela se veut être une plateforme où les expériences, les pratiques et les réflexions sur le sujet pourraient être mises en commun. Comme le disait Thérèse, c'est à chaque citoyen de s'emparer de ce sujet, et d'agir ».

**Thérèse Clerc :**

« J'ai oublié de vous parler de la sexualité lors de mon intervention. Randa l'a fait mieux que moi, mais attention à nos beaux discours sur la sexualité. Il y a en effet une sexualité des personnes âgées dont on doit se réjouir, mais nous avons aujourd'hui des témoignages alarmants de responsables associatifs liés au VIH et au Sida concernant les personnes âgées (70-75 ans) dont certaines ont eu des rapports intimes mais... sans protection ».

**Michèle Philibert :**



Frédéric peux-tu, eu égard à tout ce qui a été évoqué précédemment, revenir plus en détail sur les questions de sociabilité, concernant le vieillissement. Car solitude, isolement, accueil dans les maisons de retraite, sont les grandes peurs majoritairement exprimées (je fais référence au questionnaire de l'Autre Cercle) par les populations LGBT.

**Frédéric Morestin :** « C'est à la fois compliqué et simple. Je ne suis pas « Babayaga », mais j'ai la chance de les côtoyer depuis longtemps. Et c'est merveilleux de voir et d'entendre ce que proposent ces femmes par leur projet, car le fait de les approcher m'apprend à la fois quelque chose de moi et d'elles.

Nous avons mis en place ensemble un travail depuis 5 ans sur le corps, et le corps dansé. On se retrouve en ateliers, et nous avons au fil du temps et de nos explorations avec ce vecteur, construit une pensée autour du beau, de l'intime et de la sociabilité. Concrètement : l'acceptation parfois des pertes, et l'acceptation des transformations. Quel espace est réinvesti dans le contact et le toucher. Lorsque je touche l'autre, lorsque l'autre me touche, qu'est-ce que je lui adresse, qu'est-ce que je reçois de sa tendresse ? Thérèse et ses compagnes nous proposent un modèle forgé dans l'utopie, mais une utopie qui pense au bien des autres, à la question du collectif, de l'aide et du bonheur partagé. Au regard d'une société qui s'est basé sur le jeunisme, le productivisme, la propriété de biens, le déploiement d'une richesse dans l'objet détenu. Cela, comme un artefact, nous interpelle sur la question de : Où se situe le bonheur ? ». Merci donc à Thérèse et ses amies de reconvoquer notre humanité : « Dans notre projet de vie où se situe notre bonheur, sinon dans notre rapport à l'autre ? ». Elles interpellent aussi la notion de « crise », sociétale, économique. Nous ramenant alors dans nos interrogations sur notre société, notre planète, à quelque chose de plus profond sur notre finitude. Quel est notre rapport à notre environnement ? Nous forçant peut être à développer une pensée sur un développement, mais un développement de la « décroissance ». Cette piste d'un bonheur qui ne se situe plus dans la possession d'objets, mais dans l'entraide me semble être d'une importance capitale. Ce que portent les Babayagas, c'est une

affinité au bonheur partagé ensemble, un espace de la tendresse, une reconnaissance de l'autre qui lui permettent de désirer vivre. Et puis elles nous apportent le désir d'aborder la vieillesse. Il convient en effet de commencer dès maintenant à ne plus penser « Qu'est-ce que je vais faire quand je serais vieux ? », mais à accueillir l'acceptation de ce mouvement naturel de la vie, et anticiper tous les questionnements : « qu'est ce que je veux aborder comme projet de vie, quels sont mes désirs, quelle place ai-je envie me donner désormais dans la société, et comment ai-je envie de partager avec les autres ? »

J'interpelle alors l'ensemble de la communauté (en particulier le milieu masculin) sur ses propres représentations (corps jeune, viril, etc...). Un premier travail à mon avis est à mener sur la capacité à s'interroger sur ses représentations, et le peu d'intégration à aborder le vieillissement, afin d'aborder une autre image de celui-ci. J'ai envie de dire aussi que dans cette image, nous pourrions nous demander ce que pourraient nous apporter nos aînés, qui ont une histoire souvent liée au militantisme, à ce partage d'utopies. Aussi, qu'est-ce que la communauté pourrait apporter à des personnes qui sont en état d'isolement et de rupture ? Nous sommes malheureusement forts d'une expérience terrible et éprouvante, celle du VIH / Sida, qui nous a donné une capacité à vivre l'accompagnement. Il faut nous en souvenir, l'actualiser et commencer un travail de terrain qui doit prendre en considération les besoins, certes, des personnes gay et lesbiennes mais pas seulement. Nous serions le fer de lance d'une transformation sociétale où globalement la fraternité est significative ».

**Michèle Philibert :**

Merci Frédéric, la parole est maintenant à notre auditoire :

**Marc :** Il y a-t'il réellement une spécificité du vieillissement LGBT ?

**Frédéric Morestin répond :** les problématiques sont les mêmes mais certaines plus intenses : isolement supérieur car absence d'enfant, voir rejet du reste de la famille. Problème de l'acceptation de soi-même et des autres

dans son homosexualité et son vieillissement. Les gays et les lesbiennes font toute leur vie un parcours de l' « acceptation ». La spécificité de la communauté gay et lesbienne, c'est donc, face au vieillissement, le cumul de toutes les problématiques liées à celui-ci et qui est commun à toutes et tous dans la société, mais aussi ceux importants de l'acceptation personnelle de son et de l'homosexualité. Je suis inquiet aujourd'hui car malgré la progression du vote de la loi du mariage pour tous, je suis triste et envahi d'un sentiment d'indignation sur la visibilité des propos horribles que nous avons pu entendre. Ce qu'il s'est joué derrière la législation, c'est la possibilité pour un certain nombre de personnes de s'être octroyé le droit de dire tout haut ce qui était inentendable intérieurement. La voie a été ouverte à l'expression d'un certain nombre de pulsions de rejet des LGBT et à l'émergence d'un nouveau discours extrêmement virulent émanant d'une tranche de la population française. Travailler sur l'appropriation permettra de mettre à mal ce discours qui est intolérable, et nous avons tant de choses à faire.... Je le dis, car globalement on pourrait croire que tout va bien. Mais les jeunes d'aujourd'hui sont nos vieux de demain. Et nous avons à travailler pour la jeunesse de demain. Le combat est loin d'être fini, et globalement ce qui s'est passé ces derniers mois est témoin d'une société française qui est vieille dans sa tête et qui doit encore, malgré l'évolution législative, progresser au niveau des mentalités ».

**Michèle Philibert :** Merci à tous les intervenantes et intervenants, au public. Je conclurais cette rencontre par un mot de Marie de Hennezelle, titre de l'un de ses ouvrages sur le vieillissement : « La chaleur du cœur empêche nos corps de rouiller », et rappelle ensuite les rendez-vous proposés dans le cadre de l'Europride par le Collectif Idem.

## **2<sup>ème</sup> PARTIE.**

# **Les Transidentités : genre, santé, enjeux politiques et sociaux**

### **QUI PARLE ?**

L'originalité de cette journée a été de voir pour la première fois en France, autant de groupes venir exposer les réponses qu'ils apportent aux questions trans en lieu et place des institutions souvent absentes ou ignorantes sur le sujet. Il a été beaucoup question de santé, ce qui se révèle être l'approche la plus consensuelle pour aborder les points qui fâchent en général. En ce sens, cette journée a été pionnière et a démontré la créativité et le professionnalisme de groupes minorisés et le plus souvent non soutenus par les pouvoirs publics. Des actes seraient une bonne chose pour fixer ce partage.

Thèmes :

- La mobilisation internationale pour la révision des nomenclatures internationales DSM (de l'APA) et CIM (de l'OMS),

- Les trans' dans la culture : représentations, modélisation, analyse socio-anthropologique du fait trans dans le monde
- Santé communautaire : prévention, sexualité, accompagnement, dispositifs d'auto-support
- Politisation : Transféminisme, lutte contre les phobies, intersectionnalité des luttes

## ■ Introduction à la table ronde

*Par Karine Espineira – Docteur en sciences de l'information et de la communication, co-fondatrice de l'Observatoire des Transidentités, Marseille. Chercheure associée au LIRCES (Laboratoire Interdisciplinaire Récits, Cultures Et sociétés). Équipe d'accueil 3159 – Ministère de la Recherche. Université de Nice-Sophie Antipolis.*

Nous n'allons pas parler des parcours de vie trans en les réduisant à des définitions ou à des catégories avec le risque de formuler à notre insu ce qui pourrait ressembler à un diagnostic. La question trans a été trop longtemps réduite à une question d'opération dite « de changement de sexe », occultant le véritable enjeu d'un parcours de vie trans : le « changement de genre » dans des sociétés que l'on voudrait plus bienveillantes.

Nous allons tenter de donner quelques clés afin d'éclairer modestement le chemin qui va être dessiné tout au long de la journée avec des exposés sur la situation internationale. Psychiatrisation et pathologisation ne sont pas sans effets sur nos existences. Nous ne sommes pas des études de cas. Nous sommes des personnes inscrites dans un tissu relationnel. Nous sommes enfants, parents, frères, sœurs, ami-e-s, conjoint-e-s. Nous sommes partie prenante de la culture commune à travers nos propres subcultures.

Il sera question des réponses que les trans ont formulées dans le champ des savoirs pour exister. Il sera dit comment nous nous sommes mobilisé-e-s pour élaborer des réseaux d'action comme d'entraide, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale, et comment des supports de santé

communautaire ont été mis en place. Enfin, nous verrons que sur les questions de genre, les questions de santé et de prévention, d'autres structures travaillent aujourd'hui avec les associations et collectifs trans. Nous verrons que les apports de la pensée féministe sont pour nous des outils essentiels. Nous interrogeons aussi le genre au sens de rapport sociaux de sexe.

Pour certains et certaines d'entre nous, nous mettons en avant une inscription dans ce qui pourrait être appelé le *post trans* et le *transféminisme*. À travers une identification de genre trans nous proposons des féminités et des masculinités croisées, non oppositionnelles, non hiérarchisées. En un mot : débinarisées. Nos vies ne peuvent pas être contenues dans une éprouvette symbolique ou dans un cabinet de psychiatrie. Nous verrons en fil rouge que nous ne nous proposons pas un modèle figé, que nous évoluons tout comme nos discours.

Le groupe de travail qui a œuvré à l'organisation de cette conférence était composé de : Pascal Court, Naouelle Corniglion, Naïel Lemoine, Nicole Roussel, Malvina Roussin, Jessika Francesca Tonnelier, Karine Espineira. Nous tenons à remercier chaleureusement les intervenant-e-s, personnes et associations amies qui ont apporté leur aide tout au long des mois ayant précédé ce jour, mais aussi mobilisées au cours de cette journée pour mener la conférence à son terme malgré des circonstances parfois difficiles.

## ■ Regard pour une socioanthropologie du fait trans

*Par Maud-Yeuse Thomas (co-fondatrice de l'Observatoire des Transidentités ODT, Marseille)*

Il est d'usage fréquent de signaler que le fait trans existe dans toutes les sociétés. Il est également d'usage courant d'aligner nos expériences en Occident à ces lointains cousins trans dans d'autres sociétés. Je voulais revenir là-dessus. Laurence Héraut présentait sa Journée transgenre ainsi :

*"Si les sociétés humaines ont traité et conçoivent les personnes « transgenres » de manière très diverses, le fait de raconter cette expérience revêt partout un enjeu important car la composition même du récit engage la légitimité de la personne « transgenre » et ses possibilités d'existence. Les récits sont, en effet, non seulement produits pour donner sens à une expérience singulière mais aussi pour engager des actions multiples et diverses par rapport à cette situation. (...)»<sup>4</sup>*

En un mot, l'on restitue l'expérience trans dans sa singularité, tout en laissant en suspens cette recevabilité sociopolitique et sa régulation sociétale et institutionnelle dont nous savons qu'elle peut être cette appropriation malveillante, justifiant une psychopathologisation sans maladie ni affection et la régulation des changements de genre par la contrainte des changements de sexe pour l'obtention de papiers d'identité.

Dans toutes les sociétés et à toutes les époques, le fait est connu et engage cette importance de l'enjeu de définition ; dans certaines d'entre elles, ces passages sont organisés en franchissements ritualisés pour des raisons de sex-ratio (Mahu de Polynésie), culturelles et/ou individuelles (Kathoey de Thaïlande, Métis du Népal et Hijras d'Inde du Nord, Feminielli

---

<sup>4</sup> Laurence Héraut, La journée transgenre, Maison Méditerranéenne des Sciences Humaines (MMSH), Aix-en-Provence.

à Naples, Muxe du Tehuamtepec-Mexique), chamaniques (sociétés amérindiennes –avant l’ethnocide amérindien-, Inuit, Yakoutes...) ou encore organisant des communautés fermées dans la société très hiérarchisée des castes (Hijras d’Inde du Sud<sup>5</sup>). Le comparatif permet de voir que chaque société donne une réponse différente. Cela permet de revenir sur la géopolitique occidentale : ce n’est pas une réponse universelle ou scientifique mais la réponse politique de l’aire sociétale Occident. L. Héraut prévient en se demandant ce que l’on compare et comment comparer et avec quels outils<sup>6</sup> ? Ne transsexualise-t-on pas ces tiers culturels un peu trop vite et pourquoi ? Il y a un précédent historique que signale Pat Califia (Le mouvement transgenre), c’est la transformation des *two spirit* amérindiens en homosexuels. Mais avons-nous nous-mêmes réinterprétés les *two-spirit* en transsexuels et désossés ces identités de leur contexte.

## Nommer, trier, classer

Pierrette Désy, une anthropologue de l’université de Laval au Québec, donnait un instantané historique de la figure du « Berdache » construit au XVIIIème siècle par les voyageurs occidentaux : Le mot berdache, tel qu'on l'emploie en anthropologie, vient du français bardache. Selon le Littré, c'est un terme obscène qui désigne « le mignon ou le giton ». Avec les variantes bardash et berdash, il a été repris par les voyageurs français et canadiens pour nommer les homosexuels aborigènes d'Amérique du Nord. L’Occident transforme le *two spirit*, cet « esprit double » en *berdache* homosexuel et le système spirituel des sociétés chamaniques en société de sauvages. L’origine du *Berdache* et de la figure *trans* sont communes à l’aire occidentale. Cette description décrit en creux comment l’Occident a effacé les variations concernant non seulement l’identité de genre des individus, leur socialisation dans le genre d’élection, mais surtout les ressources sociales et spirituelles constituant ces franchissements de genre – constituant et non pas « permettant » ou « tolérant ». Si les identités-tiers sont parfois des chamans

---

5 Flora Yacine, « Des Indiens du troisième sexe », Sciences humaines, n°235, mars 2012, <http://www.scienceshumaines.com>,

6 Laurence Hérault, « Introduction Tour du monde trans », in *Transyclopédie*, (coor.) A. Alessandrin, K. Espineira, M-Y. Thomas, Ed. Des ailes sur un tracteur, 2012.



et les « passeurs de monde » que décrivent les ethnologues et anthropologues (par ex. L. Héraut et de F. Sironi<sup>7</sup>), il nous faut reconnaître qu'il n'y a rien de tout cela en Occident mais cette théorie malveillante du « transsexualisme », théorie ethnique, non pas d'une pathologie mentale, mais de la création de ce tiers identitaire à l'extérieur de son aire mentale, culturelle et sociale (« ethnoscape », Appadurai). Les discours et récits sont saturés de termes médicaux, ne permettent pas de narrer la personne que nous sommes.

Dans un monde rationalisé, entièrement démagifié et déchamanisé, nous n'avons la plupart du temps aucune idée de ce que peut signifier un « passage de monde ». Or nous avons besoin de ces ressources pour dire cette personne en transition, en franchissement, non pas seulement en des termes médicaux mais en des termes sociaux, culturels, philosophiques. Des récits pour abattre les classements nosologiques, les scripts déviants, pour répondre à nos besoins, pour faire condamner les actes transphobes, moraux comme physiques. Non seulement, il n'y a pas de passeurs/euses mais encore ceux et celles qui ont pris symboliquement cette charge sont également pathologisés.

Là où l'Occident parle de transgression, d'individualisme, de travestissement, de dysphorie... le passeur de monde capte ce sens du franchissement. Marie-Antoinette Czaplicka<sup>8</sup>, une anthropologue, le décrivait déjà en 1914 :

*« Socialement, le chamane n'appartient ni à la classe des hommes ni à celle des femmes, mais à une troisième classe, celle des chamanes [...] ils ont des tabous particuliers, comportant des traits à la fois masculins et féminins. La même chose peut être dite de leur costume, qui combine des caractéristiques propres aux vêtements des deux sexes ».*

---

7 Françoise Sironi, Psychologie(s) des transsexuels et des transgenres, Ed. Odile Jacob, 2010.

8 Marie-Antoinette Czaplicka, Aboriginal Siberia. A study in Social Anthropology, 1914, Oxford, Clarendon Press.

Un autre anthropologue, B. Saladin d'Anglure, écrit (vers 1985) :

*« Les travaux de Margaret Mead (1935) faisaient alors école, depuis qu'elle avait démontré que cette division des tâches avait un caractère relatif et résultait de choix culturels et sociaux et non pas d'un déterminisme biologique lié à la différence des sexes. Elle établissait par là les fondements d'une définition du genre (...) ».*

M. Mead établit surtout un comparatif en défaveur de l'universalisme omnipotent de l'Occident dont la fonction majeure est de masquer le colonialisme et de s'appropriier les ressources symboliques majeures. Cet espace « troisième » est social et ne peut être convoqué ni par sexe ni par le genre. En lui-même, il est un espace d'intermédiations transgenre des passages. Nul besoin de la notion sociale ou médicale de « travestissement » : le terme de chamane est utilisé, outre ses fonctions, comme espace sociologique de relations et non d'une quelconque intériorité d'un individu minoritaire et médicalisé, ce qui est le propre de la lecture occidentale qui trie et classe, qui nous distingue d'autrui dans le lien social. L'éventuel « troisième » (sexe ou genre) est le rite de passage qu'indique le chaman, au-delà du « changement » qui est spécifique à la binarité oppositionnelle sans rite ni gué de passage ; cet espace « troisième » est distinct d'une culture à l'autre. Si la place du chaman peut être enviée, c'est autant pour ce rôle de passeur que ce qu'il ouvre en termes de ressources symboliques. En ritualisant ce franchissement, il guérit les âmes blessées dans ce passage. Il a un rôle de médiation globale, de type socioculturel. Ajoutons qu'au contact des catégories occidentales, sa fonction serait d'empêcher que ces passages soient interprétés comme des franchissements indus ou des troubles. Fonction qu'occupe déjà des responsables associatifs, militants ou non, trans ou non.

On se trouve face à une question anthropologique majeure : la relativisation socioculturelle de système sexe-genre incluant des gués a été digérée par la

conception rationaliste de l'Occident rejetant ces gués et avec eux les ressources psychiques et sociales des individus.

Ce que met en lumière l'anthropologie, me semble-t-il, outre le fait que les savoirs médicaux ne sont pas des ressources mais une réponse technique, c'est qu'aucune ressource sociale n'a été mobilisée pour ritualiser ces franchissements et faciliter nos passages, soulager les solitudes et souffrances, condamner les actes transphobes. On a fabriqué une exception médicale valant pour exception sociojuridique s'appuyant sur ces solitudes et souffrances. Il s'ensuit cette situation typique en Occident où les militances tiennent lieu de gué et de lien social ténu, à la fois sociopolitique et psychique, sans appui. La population trans occidentale s'est comportée faute de ressources sociales, se constituant en double aveugle (non pas, quel genre me convient le mieux, mais pourquoi ne puis-je pas choisir ?) et face à une discrimination massive à l'instar des Hijras d'Inde du Sud, à un phénomène des castes, non pensées comme telles en Occident.

## ▪ **Le « sujet trans » : Une représentation hégémonique ou une figure alternative ?**

*Par Karine Espineira*

Cet exposé s'appuie sur une partie des données des travaux de thèse de doctorat intitulée : « La construction médiatique des transidentités : une modélisation sociale et médiaculturelle », soutenue le 12 novembre 2012. Pour mémoire, cette étude s'est appuyée sur cinq années d'observation participante du terrain transidentitaire et sur un corpus formé à l'Institut National de l'Audiovisuel qui nous a permis de regrouper 886 documents sur la période 1946-2010. Le cadre d'énonciation étant aussi militant, des positionnements engagés seront clairement assumés dans cette communication.

### **Les tendances**

L'étude des glissements sémantiques du lexique médiatique des transidentités (le vocabulaire utilisé pour parler des trans) permet de décrire et d'analyser les liens objectifs qu'entretiennent des représentations sociales et des représentations médiatiques devenues désormais consubstantielles. Le qualificatif de « fait divers » disparaît peu à peu au profit de celui de « fait de société », qui cède lui-même progressivement la place à la notion subversive d'« égalité des droits ». Le terme travesti est le seul désignant les trans qui préexistent à la télévision. Dès les débuts de la télévision, ce terme désigne déguisés en femme. Le document de 1946 par exemple, s'intéresse à la fête de la demi-lune à Lyon. La mariée est jouée par un homme, ce qui vaut au document de l'Office Radiodiffusion Télévision Française le descripteur « travesti » et son inscription dans le corpus. La télévision parle massivement de travestis jusqu'à nos jours. Cette figure qui est en fait un bouc émissaire oblitère déjà la réalité du changement de genre car le travestissement est déjà un changement de genre sanctionné par la société. Pensons à ces femmes portant pantalon que l'historienne Christine Bard analyse dans sa recherche.

À partir de la prise en charge institutionnelle en 1979 en France par exemple, on parle moins de « travestis » et plus des « transsexuels ». En cela, la télévision suit l'esprit du temps pour reprendre cette belle expression d'Edgar Morin. Pour ainsi dire « les transsexuels chassent les travestis de la télévision » et les médias « transsexualisent » toutes les identifications de genre trans. Les trajectoires de vie sont homogénéisées comme tenant de l'ordre du sexe alors sur le terrain l'hétérogénéité est la règle. Dans le discours des médias, la tendance globale est celle-ci : les trans changeraient de « sexe » par souci identitaire et non sexuel. Dans ce glissement sémantique, on note qu'un terme comme « transgenre », très présent dans le monde associatif et militant, les gender studies et les cultural studies, est bien plus confidentiel aussi bien à la télévision que dans les fiches d'archivage de ces matériaux audiovisuels à l'INA. Transidentité est inexistante. On prononce parfois le mot dans les émissions mais on ne l'écrit que très rarement dans les documents d'archivages et il ne figure jamais dans les titres des émissions qui préfèrent de loin les termes transsexuels, transsexualité ou travestis.

## **Définitions?**

Définir est toujours un exercice risqué. Comment définir sans normer ? Comment nommer sans disqualifier ? Mais nous savons aussi que nommer c'est faire exister. Le retournement du stigmaté est ici évocateur. Pensons comment les insultes « pédés » ou « gouines » ont donné lieu à réappropriation jusqu'à la fierté transpédégouines. En télévision, quand on parle des trans, la question porte le plus souvent sur les différences entre transsexuels, transgenres et travestis. Souvent la réponse donnée est des plus réductrices : on dit que « les transsexuels se font opérer », « les transgenres ne se font pas opérer », « les travestis c'est pour le sexe ». On oublie trop vite que ce que toutes les trans ont en commun, c'est le changement de genre et pas le changement de sexe et on s'attache pourtant à les différencier sur le sexe et la sexualité. La question du travestissement est

une nouvelle fois l'occasion de rappeler les discriminations subies par les « femmes en pantalon » ou aux cheveux courts.

Créer des catégories revient parfois à s'incriminer dans un processus conduisant à des définitions aux allures de diagnostic. L'une des plus grandes colonisations du système binaire et de l'instance médico-légale c'est d'avoir proposé des outils permettant aux personnes trans de se catégoriser entre eux. Dans un schéma qui montrerait combien le lexique trans militant et féministe est plus riche que celui proposé par l'institution médicale et les médias, on ne manquerait pas de souligner l'apport des gender studies et des épistémologies féministes. À lui seul, le préfixe "trans" est riche de sens et d'ouvertures.

### **Des « institués » à contextualiser**

Dans notre étude, on voit très précisément que les médias abordent « l'institué transsexé » (la représentation dominante, valorisée et rassurante) aux dépens de « l'institué transgenre » (la représentation confidentielle, minorée et paniquante). L'un rassure puisque les personnes disent ne pas contester l'ordre social et historique (ici celui du genre) tandis que les autres créent de la panique et troublent le genre et l'ordre public en refusant l'assignation et l'inscription dans une société estimée sexiste, inégalitaire et hétéro normative.

Dès les premiers visionnages à l'Inathèque, il ne faisait aucun doute qu'un document décontextualisé ne donnerait qu'un sens limité et trompeur à l'étude si on ignorait logiques de production, structures de représentation de la période de production, dynamiques sociales en action, et pour tout dire un esprit du temps. Les productions des années 1970 sont imprégnées symboliquement par « la libération sexuelle », mais aussi par une télévision sous tutelle passant du noir et blanc à la couleur. Elle était parfois très audacieuse tant dans ses choix thématiques que dans ses traitements médiatiques. La télévision garde ainsi une trace de la rencontre quelque peu avortée entre trans et féministes dans la seconde moitié des années 1970 et

les émissions destinées « aux ménagères » sont bien plus subversives qu'on ne le pense. Les téléspectatrices présentent en plateau font preuve de savoirs féministes et sont politisées. Elles interpellent amicalement les trans comme de possibles alliés sur « les questions de genre » dirait-on aujourd'hui avec notre esprit du temps. L'édification de « l'institué transsexue » coïncide avec l'arrivée des « experts » de la question sur les plateaux de télévision et les formations d'équipes hospitalières dédiées à « la prise en charge ». L'ensemble de l'analyse permet de dire que les médias formulent durant cette période une « transsexualisation » globale. Le sujet transsexuel est institutionnalisé en une valeur plus enviable que le statut de « travesti » rejeté à la marginalité.

### **Christine Jorgensen : un exemple d'inscription dans les imaginaires**

Le premier document proposé est celui des actualités américaines montrant Christine Jorgensen sa descente d'avion et présentée comme la première transsexuelle opérée du monde . Ce document de la presse filmée diffusé massivement et il montre une femme accueillie par une nuée de journaliste des photographes à l'instar des célébrités du cinéma et du sport dans les années 1950. [Avant de le diffuser, j'ai proposé au public de considérer ce document comme « une histoire non trans » dans laquelle les personnes trans sont des objets de savoir.]

Le second document est un extrait du biographical motion picture réalisé par Irvin Rapper en 1970 intitulé « The Christine Jorgensen Story » et dans lequel Christine est impliquée comme consultante. Cette fois, à sa descente d'avion, on découvre des journalistes moqueurs et raillant Christine. [Avant de le diffuser, j'ai proposé au public de considérer ce document comme « une histoire trans » dans laquelle les personnes trans sont des sujets de savoir.]

Même lieu, même événement en apparence mais deux versions différentes comme autant d'inscriptions dans les imaginaires distants de 27 ans. Dans l'histoire et l'imaginaire « non trans » : on voit Jorgensen accueillie comme une star. On peut aussi lire inscription de la « transsexualité » dans

l'imaginaire commun comme suit : une femme, blanche, occidentale, citadine et hétérosexuelle.

Dans l'histoire trans, on peut lire le récit d'un mépris enfin raconté, d'un récit d'une transphobie qui ne dit pas son nom et qui n'a pas encore de nom. Bien au-delà de l'exemple de la médiatisation de Jorgensen, la télévision a tout particulièrement contribué à l'inscription de la « transsexualité » dans l'imaginaire commun ainsi : une femme, blanche, occidentale, citadine et hétérosexuelle. Et l'histoire des trans et leur culture a longtemps été écrite par des non-trans dans les médias comme dans les « sciences ».

Dans le cadre français particulièrement, il va falloir attendre la deuxième moitié des années 2000 pour voir surgir ce qui pourrait être appelé une histoire trans d'une part avec des productions tels que les courts-métrages militants (les Do-It-Yourself du GAT, Sans Contrefaçon et STS), et d'autre part avec une image et une parole plus proche de la réalité grâce à des documentaires comme *Screamin Queens – The Riot at Compton's Cafeteria* (Victor Silverman et Susan Stryker, 2005) qui raconte l'histoire d'une première révolte à San Francisco en 1966 venant compléter à rebours dans la légende celle de Stonewall. *L'Ordre des mots* (Cynthia et Mélissa Arra, 2007), *Nous n'irons plus au bois* (Josée Dayan, 2007), *La Transparentalité aujourd'hui* (Maud-Yeuse Thomas, 2007), *Identités remarquables* (Emmanuelle Vilain et Nathalie Lépinay, 2010), *Diagnosing Difference* (Annalise Ophelian, 2009), *Fille ou garçon, mon sexe n'est pas genre* (Valérie Mitteaux, 2011) ou encore *Mes questions sur les trans* (Serge Moati et Charlotte Lessana, 2011).

Ces documents laissent s'exprimer des « identités paniquantes », qui dérangent dirait un supporter de la manif pour tous. Avec ces paroles qui créent du trouble, « l'institué transgenre » trouve à s'exprimer hors de la norme dominante d'une société donnée. Dans la nôtre précisément, nous parlerions d'une norme hétérosexuelle et binaire. Si « l'institué transsexe » se plie à cet ordonnancement, on ne peut plus ignorer que les identités « autres » et « alternatives » ont aussi des effets identitaires sur les journalistes, les réalisateurs, les documentaristes mais aussi sur l'ensemble de la société. Ce qui rassure est toujours plus valorisé que ce qui panique.



On doit donc l'évolution du sujet à des personnes engagées côté trans, des documentaristes parfois très engagés ou très curieux côté médias.

## Conclusion

L'évolution de la représentation des personnes trans a été le fait de personnes en grande majorité militantes ou engagées. À défaut de maîtriser « le dossier trans », chacun tente d'en saisir les enjeux : qui suis-je au-delà du genre assigné et reproduit ? La culture inhérente à mon genre est-elle effet de domination, de soumission, ou rien de tout cela ? Ma place détermine-t-elle mon rôle ? Mon rôle détermine-t-il mon rang dans le monde ? La condition transidentitaire amorce ou confirme à notre avis un tournant culturel. Ces questions nous semblent aussi politiques qu'existentielles.

La figure du « travesti » m'intéresse beaucoup. Grâce aux études de genre par exemple, la figure est « dépervertie » et analysée comme franchissement de genre sanctionné par une bouc-émissarisation. On peut banaliser cette figure et la banaliser en la plaçant du côté du genre et non plus du côté du « sexuel » tel que considéré dans les discours moralistes religieux et parfois « psychiatriques ». Les « transsexuels » se défendent souvent en télévision de l'assimilation à cette figure bouc émissaire. Dans ma recherche, j'ai aussi noté que la parole des travestis des années 1970 est souvent plus politique et plus critique que celle des transsexuels des années 1980 de cette période les personnes trans passent sous la tutelle psychiatrique. Faut-il vraiment n'y voir qu'un hasard ?

## Références bibliographiques

- BERTINI Marie-Joseph, Ni d'Ève ni d'Adam – Défaire la différence des sexes, Paris, Max Milo, 2009, 288 p.
- BORNSTEIN Kate, Gender Outlaw : On Men, Women and the Rest of Us, New-York, Routledge, 1994, 304 p.
- BOURCIER Marie-Hélène, Sexpolitiques, Queer zone 2, Paris, La Fabrique, 2005, 301 p.
- BUTLER Judith, Défaire le genre, traduction de Maxime Cervulle, éditions Amsterdam, 2006, 311 p
- BUTLER Judith, Trouble dans le Genre, traduit par Cynthia Kraus, Paris, La Découverte, 2005, 281 p.

- COULOMB-GULLY Marlène, « Genre, politique et analyse du discours. Une tradition épistémologique française gender blind », *Mots. Les langages du politique*, n° 94, 2010, p. 175-182, 228 p.
- CALIFIA Patrick, *Le mouvement transgenre*, traduction de Patrick Ythier., Paris, Epel, 2003 (1997), 384 p.
- CERVILLE Maxime et QUEMENER Nelly, « Genre, race et médias. Divergences et convergences méthodologiques dans les sciences de l'information et de la communication », dans BOURDELOIE H. et DOUVERE D. (sous la direction de), *Méthodes de recherche sur l'information et la communication. Regards croisés*, Paris, Mare & Martin, coll. « MédiaCritic », (à paraître en 2014).
- CRENSHAW Kimberley Williams, « Cartographe des marges : intersectionnalité, politique de l'identité, et violences contre les femmes de couleur », traduction d'Oristelle Bonis, *Les Cahiers du genre*, n° 39, Paris, L'Harmattan, p. 51-82, 2005, 220 p.
- DORLIN Elsa, *Sexe, genre et sexualités*, collection Philosophies, Paris, Presses Universitaires de France, 2008, 153 p.
- ESPINEIRA Karine, « Transidentités et média (tion) s », in *Géographie des Homophobies*, ALESSANDRIN A. et RAIBAUD Y. (sous la direction de), Paris, Armand Colin, 2013, p. 57-69, 224 p.
- ESPINEIRA Karine, *La transidentité de l'espace public à l'espace médiatique*, collection Champs Visuels, Paris, L'Harmattan, 2008, 197 p.
- ESPINEIRA Karine, « La médiatisation des politiques transgenres : Du statut de contre-public à l'inégalité de la représentation », *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, rubrique « Émergences », n°4, coordonné par Nelly QUEMENER, et Virginie JULLIARD, 2014 (à paraître).
- ESPINEIRA Karine, « Depathologization », avec Amets Suess et Pau Crego Walters, *TSQ : Transgender Studies Quarterly*, Duke University Press, Paisley CURRAH & Susan. STRYKER Editors, 2014 (à paraître).
- ESPINEIRA Karine, « La construction médiatique des transidentités : Une modélisation sociale et médiaculturelle », rubrique « Recherche Actualités » de la revue « *Le Temps des médias* », n°20, coordonné par Jamil DAKHLIA, printemps 2013.
- FEINBERG Leslie, *Transgender Warriors : Making History from Joan of Arc to Dennis Rodman*, Boston, Beacon Press, 1997, 147 p.
- FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, 360 p.
- FRASER Nancy, « Rethinking the Public Sphere : A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy » *Social Text*, n° 25/26, Duke University Press, 1990, p. 56-80, 272 p.
- GOFFMAN Erving, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, tome 1, « La Présentation de soi », Paris, Éditions de Minuit, 1973, 256 p.
- GUILLOT Julie, BEAUBATIE Emmanuelle, « L'invisibilité FtM : aspects sociaux et politiques », *La Transidentité : Des changements individuels au débat de société*, ALESSANDRIN A. (sous la direction de), Paris, L'Harmattan, 2011, p. 71-92, 160 p.
- HARAWAY Donna, *Manifeste cyborg et autres essais*, Sciences - Fictions - Féminismes, Anthologie établie par ALLARD Laurence, GARDEY Delphine & MAGNAN Nathalie, Paris, Exils Éditeur, 2007, 333 p.
- HARDING Sandra, « L'instabilité des catégories analytiques de la théorie féministe », janvier 1991, *Multitudes Web 8*, [En ligne], accès et disponibilité : <http://multitudes.samizdat.net/L-instabilite-des-categories>. Première publication en avril 1991, *Signs*, traduit par Michael Hardt, vol. 11, n° 4, 1986.

- NICOT Stéphanie et AUGST-MERELLE Alexandra, *Changer de sexe : identité transsexuelles*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2006, 187 p.
- SIRONI Françoise, *Psychologie (s) des transsexuels et des transgenres*, Paris, Odile Jacob, 2011, 272 p.
- THOMAS Maud-Yeuse, ALESSANDRIN Arnaud, ESPINEIRA Karine (dir.), *La Transyclopédie*, collectif, édition Des Ailes sur un tracteur, 2012, 350 p.

## ▪ **Droits civiques et accès aux soins des personnes Trans**

*Par Florence Bertocchio (Arc-en-ciel, Toulouse)*

La commission Trans d'Arc En Ciel Toulouse s'est donné pour objectifs de :

- Contribuer à la plate-forme des revendications AEC sur les droits LGBT ;
- Contribuer à la visibilité des personnes Trans ;
- Informer le public, en premier lieu les personnes Trans et leurs proches, et les professionnels (santé, droit).

Or, la maîtrise de la question des droits ne sert pas seulement à revendiquer. Elle sert aussi à mieux accueillir, conseiller, orienter les personnes. En effet, on voit encore trop souvent arriver aux permanences d'écoute des personnes convaincues qu'elles vont être mises sous tutelle, qui appréhendent le processus de transition comme « règlementé », ignorant le plus souvent l'étendue de leurs droits réels.

### **1. Etape n° 1 de l'accueil des personnes Trans : « Leur rappeler leurs droits »**

Ce rappel des droits fondamentaux tient en deux points :

- 1- Il n'existe aucune loi qui limite la possibilité de se dire « il », « elle » ou autre.
- 2- Il n'existe aucune loi qui limite spécifiquement la liberté des personnes Trans à disposer de leur corps.

Le fait qu'il existe deux restrictions sérieuses à ces libertés ne diminue pas le fait qu'en matière de genre c'est le régime de la liberté qui prévaut. Il est malheureusement tout aussi important de bien connaître les restrictions actuelles à ces libertés.

- 1) Le changement d'état civil est soumis à des conditions définies par la jurisprudence.
- 2) La prise en charge des soins et des actes médicaux spécifiques à la transidentité, ainsi que de certains soins et actes médicaux non spécifiques, est soumise à des conditions mal définies et probablement arbitraires.

Les conditions liées au changement d'état civil ne limitent pas la liberté d'affirmer son identité de genre mais la possibilité de la justifier légalement. Il est opportun de rappeler que la quasi-totalité des organisations Trans et LGBT revendiquent aujourd'hui la démedicalisation et la déjudiciarisation complètes de la procédure. Quant aux conditions mises à la prise en charge des soins, elles limitent la liberté des personnes les plus vulnérables économiquement à disposer de leur corps et les mettent plus particulièrement en danger.

## **2. Mettre en chantier les questions d'accès aux soins des personnes Trans**

Cette mise en question est nécessaire pour se situer en partenaires exigeant-e-s et pleinement citoyen-ne-s du système de santé : professionnels de santé, médecins, organismes de sécurité sociale, administration, ministères de tutelle. Elle s'organise selon nous en quatre thèmes :

- Des effets irréversibles ?
- Des soins spécifiques ?
- Des traitements hormonaux, pour quoi faire ?
- Etre opéré-e, pour quoi faire ?

### ***2.1. Des effets irréversibles ?***

La jurisprudence concernant le changement de la mention du sexe à l'état-civil exige de prouver « la réalité du syndrome transsexuel ainsi que le caractère irréversible de la transformation de son apparence ». Ainsi, le champ du droit, influencé par quelques médecins pratiquant sans scrupule l'abus de pouvoir, semble en retour légitimer cette notion d'irréversibilité.

Or l'idée que la transformation de l'apparence puisse être irréversible est très fantaisiste.

La notion d'irréversibilité, actuellement encore invoquée dans la jurisprudence, est aussi peu rigoureuse que le « syndrome de transsexualisme ». La seule chose que l'on peut affirmer à cet égard est que l'ablation des gonades a un effet irréversible sur la fertilité naturelle d'une personne. C'est pourquoi, un grand nombre d'associations ont dénoncé ce critère d'irréversibilité comme étant une exigence de stérilisation. En France, cette exigence ajoutée à l'impossibilité de conserver ses gamètes aboutit en effet à une stérilisation de fait des personnes Trans, y compris par les techniques de PMA. La circulaire de 2010 a hasardé maladroitement que l'irréversibilité pourrait être prouvée par la persistance d'un traitement hormonal et certaines opérations de chirurgie esthétique. C'est très peu rigoureux en ce qui concerne l'apparence de la personne. Ce qu'une opération esthétique a fait dans un sens, elle peut le défaire dans l'autre : par exemple, une augmentation mammaire peut être effacée par un retrait des implants. Certaines évolutions physiologiques sont en effet irréversibles, comme la mue de la voix à la suite de la prise de testostérone. Mais la mue de la voix est également irréversible chez les garçons à l'adolescence et pourtant la plupart des personnes MtF ayant transité après la mue n'ont aucun mal à faire passer leur voix pour féminine. Il n'est pas davantage rigoureux d'affirmer qu'un traitement hormonal « à long terme » possède un effet irréversible sur la fertilité car il faudrait alors mieux définir le « long terme » : on a rapporté des cas de grossesse chez des femmes biologiques dont la compagne, MtF, suivait un traitement hormonal depuis plusieurs années. La seule évolution irréversible et très significative que l'on puisse provoquer est la stérilité acquise par la castration. Dans le cas des personnes FtM, l'ovariectomie et l'hystérectomie obligatoires sont encore plus controversées. Ces organes internes ne sont pas visibles, ils n'affectent donc pas l'image de la virilité, ou de la féminité d'ailleurs. D'autre part le traitement hormonal à base de testostérone interrompt les mécanismes physiologiques féminins qui ont leur siège dans ces organes, en particulier les règles. Certes il existe des divergences sur les risques liés au traitement hormonal. Mais ces risques ne sont pas prouvés et certaines personnes FtM

souhaitent conserver leur utérus. La seule chose que l'on peut affirmer avec certitude est que l'hystérectomie élimine une situation potentielle où un homme Trans porterait un enfant, comme Thomas Beatie et plusieurs autres l'ont fait. Si cette seule raison devait être retenue, on serait dans une intention délibérée de stérilisation. On doit juger sérieusement de cette intention de stérilisation forcée au regard des droits humains.

En réalité, pendant la transition, comme d'ailleurs pendant toute la vie de n'importe quel individu, le corps connaît des évolutions plus ou moins réversibles. En ce qui concerne la transition, la seule évolution irréversible et très significative que l'on puisse provoquer est la stérilité acquise par la castration. Or ce ne sont pas les personnes Trans qui l'exigent actuellement mais la jurisprudence, de fait.

## ***2.2. Des soins spécifiques ?***

La plupart des actes et des soins que l'on estime habituellement associés à la transition ne sont en fait pas spécifiques à ce processus. Les actes et soins spécifiques correspondent à des évolutions physiologiques et anatomiques peu réversibles antérieures (chirurgie génitale, mammectomie, épilation faciale). Certains soins ou actes spécifiques correspondent à des prises en charges très particulières et forcément transitoires. *Les hormonothérapies ne sont pas des actes spécifiques.* En effet, tous les corps, cisgenres comme transgenres, connaissent des modifications cycliques ou tendanciennes du régime hormonal à travers la vie. Tous les corps, cisgenres comme transgenres, sont retravaillés en permanence sous l'effet du régime hormonal. La modification du régime hormonal n'est pas spécifique au corps Trans. La « transformation » du corps sous l'effet du régime hormonal n'est pas spécifique au corps Trans.

La question du régime hormonal est une question qui concerne tout le monde et en premier lieu toutes les femmes. Par exemple, dans un numéro récent de Causette, la parole est donnée à ces femmes « *sportives, étudiantes, bêtes à concours, mères de familles lasses de cet éternel recommencement* » qui réclament qu'on les débarrasse de leurs règles. Le médecin et auteur Martin

Winckler a toujours défendu leur revendication comme légitime et un certain nombre de médecins y voient en outre un enjeu de santé publique car les cycles sans grossesse augmentent selon eux les risques de cancer. Un autre exemple est donné par le choix du mode de contraception, le stérilet ayant pour certaines femmes la qualité de ne pas perturber leur régime hormonal naturel. Certaines femmes se retrouvent dans la notion de cyclicité, d'autres moins. Certaines femmes accordent une importance particulière aux variations spontanées de leur régime endocrinien, hors de toute régulation exogène, avec les conséquences sur les paramètres corporels qui en découlent, d'autres moins. Ainsi, la question de l'artificialisation du régime hormonal n'est vraiment pas spécifique aux personnes Trans. On entend trop souvent que les personnes Trans prennent des hormones pour « se transformer ». Il faut en finir avec le mythe de la « transformation ». La plupart des associations Trans de terrain partagent aujourd'hui une vision commune et mesurée des effets morphologiques attendus. Ils sont modestes et se mettent en place sur le long terme. Nous savons faire de la pédagogie à ce sujet. Mais si ce n'est pour « se transformer », à quoi cela sert-il ?

### ***2.3. Traitements hormonaux, pour quoi faire ?***

Sous l'effet du régime hormonal, beaucoup de paramètres corporels évoluent. Comprendre quel est son « rapport au monde » permet à chaque personne Trans de définir le régime hormonal qui lui correspond. *Quel rapport au monde ? Quels ressentis ? Quels désirs ?* Des complications, des difficultés peuvent surgir dans n'importe quel traitement. Toutefois, aucune des hormones naturelles concernées (oestradiol, progestérone et testostérone) ne peut être considérée comme dangereuse au point de restreindre sa manipulation à des spécialistes triés sur le volet.

La petite population que représentent les trans n'a jamais justifié jusqu'ici une étude significative des effets des traitements hormonaux. Dans les contextes de restriction des dépenses publiques vers lesquels on s'oriente, il convient d'être pragmatique et d'utiliser ce que l'on sait déjà. Les hormones



sexuelles produisent leurs effets sur les différents génotypes (XX, XY et leurs variantes) d'une façon qui n'apparaît significativement sensible qu'à une seule chose : l'existence de variants génétiques sur les récepteurs à ces hormones (par exemple le fameux « syndrome du testicule féminisant ») et/ou l'absence de cible physiologique (le fait par exemple qu'une femme Trans n'ait pas d'utérus). L'ensemble des caractères sexuels secondaires se met en place à partir de l'imprégnation hormonale à laquelle échappe un seul aspect de la sexuation qui est la mise en place des gonades (les glandes sexuelles). Autrement dit, les corps « mâle » et « femelle » du point de vue génétique sont également faits pour recevoir l'un ou l'autre des deux grands régimes endocriniens : ceux à base d'androgènes et ceux à base d'œstrogènes. Il n'existe pas de réponse spécifiquement différente des génotypes XX et XY (et de leurs variants) à l'action des œstrogènes et de la progestérone, en dehors de l'absence de réceptivité de certaines cibles comme l'utérus simplement parce que ces cibles n'existent pas dans l'anatomie d'une femme trans. Pour cette raison là, et du moins en ce qui concerne les femmes trans, c'est une escroquerie intellectuelle de faire penser que la prescription de ces hormones nécessite une formation particulière tout simplement parce que les millions de THS (traitement hormonal de substitution) délivrés dans le monde à des femmes bio, principalement en réponse à la ménopause, créent un retour d'expérience largement suffisant pour indiquer au médecin comment prescrire : ceci concerne aussi bien les dosages que les précautions à prendre, qui portent sur l'aggravation des risques cardiovasculaires et de cancer du sein.

En exprimant cela, nous ne nous situons pas davantage comme médecin que nos camarades des commissions « Santé » dans les différentes organisations LGBT. Ces camarades des commissions « Santé » se sentent fondés à s'emparer de sujets tels que le don du sang, la prévention combinée, les traitements post-exposition et dialoguer avec les médecins sur ces thèmes, y compris dans leurs dimensions scientifiques et techniques, à leur place d'usager du système de santé. C'est exactement ce que nous faisons ici, ni plus, ni moins.

## ***2.4. Opéré-e, pour quoi faire ?***

La chirurgie génitale, improprement et scandaleusement appelée chirurgie de réassignation, peine à trouver sa place entre le fantasme, le mythe et le non dit. La pratique associative de l'accueil, de l'écoute et du conseil nous amène à rechercher sa place réelle, qui sera celle où les personnes Trans elles-mêmes voudront la mettre.

Tout d'abord, il est affligeant en 2013 que des personnes soient encore amenées à penser cette chirurgie uniquement en termes de conformité sociale. Non seulement la loi ne dit plus tout à fait clairement qu'elle est imposée – ce qui apparaît aujourd'hui comme un défi aux principes de liberté et de dignité de la personne – mais de plus un nombre croissant de personnes montrent par leur exemple qu'elle ne doit pas être pensée comme une nécessité. L'une des premières actions, lorsque cette question est évoquée parmi les projets d'une personne, est donc d'interroger, sans jugement de valeur et dans le plus grand respect de l'autonomie de chacune, le désir de conformité sociale.

S'agissant du corps intime, le fait de mettre en question le désir de conformité sociale permet de favoriser une réflexion individuelle sur les buts et les désirs intimes et d'amener chacun-e à penser la chirurgie génitale en termes de représentations personnelles et de fonctions corporelles. Il s'agit en particulier de (re)prendre en compte la question de la sexualité, particulièrement importante à cet endroit du corps. Face à la thèse du désir de conformité sociale, nous devons développer une exigence de respect et d'épanouissement des capacités fonctionnelles du corps intime. Parmi ces capacités essentielles se trouve la sexualité, composante de la vie relationnelle et, en tant que telle, de l'identité de genre.

Afin de permettre une meilleure prise en compte de la sexualité, ceci nous amène à rechercher des méthodes d'évaluation objective de la chirurgie génitale qui dépassent la question de l'apparence. Bien entendu, cette recherche ne peut être menée par les seules associations et nécessite la

collaboration de médecins, en particulier de gynécologues et de sexologues en ce qui concerne les femmes Trans.

## 2. Conclusion

Quelques objectifs de court terme :

- Constituer des réseaux de médecins partageant nos valeurs (zéro-psychiatisation, liberté, responsabilité, consentement éclairé).
- Interpeler les organismes de sécurité sociale sur les règles et procédures appliquées pour la prise en charge des personnes Trans.
- Participer à la création de référentiel d'évaluation des chirurgies génitales.
- Créer de la visibilité sur les questions de santé et de sexualité nous concernant.
- Promouvoir une approche de la sexualité des personnes Trans pas seulement à travers la (mauvaise) santé mais aussi sous les angles relationnels et du plaisir.

## ■ **Aborder l'identité de genre dans les interventions de prévention auprès d'un public jeune ou adulte**

*Par Alain Martelli (SOS Homophobie)*

SOS homophobie a fait de la prévention des discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre un axe prioritaire de son action. Dans ce but, SOS homophobie effectue deux types d'intervention auprès du public depuis plusieurs années : les interventions en milieu scolaire (IMS), qui s'adressent à des élèves allant de la 4<sup>e</sup> à la terminale, et les interventions et formations pour adultes (IFPA). Alors que la diversité des orientations sexuelles est, en apparence, connue du grand public, y compris chez les plus jeunes, les questions relatives à l'identité de genre et aux transidentités restent très méconnues ou mal comprises. Aborder les LGBT-phobies dans leur ensemble reste pourtant essentiel dans l'action de prévention car ces discriminations ont une même origine. Pourquoi et comment parler d'identité de genre et de transidentités auprès d'un public non averti ? Voici une des questions à laquelle nous souhaitons amener quelques réponses.

L'action de prévention est essentielle dans la lutte contre les discriminations. Elle a pour but d'informer, de sensibiliser le public aux causes des discriminations pour l'inviter à devenir acteur éclairé d'une société du vivre ensemble. La présente contribution propose des modes d'action pour la prévention des discriminations à l'encontre des personnes Lesbiennes, Gays, Bi'et Trans' (LGBT) auprès de divers publics, qu'il soit jeune ou adulte. Ces propositions se basent non seulement sur le travail de terrain de SOS homophobie depuis quelques années, mais aussi sur une réflexion et un travail au sein de l'association, notamment lors de nos séminaires sur les interventions en milieu scolaire (IMS) ou via la récente création du groupe Transidentités et Genre, qui cherchent à élaborer de nouveaux outils pédagogiques.

SOS homophobie est une association qui a été créée en 1994, et qui s'est construite tout d'abord autour d'une ligne d'écoute visant à recueillir les témoignages et aider les personnes victimes d'homophobie. En 2013, l'association compte plus de 1300 adhérentEs et 360 bénévoles participant de façon active à la vie et aux actions de l'association. Depuis assez récemment, des délégations régionales ont été créées : elles sont au nombre de 21 à ce jour<sup>9</sup>.

Trois axes définissent l'action de SOS homophobie sur le terrain : 1) soutenir : écoutes sur la ligne téléphonique, accompagnement et soutien juridique ; 2) prévenir : action dans les collèges et lycées, ou auprès du public adulte ; 3) militer : rendre compte au travers de notre rapport annuel sur l'homophobie des témoignages, des faits divers relatant des actes homophobes ou transphobes, prendre position au travers de revendications<sup>1</sup>.

Dans le cadre de la prévention des discriminations, deux types d'interventions auprès du public sont effectués par l'association : 1) Les IMS qui touchent les élèves des collèges et lycées (de la 4<sup>e</sup> à la terminale). Durant l'année scolaire 2012-2013, SOS homophobie a ainsi sensibilisé 15866 élèves sur tout le territoire. Les IMS ont reçu un agrément en 2009 et en 2013 de la part du Ministère de l'éducation National au titre des associations complémentaires de l'enseignement public ; 2) Le deuxième type d'intervention est l'intervention et formation pour adultes (IFPA). Ces interventions/formations sont élaborées pour un public adulte, généralement dans le milieu professionnel, mais également institutionnel ou associatif.

Dans l'action de prévention, le premier travail est de choisir et mettre en place l'approche qui sera utilisée. Il y a essentiellement deux façons de voir l'action de prévention concernant les discriminations à l'encontre des personnes LGBT :

- 1) Aborder les spécificités de chacune des discriminations : l'homophobie d'un côté, la transphobie de l'autre, les spécificités de la lesbophobie, de la

---

9

Plus d'informations sur [www.sos-homophobie.org](http://www.sos-homophobie.org)

gayphobie et de la biphobie, etc. Une approche spécifique qui peut s'avérer efficace mais qui segmente cependant les problématiques de discrimination envers les personnes LGBT ;

- 2) Une prise en compte plus globale des discriminations : pour éviter de différencier le but est d'identifier, disséquer et mettre à jour la cause commune qui aboutit à ces discriminations LGBT-phobes et de l'utiliser comme axe central des interventions. Pour cette dernière approche, qui se veut transversale, un constat est donc nécessaire : la prévention des LGBT-phobies se base sur une lutte commune, une origine commune. Cette origine prend la forme d'une norme sociale qui hiérarchise et à partir de laquelle se construit également le sexisme. La lutte contre les discriminations LGBT-phobes est, en ce sens, une lutte féministe.

La norme en question est basée sur une différence perçue et hiérarchisée des sexes. La perception est binaire puisque sont distingués des mâles et des femelles. A chacune de ces catégories sont attribués, de façon linéaire et stricte, des rôles sociaux et identités sociales Homme et Femme, respectivement. Ces identités sociales prédéfinies, conceptualisées sont elles-mêmes à la base de l'hétéronormativité qui érige en tant que norme l'hétérosexualité. Il s'agit ainsi d'une norme binaire et linéaire stricte qui, de fait, est exclusive puisque dans ce cadre, quid des personnes intersexes ? De la singularité, de la multiplicité des identités de genre ? Des transidentités ou encore des sexualités alternatives à l'hétérosexualité ? Dans un contexte de norme telle que décrite ici, comment vit, quels droits a, quel regard doit supporter une personne étant qualifiée de « hors norme » ? Pointer du doigt cette norme comme cause des LGBT-phobies est un puissant élément d'action car cela questionne un système de « cases », de « catégories » dans lequel tout le monde, pas seulement les personnes LGBT, peut être, peut se sentir enfermé.

Une fois l'élément constitutif d'une action transversale identifié, concrètement, quels outils et quel langage utiliser dans les interventions ? Le public auprès duquel nous intervenons va tout d'abord déterminer le langage et les outils. Les intervenantEs doivent être à leur écoute et comprendre leurs attentes pour identifier les outils pédagogiques adéquats.

De façon générale, nous proposons néanmoins de commencer l'intervention en définissant un certain nombre de termes (ex. le sigle LGBTI – le I faisant référence aux personnes intersexuées). Il s'agit d'amener des définitions tout en s'efforçant de ne pas catégoriser ou hiérarchiser, ce qui n'est pas forcément évident.

Une approche qui est également assez intéressante, en rapport avec le fait que l'identité de genre concerne tout le monde, c'est d'utiliser le sexisme comme porte d'entrée pour parler des représentations sociales genrées et de leur aspect hiérarchisant. La particularité de cette discrimination est qu'elle est connue de touTEs.

Enfin, sur le plan de l'approche de prévention, nos interventions ne cherchent pas à apporter des réponses, mais essayent de remettre en question des « évidences », c'est à dire des « normes » qui sont parfois perçues comme « naturelles ». Pour être plus précis, prenons l'exemple d'interventions en milieu scolaire (IMS), et de comment nous pouvons aborder les LGBT-phobies dans un cadre transversal. Les IMS telles qu'effectuée par SOS homophobie se déroulent en deux heures et peuvent se décomposer en trois parties :

- 1) Définitions de termes, échanges autour des discriminations en général et en particulier LGBTI-phobes. Les conséquences du rejet de l'autre sur un critère discriminant et le rappel à la loi (si elle existe) ;
- 2) Projection d'une vidéo qui est ensuite décryptée avec les élèves ;
- 3) Questions anonymes sur papier – réponses/débats avec les élèves. Ce programme reste néanmoins modulable puisque nous privilégions l'interaction et le débat avec les élèves, ce qui peut nécessiter une adaptation au niveau du temps et des thèmes abordés.

Dès le début, nous proposons de placer l'intervention dans le contexte large des LGBT(I)-phobies. Nous pouvons alors définir l'acronyme LGBT(I) en sollicitant les élèves, et aborder les notions d'orientation sexuelle et d'identité de genre. La première notion est généralement acquise et connue, même des plus jeunes. Pour l'identité de genre, qui concerne les T et les

personnes intersexuées, c'est beaucoup moins évident, et à part les mots « transsexuelLE» ou « travestiE », rien de très précis ne survient dans l'esprit des élèves.

Nous pouvons noter que ce moment précis de définitions peut amener aussi à définir l'hétérosexualité, qui n'est pas toujours connue des élèves. Cela amène également la question soulevée précédemment de la catégorisation par les définitions. En effet, à un âge où l'adolescentE ne se définit pas forcément dans une catégorie sexuelle ou d'identité, amener toutes ces définitions est aussi amener un langage poussant l'élève à s'inscrire dans l'une de ces cases. Cette approche est donc quelque part à double tranchant, mieux vaut donc en être conscient. La méconnaissance de l'identité de genre peut être utilisée pour expliciter des notions autour des représentations sociales du genre. De façon approximative mais intuitive, le genre peut être identifié comme ce qui « dicte » ou « détermine » le féminin et le masculin, et par extension l'homme et la femme. A partir de là, plusieurs points peuvent être soulevés, plusieurs questions et débats peuvent être amenés. Quelques exemples sont donnés ici, mais la liste n'est évidemment pas exhaustive :

- Ca fait quoi, ça dit quoi, ça porte quoi un homme ou une femme ?
- Quels sont les stéréotypes du genre ?
- L'aspect temporel et culturel de ces codes genrés peut être discuté ainsi que l'origine de ce qui dicte qui je dois/qui j'ai le droit d'être.
- Quand je dis que je suis un homme ou une femme, que dis-je sur moi-même ?
- Quel type d'homme ou de femme suis-je ?
- Est-ce si définissant de se dire « homme » ou « femme » ?

Par extension, qui je suis, ce que j'aime, comment je me perçois, comment je veux que les autres me perçoivent, sont finalement de données très personnelles, en rapport avec sa propre identité. Tout cela forme une singularité. Ce point est particulièrement intéressant à aborder avec les adolescentEs, parce qu'ils sont généralement très préoccupés non pas de savoir « qui ils sont vraiment », mais plutôt « qui ils peuvent être ». L'influence du regard des autres, du respect de la « norme » est importante à



cet âge. Leur montrer qu'il ne s'agit que de « normes » et qu'il ne tient qu'à nous d'en changer la portée peut amener un élément de soulagement personnel et de compréhension des enjeux des discriminations.

Le sexisme, issu de la conception hiérarchisée et binaire homme/femme, est intéressant à utiliser. Par exemple, la pire insulte pour un garçon est de se faire « traiter » de « fille ». Ce point est acquis même pour les filles. Il est alors intéressant de discuter (avec elles notamment) pourquoi diminuer un garçon au niveau d'une fille est si outrageant : qu'est ce que cela implique sur le plan des hiérarchies des personnes. Se considère t'elles donc inférieures ? Le but de ces quelques points est d'arriver à un élément essentiel : nous sommes touTEs des êtres humains et comment je m'identifie, qui je suis ou qui j'aime n'ont pas de raison d'être des critères de rejet car ce sont des ressentis individuels et relatifs. Ce premier travail d'échange qui permet de sensibiliser aux normes et à la singularité de chacune de nos existences/identités peut ensuite être complété en précisant les conséquences du rejet de l'autre, le rappel à la loi, ou en faisant un travail sur les insultes par exemple.

Dans le cadre des interventions pour adultes (IFPA), plusieurs publics peuvent être concernés : professionnels, institutions, associations, grand public. Le sujet abordé est également très variable et peut être plus précis : lesbophobie, jeunesse, transphobie, milieu du travail etc. Ces approches spécifiques n'empêchent pas d'aborder les questions LGBT dans leur ensemble. Par ailleurs, les outils sont plus nombreux : jeux de rôles, travail de groupe, l'utilisation de l'historique pour situer une lutte dans un contexte, etc.

Prenons l'exemple d'une intervention sur la transphobie et les transidentités. Dans ce cadre, quelques évidences sont à respecter :

- 1) La transidentité n'est pas une maladie. Inutile de l'introduire sous l'angle médical (transsexualisme ou dysphorie de genre sont à proscrire) ;
- 2) Nous parlons de transidentités, mais nous parlons avant tout d'identités ;
- 3) Le point d'entrée et le sujet de l'intervention sont les discriminations : discrimination de l'identité de genre et transphobie.

Sur le plan de la terminologie, nous préférons utiliser les termes Trans' et transidentités. Nous évitons de hiérarchiser ou catégoriser les travestiEs, les transgenres et transsexuelLEs, ce qui ne veut pas dire que nous nous interdisons d'utiliser ces termes puisqu'ils sont les plus connus par le grand public car les plus médiatisés. Ce biais médiatique et de connaissance implique que l'aspect « médical » associé aux transidentités peut être un point important de discussion. Il faut alors savoir le replacer dans son contexte. Enfin et surtout, on parlera transphobie : transphobie d'état, transphobie dans la vie de tous les jours (ex. accès au travail). On pourra aussi prendre appui sur les textes internationaux<sup>10</sup> notamment pour asseoir des revendications ou mettre à jour des retards nationaux évidents sur la défense des droits humains appliqués à l'identité de genre. La notion d'identité de genre sera également un point important à développer car elle renvoie au fait que tout le monde, pas seulement les personnes Trans', est concerné par ces droits.

Pour conclure, cette contribution développe des outils possibles pour une approche de prévention transversale en tant que moyen de lutte contre les discriminations LGBT-phobes. Elle sous-entend qu'il est souhaitable de faire émerger un fond commun d'action pour les personnes L, G, B, T, I et H (hétérosexuelles) visant à lutter pour une société plus juste et respectueuse de chacunE.

---

10 Exemples : résolution 1728 de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe ou les principes de Jogjakarta.

## ■ Pour une approche féministe de la santé sexuelle Trans.

*Par Ian Zdanowicz et Ali Aguado (Outrans, Paris)*

L'association OUTrans est une association féministe d'auto-support créé en 2009. Par auto-support nous entendons une approche historique et politique du *self-help* au sens où les actions de l'association sont proposées par et pour des personnes trans dans une dynamique de soutien mutuel par et pour le groupe. Ainsi nous sommes dans des pratiques militantes d'experts profanes où nous proposons des ressources d'*empowerment* pour notre communauté.

Nous proposons des permanences d'accompagnement pour les personnes trans en questionnement une fois par mois, que ce soit dans les démarches juridiques, médicales, administratives ou sociales. Nous proposons aussi des permanences d'accueil et d'écoute pour les personnes trans et leurs proches (comme les amis, les parents, les partenaires amoureux etc.) afin qu'en non-mixité, même si souvent les parcours de transitions sont différents d'une personne à une autre, nous puissions avoir des ressources communes par l'échange de savoirs et d'expériences pour éviter l'exclusion familiale et la précarisation des personnes en transition ou désirant entamer un parcours de transition. Aussi – et c'est pour ce pan de nos actions que nous avons été invité à la conférence internationale « *Les Transidentités : genre, santé, enjeux politiques et sociaux* » organisée dans le cadre l'Europride à Marseille – car nous travaillons sur les questions de santé globale et plus particulièrement de santé sexuelle et d'accès aux soins pour les personnes trans et leurs partenaires. Nous estimons effectivement que la question de la santé sexuelle ne peut être de la seule responsabilité des personnes trans mais que les partenaires amoureux des trans doivent aussi être informés des questions spécifiques liées aux corps, aux opérations, à la constellation de manière de se penser et se vivre dans sa transidentité. Il est notamment aussi précieux et nécessaire pour nous de continuer à pouvoir penser toutes les manières de vivre son corps, ses désirs et ses pratiques sexuelles,

d'intégrer les partenaires de personnes trans qui sont souvent invisibilisées ou dont leur propre autodéfinition est remise en question du fait qu'ils ou elles aient des relations sexuelles et/ou amoureuses avec des personnes trans. Ainsi, c'est l'accès à la santé globale et sexuelle et à une offre de soins adaptée pour laquelle nous militons. Cet accès à la santé ne peut se faire sans la circulation d'outils et de ressources pour l'émancipation des trans, de notre *empowerment* et de fait de lutter contre les effets de vulnérabilisation de certaines catégories minorisées dont nous faisons partie

En tant qu'association de terrain, nous revendiquons donc une expertise profane et défendons l'idée selon laquelle notre parole, nos exigences politique et nos luttes, ont une valeur autant dans le champs des politiques de santé publique que dans la critique que nous faisons de la médecine, de la psychiatrie et des systèmes de domination tels qu'ils sont à l'oeuvre dans nos vies quotidiennes. Nous défendons l'idée selon laquelle notre vie privée et notre relation au monde est aussi politique et relève d'un dispositif de pouvoir sexiste, hétéro normatif, validiste, raciste : autrement dit, normalisant faisant de nous des sujets capitalisables et rentables.

C'est en défendant cette position politique que nous décrivons l'association OUtans comme une association transféministe. Pour nous, le transféminisme est d'abord une *praxis* politique. La plupart de nos militantEs présentEs et anciennEs sont issus du mouvement féministe et/ou de la communauté *queer*, communauté transpédégouine. La question que nous nous posons donc est de savoir comment on peut inclure nos positionnements/principes féministes dans la *praxis* politique de notre association et plus largement dans l'agenda du mouvement trans ? Une référence et l'inspiration politique très importante pour nous, dans nos réflexions ont été les collectifs transféministes de Barcelone comme *Guerilla Travolaca*, *Trans Block* ou *Octubre Trans*. Le GAT à Paris, Groupe Activite Trans, a été aussi très fondateur dans le positionnement politique d'OUtans. Le point de départ de notre réflexion sur la convergence des luttes trans et féministes et leur articulation dans le terme « transféminisme » était le constat que **la transphobie contre laquelle lutte notre association est un produit de plusieurs systèmes de rapport de pouvoir**. Alors pour reconnaître la diversité des formes de la transphobie et

pour y résister, nous nous sommes emparés vers des outils à la fois politiques et théoriques produits par le féminisme. Le courant du féminisme qui nous est proche et qui selon nous, ouvre la possibilité de tisser des alliances politiques entre les groupes minorisés est un courant qui interroge le sujet politique de « nous, les femmes ». Cette critique interne et perpétuelle de l'universalisme abstrait menée au sein du féminisme à partir des années 70/80 jusqu'à aujourd'hui, a produit une perspective complexe des rapports de pouvoir. Dans cette perspective il n'y a jamais une seule cause ni une seule forme d'oppression mais une complexité de relations entre les grands systèmes de rapport de pouvoir comme le sexisme, le racisme, l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie, le classisme, le validisme etc. qui s'entrecroisent, qui se produisent et se reproduisent mutuellement et constamment.

Dans OUTrans nous nous considérons comme des héritiers et héritères de la *praxis* féministe, telle qu'on vient de la décrire. Pour nous le féminisme et notre pratique transféministe est une précieuse boîte à outil, pour penser les mécanismes de domination qui sont à l'oeuvre dans la fabrication de la transidentité telle qu'on voudrait la voir mais aussi tel que le système juridique, psychiatrique et médical actuel participe à le fabriquer: en souffrance, passive, aliénée, enfermée dans des corps qui ne serait soi disant pas les nôtres: bref, des victimes. Or, au sein d'OUTrans nous ne sommes pas des victimes passives, rêvant de corps que nous n'avons pas, tempêtant contre une erreur de la nature. Ce que nos corps et nos identités nous apprennent c'est qu'il y a un système qui nous opprime. Pas seulement les personnes trans, mais toutes les catégories minorisées.

Nous faisons parties, avec tout un ensemble de catégories politiques, des catégories dites "vulnérables". Vulnérables au VIH Hépatites et IST parce qu'il n'existe ni enquête épidémiologique sur les spécificités trans, notamment sous traitement hormonal, ni outils de réduction des risques adaptés à nos besoins et nos réalités si les associations trans ne les conçoivent pas. De plus concernant notre vulnérabilité au VIH/Hépatites et IST un contexte transphobe permet difficilement de négocier des relations sexuelles protégées pas plus que de prendre confiance en soi ou de la valeur de nos

personnes. Vulnérables aux agressions racistes, transphobes, sexistes, lesbophobes, homophobe, putophobe, handiphobe et la liste n'est pas exhaustive parce qu'être trans c'est aussi et souvent appartenir à plusieurs de ces catégories à la fois, qui s'invisibilisent l'une l'autre dans le droit, dans la politique et dans certaines pratiques militantes à tendance universalisante.

Notre transféminisme vise à nous donner des outils pour ne plus nous laisser imposer un langage qui n'est pas le nôtre, mais de renverser le discours dominant et normalisant et ainsi repenser nos alliances ou nos projets sociétaux dans un spectre plus large. Un spectre qui ne partira plus d'en haut mais d'en bas, dans les termes de celles et ceux qu'on appelle sans en dire le nom la „Honte de la Nation” et avec lesquelles sans conteste, nous nous allions. Le transféminisme que nous défendons vise donc à la transversalité de toutes ces luttes et contre l'exclusion, la fragmentation et l'aliénation des minorités invisibles de notre communauté en l'élargissant au delà du sujet « trans » à tous les sujets minorisés par les nombreux dispositifs de pouvoir qui nous touchent toutes et tous à différentes intersections.

Pour penser notre santé, la santé des personnes trans en termes globaux, comme s'y réfère le titre de cette conférence ; pour analyser nos expériences de terrain et pour choisir ensuite les armes de lutte appropriées et pertinentes il nous faut alors une perspective beaucoup plus vaste que la politique strictement identitaire, concentrée sur les revendications d'un groupe social (vu comme isolé/detaché de dispositifs beaucoup plus larges). Il nous faut une réflexivité qui englobe toutes la complexité des facteurs qui produisent et augmente notre vulnérabilité pour comprendre les vraies causes de notre exposition aux divers risques par rapport à notre santé :

- pas d'enquête épidémiologique sur les effets des hormones à long terme,
- pas d'enquête épidémiologique en France sur les interactions entre Hormones et ARV,
- la transphobie et l'ignorance des questions trans dans les milieux LGBT qui n'offre pas de contexte facilité à la négociation de rapports sexuels protégés,

- le manque d'information adaptées à nos identités et nos réalités corporelles opérées ou non,
- le mauvais accueil des médecins de santé générale pour des questions de santé n'ayant pas de rapport avec nos transidentités,
- l'obligation ou la croyance d'obligation de passer par des dispositifs de soins institutionnalisés relevant des hôpitaux publics,
- la nécessité d'avoir l'aval d'un psychiatre pour oser se vivre et se penser comme personne trans etc.) .

Aujourd'hui nous intervenons dans le cadre de la Europride non pas parce qu'on se retrouve sur un plan politique dans ce type d'événements et qu'on croit à l'efficacité de cette façon de faire de la politique, ça n'est pas du tout le cas, mais nous sommes là parce qu'on voudrait proposer un regard critique et une autre manière de penser les questions de santé de façon générale de personnes trans depuis notre expertise de terrain en particulier. Le fait que l'Europride se déroule à Marseille, événement européen avec une tendance facile à se complaire dans une rhétorique homonationaliste : nous les gays d'ici et eux les gays d'ailleurs comme une ultime vitrine démocratique, n'est selon nous pas anodin. Comme liés toujours aux autres formes d'exclusion – la question de l'habitat en fait partie. C'est pour cette raison que l'on voudrait parler ici de liens entre la question de la santé globale de la communauté trans et de la gentrification de Marseille.

En tant qu'association trans, qui veut préserver son autonomie sans tomber dans l'institutionnalisation de nos combats notamment en gardant comme perspective la question de la valeur de nos vies qui sont « hors normes » et qui avons de fait, gagné notre puissance et notre indépendance, avons appris à ne pas nous laisser imposer le discours que l'Etat et la société attendraient de nous et à ne pas nous contenter des miettes qu'il nous donne comme étape obligée à accepter. On le voit avec le mariage pour tous, où les minorités de la minorité ont été évincées : 11 nationalités sont exclues du mariage pour tous, les trans et les lesbiennes n'ont pas accès à la PMA et les coparents non mariés n'ont pas l'autorité parentale même en ayant participé à la conception d'un enfant et pourvu à son éducation. Qui est ce « tous » que ce mariage protège ? Qui l'a défendu dans ces termes au nom de tous et

toutes ? Pour nous il s'agit de celles et ceux qui ont toujours été dans le cercle de normes (appartenant aux catégories garantissant un relatif confort social : blancs, français, valides, cis-genre, avec l'accès au travail) et qui ont toujours été perçus comme intègres et intégrés, à une société qui formate et exclus celles et ceux tant qu'ils n'y correspondent pas. Nous ne pouvons alors qu'être méfiantEs par rapport aux événements comme l'Europride parce qu'on pense qu'elles sont très souvent instrumentalisées d'une part par l'Etat (comme avec l'homonationalisme et la conquête d'autres pays pour « libérer » les minorités comme les « femmes », les « homosexuelles » etc.), d'autre part par les investisseurs et des dynamiques de *pinkwashing* comme les enjeux économiques et la revalorisation de villes etc., comme c'est le cas aujourd'hui à Marseille. La gentrification qui est en cours à Marseille : l'expulsion des populations, qui habitaient dans des quartiers depuis des années, en élevant les loyers, en laissant les biens immobiliers se dégrader, l'insalubrité, les poubelles qui ne sont pas vidées dans certains quartiers etc. - pour que les populations plus riches puissent s'y installer pendant que les plus pauvres en partent, pour que les investissements puissent se réaliser à travers la revalorisation de la ville avec des projets comme EuroMed, Europride, pour redorer Marseille la capitale européenne de la culture. Le logement et les conditions matérielles de l'habitat en tant qu'une de conditions matérielles basiques qui produisent notre vie quotidienne et définissent ses contours ont selon nous, des conséquences directes sur notre vie, notre santé globale (sexuelle, physique et mentale) et les façons de relationner avec les autres et notre bien être. Le processus de gentrification est un symptôme de la logique étatique et économique beaucoup plus vaste, dont la population trans subis aussi les conséquences. C'est une logique dans laquelle il y a certaines populations, groupes sociaux, certaines vies qui méritent d'être protégées par l'Etat, parce qu'elles sont valeureuses aux yeux de l'Etat - économiquement rentables, dynamiquement reproductibles. Et il y a des populations qui ne méritent pas d'être protégées - et qui en conséquence sont exposées à toutes les sortes de violences : étatiques (policières et administratives), sociales (violence verbale, physique, exclusion sociale), économiques (précarité et pauvreté). La gentrification est une illustration de cette logique sur le plan spatial - les populations dont les vies ne sont pas valeureuses sont condamnées à vivre dans des conditions



d'insalubrité, avec un taux d'habitants sur 1m2 beaucoup plus élevé que dans des populations « valeureuses » (classe moyenne, français etc.). Le processus de la gentrification est liée directement aux questions de la santé : l'insalubrité augmente le taux de maladie, la localisation définit l'accès aux soins (les hôpitaux, les centres médicaux) ; le droit à l'habitat n'est pas acquit pour toutes les personnes qui vivent sur le territoire français mais que pour les personnes légales sur la terre « française ». Les personnes sans-papiers ou les plus précaires sont confrontées à des difficultés énormes pour trouver un logement. Ils ne peuvent pas choisir où et comment ils vivent et sont alors exposés et soumis à la bonne ou mauvaise volonté de personnes qu'ils rencontrent. Ces populations peuvent être aussi expulsées à n'importe quel moment par l'Etat ou investisseurs privés (de leurs logements ou du territoire) – et elles n'ont pas des moyens suffisants pour se défendre contre cette forme de la violence étatique et économique. C'est ce qui se passe en ce moment à Marseille. Au lieu de faire Europride pour revaloriser la ville, il aurait été pour nous plus judicieux que la communauté LGBT se solidarise à travers d'autres formes d'événements LGBT, horizontaux et autogérés, avec les populations expulsées de leurs quartiers ou du territoire de vie qu'ils ont choisit pour différentes raisons, et aussi des raisons médicales, au moment où l'ont se questionne sur l'accès aux soins, à la santé pour toutes et tous et à la dignité et la valeur de nos vies. Au lieu de cela, nous nous retrouvons dans une ville pour parler de la question trans et de notre expertise de terrain en taisant constamment le nom de la gentrification, sans repenser que tous les individus les plus précaires se sont retrouvés poussés et parqués dans les banlieues nord, avec un accès réduit aux ressources de soins de santé sexuelle et globale.

A OUTrans il nous semble nécessaire de questionner nos pratiques de terrain et notre façon de militer :

- A qui sert ce type d'événements comme Europride ? Pour qui est pensé ce mode de politique ? Dans quel but ? Quel objectif ? Pour nous il s'agit de la politique du haut par le bas : c'est pour ça on parle de la gentrification – on part des conditions matérielles qui ont construit le contexte de cet événement qu'est l'Europride et qui nous questionne aussi dans nos

pratiques de terrain et la question de l'accès à la santé et de manière globale, à la dignité.

- Qu'est-ce qui justifie que la « culture LGBT » prévale, à travers le projet EuroMed et Europride plus que la culture de la rue, la culture de quartiers, la subculture des minorités enragées, politisées et radicales ?

OUTrans, ne participera pas au *pinkwashing* rejoué par l'organisation de l'Europride sans taire les mécanismes qui sont à l'oeuvre dans le processus de gentrification de la ville. Il nous semble plus qu'urgent et vital pour nos survies et la survie de nos luttes d'émancipation, de cesser de se désolidariser des autres minorités qui ont été enjointes ces dernières années à partir de leurs quartiers, pour entre autres, que nous lesbiennes, gay, bi, trans, puissions circuler dans des espaces où nos alliés politiques ont été exclus. Nous refusons de dorer la vitrine d'un projet culturel européen penser et gérer de façon managériale et consumériste, dans la perspective d'une manifestation LGBT européenne venu le renforcer sans qu'en émane aucune remise en question.

Si l'expérience de terrain était un intitulé dans cette conférence, force est de rappeler que chaque terrain est surtout matériel, localisé, ancré dans le contexte spécifique de la géopolitique et cette localisation définit aussi l'accès à l'éducation, à la culture, à la santé et aux droits. Pourtant à OUTrans nous partons du principe que pour penser la santé de la manière globale et pour bien comprendre notre terrain il nous faut un regard vaste, critique et attentif à la complexité des enjeux politiques sur plusieurs niveaux de la vie sociétale. Nous considérons aussi que pour changer les conditions matérielles de nos vies et pour diminuer notre exposition aux divers risques sur notre santé et nos vies, il nous faut tisser des alliances – il nous faut une lutte massive et solidaire, menée sur l'intersection des divers modes d'exclusion – pas que liées aux questions de genre ou de l'orientation sexuelle mais aussi au racisme, nationalisme, validisme, etc.

## ▪ **L'accueil des personnes Trans au Planning Familial : Quel Accompagnement ? Quels enjeux ?**

*Par Malvian Roussin (Planning familial, Marseille)*

*« Les actions pour la déconstruction des rapports sociaux de sexe et le refus des assignations s'inscrivent dans l'objectif d'obtenir un changement de société fondé sur une égalité effective et non sur des rapports de domination. La présence du Planning dans les luttes contre la lesbophobie, l'homophobie et pour la reconnaissance de la transidentité doit être affirmée »*

*Position du congrès de Lille, 2009.*

### **Introduction :**

Mon propos s'appuie sur une dynamique locale et nationale de prise en compte des questions relatives à la transidentité au Planning Familial. Pour le construire, je me suis basée sur un travail de mémoire que j'ai mené dans le cadre de ma formation de conseillère conjugale et familiale. J'ai réalisé des entretiens avec des personnes Trans sensibilisées à la question des rapports sociaux de sexe, je me suis également appuyée sur les retours de médecins concernant leurs pratiques et ceux de personnes trans qui ont eu recours au Planning Familial.

### **Constats récurrents :**

- Certains constats se retrouvent dans les différents témoignages tels que :
- Les difficultés d'accès aux soins, soit liés à une transition soit pour les soins liés à leur santé globale,
- Les problèmes légaux liés au changement d'état civil,

- Les personnes ne se reconnaissent pas dans le travail des équipes dites officielles, ils-elles invoquent notamment les critères d'inclusion jugés absurdes et/ou discriminatoires,
- Le lien entre les revendications féministes et trans : émancipation, droit à disposer de son corps, émancipation du pouvoir médical, un réseau social plus bienveillant, un espace où il est possible de s'interroger l'identité de genre,
- Les normes sociales pèsent énormément sur la trajectoire des personnes,
- Il y a un besoin d'accompagnement sur les prises de risques liés à la sexualité, la vie affective...

Cette énumération rapide n'est pas exhaustive mais elle renvoie déjà à de nombreuses dimensions communes avec le travail mené par le Planning Familial.

## **1-Pistes d'accompagnement de personnes Trans au Planning Familial**

Les actions du Planning s'appuient sur des axes principaux qui fondent notre pratique, il s'agit de l'approche genrée, de la réduction des risques, de l'éducation populaire, du travail en réseau et de l'écoute centrée sur la personne.

### ***1.1-Rapports sociaux des sexes/ Approche genrée :***

Du point de vue du Planning Familial, il s'agit à la fois de participer à la lutte contre la transphobie et d'accompagner les personnes dans la construction de leur identité de genre. En effet d'un point de vue général, la réflexion critique sur les normes sociales de genre qui touchent les personnes concernées par la transidentité et les femmes sont en partie les mêmes. « *Il s'agit de remettre en question l'idée de nature et de questionner qui maintient l'oppression<sup>11</sup>* ». Sachant qu'il s'agit dans les deux cas de questionner la création des catégories sociales du masculin et du féminin « *Ce serait abusif de classer les gens dans le sexe phénotypique et d'attribuer des*

---

11 Toutes les citations sont issues d'entretiens menés dans le cadre du travail de mémoire présenté en introduction.

*qualités sociales, le classement en soi est absurde* » Ce questionnement étant d'autant plus nécessaire que les normes sociales sont très pesantes dans les trajectoires des personnes trans (entre autres...). Au-delà des aspects généraux, ces dimensions peuvent être réinvesties notamment dans les interventions d'éducation à la sexualité, où l'on rejoint là encore tout le travail de questionnement de la construction sociale des catégories du masculin et du féminin. Les questions relatives à la transidentité peuvent donc être un support intéressant dans le sens où « *les trans remettent en cause la linéarité du devenir hommes pour un garçon et du devenir femme pour une fille* ». Le fait d'aborder ces questions auprès d'adolescent-e-s vise aussi celles et ceux qui peuvent être dans des questionnements autour de leur identité de genre. Il s'agit de leur permettre de repérer des lieux et des personnes ressources et ne serait-ce que d'évoquer la possibilité d'une transition sans que cela soit abordé sous un angle péjoratif, pathologisant ou assignant. « *Il n'y a pas de modèles pour se représenter une identité trans, on ne pense pas qu'une transition est possible* ».

Enfin, la construction de l'identité de genre dans le cadre du parcours individuel des personnes peut être accompagnée dans l'idée déjà énoncée : « *devenir un homme mais quel homme, une femme mais quelle femme* ». Il s'agit alors d'accompagner les personnes dans leurs choix « *On ne veut pas forcément devenir les hommes ou les femmes que la société veut qu'on soit* » et de les soutenir dans leur démarche. L'enjeu est donc le suivant : « *Il faut aider les personnes à y voir clair par rapport aux assignations, leur permettre de se poser les bonnes questions au bon moment.* »

### **1.2-Réduction des risques :**

Une approche en terme de réduction des risques vers les personnes Trans concernerait notamment les personnes éloignées du soin ou qui n'entrent pas ou ne souhaitent pas entrer dans les protocoles. Il s'agit en priorité de donner des informations complètes aux personnes pour qu'ils-elles puissent faire leur choix. Par ailleurs un accompagnement en termes de réduction des risques liés à la sexualité permettrait notamment de travailler autour des vulnérabilités des personnes Trans notamment quant à la négociation de

rapports protégés, les violences, les risques de grossesse chez les personnes qui ne prennent pas ou peu d'hormones. La réduction des risques porte également sur les souffrances psychiques, par exemple cela consiste à travailler avec les personnes autour de ce qu'ils-elles attendent de leur transition et de certaines étapes. Par exemple : la façon dont elles peuvent investir un traitement hormonal ou une modification corporelle, les aider à préciser leurs attentes avec des éléments concrets.

### **1.3-Education Populaire**

Cette dimension s'inscrit dans les axes du manifeste de Villeurbanne sur l'éducation populaire (1968) qui prône le fait de '*se politiser, se choisir librement par delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de générer le système social où les hommes ne sont pratiquement jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre humanité*'. Il s'agit principalement de soutenir certains groupes trans dans l'émergence de dynamiques propres en se portant solidaires de revendications élaborées par les personnes Trans pour eux-elle même et si on a les moyens, de favoriser ces temps là en soutenant, y compris matériellement, des regroupements non mixtes. On peut aussi se questionner sur la place de personnes Trans dans les équipes du Planning Familial.

### **1.4-Travail en réseau :**

Le fait d'inscrire notre action dans une perspective de travail en réseau peut avoir plusieurs dimensions. D'une part, comme énoncé précédemment, il s'agit de s'inscrire dans un mouvement collectif de réflexion politique et sociale en faveur d'une remise en cause des rapports sociaux de sexe. Ensuite, d'un point de vue très pragmatique, il s'agit d'identifier une pluralité de professionnel-le-s permettant d'accompagner les personnes sur différents aspects de leur vie que ce soit en lien ou non avec les questions liées à la transidentité. « *Les priorités des personnes ne sont pas toujours les traitements mais plutôt l'alimentation, le logement, l'accès à des pratiques non discriminatoires* ». Cela consiste également de développer une politique de relais autour des questions relatives à la transidentité dans le cadre de

formations et de sensibilisations de professionnel-le-s et de futurs professionnel-le-s.

### ***1.5-Ecoute entrée sur la personne :***

Cette dimension est la plus investie dans un travail d'accompagnement tel qu'il est mené par les conseiller-e-s du Planning Familial. Pour décrire cette approche on peut se baser sur trois principes fondamentaux qui sont l'empathie, l'authenticité et la bienveillance. On peut également s'appuyer sur des déclinaisons plus pratiques de ces principes en termes d'attitudes d'écoute (jugement, interprétation, conseil, questionnement....)

#### ***1.5.1-Empathie :***

Une approche empathique viserait à se centrer sur l'expérience réelle et émotionnelle des personnes plus que sur des normes pré-établies. Par exemple, il est incontournable d'entendre la façon dont la personne s'identifie et la façon dont ça médiatise son rapport au monde, d'entendre le choix des mots pour se définir et de les respecter. Si l'on considère que ce sont les personnes qui sont expertes pour elles mêmes, charge aux écoutant-e-s de développer une écoute qui ne soit pas centrée sur la transidentité mais sur des personnes et leur système de référence.

#### ***1.5.2- Authenticité :***

La part d'authenticité dans l'écoute de personnes Trans renvoie surtout au fait d'assumer notre absence d'expertise, de repérer qu'il peut y avoir de la gêne chez nous (Ex : ne pas savoir comment une question va être vécue). Lorsque nous parvenons à repérer cela, il s'agit de pouvoir le formuler pour que la personne ne se méprenne pas sur l'origine de cette gêne qu'elle peut repérer chez nous. Ceci a pour but de ne pas laisser la personne dans un doute éventuel (Il y a l'air d'y avoir un problème ? Es-ce en lien avec ce que je dis ? Est-ce le fait que je sois Trans qui pose un problème ?). Les erreurs étant inévitables quelles que soient les personnes reçues, le plus simple reste encore de pouvoir dire et entendre d'éventuelles erreurs, méprises. Le fait d'assumer cette place et les imperfections de notre pratique sont d'autant

plus importantes qu'elles donnent une dimension humaine, égalitaire à une relation avec des personnes qui ont souvent été confrontées à des personnes qui se proclamaient expertes à leur propre place.

### *1.5.3-La bienveillance/ Le non jugement :*

Dans mon cheminement cette question là c'est surtout posée autour de la trajectoire des personnes en termes d'identité de genre, si la personne incarne une identité de genre qu'on peut trouver très stéréotypée (trop ou pas assez subversif, binaire...). Cette situation renvoie surtout au fait que les personnes évoluent au cours de leur vie, des choses qui peuvent leur paraître importantes ou nécessaires à certains moments ne le seront peut être plus dans quelques mois, certaines étapes peuvent paraître nécessaires à des personnes. Par ailleurs, il y a un point de vigilance à avoir concernant les attentes que l'on pourrait avoir vis-à-vis de personnes Trans, la binarité de la construction sociale du masculin et du féminin peut concerner tout un chacun et la transidentité ne prémunit en rien contre cela.

### *1.5.4-Les attitudes d'écoute :*

Ce sont des attitudes que l'on peut repérer dans la posture et la façon de mener les entretiens, elles ont pour effet de freiner l'expression de l'autre et de renforcer une relation de dépendance entre la personne reçue et la personne qui l'accueille.

- Le **jugement** porte souvent sur la légitimité du parcours des personnes, par exemple, les équipes médicales avaient pour habitude de distinguer les 'vrais' et les 'faux' Trans. Or il semble évident que la réalité de l'expérience des personnes est à leur seule appréciation. On retrouve une part de jugement dans le fait d'associer des comportements ou des traits physiques au genre assigné à la naissance, il s'agit en fait d'une réassignation des personnes, d'une façon de les réinscrire malgré tout dans une identité de genre qui n'est pas la leur (ex : un homme trans qui serait nul en maths, ce serait lié à sa construction sociale en tant que femme...sous entendu, si il était un homme lambda il serait forcément fort en maths...)



- **L'interprétation** se repère surtout dans des tendances à tout vouloir ramener à la transidentité, la vie affective, les joies, les tristesses, les problèmes de santé, les changements importants. Les personnes se trouvent alors résumées à leur transidentité comme si leur être entier pouvait se réduire à cette simple question.
- Les **conseils**, même lorsqu'ils sont bienveillants peuvent consister à pousser les personnes vers des espaces de parole, des lieux qui seraient 'spécialisés' où les personnes pourraient trouver une bonne prise en charge. Mais les questions qui se posent pour les personnes trans ne sont pas toujours en termes de souffrance, et ne nécessitent pas toujours une 'prise en charge'.
- Le **questionnement** est sûrement l'une des attitudes les plus mal vécues par les personnes Trans. Le fait de poser la question du prénom des personnes avant leur transition, ou de les interroger sur leur 'génèse' : comment elles en ont pris conscience, est ce qu'elles se sont toujours sentie ainsi... Les Trans se voient aussi poser beaucoup de questions sur leur intimité, leurs pratiques sexuelles. Du point de vue du Planning, il peut parfois être nécessaire de poser des questions précises, intimes pour comprendre certaines situations, évaluer des prises de risques. Chaque question doit pouvoir être justifiée, expliquée, doit pouvoir rester cohérente avec une approche centrée sur la personne et non pas sur sa transidentité.

### *1.5.5-Thématiques d'accompagnement*

Les thématiques qui peuvent être abordées lors des entretiens peuvent être très larges. Cela peut concerner l'accompagnement des personnes dans la construction d'une identité de genre la plus choisie possible, sans les enfermer dans une trajectoire qui irait d'un point A à un point B et qui est susceptible d'évoluer à tout moment de la vie. Se centrer sur l'expérience émotionnelle et affective des personnes peut leur permettre de formuler leurs ressentis vis-à-vis de moments vécus comme charnières, vis-à-vis des nouvelles assignations auxquelles elles peuvent être renvoyées, vis-à-vis de ce qui ne change pas chez elles, de la façon dont elles sont réinterprétées dans leur rapport aux autres, aux partenaires, aux proches.

En termes de vie affective et de sexualité cela consiste essentiellement à accompagner la personne à mettre des mots sur une nouvelle expérience de

son corps et des rapports de séduction, des pratiques ressenties différemment, à pouvoir envisager la façon dont elles souhaitent parler de leur corps et de la sexualité avec leurs partenaires.

### **1.6-Suivi Médical**

Comme pour la contraception, il s'agit d'accueillir des personnes qui ne sont pas malades mais qui ont recours au médical par rapport à des choix. Cela rejoint les principes fondamentaux du Planning Familial quant à la prise en compte de la parole des personnes (ex : « *quand les médecins ont fait des IVG au Planning Familial dans les années 60, ils ne se sont pas dit que les personnes viendraient porter plainte, ils ont pris en compte leur parole et ils leur ont fait confiance* »). Les personnes sont plus en recherche d'une façon d'être accueilli que de compétences techniques. Ceux et celles qui ont manqué d'écoute dans leur trajectoire sont d'autant plus apaisé-e-s de rencontrer des professionnel-le-s leur permettant d'investir une place de personne experte d'elle-même.

## **2- Les personnes accueillies, ce qu'elles y trouvent ?**

Les personnes Trans qui s'adressent au Planning Familial peuvent avoir des demandes différentes : d'écoute, de formation, de suivi médical mais aussi de reconnaissance '*c'est un lieu où on suit des femmes et je suis une femme donc je veux être suivie ici*'. Ils-Elles peuvent également rechercher un accueil bienveillant où le médecin ne va pas avoir un regard stigmatisant, ou ne va pas chercher à avoir une posture d'expert. Certaines personnes préfèrent le Planning Familial pour le suivi gynécologique, elles apprécient l'idée de chercher ensemble et le fait que le médecin prenne en compte ce qu'elles amènent.

## **Conclusion : Enjeux et perspectives**

Du point de vue du Planning Familial, les enjeux consistent surtout à poursuivre la lutte contre les stéréotypes de genre notamment par la remise en cause de l'idée de nature et la visibilité des assignations du masculin et du féminin. Il s'agit de poursuivre la lutte contre toutes les

discriminations dont la transphobie, notamment pour prévenir la souffrance psycho sociale des personnes (passages à l'acte suicidaires, automutilations). Lors des interventions scolaires nous pouvons porter un discours déstigmatisant pour des ados potentiellement concernés et leur permettre de repérer des lieux ressource, d'entendre qu'il est possible de transitionner, donner une image moins stigmatisante des Trans (loin de l'alternative prostitution/ cabaret qu'on retrouve généralement dans les médias), donner des mots, nommer les choses dans un cadre respectueux. Dans nos accueil, nous pouvons proposer un accompagnement individuel, une écoute, et parfois un suivi médical avec une posture bienveillante. Par ailleurs, le Planning Familial constitue un réseau national d'accueil, d'écoute, d'information et d'orientation et s'inscrit lui-même dans d'autres réseaux, ceci constitue un appui considérable notamment sur certains territoires.

## ▪ **L'accès à la santé des personnes trans en région PACA**

*Par Pascal Court (Aides, Marseille, Paris)*

En tant qu'acteur de terrain d'une association de santé communautaire et que garçon trans il me paraissait important d'interroger l'accès à la santé des personnes trans sur le territoire marseillais et plus globalement sur la région PACA.

Il s'est avéré que les ressources destinées à un public trans sont peu nombreuses et quasi inexistantes, d'autant plus en termes de santé, que ce soit au niveau d'un parcours de transition médicalisé ou de la santé globale des personnes. En effet, l'ATCA à Nice est la seule structure de PACA proposant un accueil et un accompagnement spécifiquement en direction des personnes trans. À Marseille, il n'existe actuellement aucune association communautaire trans, ni aucune association dont l'objet serait la promotion de l'accès à la santé des personnes trans, bien qu'Autres Regards (association de santé communautaire travaillant avec et pour les personnes prostituées) accueille des personnes trans en situation de prostitution. Au niveau de l'accès à un parcours de transition médicale, seule l'équipe hospitalière de Sainte Marguerite bénéficie d'une visibilité publique. Or les associations de terrain et une majorité de personnes concernées considèrent les prises en charges des équipes hospitalières comme discriminantes. Pour autant, des intervenant.e.s du Planning Familial, professionnel.le.s de santé compris.e.s, se forment à l'accueil des personnes trans et mettent en place d'actions de sensibilisations aux transidentités. Pour ces raisons, des personnes trans, principalement FtM, prennent contact avec le planning dans le but d'y trouver du soutien, des informations, des soins. De ces contacts par le « bouche à oreille » ont découlé des orientations de personnes trans afin qu'elles puissent commencer des parcours de transition hormonal et chirurgical hors équipe hospitalière.

En parallèle des associations LGBT, féministes, de santé communautaire se mobilisent pour les trans à Marseille et des événements ponctuels à l'initiative de ces associations ont permis de rassembler/mobiliser sur les questions des transidentités :

- le TDOR organisé à Marseille et Nice conjointement, en partenariat avec ATCA, ODT, SOS Homophobie, AIDES, Polychromes et les cinémas Les Variétés et Le Mercury le 20 novembre 2012
- Projection du film Diagnosing Difference suivi d'un débat animé par l'ODT et AIDES dans le cadre des réunions d'adhérents du Planning Familial le 5 mars 2013

-  
**Afin de repérer les besoins des personnes trans localement, nous avons organisé à AIDES des « Rencontres trans à l'heure du thé » en non-mixité trans, le 15 juin 2013 dans nos locaux.** 11 personnes étaient présentes : 6 FtM, 4 MtF, 1 FtX dans une vraie mixité d'âge, de parcours, d'orientations sexuelles, d'origine socio-culturelle et économique, d'identités de genre, etc... :

- **Besoins repérés :** réseau et convivialité entre personnes concernées (besoin d'échanger entre pairs), informations et soutien autour de la trans-parentalité, sortir d'un isolement familial, affectif et sexuel, accès aux soins et à la santé globale, trouver des ressources face aux discriminations subies dans le cadre de l'embauche et du travail, sexualités et violences sexuelles, ressources de professionnels de santé dans le cadre d'un parcours de transition (autre que équipe hospitalière) et hors cadre, informations sur les opérations, etc.
- **Projet :** multiplier ces rencontres, créer un réseau partenarial associatif, une offre de santé sexuelle incluant la spécificité des parcours trans, repérer des professionnel.le.s de santé « transfriendly », former les acteurs et actrices de terrain de AIDES à l'accueil et l'accompagnement des personnes trans au niveau national

Dans des villes où il n'y a pas de ressources spécifiques, si des associations comme AIDES ou le Planning Familial (globalement présentes sur le territoire français) deviennent des espaces-temps repérés par les personnes

trans comme pouvant les accompagner au niveau de leur accès à la santé et aux soins et comme ayant de bonnes pratiques  bénéficie aux personnes trans isolées, peu ou pas informées, permet un accompagnement centré sur la personne et non sur son parcours de transition, peuvent être des lieux où rencontrer des pairs et où accéder à de l'information.

## ■ **Trans et VIH : un contexte épidémiologique méconnu.**

*Par Fred Bladou (Aides, Marseille, Paris)*

En France, aucune donnée argumentée n'existe sur la prévalence au transexualisme, il n'existe pas non plus de données fiables sur la prévalence au VIH au sein des communautés Trans tenant compte de ses diversités. Les données indiquent une épidémiologie très élevée (du moins chez les femmes Trans en situation de prostitution et migrantes) même si d'autres facteurs doivent être pris en compte pour nuancer ce constat. L'on peut également considérer d'autres facteurs aggravants tels que les relations HSH, Hommes Trans et hommes HSH non trans exposant particulièrement les FtM aux mêmes problématiques face à une prévalence très élevée. À quoi, il convient d'ajouter le déficit de communication adaptée à toutes ces formes de situation.

D'abord, le bulletin épidémiologique hebdomadaire n°42 (novembre 2011) indique en effet une prévalence au VIH de 17,2% pour les MtF ayant déjà été en situation de prostitution, en précisant que les 20,6% des MtF ayant participé à l'enquête indiquent avoir été en situation de prostitution au moins une fois dans leur vie (12,5% pour les FtM). 10,9% des MtF interrogés dans l'enquête du BEH nées à l'étranger sont séropositives. La prévalence du VIH parmi les MtF nées à l'étranger et ayant eu recours au travail du sexe est de 36,4%. La communauté d'appartenance de ces personnes trans peuvent introduire un biais dans l'évaluation de la prévalence au VIH.

### **Des difficultés d'accès aux soins**

Le taux de dépistage au VIH est relativement élevé au sein de la population trans, encore d'après l'étude du BEH 42, 82,5% des MtF et 63,3% des FtM ont déclaré avoir fait le test au moins une fois dans leur vie, 32,3% des FtM et 39,2% des MtF déclarent l'avoir fait sur les 12 derniers mois. En dépit de ces taux élevés de dépistage, on note une inégalité de fait dans l'accès aux soins

des personnes trans, cette inégalité a plusieurs causes : stigmatisations sociale, stigmatisations dans les soins, précarité sociale et financière, encadrement de certaines procédures médicales par l'état et dans un cadre psychiatisé, humiliation des personnes par l'administration sourdes à la parole des personnes... Ces freins à la santé se conjuguent avec des méconnaissances graves sur les interactions entre hormonothérapies et traitements Antirétroviraux (ARV). Cette situation est d'autant plus difficile que dans le cadre des difficultés et contraintes liées aux « passing », beaucoup de trans ont recours à des auto-hormonothérapies non cadrées et donc plus difficile à contrôler par rapport aux traitements ARV mais aussi sur la santé globale.

### **Vers une prise en charge globale de la santé trans.**

Confrontés à un manque d'informations sur la prévention, sur l'épidémiologie, il est urgent de financer des études en directions de ses populations afin d'avoir des connaissances scientifiques renforcées pour permettre des réponses plus adaptées aux besoins des personnes mais aussi à la lutte contre l'épidémie dans cette communauté. Ces études doivent être financées en parallèles d'actions spécifiques trans, à l'image de ce qui est proposé dans le plan national de lutte contre le VIH et les Hépatites 2010-2014. Enfin, dans le cadre d'actions communautaires, des dispositifs de promotion de la santé et de la santé sexuelle chez les trans pourrait être proposée au sein de centres de santé communautaires qui pourraient intégrer dans leur missions des dispositifs spécifiques adaptés aux besoins en termes d'informations, de préventions mais aussi de traitements. Aujourd'hui, la prise en charge médicale des Trans est un échec et représente en elle seule une discrimination majeure et une inégalité flagrante.

AIDES demande à ce que les recommandations du Plan National de lutte contre le sida et les hépatites 2010/2014 et les mesures budgétaires correspondantes soient appliquées dans les meilleurs délais. AIDES demande également que le groupe de travail interrompu de manière arbitraire par le précédent Ministre de la Santé, Monsieur Xavier Bertrand



soit réactivé et que la Direction Générale de l'offre de soins (DGOS) pilote cette réflexion « at large ». AIDES demande que les questions Trans soient abordées dans leur globalité afin d'améliorer la situation sanitaire catastrophique de ces communautés :

- amélioration, simplification du changement d'état civil
- campagnes de sensibilisation à la transphobie
- modification des parcours de santé et de soin

Ces différentes mesures devant s'accompagner d'une très large et complète consultation des personnes Trans et de leurs représentants associatifs ainsi que des associations de santé communautaire ou de lutte contre le sida pour les questions spécifiquement liées au VIH sida, hépatites et IST. L'Agence nationale de recherche contre le sida et les hépatites doit être également dotée de moyens importants afin de mener des études complètes sur la qualité de vie, les comportements et les interactions entre traitements anti-rétroviraux et hormonothérapie.

AIDES rejoint les revendications de ses associations identitaires partenaires (Chrysalide et Outrans).

## ▪ **Genre et Santé : l'intégration des transidentités dans une association féministe**

*Par Nicole Roussel et Nadège (Association Genre et Santé, Toulon)*

Bonjour. Nous, Nadège et moi, représentons une association qui n'a pas encore une année d'existence : Genre et Santé. Nous avons participé au groupe de travail qui a organisé ce colloque et nous sommes très heureuses et « fières » de pouvoir intervenir.

### **Pourquoi une association féministe dans un colloque sur les transidentités ?**

Evidemment nous ne sommes pas des féministes sexistes, celles qui renvoient aux « hommes » c'est-à-dire à un groupe social qui se définirait par son sexe, la responsabilité des discriminations, oppressions et autres violences que vivent les femmes. Nous sommes conscientes d'être prises dans un système, et d'y être prises avec les hommes, et avec celles et ceux qui refusent d'être catégorisés en fonction de leur anatomie. Les féministes sont directement concernées par la binarité construite autour du sexe anatomique. Tout le monde subit les assignations de genre, tout le monde mais pas tous de la même manière. Nous questionnons tous les jours dans nos interventions les représentations qui en découlent. Il y a du boulot ! Les représentations sur les filles qui viendraient de Vénus et seraient donc « génétiquement » aptes au souci d'autrui, à la douceur et à la soumission, et les représentations sur les garçons qui viendraient de Mars et seraient donc eux aussi « génétiquement » programmés pour la compétition et le pouvoir sont reçues comme « naturelles » dans les médias comme partout ailleurs. Si nous questionnons ces assignations c'est parce qu'elles enferment, limitent l'expression de nos possibilités : les filles bien ne font pas ça par exemple ou un garçon qui fait ça n'est pas un vrai mec... ou vous mettent devant des défis permanents qui devrait faire de vous wonder-woman et superman. Bref les assignations font souffrir. Et nous préférons le plaisir à la souffrance. Le mouvement féministe travaille aussi pour déconstruire les rapports

sociaux basés sur le genre. Car ce sont des rapports inégalitaires. Nous avons intérêt à travailler avec les hommes, à leur faire admettre que la domination n'est pas seulement une position gratifiante, elle fait mal à plein d'endroits, notamment à la sexualité. Et les hommes ont donc intérêt à être féministes.

### **Et la trans-identité ?**

Le système binaire et hiérarchisé qui s'est construit autour du sexe a fondé le système de production, de relation, toutes les constructions sociales. Il n'y a pas de place pour être autre chose qu'homme ou femme, comme par conséquent il n'y a pas de place pour être autre chose d'hétérosexuel nous avons encore pu le constater récemment, en résumé il n'y a pas de place pour être différents et égaux. Nous voulons donc travailler avec les associations et les personnes trans qui de manière fondamentale, exhaustive et radicale remettent en question l'association sexe/genre et ces associations ont je crois aussi intérêt à travailler avec le mouvement des femmes. Oui je parle d'intérêt, car le travail de déconstruction qui nous rapproche de nos identités vraies est long et difficile. Bien que notre association soit très jeune, ses militantEs ont une expérience de terrain car pour la plupart nous étions déjà militantEs dans une autre association où nous avons mis en place des accueils pour les personnes trans. Nous en avons reçu une dizaine en un an. Nous proposons surtout des entretiens individuels de counseling. (Une copine m'ayant signalé que tout le monde ne connaît pas le counseling je dirais pour faire vite que c'est un médicament contre la distorsion cognitive la plus répandue, celle qui consiste à attribuer à l'autre (l'autre étant de préférence femmes, noirs, trans...) des intentions, des désirs qu'il n'a pas et à lui dénier les compétences qu'il a.)

### **Pourquoi des entretiens individuels ?**

C'est que nous recevons des personnes en questionnement, n'osant pas affirmer leur désir de changement ou le vivant dans la difficulté à cause du regard des proches ou du regard social.

### **Et pourquoi du counseling ?**

Parce qu'il est important de mener les entretiens de façon à permettre aux personnes reçues, de prendre conscience de leurs compétences et de leurs capacités du moment à vivre selon leurs besoins et leurs désirs, alors que tout leur dit que ces désirs, ces ressentis ne sont pas « normaux »... C'est l'empowerment. Il est aussi nécessaire d'être empathique, c'est-à-dire entraîné à laisser de côté mes normes, (car j'en ai, heureusement, mais j'en suis consciente) pour voir la situation exposée avec les yeux de l'autre, ses normes, ses valeurs. Nous proposons aussi un travail sur le corps (massage et shiatsu). D'abord parce qu'en tant que militantes féministes nous avons expérimenté que notre corps ne nous appartient pas. Celui des hommes non plus. Bien sur le contrôle exercé sur le corps des femmes est plus visible : exigence de virginité, contrôle de la sexualité, réduction à la fonction de génitrice. Mais le contrôle du corps des hommes est fort aussi : taille du sexe, durée des érections, musculature etc... Ce contrôle et ce normage des corps est la source de souffrances que nous dénonçons depuis longtemps. Nous avons aussi une expérience autre, totalement autre, qui est celle de travail avec des femmes séropositives. Lors des rencontres nationales inter associatives qui ont lieu chaque année à Paris mais aussi sur Marseille, la question du corps revient souvent et nous avons donc mis en place des journées « bien être » avec shiatsu, massages, yoga, bercing, relaxation et sophrologie. Or dans les entretiens avec les personnes trans que nous avons reçues la question du corps est très présente aussi, c'est pourquoi dès cette année nous allons mettre en place des « journées bien être » pour personnes trans.

Comme nous avons une approche des questions en santé globale Nadège va intervenir sur la souffrance psychique. Jusqu'à présent la société fabrique une image « pathologique » des personnes trans, l'image de personne souffrant de troubles ou de difficultés psychologiques. Nous disons qu'il faut inverser ce discours. La plus grande souffrance des trans n'a pas une cause intérieure, elle est produite de l'extérieur par la transphobie. Vivre dans une société qui me rejette est la première cause de souffrance et de difficultés. Mais sur ce sujet je laisse la parole à Nadège  
Ce monde s'est structuré en s'appuyant sur la hiérarchisation d'une différence : les femmes font les enfants, les filles et les garçons, elles seront le

sexe faible ! Re commençons le monde en revendiquant la richesse des différences et l'égalité dans la différence.

## ■ Principes de Jogjakarta, "Droits de l'homme et identité de genre" de M. Thomas Hammarberg et Apartheid du genre

*Par Delphine Philbert (Toulon) - Auteure de "Devenir celle que je suis", Marraine et administratrice, responsable des questions d'identité de genre chez Objectif Égalité Lorraine, Membre du groupe identité de genre de SOS Homophobie.*

Qui connaît réellement ce qu'est l'identité de genre ? Qui connaît réellement l'importance des droits humains appliqués à l'identité de genre ? L'Europride, qui se doit d'être lieu de revendications hors des chemins battus, a accepté que soit abordé l'apartheid du genre au travers de la présentation concise des Principes de Jogjakarta<sup>12</sup> et du document "Droits de l'homme et identité de genre"<sup>13</sup> de M. Thomas Hammarberg. Il est, en effet, fondamental de comprendre que l'apartheid du genre est LA cause de discrimination majeure responsable de celles liées aux étiquettes (homme, femme, hétéro, homo, bi...) tout comme il est fondamental de comprendre que l'identité de genre concerne l'ensemble de la population, soumise à une norme imposée (norme qui consiste à définir un homme ou une femme selon son sexe génital de naissance). Enfin, il est tout aussi fondamental de comprendre l'importance de la dépathologisation de nos identités trans' par un arrêt des normalisations via les obligations de traitement médical et/ou chirurgical, ce qui se traduit par le fait de mettre le droit au dessus du médical car le corps médical agit sans respecter l'égalité des droits humains.

### Principes de Jogjakarta

---

12 [http://www.yogyakartaprinciples.org/principles\\_fr.htm](http://www.yogyakartaprinciples.org/principles_fr.htm)

13

<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CommDH/IssuePaper%282009%292&Language=lanFrench&Ver=original&Site=CommDH&BackColorInternet=FEC65B&BackColorIntranet=FEC65B&BackColorLogged=FFC679>

Ces Principes écrits en 2006 par des juristes et des personnes luttant pour les Droits Humains devraient être lus par toute personne disant lutter pour l'égalité des Droits. Il s'agit du premier texte mentionnant de façon officielle l'identité de genre et la définissant.

### **Définition de l'identité de genre :**

*"L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire"*

En gras l'élément essentiel de cette définition qui démontre l'universalité de son application et traduit la diversité des expressions des identités de genre, diversité qui concerne les 7 milliards d'individus qui peuplent la planète à ce jour. Nous pouvons en conclure qu'il existe autant d'identité de genre que d'individus sur terre. De ce seul élément, deux questions fondamentales se posent : qu'est un homme ? Qu'est qu'une femme ? Chaque individu a sa propre définition qui est différente à celle de son voisin. La deuxième partie de cette définition renforce cette notion d'extrême diversité des identités de genre. En effet, chaque individu exprime son identité de genre différemment de celle de son voisin via son habillement, son discours et ses manières de se conduire. Ce qui permet d'arriver à la conclusion que toute la population de cette planète porte l'étiquette trans, puisqu'être trans consiste à exprimer son identité de genre.

Quelques exemples en utilisant les étiquettes habituellement usitées :

- une lesbienne butch exprime son identité de genre en "masculinisant" son apparence.

- un gay bear exprime son identité de genre en arborant sa pilosité
- une femme hétéro habillée en "homme" exprime elle aussi via son habillement son identité de genre.
- Une femme choisissant d'effectuer une implantation mammaire (ou une réduction mammaire) exprime elle-aussi son identité de genre puisqu'elle effectue *"si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres"*

En fait, rien qu'en regardant autour de soi, chaque être humain exprime sa propre identité de genre et, si vous désirez appliquer des étiquettes, vous pouvez dire que tout le monde est "trans" ! Concernant ces Principes de Jogjakarta, il est important de saisir qu'aucun pays au monde ne les applique. Et, contrairement à ce qui est régulièrement dit, l'Argentine elle-même ne les applique nullement au travers de sa loi sur l'Identité de Genre. En effet, cette loi maintient un choix binaire obligatoire, puisque elle autorise seulement un changement d'état civil selon un choix restrictif : homme ou femme. L'apartheid du genre est maintenu.

### **"Droits de l'homme et identité de genre" :**

Le document "Droits de l'homme et identité de genre" a été écrit en 2009 par M. Thomas HAMMARBERG, alors Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe qui avait deux priorités : la lutte contre les discriminations touchant les Roms et la lutte contre les discriminations touchant les trans. Ce document fondamental est le premier texte réellement politique établi sur la mise en application des Principes de Jogjakarta. Il a été rédigé après de multiples rencontres avec des associations trans, avec des trans mais aussi en confrontant la réalité des discriminations subies aux diverses législations (ou absence de législation) des différents pays faisant partis du Conseil de l'Europe. Ce document comporte 12 recommandations aux États Membres du Conseil de l'Europe afin que cessent les discriminations. La première recommandation est fondamentale, les 11 autres ne sont que la suite logique de la première :



*" Mettre en œuvre les normes internationales des droits de l'homme sans distinction et interdire expressément la discrimination fondée sur l'identité de genre dans la législation nationale antidiscrimination. Cette mise en œuvre au niveau national devrait s'inspirer des principes de Yogyakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre".*

Ce bref résumé des Principes de Jogjakarta et du travail de M. HAMMARBARG ouvre la porte à :

- Ma première polémique : quand un gouvernement (tel le gouvernement français actuel mais aussi le gouvernement précédent) ou des associations LGB ou T parlent de créer (ou de participer à) un "groupe de travail" en vue de lutter contre les discriminations liées à l'identité de genre, il est évident qu'il ne s'agit que d'enterrer la question et d'éteindre toute volonté politique de réaliser l'égalité des Droits. En effet, ce travail de groupe a déjà été largement réalisé lors de la rédaction des Principes de Jogjakarta et du document "Droits de l'homme et identité de genre" !
- La notion fondamentale que le besoin d'aide médicale des personnes trans est la conséquence de la violence de la discrimination liée à l'apartheid du genre.

## **Apartheid du genre**

La base de cet apartheid est le diktat politique qui veut que "le sexe fait le genre" : un pénis et vous êtes un homme, un vagin et vous êtes une femme. Ce diktat engendre la différence artificielle, politiquement entretenue et considérée comme fondamentale et inaltérable, entre les hommes et les femmes. Tout comme l'apartheid raciste, lui aussi politique, veut/voulait qu'existe une différence considérée comme fondamentale et inviolable entre les blancs et les personnes colorées ("*White only*" et "*colored only*"!). Cet

apartheid du genre, comme l'apartheid raciste, est construit sur sur des bases essentialistes et sur le patriarcat. Cette non-reconnaissance de l'identité de genre via l'apartheid du genre, arrange les forces politiques et religieuses leur assurant la main mise sur le pouvoir. Ce qui se traduit, entre autre, par l'idée d'une "Théorie du genre" et d'un complot visant à détruire la société! Pourtant nous ne sommes nullement une "théorie", nous sommes bien réelLEs. L'autre résultante est la volonté politique d'enterrer la question via les groupes de travail. Il est important de comprendre que cet apartheid du genre est :

- la cause des besoins de transition pour les personnes étiquetées trans. Une violence identique à celle qui forcerait un humain de couleur à vouloir devenir blanc afin de pouvoir vivre !
- la cause des discriminations de tous les LGBI mais aussi des femmes.
- À l'origine de l'idée de minorités.

Ma deuxième polémique découle de cette brève réflexion sur l'apartheid du genre : se cantonner à des revendications archaïques tel un changement d'état civil avec plus ou moins de judiciarisation comme le demandent tant d'associations LGB et T ou le proposent des députéEs, applaudir lors de l'introduction d'une notion non fondée juridiquement appelée "identité sexuelle" dans la loi sur le harcèlement sexuel en juillet 2012 en disant haut et fort que la transphobie est enfin reconnue (voir les commentaires de HES et d'autres associations LGB et T de cette période), promouvoir une loi sur la transidentité ce qui ne ferait que cantonner l'identité de genre à une petite partie de la population humaine... tout cela concoure à renforcer l'apartheid du genre.

Ma troisième polémique est aussi liée à cet apartheid du genre car le communautarisme trans et le refus de nombre de trans de considérer que des non trans puissent s'exprimer sur la question de l'identité de genre traduit une incompréhension de ce qu'est réellement l'identité de genre et renforce l'apartheid du genre !

## Conclusions

Avez-vous compris ce qu'est l'identité de genre ? Si oui, ma quatrième polémique est pour vous : vous comprenez l'absurdité de l'Europride et de ses divisions entre journées trans, journées lesbiennes sans compter d'autres manifestations communautaristes. Ces divisions artificielles ne font qu'*"adhérer à l'idéologie de l'opresseur, [ce qui] renforce l'ignorance et la division"* en créant encore plus d'étiquettes (LGBTIQ, Z, X...). Un exemple simple, combien y a-t-il de trans à Marseille ? Mais combien de trans FtM pédés et blacks ? L'Europride (ou toute autre manifestation) ne devrait-elle pas créer une journée intitulée "journée d'étude sur les trans pédés et blacks de Marseille" ? Si oui vous comprenez que tant que l'apartheid du genre existera, les discriminations liées au patriarcat persisteront : sexisme, LGBTIphobies... sans compter l'invisibilisation des étiquettes lesbiennes, trans FtM voire le mépris qu'elles et ils subissent par les autres étiquettes. Si oui, vous comprenez qu'il faut ramener l'importance du sexe génital au même niveau que la taille des pieds ce qui se traduit par la suppression de toute mention du sexe/genre sur l'ensemble des papiers officiels. Donc, bien évidemment, pas de "troisième sexe" tel "X" qui ne fait que créer une étiquette discriminatoire de plus et renforce, elle aussi, l'apartheid du genre. Si oui, vous comprenez que la reconnaissance de l'identité de genre permet à chaque individu de se définir et cela quelle que soit sa définition personnelle (homme, femme ou autre). Si non, et ce sera ma dernière polémique, vous favorisez d'office les discriminations contre lesquelles vous dites lutter et vous en êtes les acteurs principaux ! Vous renforcez l'apartheid du genre et favorisez les forces politiques et religieuses qui nous gouvernent en s'appuyant sur cet apartheid. Si oui, vous comprenez que la seule lutte pour en finir avec le patriarcat et les discriminations induites est la lutte pour l'abolition de l'apartheid du genre.

Un exemple simple et récent : "le mariage pour tous", ou plutôt le mariage dit pour tous. Il s'agit d'un mariage basé sur la notion même d'apartheid du genre puisqu'il ne concerne que les mariages entre un homme et une femme, une femme et une femme et un homme et un homme. Il exclut d'office tout individu ne désirant pas se classer dans une de ces deux étiquettes ou ne

pouvant, tels les intersexes, se classer dans une de ces deux étiquettes. Si les associations LGB et T avaient compris ce qu'induit la reconnaissance de l'identité de genre (donc l'abolition de l'apartheid du genre), elles auraient avancé une seule revendication : l'application de la première recommandation d'Hammarberg avec la reconnaissance officielle de la primauté de l'identité de genre donc l'abolition de l'apartheid du genre ! Et le mariage serait devenu réellement le mariage pour touTEs puisque, sans toucher au mariage et la mention du sexe/genre disparaissant, tout être humain aurait pu se marier avec un autre être humain hors de toute étiquette.

## ■ Les représentations sur les cisgenres

**Par Naiel**

### 1 - la CIS-sous-(f)rance

*« Tous souffrent, ils sont même si pathétiques qu'ils finissent par entraîner les médecins dans un affolement de la boussole du sexe et obtenir d'eux au finish ce qu'ils ont décidé d'obtenir. »* (C.Collant, *garder le sexe, OhMYGodE*, p.41).

**Inspiré par :**

**« Tous souffrent, ils sont même si pathétiques qu'ils finissent par entraîner les médecins dans un affolement de la boussole du sexe et obtenir d'eux au finish ce qu'ils ont décidé d'obtenir. »**

(CHILAND Colette, (1997), *Changer de sexe, Paris, Odile Jacob*, p 41 ; 282 p.).

*« Certains se font l'avocat de l'acceptation des comportements de l'enfant (...). D'autres pensent d'autre part que l'enfant en souffre, et pas seulement en fonction de l'intolérance de l'environnement ; d'autre part que le CISsexualisme est une condition si douloureuse qu'il vaudrait mieux tenter d'en éviter la survenue ».*

(CHILAND.Collant, (2003), *Le CISsexualisme, Paris, PAF ( Que sais-je? N°3671)*, 127p)

**Inspiré par :**

**« Certains se font l'avocat de l'acceptation des comportements de l'enfant (...). D'autres pensent d'autre part que l'enfant en souffre, et pas seulement en fonction de l'intolérance de l'environnement ; d'autre part que le transsexualisme est une condition si douloureuse qu'il vaudrait mieux tenter d'en éviter la survenue ».**

(Chiland Colette, (2003), *Le transsexualisme, Paris, PUF, (Que sais-je? n° 3671)*, 127 p)

## LES SAUVEURS

## **5 - L'apparition du CISgmate**

*« En 1980, le DSM III introduit la notion de CISsexualisme dans les troubles psycho-sexuels: trouble de l'identité sexuelle »*

**Inspiré par :**

*« En 1980, le DSM III introduit la notion de transsexualisme dans les troubles psycho-sexuels: trouble de l'identité sexuelle »*

*« La Transyclopédie : Tout savoir sur les transidentités », dirigé par Karine Espineira, Maud-Yeuse Thomas et Arnaud Alessandrin, 2013, Éditions des Ailes sur un Tracteur, p254)*

*« Selon Roné TCHUSS, le CISsexualisme se caractérise par le « sentiment profond et inébranlable d'appartenir à un sexe, celui qui est génétiquement, anatomiquement et juridiquement le sien », accompagné du « besoin intense et constant de garder le sexe et l'état civil ». Le CISsexuel qui est le plus souvent un trans « se sent victime d'une erreur insupportable de la nature dont il demande la rectification tant physique que civile pour parvenir à une cohérence de son psychisme et de son corps et obtenir ainsi une réinsertion sociale dans le sexe »*

*(Définition de Roné Tchüss , pipilogue, ancien président de l'académie nationale de méde/cis/ne, 1982, reprise par les conclusions de la cour de cassation, décembre 1993, lors d'une des condamnations de la (f)rance par la cour européenne des droits de l'homme 25 mars 1992, violation de l'article 8, CEDH)*

**Inspiré par :**

*«Selon René KUSS, le transsexualisme se caractérise par le « sentiment profond et inébranlable d'appartenir au sexe opposé à celui qui est génétiquement, anatomiquement et juridiquement le sien », accompagné du « besoin intense et constant de changer de sexe et d'état civil ». Le transsexuel qui est le plus souvent un homme « se sent victime d'une erreur insupportable de la nature dont il demande la rectification tant physique que civile pour parvenir à une cohérence de*

*son psychisme et de son corps et obtenir ainsi une réinsertion sociale dans le sexe opposé »*

*(Définition de René Küss, urologue, ancien président de l'Académie nationale de médecine, 1982, reprise par les conclusions de la Cour de cassation, décembre 1993, lors d'une des condamnations de la France par la Cour européenne des droits de l'homme 25 mars 1992, violation de l'article 8, CEDH)*

*(in La Transyclopédie : Tout savoir sur les transidentités », dirigé par Karine, Maud-Yeuse Thomas et Arnaud Alessandrin, 2013, Éditions des Ailes sur un Tracteur)*

## **LES PROTOCOLES CIS**

### **8 - la pauvreté du discours CIS**

*« Même les individus les moins instruits sont capables d'interrogations dont la force laisse sans voix ».*

*(Pastel- Harry CIERGE, La Bétamorphose impensable : Essai sur le CISsexualisme et l'identité personnelle, 2003, Genaimard, p 14)*

#### **Inspiré par :**

*« Même les individus les moins instruits sont capables d'interrogations dont la force laisse sans voix ».*

*(Pierre Henri CASTEL, La Métamorphose impensable : Essai sur le transsexualisme et l'identité personnelle, 2003, Gallimard, p 14)*

## ■ « La Cissexualité », ce douloureux problème.

*Par Naiel*

Toutes les minorités (personnes racisées, gays, lesbiennes, intersexes, précaires, femmes, ...) sont des minorités, car elles ont en commun des actions exercées par la norme sur elles. Elles sont ainsi :

- invisibilisées
- nommées par les autres
- stigmatisées, via des différences érigées au nom de « Dame Nature »
- ont leurs corps exotisés, fantasmés par les normes en vigueur
- de par des différences fabriquées comme fait de nature, discriminées d'un point de vue légal ou / et social
- voient LEUR parole confisquée par des pseudo expert.e.s
- des objets d'étude (exemple : la construction du concept de race par la médecin et sa mesure...)...

Elles se re-nomment aussi, elles, mêmes « minorités » pour se regrouper, pour lutter, remettre en question les normes et montrer la fabrique de l'a/normal par la société et souvent via la distinction « sain/ pathologique ».

*« Ce travail aborde plus spécifiquement la/ les minorités que constituent les personnes trans. Qui, en effet, n'a jamais entendu parler de « La Transsexualité\*, ce douloureux problème »? Les médias nous inondent de la souffrance supposée et nécessaire; des « transformations spectaculaires » des personnes trans, en invitant des médecins pseudo expert.e.s et gardien.ne.s des possibilités de vie des trans, pour parler sur les trans comme objets d'étude, de pratiques sur et de discours sur. [ ... 1] »*

Pour les trans, comme pour bien d'autres minorités, la question majeure qui se pose est: comment reprendre du pouvoir sur nos vies, s'empowermenter quand on est constamment montré.e comme victime, « erreur de la nature »,



sans possibilité de se nommer, dépendant.e des décisions du pouvoir biopolitique...Quand d'autres nous nomment et décident à notre place qui nous sommes et ce que nous avons le droit de faire de nos vies ? Une des formes de « la capacité de pouvoir d'agir » (empowerment) est le retournement et le questionnement de LA norme. LA Norme qui possède ce privilège de ne jamais avoir à se nommer, car considérée comme naturelle et donc, invariante et universelle (et n'ayant SURTOUT rien à voir avec une production de la société dont le processus même de production aurait été invisibilisé) [...2] Ainsi, cette exposition reprend à son compte les techniques d'empowerment et de retournement, en nommant la norme: le « cisgenrocentrisme\* » et les personnes CIS\* ; en les prenant comme objets d'étude, de discours sur, d'écrits sur, tout comme le sont toujours les personnes trans.

*« Elle reprend les représentations et les questions les plus courantes des Cis sur les trans , les protocoles psychiatrico-médicaux et la nécessaire et Unique Histoire Trans écrite par des cis, pour continuer à co-produire des hommes et des femmes plus conformes pour et par un régime politique hétérosexiste , pour les appliquer aux Cis, Elle déplace les « questions trans » d'un champ purement médico-légal à une question politique, tout comme le font les luttes trans, en (f)rance, depuis le début des années 2000. [...3] »*

Elle aborde plus particulièrement la question de la maltraitance des psychiatres et autres pseudo expert.e.s du « transsexualisme », qui exercent leur toute puissance. Ces psychiatres et autres qui ont écrit sur les trans, ont créé et continuent à exercer dans les équipes off \*, à maltraiter les personnes trans et qui pour certain.e.s ont récemment créé la SOFECT\* afin de lutter contre ces militant.e.s trans qu'yels assimilent à des nazis.

Je n'ai pris que les plus prolixes et connu.e.s pour avoir été zappé.e.s entre autres par le GAT (Groupe activiste trans) et Act Up, à savoir Colette Chiland, Patricia Mercader, Mireille Bonieherbale et Pierre-Henri Castel

(dont vous pourrez consulter les écrits transphobes dans la petite bibliothèque du cissexualisme\*).

*« Cette transphobie d'état agit comme une norme, par laquelle nous sommes tout.e.s « formaté.e.s », traversé.e.s en permanence et il s'agit ici, non seulement de questionner la fabrique de cette norme par la société en vigueur mais aussi et surtout de permettre à toute personne cis de se questionner quant à ce système et à ses propres représentations. Ce travail, de fait, met à mal le « cisgenrocentrisme\* »*

[...4]

Il m'est apparu comme primordial, dans cet espace/ temps particulier (un colloque fait par des trans sur les transidentités), d'arrêter de pointer ou de montrer des personnes trans pour mettre un terme à l'imagerie du spectaculaire, de la foire aux monstres et à la re et co-production des discours des personnes cis sur les personnes trans. En mettant les personnes cis au cœur d'une exposition, à ce moment particulier, j'espère qu'elles pourront s'identifier et commencer à questionner leurs privilèges de personne CIS. Le questionnement débute par le fait d'avoir à se nommer, ce que peu de personnes cis font, (il en va de même pour les personnes hétérosexuelles), de faire son « coming out » de cis pour prendre conscience que la nature n'a pas grand chose à voir dans cela, que les constructions qu'elles soient cis, trans, intersexes ou autres relèvent du même régime politique « hétérosexiste, raciste, classiste, validiste ... » qui fabrique des normes ( CIS, hétérosexuelles, blanches, viriles, valides, de classe..) en les faisant passer comme fait de nature. Et les personnes trans, intersexes et autres « identitéS non binaires » ne sont pas moins légitimes à exister que les personnes cis et qu'ilLEs sont yels-mêmes expertEs de leurs trajectoires de vie! Nous sommes issu.e.s pour certain.e.s des mouvements féministes et en reprenant ces grilles d'analyses à notre compte, nous affirmons :

*« Nos corps nous appartiennent »! « Ne me libère pas, je m'en charge ! » [...5] Naiël,  
08/07/2013*

*Pour aller plus loin et consulter le texte dans son intégralité, un livre est en cours de préparation et l'exposition est aussi disponible sur le web. Ce « travail » comporte 25 photographies, 5 grands chapitres, un mini lexique, un schéma récapitulatif des contraintes s'exerçant sur les corps trans, un kit du psychiatre spécialisé en Cissexualisme, un kit du patient Cis, une bibliothèque du Cissexualisme (composée de 4 doubles livres avec le livre « réel » et son détournement). Elle a été exposée la première fois lors du colloque fait par des trans sur les transidentités à Marseille en Juillet 2013. Elle a été exposée à Nice du 21/09 au 05/10 et du 07/10 au 15/10 à Marseille et sera exposée à Marseille du 22/11/2013 au 20/12 dans le cadre du TdoR 2013. <http://naiel7.wix.com/naiel> <http://blog.naiel.net/>*

## **3<sup>ème</sup> PARTIE.**

# **Transféminismes vs trans-nationalismes**

## ■ **Le transféminisme : de la biopolitique à la géopolitique**

*Par Maud-Yeuse Thomas (Chercheuse indépendante, co-créatrice de l'Observatoire des Transidentités, Marseille)*

Je vais commencer par une remarque d'ordre générale. Le mouvement féministe a été et est toujours un premier changement culturel et conceptuel sur ce qu'il était convenu d'appeler les mœurs et dont découlait l'identité privée et publique des individu.es. Le mouvement homosexuel a amplifié ce changement. Le mouvement trans le radicalise. Non seulement du côté du genre et de l'identité de genre mais également du côté de l'orientation sexuelle. Cette dernière n'est pas une surface, une identité fixe mais une dynamique ouverte. La transidentité est doublement cette transition et déconstruction. Non seulement le sexe n'est pas le genre mais le privé n'est pas le public. La violence symbolique s'est d'ailleurs tout particulièrement attachée à effacer le transsexualisme par l'homosexualité et, aujourd'hui, la transidentité par le transsexualisme. On le voit toujours dans la polémique SVT et le mariage pour tous illustrant la géopolitique des groupes sociaux constitués. Mais, et alors que la révolution féministe et transidentitaire ont entièrement secoué la conception naturaliste et essentialiste, ce sont ces deux pensées politiques, ces deux groupes sociaux, les féministes et trans, qui sont les plus invisibles. De tous les articles publiés à chaud sur l'Europride (ou eurocrade, c'est selon), les termes « féministe » et « transidentitaire » ne sont pas cités. Il est même question dans un article que de « lesbienne et gay pride ». Plus encore, de riches et de pauvres. D'argent. On y discute de subventions et non de démocratie. Quelqu'un a dû appuyer sur le bouton « pause » s'agissant du sujet de fond pour, semble-t-il ne marcher que pour les droits encore manquants des homosexuels, hommes et femmes, pour s'aligner enfin sur une même égalité avec les hétérosexuels, hommes et femmes. Ce débat de fond, c'est l'inégalité structurelle de société. Il vaut toujours mieux être un homme qu'une femme, masculin que féminin, gay que lesbienne, homosexualité que trans, trans que travesti...

Alors que les reformulations des études de genre puisent au Genre et au Transgenre<sup>14</sup>, que l'on place la question T et secondairement la question Intersexe au centre du débat que l'on veut humaniste, du côté d'une nouvelle Lumière, l'on a jamais autant gommé ces deux forces vives. Que cela puisse émaner du côté de ces contre-Lumières, de ce même et vieil obscurantisme, nul ne s'en étonne. Frigide machin a perdu, hurlent de joie les gays et lesbiennes. Avec raison. Mais je vois réapparaître un féminisme antitrans virulent. Paradoxalement, c'est ce mouvement de pensée politique se définissant comme postféministe qui invite le mouvement trans à une même table, qui fonde ce transféminisme et abandonne la posture d'un *nous-les-femmes* et un *nous-les-trans*. Je dis 'mouvement de pensée politique' et non 'femmes' ou 'assignés-femmes' ou 'trans et 'réassignés'. Ce n'est pas un groupe homogène, unitaire avec une pensée unique et unifiée, un ordre raboutant le public au privé, le citoyen à l'amant ou l'amante, le politique au lit. Ce mouvement veut examiner tout cela de regards différents et doit montrer toutes les oppositions, les invisibilisations, ces obscurantismes passés, présents et prévisibles. Son véritable objet n'est pas cette division H/F, m/f, homosexualité/hétéro... mais le pluralisme socioculturel, vu du côté de la géopolitique des résistances et des hiérarchies et du côté du sensible, des émotions. De ce qui nous constitue en humanité.

Quand la télévision grecque cesse d'émettre, que l'on voit les résistances au mariage, au maintien des protocoles psychiatriques, cette fois du côté des enfants trans, en poursuivant les assignations chirurgicales et juridiques des intersexes, nous nous disons que nous n'en verrons pas le bout.

L'Europride ne nous aide pas, ne nous reconnaît pas, continue à dire que les trans, ce sont des gens qui changement de sexe et uniquement cela. Notre journée est passée de 3 à 1 jour, s'est reconstruit en autogestion sans subvention, entièrement bénévole. Non pas à cause ou simplement en raison d'une inorganisation entre l'EPOA et LGP mais de ce déni des tiers identitaires tout en soulignant le fait qu'il s'agit là de luttes globales. On ne nous dit pas quelles sont ces luttes, qui en bénéficient d'une visibilité

---

14 Au sens de traversée des genres, changement de genre, indépendamment de changements corporels (organes génitaux dits primaires ou secondaires).

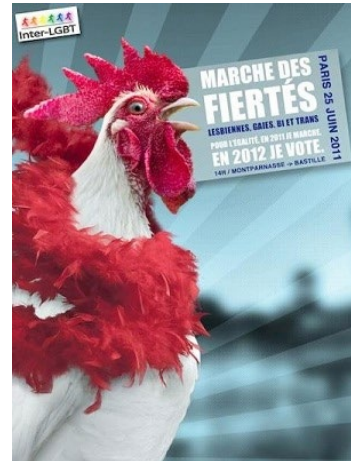
politique. Mais le global, ça oui. C'est l'argent qui a fait la Une des articles sur l'Europrie – accessoirement les conflits. Le mot démocratie n'y apparaît pas. Ce pourquoi les mots féministes et trans n'apparaissent pas.

## ■ Le transsexualisme est un nationalisme

*Par Arnaud Alessandrin (Sociologue, maître de conférence à Bordeaux)*

### Homonationalisme made in France

Rappelez-vous les débats autour de l'homonationalisme dont l'affiche de la marche des fiertés de Paris en 2011 était suspectée<sup>15</sup>. De cet événement est née une somme d'interrogations, jusque-là peu déclinées en France<sup>16</sup>, sur ce qu'est l'assimilation aux normes nationales en termes de race comme de genre, ainsi nommée l'homonationalisme<sup>17</sup> en référence aux marques de docilités de l'agenda militant homosexuel à l'égard d'un modèle républicain anti-communautaire et assimilationniste. Le débat autour de l'affiche parisienne de 2011 aura donné



la parole à ceux et celles qui voyaient en cette affiche un symbole nationaliste<sup>18</sup>, viriliste et blanchiste, incarné par le coq. Sur Facebook<sup>19</sup> notamment, on critiquait aussi un slogan (« En 2012, je vote ») ressenti par certains comme exultant vis-à-vis des personnes étrangères, mais aussi vis-à-vis de certaines personnes trans dont les papiers d'identité ne reflètent pas l'apparence de genre. En opposition avec l'affiche, mais déployant un argumentaire bien différent, des associations comme Le Refuge ont fustigé le boa arboré par le gallinacé incriminé, signe d'une homosexualité folle, loin de l'image « assimilable » de l'homosexuel que souhaiteraient diffuser ces mêmes associations. En réalité, le rendu visible est la scission entre un

15 Illustration : affiche de la marche des fiertés parisiennes de 2011.

16 On notera le livre de Maxime Cervulle *Homo-exoticus, classe race et politique queer* (2010) ainsi qu'un chapitre sur l'anti-assimilationnisme dans *Q comme Queer* de Marie Hélène Bourcier (1997).

17 Puar **Jasbir**, *Terrorist Assemblages: Homonationalism in Queer Times*, Durham, Duke University, 2007

Lire à ce propose : « Homonationalisme et imperialisme sexuel : quand les gays changent de drapeau » de Clémence Garrot et Oury Goldman : <http://www.revuedeslivres.fr/homonationalisme-et-imperialisme-sexuel/>

18 Une affiche du FN de 2008 avait utilisée les mêmes symboles (coq de profil et couleurs nationales)

19 « L'affiche de la marche des fiertés 2011 est infecte » ; « L'affiche de la marche des fierté doit dégager »



courant assimilationniste et un courant différentialiste au sein de la communauté homosexuelle et plus largement LGBT. Ce que Marie-Hélène Bourcier critique comme étant un courant « homonormatif »<sup>20</sup> ne se limitait pas à l'invisibilité des lesbiennes ou des trans, il s'exprime plus spécifiquement en concordance avec des normes de genre neutralisantes dont l'incorporation devient une preuve anti-communautaire d'allégeance à « l'indifférence aux différences », c'est-à-dire d'invisibilisation des caractéristiques homos, trans ou folles, bref, des altérités de genre. L'émergence d'un mouvement homosexuel homonormatif, c'est à dire à la fois normatif au sein de la « communauté » LGBT mais aussi en voie de « normalisation », déplace la question du « minoritaire ». Les corps « hors-cadre »<sup>21</sup> ne sont plus les corps homosexuels qui s'intègrent dans le cadre « hétéronormé » (non plus stigmatisés par la mort, le VIH, mais par la vie, le mariage et l'adoption)<sup>22</sup>. Tandis que, dans un même temps, d'autres corps, d'autres vies, sont promises à l'humiliation<sup>23</sup>.

Pour reprendre Judith Butler<sup>24</sup>, la sélection, le cadrage, devient à la fois un principe de visibilité de ce qui est au centre du cadre et un principe d'invisibilisation de la logique du cadrage et de l'exclusion qui en découle. Le cadre « *nous rend aveugles autant que voyants* »<sup>25</sup>. Ceci n'est pas sans lien avec la question transidentitaire. En effet, lorsqu'un real life test est imposé, la marque de la psychiatrie est celle de la conformité aux normes.

## Nationalisme et « transsexualisme » : produire des corps sages

---

20 Bourcier Marie Helene, *Queer zone 3*, op. cit. (p.288)

21 BUTLER Judith, *Ce qui fait une vie. Essai sur la violence, la guerre et le deuil*, Zones, coll. « Zones », 2010.

22 PUAR Jasbir, *op.cit.*

23 On pourra souligner l'arme politique, à double tranchant, de l'association « non blanc » = homophobe, qui entraîne un ralliement de certains homosexuels pour les thèses de la droite nationaliste. Au même titre, nous pourrions citer l'apparition, dans des formulaires pour l'obtention de titres de séjours, d'une question sur l'homosexualité, délimitant une modernité sélective et un agenda homonormatif.

24 On se souviendra du refus par Judith Butler du prix du « courage civil » à la marche des fierté berlinoise pour dénoncer le gaycentrisme et l'homonationalisme de cette manifestation, c'est-à-dire le développement d'une identité homosexuelle nationalisée.

25 BORDONADA Laure, « Questions de cadrage », *La Vie des idées*, septembre 2010.

C'est pourquoi il ne serait pas impensable de mettre en parallèle l'agenda homosexuel intégratif et l'arsenal clinique et conceptuel du « transsexualisme » dont l'horizon est la conformation d'un corps ou d'une identité aux attentes sociales qui pèsent sur ces derniers. Au concept d'homonationalisme viendrait alors s'ajouter celui de « transnationalisme »<sup>26</sup> qui, indépendamment du concept signifiant les mouvements inter-nationaux, viendrait appuyer la spécificité d'une production identitaire et corporelle nationalisée (les refus liés aux demandes de remboursements des opérations à l'étranger en seraient la preuve). On retrouve aussi cette opposition avec la cristallisation d'une identité transsexuelle autour des codes du féminin ou du masculin et qui exprime une critique sévère face aux revendications publiques trans jugées prosélytes : un bon trans serait-ce un trans invisible ? Les trans sont alors entendus à la condition qu'ils expriment le souhait d'une cisgenrification c'est-à-dire d'une conformité aux normes de genre hégémoniques. Pour le dire à la manière de Béatrice Préciado, les contraintes à même le corps sont préférées à la modification du régime normatif. C'est en ce sens que Colette Chiland

écrivira :

*« Depuis quelques années s'est développé un mouvement transgenre ou trans' qui se définit comme n'ayant plus rien à voir avec les transsexuels calmes, bien élevés et cachés attendant poliment que les juges et les professionnels médicaux leur donnent le traitement bienfaisant dont ils avaient besoin pour poursuivre leur vie dans l'ombre de la société normale »<sup>27</sup>.*

Autrement dit, on soumettra plus facilement un corps à la transformation dans un but d'intégration, ou d'assimilation, qu'on ne questionnera le contexte cisgenre qui oblige ce corps. De ce point de vue l'avis de la CNCDH encourage à juste titre la France à conditionner son droit aux

---

26 Plusieurs exemples à ceci. L'opposition de quelques forums ou associations Trans aux mariages Trans pour « respecter les règles de droit » ou bien le combat que mènent certains militants Trans contre les opérations faites à l'étranger.

27 Chiland C. "d'un sexe à l'autre", Pour la science, n°350, 2006.

attentes des usagers et non l'inverse, ce qui laisse espérer une prise en compte rapides des élus sur ce dossier<sup>28</sup>.

## Transnationalisme et colonialisme

Je voudrais dire aussi ce que n'est pas le « transnationalisme ». Il n'est pas la caractéristique des personnes trans ou transsexuelles. Il est l'effet d'une collusion entre les attentes d'assimilation d'une nation et les productions techniques de la médecine et du droit. Il n'est pas non plus un exact parallèle de l'homonationalisme dont il se différencie un peu de quant à sa portée colonisante. Ainsi, récemment, les Indigènes de la République, à la suite de Joseph Massad dans « desiring arabs », affirmaient que l'homosexualité, était un concept occidental inadapté aux mondes arabes ou africains. Par analogie, l'affirmation soutenait que l'homosexualité n'avait pas sa place dans les quartiers populaires où le concept colonisait non seulement des identités mais aussi des préoccupations autres que global américain gay way of life (Martel, 2013) universalisant. Dans « les féministes blanches et l'empire » (2012), l'homosexualité devient un concept à vocation « civilisatrice » qui tendrait à exotiser l'homophobie. À l'opposé de cette posture, l'écrivain marocain Abdellah Taïa dénonce l'idée que l'homosexualité serait imposée aux arabes. Selon lui, des voix luttent tous les jours pour se faire entendre (Rue 89, 8 février 2013). C'est-à-dire qu'à l'hypothèse d'une homosexualité surplombante et colonialiste vient s'opposer la capacité des peuples à une réappropriation des notions dans des échanges culturels à la fois mondialisés (depuis l'essor des NTIC) et contextuels. Il s'agit là de queeriser la comparaison en même temps que de faire la comparaison avec le queer<sup>29</sup>. Dans une optique naturaliste, le « transsexualisme » est une entité nosographique à part entière qui s'exprime dès lors qu'une demande individuelle rencontre une offre thérapeutique<sup>30</sup> ... ce qui exclut d'emblée les nombreux franchissements de genre observés

---

28 <http://www.cncdh.fr/fr/actualite/la-cncdh-souhaite-retablir-la-dignite-des-trans>

29 J. Hayes, M. R. Higonnet, W. Spurlin, "introduction : comparing queerly, queering comparison theorizing identities between cultures, histories and disciplines", *Comparatively queer – Interrogating identities across time and culture*, New York, Palgrave MacMillan, 2010, notamment p. 2.

30 Sur cette question, A. Alessandrin, « Le transsexualisme : une catégorie nosographique obsolète », *Revue française de santé publique*, vol. 24, 2013/3.

par l'anthropologie (Hérault, 2008, 2010). Les enjeux des nomenclatures internationales montrent bien la nécessité de comparer l'effet, sur différentes aires géographiques, y compris non occidentales, de l'exportation d'un concept tel que celui de « dysphorie de genre ». Des articles comme ceux de Jack Drescher, notamment *Queer Diagnoses* (2010) ou bien encore « *Penser le corps : situer l'identité de genre dans la CIM 11* » (2012), inaugurent alors une pensée médicale qui, via la théorie queer, pense l'acteur en contexte avant de penser la nosographie. Dans un vif échange dans le magazine *Tetu*, Marie Helene Bourcier écrit « *quel est l'intérêt d'aller expliquer à un Moshe de Oaxaca au Mexique que nous savons mieux que lui qu'il est trans... ce qu'il n'est pas* ». La réponse de la militante Hélène Hazera ne se fait pas attendre :

*« Ce qu'une personne trans sait justement c'est qu'il suffit de proposer aux para-trans des systèmes traditionnels des oestrogènes ou de la testotérone pour que beaucoup passent vers un nouveau système en train de devenir universel. Combien de «deux esprits» amérindiens, de «katoeys» du Laos ou de Thaïlande, de raéras de Tahiti, d'«hijras» d'Inde et du Pakistan, de «métis» du Népal ont aujourd'hui conservé une part de leur identité traditionnelle tout en devenant des «trans'» modernes grâce aux hormones? ».*

Cela vient nous renseigner sur l'existence d'un discours et de pratiques queers dans des aires non occidentales dans la mesure où ce que le centre attend, la périphérie ne le fait peut-être pas.

## **La nationalisation du « transsexualisme ».**

On l'aura compris : si le « transsexualisme » tel qu'il a été défini par la psychiatrie, est un nationalisme c'est qu'il fait allégeances aux normes de genre nationales. Un second point m'apparaît : notons que les protocoles sont « nationaux ». En ce sens, malgré les concertations mondiales<sup>31</sup>, ils

---

31 La WPATH (World Professional Association for Transgender Health) propose en effet des rencontres internationales et un protocole de soins, disponible sur :

restent spécifiques à la France à la fois dans leur méthode chirurgicale et dans leurs modes de suivi. La production d'un corps trans est à ce point nationalisée qu'il est compliqué de se faire rembourser des opérations à l'étranger, même dans des pays limitrophes<sup>32</sup>. Ce qui est vrai pour n'importe quelle opération l'est encore plus pour le cas du « transsexualisme ». En 2010, lors d'une réunion ministérielle, la SOFECT propose de bloquer la circulaire de prise en charge des opérations dans l'U.E. Selon un des responsables associatifs présents à cette réunion :

*« La demande de circulaire que nous avons déposée pour les prises en charge hors de France n'a pas pu quitter le ministère de la Santé. La Sofect s'y étant opposée ».*

Toujours lors de cette réunion, la SOFECT remet un document de travail au ministère de la Santé s'opposant aux demandes des associations et de la HAS (Haute Autorité de Santé) qui, dans son rapport de 2010, envisageait un remboursement des opérations faites à l'étranger « *tant que l'offre de soins ne sera pas suffisante* ». La SOFECT y répondra de la manière suivante :

*« Le libre choix du médecin devrait obéir aux règles générales sur le territoire national [...] et non à des présupposés [...] Il n'y a aucune justification rationnelle pour un remboursement de la prise en charge à l'étranger ».*

Suite à cette réunion, les demandes des associations sont restées lettre morte. D'ailleurs, ces interventions à l'étranger sont désignées par certains praticiens français comme du « tourisme médical »<sup>33</sup>. On soulignera dans cette formulation la méfiance qu'inspirent ces pratiques chirurgicales internationales alors qu'il s'agira, nous concernant, de s'intéresser de plus

---

<http://www.wpath.org/documents2/socv6.pdf>

32 Cf : formulaire E112

33 BOURGEOIS Marc-Louis, « Introduction », *Petit Mutatis Illustré* (Manuel de parcours Trans édité par l'association Mutatis Mutandis)

près à cette « industrie émergente » du soin, concurrentielle et mondialisée<sup>34</sup> comme le souligne la conclusion de l'enquête Giami de 2011.

### **Conclusion : du coq aux qoc.**

Cependant, plus récemment, des mouvements tels que ceux des *LOC*<sup>35</sup> (« Lesbiennes of colors ») ou des *QOC* (« Queer of colors ») sont venus ouvrir un nouveau front intersectionnel sur la question des minorités de genre et de sexualité, relatif aux caractéristiques racialisantes internes aux mobilisations homosexuelles et trans. Ces mouvements qui reconfigurent les espaces d'actions et de théorisations (conceptuellement comme géographiquement) sont les indices récents d'une exigeante mutation de l'agenda militant LGBT auquel en appellent certaines associations ou mouvements trans<sup>36</sup> en contact direct avec la question des discriminations ethnoraciales. Et plus que la question ethnoraciale, c'est celle du « modèle » national assimilateur qui est montré du doigt. L'exclusion des figures prostituées ou séropositives de certains protocoles questionne aussi le programme transsexuel et les volontés d'assimilations cisidentitaires qu'il crée ou auxquelles il répond. La question trans se situe donc sous un feu croisé entre les ponts créés avec les collectifs et associations LGBT d'une part et la nécessité de redessiner les contours des alliances associatives et militantes d'autre part, ces alliances ne se contentant alors plus d'une similitude des luttes en référence à un sigle LGBT unifié mais hiérarchisant.

---

34 LE BORGNE Catherine, « Concurrence et santé. Le tourisme médical : une nouvelle façon de se soigner », *Sève, les tribunes de la santé*, Presses de Sc. Po. n°15, pp.47-53, 2007

35 <http://www.espace-locs.fr/>

36 Notamment certains ateliers ou thématiques de colloque des UEEH.

## ■ **Transféminismes vs trans-nationalisme**

*Par Karine Espineira – Docteur en sciences de l’information et de la communication, co-fondatrice de l’Observatoire des Transidentités, Marseille.*

### **Invisibilisation(s)**

Commençons par un coup de gueule vis-à-vis des médias généraux, des médias communautaires comme de la presse locale. Où sont donc les trans ? Où la question trans a-t-elle reléguée ? Les conférences du samedi (13 juillet) ont pu être maintenues et ce, grâce au travail du groupe de travail et de l’engagement des intervenants et des intervenantes. Jamais en France, on avait pu donner dans un seul lieu un aperçu des différentes approches permettant de considérer les transidentités. Jamais on n’avait vu autant de groupes venir exposer leurs positionnements militants et politiques, et partager avec nous leurs outils aussi créatifs que novateurs pour apporter une réponse à une transphobie aussi bien culturelle que politique. Les trans prennent en main leurs destinées. Ils et elles prennent en charge les questions de prévention, de sexualité et de santé *via* des dispositifs de santé communautaires partout en France. On a pu voir aussi à quel point la lutte face aux nomenclatures internationales est âpre et technique. Et que les personnes trans se mobilisent à l’international sur des questions d’une grande complexité. Croire que les questions trans ne concernent que les trans est une erreur monumentale.

J’espère que cette discussion grâce à la tribune offerte par le collectif IDEM vous donnera envie de vous intéresser au travail de OUtans à Paris, de Santé Active et Solidaire et d’Arc-en-ciel à Toulouse, de Chrysalide à Lyon, de STS à Strasbourg et de nombreux autres groupes en France, de lire les travaux de l’Observatoire des transidentités, d’apprécier le travail de la coordinations international Stop Trans Pathologization, de GATE ou de TGEU qui travaillent sur les processus de révisions du DSM (manuel statistique des maladies mentales) de l’American Psychiatrique Association

et de la CIM (classification internationale des maladies) de l'Organisation Mondiale de la Santé.

## **Théoriser prise de conscience**

À l'heure où certains mouvements féministes renvois les trans à des corps biologisés et des identités renaturalisées, pour lesquelles, quoi que je fasse, je serais un homme en vertu du critère du sexe biologique de naissance et du sexe social assigné. Je serais donc un « homme infiltré » et un « ennemi de classe ». Qu'on en revienne-là, les bras m'en tombent. C'est pourtant grâce aux outils de la pensée féministes qu'un certain nombre de personnes trans se sont émancipées en se politisant, en théorisant et en interrogeant un société sexiste, xénophobe, ultra-libérale et inégalitaire. Nous nous sentons ainsi concernées par toutes les luttes sociales et nous disons notre solidarité avec les sans-papiers, les chômeurs fliqués et criminalisés, les syndicats de travailleurs et travailleuses, les féministes, les folles, les butchs, les fems, les pédés et les gouines qui souhaitent se marier et/ou engager une filiation, les femmes battues, les « putes », les intersexes et tous les parias et les *freaks* de nos sociétés égoïstes et bien pensantes qui ne veulent pas que nos vies soient vivables. Cette liste pour être complétée comprendrait au final une partie non négligeable de l'humanité. On ne parvient jamais à l'exhaustivité. Petite parenthèse sur le terme « pute ». Avec des guillemets pour dénoncer la traite des femmes et le viol de leur corps, et marquer tout autant en solidarité avec les travailleurs et travailleuses du sexe. Qu'on ne me demande pas, même par solidarité, de faire comme si certain.es de mes ami.es n'existaient pas et que le travail sexuel n'existait pas non plus.

Je vais opérer maintenant un retour vers le passé avec *Les séminaires Q37* organisés par l'association le ZOO sous la direction de Marie-Hélène Bourcier (période 1996-1998). Pour Maud-Yeuse Thomas et moi, y participer représentait une première tentative de théorisation sinon de s'engager dans cette politisation qui va aboutir au transféminisme tel que définit par les membres de l'association OUTrans ce samedi lors des conférences (ils/elles publieront rapidement leur communication sur le blog d'OUTrans). Nous ne

---

37 *Q comme Queer*, Collectif dirigé par Marie-Hélène Bourcier, Éditions Gay Kitsch Camp, 1998.



sommes bien entendu les ancêtres de personne. Il y a continuité et passages générationnels et non filiation directe et héritage d'une pensée. Pour exemple, OUTrans se réclame de la lignée du GAT (Groupe Activiste Trans) et non des trans du Zoo.

Cette période du milieu des années 1990 nous semblaient écartelée : rare conscience politique, mais riche inventivité d'un groupe prenant conscience de la nécessité de support et d'avoir à composer avec les institutions autant qu'à les contourner. Accéder aux savoirs et expériences du féminisme pour penser l'inégalité de la différence des sexes et poser l'idée du « binaire » que les trans eux-mêmes pouvaient reproduire, est devenu un enjeu théorique pour les transidentités du Zoo. L'idée a connu d'autres développements avec le Groupe Activiste Trans jusqu'à OUTrans je l'ai dit. Souvenons-nous que beaucoup de personnes trans refusaient la confusion ou l'amalgame avec l'homosexualité, la prostitution, les travestis, voire les transgenres. Nous avons voulu que cela change, d'autres l'ont voulu depuis avec la même force.

Ce que nous avons compris avec la pensée féministe c'est que nous pouvions aussi être les acteurs et les actrices de notre propre émancipation. En formulant une base de pensée aussi bien politique que théorique nous pouvions refuser l'injonction au « tout homme » ou « tout femme », et refuser de participer à la politique de la différence des sexes perçue comme franche inégalité.

Avec cette pensée *queer* définie avec Judith Butler et Eve Sedgwick aux États-Unis, les « séminaires Q » postulaient aussi l'hétérosexualité comme système politique suivant la pensée de Wittig (1992), ce système formant le cadre majeur de l'oppression des femmes. Notre « opium » au Zoo était un concentré d'études de la diversité, et ce, par notre prise de parole comme intervenant-e-s s'autodéterminant gay, lesbienne, bi, trans et/ou queer. Pour Marie-Hélène Bourcier, l'objectif des séminaires queer du Zoo était « de faire circuler le plus largement possible un type de savoir et de références relatifs à la construction historique, sociale, politique et culturelle de l'homosexualité, de l'hétérosexualité, de la bisexualité, de la transsexualité et

des genres. De mettre en valeur les travaux et les initiatives qui relèvent d'une critique hyperbolique des lieux de formation des identités sexuelles et de genre normatives, qui déconstruisent les savoirs qui fondent et naturalisent la discipline du corps »<sup>38</sup>.

Si des transidentités ont pu se greffer à des mouvements divers de façon individuelle et sporadique, c'est avec le Zoo que les transidentités ont été invitées pour la première fois à théoriser et à partager leurs études et non plus seulement à témoigner de leurs existences (dans le contexte français) alors que ce mouvement avait déjà été initié aux États-Unis depuis près de dix ans. La rupture est nette avec la considération du « transsexualisme » comme fait unique, individuel, perpétuellement rejoué comme une première fois – donc avec l'oblitération du paradigme politique du changement de genre. Le Zoo et « son *queer* » furent cependant fort incompris en ces premières années. Ces théories nouvelles furent moins saisies comme affranchissement intellectuel et politique que nouvelle complexité imposée dans l'urgence – contrainte médico-légale, obligation d'insertion sociale et professionnelle au sein d'une « société férocement binaire » (M.-Y. Thomas 2007). Il faudra attendre les années 2000 pour que ces idées se répandent un peu mieux et soient en partie acceptées donnant lieu à de nouvelles études et perspectives de savoirs. Toutefois, des questions ne peuvent être éludées comme l'acceptation des trans' par les féministes ou encore celle de la prise de conscience des enjeux du féminisme par l'ensemble des transidentités. Le sujet mérite que l'on s'y arrête.

Je vais conclure sur un « je » plongé dans dans le temps : En 1997, j'allais sur mes 30 ans et j'écrivais dans l'ouvrage *Q comme Queer* paru un an plus tard : *Je me dis « trans » parce que je fais du politique et pas du transsexualisme*<sup>39</sup>. En 2013, j'approche les 46 ans et cette formule me paraît plus que jamais toujours d'actualité.

---

38 Bernard Andrieu, « Entretien avec Marie-Hélène Bourcier », *Dilecta Corps*, n°4, 2008, pp. 5-11, [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-corps-2008-1-page-5.htm>

39 Karine Espineira, « Q comme Question », in *Q comme Queer*, *op. cit.*, p. 114.

## **4<sup>ème</sup> PARTIE.**

# **Mémoire de la déportation homosexuelle**

## ■ La déportation homosexuelle

*Par Christian de Leusse, Délégué du Mémorial de la Déportation Homosexuelle à Marseille*

### **Les historiens jouent un rôle majeur**

La recherche historique fondée sur de rares données et témoignages. Les historiens nous permettent de resituer le contexte historique qui prévaut en Europe avant le nazisme : Florence Tamagne a observé les pays de l'Ouest européen dans les années 20, Ralf Dose et Gérard Koskovich ont travaillé sur le rôle majeur de Magnus Hirschfeld à Berlin. La montée du nazisme et de la répression des homosexuels en Allemagne, la distinction entre la démarche de purification de la race, la volonté de puissance au prix de l'élimination, l'idéologie aryenn, les raisons des pays qui veulent être de bons élèves (Autriche, France, Italie, etc.) et leurs spécificité. Marc Boninchi qui a également montré comment le régime de Vichy a construit la répression de l'homosexualité avec la loi du 6 août 1942 instituant le délit d'homosexualité. Les chercheurs ne sont pas si nombreux : Allemagne (Ralf Dose, Gérard Koskovich), France (le rapport du colonel Mercier en 2001, puis les travaux d'Arnaud Boulligny, Mickaël Bertrand), Allemagne, France et Pays-Bas (Régis Schalgdenhauffen), Suisse (Thierry Delessert), etc. Les rares données et les rares témoignages : Heinz Heger, Pierre Seel (biographie de 1994), Rudolf Brazda. Il reste de nombreux trous noirs : sont-ils noirs parce qu'on ne sait rien ou pas grand-chose, ou parce qu'ils n'ont pas fait l'objet des bonnes recherches ? En particulier sur les femmes qui ont été victimes.

### **Le souci de mémoire des militants**

Même si les militants ont besoin de ces travaux ils ne se mobilisent pas en fonction des nombre plus ou moins grand d'homosexuels déportés, mais se mobilisent sur un principe : celui du respect de toutes les déportations. D'autant que les militants comme les non-militants savent bien que la déportation n'est que la partie immergée - si l'on peut dire - de la longue

nuit qu'ont subit les homosexuels à travers l'Histoire. Ils jugent de ce fait qu'il est important de rappeler périodiquement cette mémoire lors des cérémonies de la déportation (depuis 1995).

Pourquoi rappeler cette mémoire ? Parce que les homosexuels d'aujourd'hui ne connaissent pas leur mémoire. S'il y a la pièce de théâtre *Bent* en 1981 et plus récemment le documentaire *Paragraphe 175* (qui contient plusieurs témoignages précieux), il est important d'être présent dans l'éducation en milieu scolaire, de témoigner aux côtés des témoins ou des historiens de la déportation.

**À titre personnel**, en tant qu'animateur de l'association Mémoire des sexualités et au nom du Mémorial de la Déportation Homosexuelle, je m'occupe à Marseille, depuis 18 ans, de déposer la gerbe des homosexuels dans le cadre de la cérémonie officielle du dernier dimanche d'Avril. Je ne suis pas historien, je vois bien que les historiens disent des choses différentes en ce qui concerne le nombre d'homosexuels français déportés, l'existence de fichiers de police qui ont aidé à leur arrestation, la façon dont ils ont été traités, l'ampleur des déportations en Europe, la façon dont les lesbiennes ont été traitées, etc. Je ne prendrai donc pas longuement la parole, je me permets simplement de relever ici les témoignages dont j'ai eu à connaître. En voici quelques exemples :

- En *Autriche*, Heinz **Heger**, étudiant autrichien, arrêté à **Vienne** par la *Gestapo*, celle-ci détient sa photo aux côtés de son ami **Fred** de Noël 1938, est déporté à *Sachsenhausen*, puis à *Flossenbourg*, parqué dans un bloc spécial, puis dispersé dans d'autres baraquements en 1941, il connaît les brimades et les tortures.
- Aimé **Spitz** a fuit **l'Alsace** quand il a su les arrestations d'homosexuels, résistant appartenant au groupe alsacien *Nacht und Nebel*, il est arrêté à sa 31<sup>ème</sup> mission d'agent de liaison, condamné à mort et déporté arborant un triangle rouge, il est l'objet d'expériences médicales au *Struthof*.
- Camille **Erremann** est arrêté à 28 ans, en prison il apprend que la Gestapo a en mains le fichier des homosexuels de la police française - par le commissaire de Colmar qui est resté en poste pendant toute la guerre - sur

lequel figure son nom depuis une affaire judiciaire de 1937 impliquant un copain de *Cernay*.

- En *Allemagne*, Karl **Gorath** racontera son calvaire : « J'avais 26 ans quand je fus arrêté chez moi, en vertu des dispositions du § 175 qui définissait l'homosexualité comme un acte *contre nature*. Je fus emprisonné dans le camp de concentration de *Neuengamme* près de Hambourg, où *ceux du 175* devaient porter le triangle rose.
- Le 1<sup>er</sup> avril 1941, Rudolf **Brazda** répond à une convocation de la *Kriminalpolizei* de *Karlsbad* dans les *Sudètes* (en territoire autrichien considéré comme partie intégrante du Reich) ; Rudolf Brazda transféré à *Zwickau* purgera les 4 derniers mois de sa peine qui devait s'achever le 5 juin 1942, mais - en vertu d'une directive de Himmler du 12 juillet 1940, concernant les homosexuels ayant séduit plus d'un partenaire - il sera à nouveau inculpé et envoyé à *Buchenwald* où il sera le n° matricule 7952 avec un triangle rose, il a 29 ans
- Pierre **Seel** est arrêté à 17 ans le 2 mai 1941, sans doute grâce aux fichiers de la police de Mulhouse, envoyé à *Schirmeck*, puis au *Struthof*.
- En *Italie*, 56 déportés pour homosexualité sont à *San Domino delle Tremiti* (île de *Tremiti*), sur ce nombre 46 ont été envoyés par A. Molina, le commissaire de *Catane*, de sa propre initiative

## ■ **Ce que nous disent les archives sur la répression nazie des désirs homosexuels en Alsace annexée**

*Par Régis Schlagdenhauffen, Chercheur contractuel au LISE (CNRS/Conservatoire national des Arts et métiers), Paris.*

*(Auteur de La commémoration des victimes homosexuelles du nazisme : Berlin, Paris, Amsterdam)*

Je voudrais plutôt intervenir sur un autre sujet que celui que j'avais prévu à savoir la commémoration des victimes homosexuelles du nazisme. En effet, une bonne partie de mon intervention pourrait être disponible sur papier ou sur internet. De même, pour prolonger ce qui a été dit, notamment un article sur les « bordels dans les camps de concentration<sup>40</sup> », sujet qui a été précédemment abordé. Donc je souhaiterais plutôt vous raconter une histoire d'archives, parce qu'il me semble que cela répond à plusieurs choses qui ont été évoquées précédemment et qui s'inscrivent plus globalement au sein de notre discussion. Je vais vous offrir un petit résumé de ce que je fais habituellement lorsque je rentre en Alsace, ma « terre natale ». Je vais aux archives ! On le sait bien, à chaque fois que l'on entend parler de déportés français, voire de triangles roses ils sont toujours, mystérieusement, soit, alsaciens d'origine soit établis en Alsace, comme Rudolf Brazda (1913-2011). J'avais donc envie de creuser cette question. Pour cette raison, je me suis dit avant de prendre la parole, que j'allais plutôt vous raconter les aléas ou les vicissitudes de ces recherches que je réalise aux archives départementales du Bas-Rhin. Lorsque je me suis rendu pour la première fois là-bas, j'ai indiqué que je souhaitais faire des recherches sur les victimes homosexuelles du nazisme, et la première chose que la fantastique archiviste m'a mise entre les mains, ce fut cette fameuse liste sur laquelle figure le nom de Pierre Seel souligné en rouge. Pierre Seel (1923-2005) avait vu cette liste aux Archives et il avait affirmé que tous ceux dont le nom était souligné en rouge, étaient des hommes qui avaient été arrêtés pour homosexualité puis transférés au

---

40 « Promotion de la prostitution et lutte contre l'homosexualité dans les camps de concentration nazis » : <http://trajectoires.revues.org/109/>

camp de Schirmeck. Ce camp d'internement et de rééducation mis en fonction dès l'annexion de l'Alsace avait été prioritairement pensé pour les alsaciens et les alsaciennes. Il est situé tout près du fameux camp du Struthof (Natzweiler) dont tout le monde entend parler, car c'est un camp de concentration nazi administré par la SS. Il est désormais transformé en lieu de mémoire et abrite le Centre européen du Déporté résistant. Or, la plupart des homosexuels Alsaciens ont été internés à Schirmeck et non à Natzweiler, petite différence, qui possède néanmoins son importance.

Aux archives c'est toujours compliqué. Il y a une multitude de classeurs avec quantité de cotes dont on ne comprend pas immédiatement le sens, car cela n'a pas vraiment de sens. Enfin si, l'ordre suivi est purement chronologique, selon la date de leur versement. Ceci dit, j'ai réussi à retrouver les fichiers de la police, française et allemande. J'avais réussi à trouver les fiches de police allemande, et c'était fantastique parce que je trouvais dans ces petites fiches bleues des hommes avec la mention "homosexuel" ou "paragraphe 175" ou "relation contre-nature", "délit d'homosexualité" ou "crime d'homosexualité". Au début j'ai relevé tous les noms puis je me suis aperçu que cela n'allait pas du tout car il fallait ensuite calculer des pourcentages si je voulais savoir si ces arrestations étaient significatives. J'ai donc repris toutes les fiches et recommencé mon travail de bénédictin. Au final j'ai découvert qu'il y avait entre 4 et 5% d'homosexuels que l'on pouvait retrouver dans les fichiers de la police. (Ce chiffre est intéressant, puisqu'il est communément admis, d'après les enquêtes statistiques, que les homosexuels représentent 4 à 5% de la population générale.)

Dans un second temps, je me suis dit qu'il fallait regarder du côté des femmes. D'ailleurs, les hommes possèdent des fiches bleues, les femmes des roses. (Constat qui se passe de tout commentaire.) Mais je n'ai trouvé aucune femme concernée par l'homosexualité. Sans doute parce que c'était des fichiers de police et qu'il n'y avait pas de motif d'homosexualité parmi les motifs recevables. Il y avait en revanche beaucoup de prostituées, de filles en carte, ainsi que des femmes poursuivies pour avortements et autres délits. Les mêmes que l'on peut trouver chez les hommes (vols, homicides, etc.). Pour revenir aux fiches d'homosexuels, parfois je remarquais que seul



le jour ou l'année étaient notées. En résumé plein de mystères subsistaient suite à la lecture de ces fiches bleues.

Par la suite, j'ai trouvé ce que l'on appelle les registres d'écrou. Car ces hommes (ou ces femmes) une fois qu'ils ont été arrêtés par la police, sont photographiés puis préventivement détenus dans la prison du coin qui était située directement juste derrière l'Hôtel de police, rue du Fil à Strasbourg. Il existe donc des registres d'entrée à la prison. Ces registres sont très abimés, mais petit-à-petit, grâce à leur lecture, j'obtenais de plus en plus d'informations. Grâce à eux je pouvais connaître le métier et la condamnation dont ces hommes avaient écopé. Pour ce qui est des professions exercées, la grande majorité appartenait aux classes populaires. Je n'ai trouvé qu'un pharmacien et un avocat. Les autres étaient manutentionnaires, journaliers, livreurs, comptables, etc. Par ailleurs, la moitié de ces hommes à moins de 40 ans, si ce n'est 30 ans. Ils sont donc plutôt jeunes et plutôt membres des classes populaires.

Aussi, pour exposer des cas plus concrets, c'est grâce à ces mêmes registres, qu'il y a deux ans, j'ai pu retrouver un homme qui s'était fait emprisonner dans un premier temps rue du Fil, fut ensuite interné au camp de Schirmeck (le camp des Alsaciens dont je viens de parler) et finalement transféré au Struthof, autrement dit au camp de Natzweiler. Ce type de trajectoire est assez rarissime. J'ai d'ailleurs comparé la liste que j'ai constituée avec celle des homosexuels de Natzweiler-Struthof (établie par la Fondation pour la mémoire de la Déportation). Mais je n'y trouvais pas mes Alsaciens. De deux choses l'un, soit les Alsaciens n'allaient pas dans ce camp, soit la liste était incomplète. La bonne réponse est la première, puisque c'était prioritairement des Allemands venant d'autres contrées qui étaient transférés à Natzweiler, dans les Vosges, puis dans un second temps des déportés résistants, catégorisés N.N (*Nacht und Nebel*).

En 2013, je me suis remis à farfouiller dans les archives. Et là, je ne sais pas par quel miracle, j'ai enfin trouvé les cotes que je cherchais, inconsciemment, depuis fort longtemps, celles du Tribunal d'exception (*Sondergericht*). Je ne pensais pas du tout que les homosexuels seraient classés parmi ces cotes-ci.

Et là, je trouve enfin les fameuses minutes des procès allemands. D'ailleurs, il y a la même chose pour les procès français, j'y reviendrai plus tard. En ce qui concerne les procès allemands, il y avait pas mal d'homosexuels. En règle générale les magistrats sont assez curieux, les magistrats nazis encore plus. La lecture des minutes des procès rend visible l'économie de l'aveu, de la confession ; nous pouvons y lire toutes sorte de détails qui sont constamment sollicités ; officiellement dans le but d'essayer de déterminer l'étendue du crime ou du délit. Les juges demandent s'ils se sont embrassés, caressés, s'il y a eu des relations sexuelles bucco-génitales, pénétratives, avec ou sans éjaculation à la clef. Car, c'est ça le grand problème, dès qu'il y a éjaculation, cela relève plus du crime que du délit. C'est peut être très biblique tout ça et, *in fine*, très pro-nataliste aussi. Tous ces détails, qui s'inscrivent sur fond d'histoires de rencontres et de ruptures, de relations plus ou moins longues permettent aux juges de statuer quant au type de peine dont vont écoper nos homosexuels alsaciens. Il ya eu donc certaines affaires assez croustillantes, comme l'une, assez fantastique dont on pourrait j' imagine, tirer un roman.

Il s'agit de l'histoire d'un alsacien qui, par je ne sais quel mystère, en vient à faire la rencontre d'un allemand, un haut gradé de la police d'occupation à Strasbourg. Les deux hommes se lient d'amitié, passent de plus en plus souvent leurs soirées ensemble, tout à fait le genre d'histoire d'amitiés viriles comme on les imagine, jusqu'au jour où ils s'embrassent. Or notre Allemand est marié. Au moment des faits, femme et enfant sont encore dans l'*Altreich*, les territoires d'Allemagne situés de l'autre côté du Rhin. D'ailleurs une procédure pour les faire venir dans ce nouvel eldorado qu'est l'Alsace, est en cours. Et le jour où la femme et les enfants arrivent en Alsace, le policier nazi annonce qu'il ne veut plus vivre avec sa famille. Ça se passe mal, forcément mal. Car même si nous ne connaissons pas le détail de toute cette histoire, la pilule est forcément difficile à digérer. L'épouse n'est pas contente du tout et au bout de plusieurs mois, elle s'adresse aux collègues de son mari, leur explique ce qui se passe. À savoir qu'il a abandonné le domicile et le lit conjugal, pour celui d'un autre homme, qui plus est Alsacien. Suite à cela, toute l'affaire remonte à la surface, la police est sommée d'intervenir et procède à l'arrestation du commandant en chef et de

son amant. L'histoire est d'autant plus passionnante qu'une course poursuite s'engage dans Strasbourg. Suite à cela, l'amant, est immédiatement incarcéré en prison, rue du Fil et le policier au siège de la police. Mais le soir même, pour une raison qui nous échappe encore, le policier parvient à se faire la malle, se rend à la prison (c'est tout du moins ce qui est relaté dans les minutes du procès, et je crois qu'il y a une grande part de vérité). Le policier explique au maton qu'il doit faire interroger l'homme soupçonné d'une histoire d'homosexualité que l'on vient d'incarcérer. C'est par ce stratagème qu'il le fait libérer. Les deux trouvent asile chez un troisième luron, un homosexuel notoire de Strasbourg. Le lendemain matin, le complice se rend sur le lieu de travail de l'Alsacien récupérer une enveloppe qui contient une somme d'argent pour fuir en France. Mais la police, bien renseignée sans doute, est de nouveau à leurs trousses, arrête le complice puis les deux fugitifs. Au final, le policier nazi est condamné à mort pour haute trahison, et les deux autres écopent chacun d'une peine de prison de quatre ans. Cette histoire est peut-être la plus fantastique, mais je pourrais vous en raconter d'autres, qui chacune à leur manière, nous éclaire sur la manière dont l'Etat national-socialiste en vient à encadrer et réprimer avec la plus grande sévérité les désirs homosexuels en Alsace annexée.

Dans les archives, j'ai par ailleurs, regardé ce qui se passait en France avant et après la guerre, et même pendant. Jusqu'en 1939, quand il y a des histoires d'homosexualité, les homosexuels présumés sont condamnés pour outrage public à la pudeur. Au nom de l'article 330 du Code pénal français, ils sont emprisonnés quinze jours, voire trois semaines. Mais ce qui est passionnant, c'est qu'entre 1940 et 1942 nous observons deux procédures parallèles, tout du moins à Strasbourg. D'un côté, la police secrète (la *Gestapo*) cherche à arrêter des homosexuels sans le faire passer par la case justice (ce sont sans doute les fiches bleues de ces hommes dont seule l'année d'arrestation était précisée). Ces derniers sont directement internés dans le camp de Schirmeck, à l'instar de Pierre Seel. D'un autre côté, alors même qu'il y a déjà une justice nazie qui est en place en Alsace, cette dernière continue de juger des cas d'homosexualité et d'outrage à la pudeur, mais en vertu du code pénal français. Cependant, tout se fait désormais en allemand, ce qui crée une situation assez déconcertante. Il y a, par exemple, le cas d'un

homme qui, s'il avait relevé du paragraphe 175 (paragraphe allemand) aurait écopé non pas quatre semaine de prison – pour avoir suivi un policier en civil et lui avoir mis la main à hauteur de l'entrejambe – mais bien plus. Quoi qu'il en soit, à partir du 30 janvier 1942, en vertu d'une ordonnance pénale relative à l'Alsace, la police et la justice travaillent de concert comme en témoignent les archives classées. On peut retrouver les fiches de police, les dossiers d'écrou et les minutes des procès. Des hommes qui sont condamnés à des peines de quatre, cinq ans avec privations des droits civiques et frais de justice à leur charge. Mais là aussi, à ce niveau les choses sont assez complexes, car il y a un certain nombre d'homosexuels "Paragraphe 175", mais également un nombre assez conséquent de "paragraphe 176" que l'on appellerait aujourd'hui des pédophiles, des corrupteurs de la jeunesse. C'est en ce sens que l'on peu tisser des parallèles avec ce qui se passe en Suisse à la même période (cf. les travaux de Thierry Delessert). Dans certains cas, les juges suggèrent ou imposent la castration suite à une expertise établie par un psychiatre. Tout cela demanderait des recherches plus approfondies que je n'ai pas encore eu le temps de mener.

Pour finir, je vais terminer par une anecdote familiale alsacienne, parce qu'elle me fait me poser de nombreuses questions. En 2009, j'avais dédicacé ma thèse de doctorat à mon grand oncle. Un homme que je n'ai jamais connu personnellement. Il avait été interné, dit-on, pour homosexualité dans le camp de Schirmeck. Il y a quelques temps, j'ai retrouvé sa fiche de police puis je suis tombé sur les minutes de son procès. Qu'a-t-il donc fait ce grand oncle ? Ma grand-mère, qui avait vu et vécu les événements de près, m'avait dit un jour qu'il avait été raflé lorsque des grandes rafles d'homosexuels strasbourgeois. Et que nous disent les archives ? En 1942, il se fait effectivement arrêter, mais pour une autre raison. D'après ce qu'il nous est donné à lire, alors qu'il est dans un grand magasin strasbourgeois et apparemment aux toilettes, il urine à côté d'un garçon, âgé de 11 ans. Il dit à ce dernier "J'en ai une plus grande que le tien si tu veux voir". Et c'est là que l'histoire commence, il dévoie le garçon qui en vient à toucher son membre (pour reprendre le vocabulaire en vigueur). On ne sait pas par qui il a été dénoncé, mais on sait qu'au final, il lui offre une pièce de un mark. Toujours d'après les archives, il avait déjà eu des démêlés avec la justice

française, pour avoir touché des petites filles, etc. Ce cas, pose de nombreuses questions. Notamment quant à la construction d'une mémoire collective familiale, quant à la confusion opérée entre pédophilie et homosexualité, quant à une hiérarchie des déviances et des statuts moraux qui leur sont associées.

## ■ Les lesbiennes dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale

*Par Eve Pascal*

Toutes les victimes de la barbarie nazie sont à déplorer, quelles qu'elles soient, il n'est nullement question d'un jugement de valeur dans mon propos. Je précise que ma recherche concernant « Les lesbiennes dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale » est un choix, car à ce jour il subsiste trop d'inconnus, trop de silences et d'omissions volontaires ou non. Je suis née en 1939, je fais partie de la dernière génération à avoir des souvenirs de la guerre et du retour des déportés. Ces souvenirs m'ont marqué profondément et ils ne cessent de m'interroger.

Dans l'immédiat après-guerre, on ne croyait pas ce que racontaient les rescapés des camps de concentration. À ce propos voici une petite anecdote. Une femme revenant de déportation est hospitalisée au Val-de-Grace, le médecin qui la soigne remarque des chiffres tatoués sur son bras, il lui demande ce que cela signifie. Elle lui explique que c'est son numéro de matricule et lui parle des camps de concentration. Il ne veut pas la croire et, la prenant pour une folle, il l'envoie dans un asile d'aliénés. Il y avait un malaise, une gêne envers ces rescapés de l'enfer à qui l'on reprochait même parfois de s'en être sortis au détriment des autres. Les rapports étaient difficiles entre ceux qui étaient restés et dont on pensait à tort ou à raison qu'ils avaient collaboré et ceux qui avaient été expulsés. Les déportés ne parlaient pas facilement, ils voulaient oublier tout ce qu'ils avaient enduré pour reprendre une vie normale. Et puis, comment expliquer l'horreur de leur séjour en camp de concentration à leur famille ? A leur retour, certains étaient si faibles qu'on les empêchait de voir leurs enfants pour qu'ils ne soient pas contaminés par les maladies infantiles.

En ce qui concerne les femmes, ayant accompli leur devoir, et comme toutes les femmes à qui on accorde la vertu de modestie, il fallait qu'elles rentrent dans leur famille. Les hommes avaient déjà du mal à parler, comment vouliez-vous que les femmes parlent ? C'était pour elles encore plus difficile.

Et bien évidemment, en tant qu'enfants nous ne pouvions communiquer avec eux. Ils nous impressionnaient. Je me souviens de quelques bribes de conversations, les adultes évitant de parler devant les enfants, mais surtout c'est leur maigreur et leur regard qui exprimaient le souvenir d'un vécu indicible, qui m'ont fortement impressionnée. Plus tard, lorsque je fus en âge de comprendre les documents d'étude concernant la seconde guerre mondiale, je me suis attachée à l'histoire des femmes dans cette période et a fortiori à me poser des questions sur les lesbiennes.

Le récit que me fit une ancienne déportée d'origine juive espagnole m'a bouleversée. J'étais jeune et intimidée, je n'ai pas osé lui poser de questions. Ce dont je me rappelle, c'est de son interrogation : « pourquoi je suis encore vivante, pourquoi moi ? » Elle souffrait comme tant d'autres de ce que l'on appelle "le complexe de la survivance".

Les années ont passé, aujourd'hui j'ai le temps de faire des recherches, je ne suis pas seule dans cette démarche; à preuve Isabelle qui intervient avec moi aujourd'hui et qui, avec d'autres, travaille sur ce sujet. Lorsque j'ai commencé mes recherches, je me suis heurtée souvent à la négation de la déportation des lesbiennes et à la négation de leur participation active dans l'armée et la résistance.

Sans cesse on me cite le fameux "paragraphe 175" qui ne concernait pas les lesbiennes, tout au moins en Allemagne, car il en était tout autrement en Autriche. Pour moi ce paragraphe, c'est l'arbre qui cache la forêt car je crois à la misogynie et à la lesbophobie extrêmes des nazis et du gouvernement de Vichy. La gestapo, les SS ou tous autres sbires hitlériens n'avaient nullement besoin d'un article de loi pour arrêter et déporter qui bon leur semblait, la loi c'étaient eux. Dans la petite ville où j'habitais pendant la guerre, je me souviens d'avoir entendu l'histoire concernant deux femmes qui vivaient ensemble dans une grande maison entourée d'un jardin; les gens les appelaient des dévoyées, des vicieuses et des inverties. Elles furent dénoncées à la gestapo, arrêtées et expédiées en camp d'où elles ne revinrent jamais. Ce qui permit à certains de les spolier.

Il y a débat également concernant la couleur des triangles que portaient les déportés, rose pour les homosexuelles et noir pour les asociales ; faut-il ne s'en tenir qu'à cela ? Il me semble qu'il faut chercher plus loin. La présence de blocs réservés aux lesbiennes est attestée dans certains camps comme à Bützow (ex-RDA) où elles sont maltraitées et humiliées. Les SS incitaient les prisonniers du camp à les violer. Dans le camp de Ravensbrück, des lesbiennes ont porté le triangle rose avec le sigle « LL » (*Lesbische Liebe*, amour lesbien). Mais le plus souvent, c'est le triangle des asociales qui leur fut attribué. Il est bien certain que pour les nazis, toute jeune femme célibataire et indépendante était mal perçue, les lesbiennes étaient particulièrement visées et en grand danger.

Rudolf Klar, voix officielle du parti nazi pour les affaires homosexuelles, rappelle dans son livre « Droit pénal et homosexualité » :

« *Que les dégénérés doivent être éliminés pour la pureté de la race et il réclame une maison de correction pour les lesbiennes* ».

Dans son livre « Hygiène sexuelle », le docteur Max Gruber, voix autorisée du nazisme et révélatrice de la volonté hétérosexuelle du fascisme qui condamne l'homosexualité et la masturbation, écrit notamment :

« *Les rapports sexuels prennent place dans le mariage et le but est la procréation des enfants et leur éducation, et la croissance de la nation exige du mariage de produire au moins quatre enfants* ».

Ces raisonnements eugénistes donnèrent lieu à la création de "centres de recyclage" qui préparent deux cent quinze mille professeurs à l'application de ces théories, et ainsi sont créés les *Lebensborn* (*Fontaines de vie*), véritables aras humains, usines à produire de purs ariens. Il y en a treize en 1944. Beaucoup de jeunes femmes ayant le type arien furent obligées de participer à cette énorme et nuisible utopie raciale. Cette expérience d'eugénisme à une si grande échelle est unique dans l'Histoire.

Concernant le sort réservé aux lesbiennes déportées, nous avons des témoignages qui indiquent, pour les rééduquer elles étaient envoyées dans les bordels qui servaient aux employés du camp.



Au bout de quelques mois elles revenaient au camp dans un état de délabrement extrême; alors on s'en débarrasserait en les envoyant au four crématoire.

## ■ **Quelle transmission par les familles des parcours de vie de lesbiennes et bisexuelles françaises déportées pour actes de résistance lors de la Seconde Guerre Mondiale ?**

*Par Isabelle Sentis. Historienne de formation, spécialisée dans le domaine du patrimoine industriel et ouvrier européen, elle travaille depuis une dizaine d'années sur les questions mémorielles liées à la Seconde Guerre Mondiale.*

*Bibliothécaire à Pierresvives, cité des savoirs regroupant les Archives départementales, la Médiathèque départementale et les sports à Montpellier. Art-thérapeute auprès de personnes séropositives, des personnes LGBT et des femmes victimes de violence.*

Je m'inscris dans une généalogie de chercheuses et de chercheurs, de militantes, de résistantes et d'artistes. Dans cette généalogie il y a les historiennes féministes françaises Michelle Perrot, Marie France Brive, Christine Bard, mais aussi Allan Bérubé qui fut un des fondateurs des archives LGBT de San Francisco, activiste et chercheur indépendant (1946-2007), il se décrivait lui-même comme chercheur « communautaire »<sup>41</sup>. Ou encore Rolande Treppe, résistante, historienne et sa compagne Andrée Dubos-Larouquette qui ont contribué à la libération de la ville de Charleville Mézières en septembre 1944. Et bien d'autres encore, telles que Adrienne Rich, poétesse lesbienne féministe américaine et ses essais sur la contrainte à l'hétérosexualité<sup>42</sup>.

J'ai suivi il y a vingt ans un cursus en histoire alors que je militais à Act Up Lille et aux Flamands Roses. Et j'ai vécu mes premières expériences de lesbophobie lors des cérémonies du souvenir de la déportation à Lille alors que j'ai passé toute mon enfance et mon adolescence à aller me recueillir pour la mémoire de tous les déporté-e-s et victimes du nazisme et des fascismes, avec des parents résistants et leurs ami-e-s déporté-e-s. J'ai ensuite marché sur les pas de Magnus Hirschfeld en faisant des études de

---

41 BERUBE Allan *Coming out under fire. Lesbian and Gay Americans and the military during World War II*, New York, The Free Press 1989

42 RICH Adrienne *La contrainte à l'hétérosexualité* éditions Mamamélis 2010

sexologie en faculté de médecine à Paris où mes professeurs occultèrent ses apports précieux dans le domaine de la sexologie. Son institut m'inspire et sa détermination m'accompagne dans la mise en place de convergence de lutte sur les enjeux de santé des personnes LGBT et hétérosexuelles.

Je travaille depuis dix ans au sein de collectivités territoriales sur l'accessibilité des savoirs et des pratiques culturelles pour toutes et tous. Actuellement, je travaille en tant que bibliothécaire dans un lieu comme celui où nous nous trouvons aujourd'hui, qui regroupe les Archives départementales, la Médiathèque départementale et en plus les sports à Montpellier. Je travaille comme chercheuse indépendante sur les questions mémorielles concernant les femmes et les lesbiennes durant la Seconde Guerre Mondiale depuis une dizaine d'années.

Il y aurait beaucoup à dire sur les enjeux historiographiques concernant les parcours de vie, de résistance, de collaboration des lesbiennes et bisexuelles, cis et transgenres durant la Seconde Guerre Mondiale en Europe et à travers le monde.

Je vais ici ébaucher la question suivante : **Quelle transmission par les familles des parcours de vie de lesbiennes et bisexuelles françaises déportées pour actes de résistance lors de la Seconde Guerre Mondiale ?** Cette question correspond à une partie de mes démarches actuelles d'accompagnement de familles et se situe aussi par rapport aux débats et manifestations anti mariage pour tous, et donc dans un temps où les définitions des familles ont été au cœur des débats politiques. Il m'a semblé intéressant de partager cette question avec vous en ces jours d'Europride. J'aborderai ces questions avec une dimension territoriale, celle de la France par rapport au temps qui m'est imparti aujourd'hui. Mais ma réflexion se construit avec d'autres chercheuses et des militantes avec qui nous abordons la dimension européenne, américaine et nous l'espérons un jour dans d'autres pays qui furent traversés par ce conflit.

## I - le silence « assourdissant »<sup>43</sup> concernant l'histoire des lesbiennes et des bisexuelles en France.

### A) Les silences de l'histoire des femmes

Dans les débuts des années 90, l'historienne Michelle Perrot dirigeait avec Georges Dubus « *l'Histoire des femmes en Occident de l'Antiquité à nos jours* ». A la fin des années 90, elle publiait son travail : « *Les femmes ou les silences de l'histoire* ». Ce travail influença plusieurs historiennes lesbiennes féministes, dont certaines ont été ses élèves. Ces historiennes ont fait des recherches sur les lesbiennes résistantes françaises et l'histoire des femmes parmi elles Marie Jo Bonnet et Christine Bard. Dans son introduction, Michelle Perrot, professeure émérite d'Histoire contemporaine à l'université Paris 7, nous rappelait qu' « *au commencement était le Verbe, mais le Verbe était Dieu et l'Homme. Le silence est l'ordinaire des femmes.* »<sup>44</sup>. Elle nous précise dans cette introduction que « *le silence est un commandement réitéré à travers les siècles par les religions, les systèmes politiques et les manuels de savoir-vivre* »<sup>45</sup>. Elle nous rappelle aussi que « *ce silence imposé n'est pas seulement lié à la parole mais aussi celui de l'expression, gestuelle ou scripturaire* »<sup>46</sup>. Elle qualifie ce silence « *à la fois discipline du monde, des familles et des corps, règle politique, sociale, familiale...* »<sup>47</sup>. De plus, elle souligne que « *la déficience des traces relatives aux femmes et qui rend si difficile ...leur appréhension dans le temps* »<sup>48</sup>. Pour elle « *la manière dont les sources sont constituées intègre l'inégalité sexuelle et la marginalisation ou dévalorisation des activités féminines* »<sup>49</sup>. A cela s'ajoute pour elle « *un déficit de conservation des traces* » et certaines femmes contribuent à détruire leurs propres archives personnelles « *par pudeur, par auto dévalorisation, elles intériorisent en quelque sorte le silence qui les entoure* ». Ces

---

43 3 Les Cahiers d'Histoire, revue d'histoire critique, Homosexualités européennes : XIX et XX siècles, n°119 avril-juin 2012

44 PERROT Michelle *Les femmes ou les silences de l'Histoire* Flammarion 1998 p1

45 Idem p1

46 Idem p2

47 Idem p2

48 Idem p3

49 Idem p4

silences d’hier et d’aujourd’hui ont été nommés et donc rendus visibles et audibles par ces historiennes et par les militantes féministes.

### ***B) Le mouvement des femmes a rompu ces silences de l’histoire et entraine dans son sillage historiennes et historiens.***

Michelle Perrot nous dit aussi que « *c’est le regard qui fait l’histoire* »<sup>50</sup>, une autre historienne féministe Marie-France Brive, lesbienne engagée dans le mouvement des femmes, nous l’avait aussi dit quelques années auparavant<sup>51</sup>. Et elle nous précise qu’« *au cœur de tout récit historique, il y a la volonté de savoir* ». Alors comment comprendre la non volonté des historiennes par rapport à l’histoire des lesbiennes et des bies en France ? Mais la longue historiographie de ces silences ne sera pas ici mon propos, malgré son grand intérêt et son impact sur nos vies. Michelle Perrot date un désir « *de faire mémoire, de retrouver les traces* »<sup>52</sup>... avec le mouvement des femmes dans les années 70 et « *une volonté de faire la critique du savoir constitué* ». Il y a 30 ans, en 1973, elle écrivait un cours avec deux autres professeures : « *Les femmes ont-elles une histoire ?* » et elle continua avec d’autres à œuvrer pour faire émerger une histoire des femmes. Le silence englobant l’histoire des femmes a été rompu, celui concernant l’histoire des lesbiennes et des bisexuelles est en train d’être rompu ! Et nous y participons aujourd’hui ensemble.

### ***C) Et dans les années 2000, quelle histoire des homosexualités en France ?***

14 ans après la publication « *Les femmes ou les silences de l’Histoire* », en juin 2012 les Cahiers d’Histoire dédiaient leur numéro 119 « *aux Homosexualités européennes : XIX et XX siècles* »<sup>53</sup>. Les deux historiennes françaises, Sylvie Chaperon et Christelle Taraud, en charge de ce numéro nous y présentent

---

50 Idem p5

51 Marie-France Brive, 1945-1993, historienne fut l’élève de Rolande Treppe, elle a fondé en 1986 le groupe Simone, équipe de recherche interdisciplinaire sur les rapports sociaux de sexe et les études sur le genre, elle fut à l’origine de la création d’un centre de Documentation sur les recherches-femme(s) à l’Université de Toulouse II-Le Mirail.

52 Idem p8

53 Cahiers d’Histoire, revue d’histoire critique Homosexualités européennes : XIX et XX S. n°119 avril - juin 2012

l'essor récent de l'histoire des sexualités et plus particulièrement des homosexualités. Mais elles nous rappellent que l'histoire des homosexualités est toujours un « *mauvais objet* »<sup>54</sup> en France à faible capacité d'institutionnalisation. Elles soulignent dans leur introduction « *la maigre part occupée par les lesbiennes et plus encore par les bisexuels, les travestis et les transgenres* »<sup>55</sup>. Florence Tamagne, historienne maitresse de conférence à l'Université de Lille 3, qui a travaillé sur « *Une histoire des représentations de l'homosexualité, un mauvais genre ?* » insistait à se départir de la comparaison attentive avec les Etats-Unis pour privilégier une histoire plus attentive aux cultures européennes, à leurs échanges, leurs circulations et à leurs liens avec les espaces coloniaux<sup>56</sup>. Sylvie Chaperon et Christelle Taraud quant à elles affirment dans leur introduction que les lesbiennes sont encore trop minoritaires dans les études<sup>57</sup>. Elles constatent une « *forte asymétrie dans les sources entre l'homosexualité masculine et féminine* »<sup>58</sup>. Se référant à Michelle Perrot, elles précisent que si « *ce silence des femmes dans l'histoire n'est pas nouveau, mais s'agissant de sexualité il semble encore plus assourdissant* ».<sup>59</sup>

Pour faire face à ce peu de sources, il faut aux historien-nes avoir recourt aux « archives de soi », ou encore « écrits domestiques », « ordinaires », ou de « l'intime », « littératures personnelles » ou encore « écrit du for privé ». Ces deux historiennes nous précisent que ces sources personnelles « ont acquis une réelle légitimité dans la discipline depuis une trentaine d'années »<sup>60</sup>. Et c'est ces questions de transmission de ces sources que je vais aborder aujourd'hui.

---

54 Idem p11

55 Idem p15

56 TAMAGNE Florence *Ecrire l'histoire des homosexualités en Europe : XIX et XX siècles*, Revue d'histoire moderne et contemporaine vol.53, n°4 2007 p7-31

57 Cahiers d'Histoire, revue d'histoire critique, « Homosexualités européennes : XIX et XX S. » n°119 avril-juin 2012 p15

58 Idem p 15

59 Idem p15

60 Idem p17 et Philippe Artières et Dominique Kalifa « L'historien et les archives personnelles : pas à pas » Sociétés et représentations N°13 2002 p 7-15 et Isabelle Lacoue-Labarthe et Sylvie Mouysset « De l'ombre légère à la machine à écrire familiale : l'écriture quotidienne des femmes » Clio, Histoire, femmes et sociétés N°35 2012 p7-20

## II De quelles familles parle-t-on dans la question énoncée aujourd'hui ?

### ***A) Les familles de « cœur » et de militance transmettent l'histoire des lesbiennes et bisexuelles résistantes***

Les lesbiennes ayant vécu la période de la Seconde Guerre Mondiale et ayant fait acte de résistance ont transmis parfois leur histoire à d'autres lesbiennes, bisexuelles, amies de cœur, amantes, sœurs de combat... mais pas toujours. Par acte de résistance, je ne ferai pas de liste ici exhaustive mais dans cette approche j'entends résistance active (dans des réseaux organisés), celle armée, mais aussi la résistante dite passive, celle liée à la désobéissance civile, ainsi que celle à l'ordre moral du gouvernement de Vichy. Ainsi Evelyne Rochedereux qui a participé aux Gouines Rouges au début des années 70 a milité avec une lesbienne, devenue ensuite une amie, Marie-Henriette dite « Miette » DOIN qui jeune fille pendant la guerre fut agent de liaison à Compiègne. Cette jeune fille résistante, engagée dans des mouvements de jeunesse, a témoigné dans les années 90 de son engagement et de son vécu de jeune lesbienne dans le journal *Lesbia Magazine*<sup>61</sup>.

Après la guerre, devenue professeur, Miette s'engagea une fois à la retraite dans les années 90 dans une association lesbienne de convivialité et d'activité culturelle. J'ai pu la rencontrer il y a trois ans et la questionner sur son parcours, grâce à Evelyne Rochedereux qui m'a mise en lien avec elle. A presque 90 ans, son magnifique regard bleu clair et son intelligence pétillaient encore aux souvenirs de ses jeux de cache-cache d'agent de liaison auxquels s'entremêlaient ceux des jeux amoureux. Mais est-ce que sa famille (notamment ses neveux) transmettra ses photos, des journaux intimes ? Et à qui ? Ces questions n'ont pas encore de réponse, n'étant pas posées par et aux intéressés. Miette ne fut pas déportée, elle ne connut pas le camp de transit de Compiègne, pas celui de Ravensbrück... Mais son témoignage éclaire cette histoire silencieuse de la résistance menée par les lesbiennes et les bisexuelles et l'histoire de la résistance française *dans son ensemble*. Autre exemple de transmission par les « familles de cœur » celle de la résistante Edith Thomas, archiviste, qui participa au Comité National des

---

61 GONNARD, Catherine *En résistance, elle s'appelait quartier* in *Lesbia magazine* n°158 mars 1997 p30-33

écrivains et à la création des Lettres françaises dans lesquelles elle dénonça dès 1942 les déportations. C'est son amie Dominique Aury, l'auteure du roman *Histoire d'O* qui transmit à la chercheuse américaine Dorothy Kaufmann les journaux et carnets intimes de cette femme qu'elle aima au lendemain de la guerre en 1947. Elle conserva les journaux de son amie durant presque trente ans avant de les confier à cette chercheuse. Edith Thomas se considérait « hétérosexuelle » selon cette chercheuse, mais elle précise dans son introduction à son livre « *Edith Thomas, passionnément résistante* » que « *c'est avec Dominique Aury qu'elle connut sa relation amoureuse la plus passionnée, qui se transforma en une profonde amitié qui ne devait jamais se démentir* »<sup>62</sup>. Ce magnifique livre a été publié en France en 2007 et je vous en recommande la lecture. Et puis il y a ces témoignages de lesbiennes qui ne savent plus, ne veulent plus savoir... les noms de leurs aînées persécutées, puis déportées pour actes de résistance, qui connurent pour certaines l'exclusion parce que lesbiennes au sein de leurs propres groupes « politiques » à Ravensbrück et dans d'autres camps...

Ces femmes qui toutes jeunes adolescentes pendant la guerre ou au lendemain de la guerre, ont vu le silence et l'ostracisme social enfermer, emmurer leurs aînées. Il fallut pour certaines attendre de nombreuses années avant de transmettre cette histoire à des générations désireuses de connaître leur histoire. J'ai pu ainsi échanger avec Luce B. qui enfant pendant la guerre, eut plus tard une amie lesbienne déportée car résistante communiste qui connut ce type d'exclusion de son propre groupe politique à Ravensbrück. D'autres ont témoigné en écrivant pour partager leur souvenir de ces femmes exclues pendant et après la guerre. Ainsi en 2001, Christine Lemoine et Ingrid Renard publiaient « *Attirances, lesbiennes fems, lesbiennes butchs* »<sup>63</sup>, Evelyne Rochedereux y transmet dans un texte intitulé *Hommage aux camionneuses*<sup>64</sup> un témoignage rare celui d'une lycéenne sur un de ses professeurs, le sien. Dans ce texte, Evelyne Rochedereux nous parle de plusieurs butchs qui enfants puis jeunes filles l'ont marquée. Il y a Mademoiselle FX professeur de gym au lycée, cette internationale en hand-

---

62 KAUFMANN Dorothy *Edith Thomas passionnément résistante* Autrement Biographie 2007 p14

63 LEMOINE Christine et RENARD Ingrid *Attirances, lesbiennes fems, lesbiennes butchs*, éditions Gaies et Lesbiennes 2001

64 Idem p49



ball et en volley qui lui apporta confiance en elle. « Grâce à vous, je ne crains pas d'arpenter les rues, le jour et la nuit, et cette assurance que vous avez su me transmettre est ma meilleure protection contre des agresseurs potentiels »<sup>65</sup>. Elle décrit comment ce professeur était ostracisé par ses collègues « vous faisiez « salle de gym à part », « la seule prof partageant votre espace et affichant sans vergogne son amitié pour vous étant et ce n 'était certainement pas un hasard, une femme juive rescapée des camps de la mort ». Cette camionneuse à l'allure de « jeune garçon, toujours en pantalon et semelles de crêpe, cheveux en brosse » dont on disait d'elle que son « amie de cœur avait été déportée pour faits de résistance ». Ce texte nous guide à travers la nuit des silences enveloppant notre histoire et nous mènera je l'espère vers d'autres témoignages.

### ***B) Les familles biologiques et sociales : entre silence, quêtes de compréhension et transmission... Une multitude de positionnements.***

Le silence qui a accueilli certainEs déportées à leur retour des camps a été décrit par certainEs d'entre eux et elles. Le silence a été aussi présent concernant la transmission de témoignages de résistantEs. Concernant les transmissions de l'histoire des lesbiennes et bisexuelles résistantes française par leurs familles, il nous est difficile d'appréhender, de qualifier et de quantifier ces silences. Aux difficultés énoncées par Michelle Perrot précédemment s'ajoutent celles liées à la lesbophobie de certaines familles, à la lesbophobie intériorisée de certaines résistantes... Ces silences furent-ils les plus nombreux ou les plus fréquents concernant cette transmission mémorielle ? Attention à ne pas généraliser nos projections et nos représentations concernant ces silences. Si des familles ont détruit et détruiront les traces des engagements et des amours saphiques de leurs tantes, mères, nièces... D'autres sont aussi face à des questionnements sur la volonté ou non de leurs tantes, mères, nièces à transmettre leurs histoires une fois décédées. C'est le cas de Dominique H. un alsacien qui vit aujourd'hui à San Francisco. Il a transmis à des chercheurs français des documents concernant son oncle gay décédé et sa correspondance avec

---

65 LEMOINE Christine et RENARD Ingrid, *Attirances, lesbiennes fems, lesbiennes butchs*, éditions Gaies et Lesbiennes 2001, Evelyne Rochedereux : *Hommage aux camionneuses* p 50

Magnus Hirschfeld. Mais il se pose des questions par rapport à la transmission de l'histoire de sa grand-mère lesbienne qui a vécu durant la Seconde Guerre Mondiale notamment vis à vis de sa mère. D'autres familles, sous la volonté souvent de la troisième génération et parfois de la deuxième génération, réfléchissent à comment transmettre l'histoire de leurs mères, tantes, grand-mères... Et certaines de ces familles se tournent vers des historien-ne-s, des bibliothécaires, des associations ... pour leur demander conseil.

### ***C) Les historiennes et historiens face aux archives familiales : des démarches hétérocentrées à des démarches féministes, un panel de positionnements reflet des idéologies de notre époque.***

Je citerai l'exemple de l'ouvrage « *Résistance, histoires de famille 1940-1945* »<sup>66</sup> de Dominique Missika et l'historienne Dominique Veillon publié en 2009 pour illustrer ce positionnement hétérocentré. Si l'introduction attire notre attention par sa volonté affichée d'aller au-delà des grandes figures des héros nationaux, d'aller questionner les pans d'histoire des familles restées cloîtrées dans le silence. Très vite on comprend que la démarche des auteures ne questionnera pas les identités et orientations sexuelles des membres de ces fameuses familles résistantes. Elles ont questionné une trentaine de familles, anonymes et célèbres. Ainsi que les interactions entre un engagement individuel à la multitude des formes d'engagement familial au sein de ces « microsociétés »<sup>67</sup>.

Face au culte de la famille du gouvernement de Vichy et face à l'occupant nazi, des familles se sont levées et ont désobéi. Dans cet ouvrage, elles éclairent la présence et l'engagement des femmes de ces familles dans les actes de résistance. Mais elles ne questionnent pas les parcours des lesbiennes et des gays au sein de ces familles. Pour les historiens et historiennes de l'Université de Caen et ceux de la Fondation pour la

---

66 MISSIKA Dominique et VEILLON Dominique *Résistance histoires de famille 1940-1945* Armand Colin 2009

67 MISSIKA Dominique et VEILLON Dominique *Résistance histoires de famille 1940-1945* Armand Colin 2009 p 8

Mémoire de la Déportation, l'axe de recherche concernant les lesbiennes, leurs persécutions et leurs engagements n'a pas été encore abordé. Nous les avons interpellés pour qu'ils y travaillent. Cela est possible puisqu'ils ont travaillé il y a quelques années à rechercher les hommes déportés pour fait d'homosexualité dans l'ensemble des zones du territoire français et qu'ils ont trouvé plusieurs hommes déportés partis de plusieurs régions françaises et pas uniquement des départements sous législation nazie. Quant à l'historienne Marie Jo Bonnet, elle travaille depuis plusieurs années sur les engagements, mais également les collaborations des lesbiennes françaises durant la Seconde Guerre Mondiale. Elle devrait publier prochainement le résultat de ses recherches en tant que chercheuse indépendante.

***D) Les déportées transmettant les récits et les vécus de leurs compagnes de déportations illustrent l'hétéronormativité de la société au lendemain de la guerre.***

Le récit « *Elles Revenir* »<sup>68</sup> de Gisèle Guillemot, qui fut déportée à Ravensbrück, a été publié en 2006. Il regroupe les courts portraits de dix femmes et leurs impossibles retours. Si ce témoignage rare et précieux rompt le silence sur ces impossibles retours, sur les suicides, les maladies, les rejets des familles et des amants... qu'ont vécus ces femmes dans le plus grand silence. Elle n'aborde les identités de ces femmes que sous le prisme de l'hétérosexualité. Le lesbianisme de déportée semble lui être impensable... Ce récit illustre dans quel contexte les déportées ont tenté de témoigner. Il nous reste à regarder de près les archives de l'Amicale des déportées françaises de Ravensbrück, voir comment dans cette association non mixte elles ont ou pas appréhendé la visibilité des identités de leurs sœurs lesbiennes et bisexuelles déportées.

---

68 GUILLEMOT Gisèle *Elles... Revenir* éditions Tirésias-AERI collection « Histoire pour mémoire » 2006

### III - Deux exemples de transmission de récit de résistance et de déportation par des familles françaises dans les années 2000, reliés à des exemples de transmissions familiales européennes.

Si l'un des livres le plus lu dans le monde est « *Le journal d'Anne Franck* »<sup>69</sup>, ce témoignage nous est d'abord parvenu expurgé de certains passages par sa famille puis intégralement partagé il y a peu. En 1942, ses parents lui offrirent pour son anniversaire un cahier qui deviendra son grand confident et la trace précieuse de deux ans de sa vie jusqu'à son arrestation le 4 août 1944. C'est son père qui après la guerre reprend les écrits de sa fille. Il en dactylographie « l'essentiel » et fait l'impasse sur certains paragraphes. Il lègue à l'état néerlandais les manuscrits de sa fille. Des experts se penchent sur ces archives et prouvent leur authenticité. En 1989, le journal est publié en France dans son intégralité : « *Les journaux d'Anne Franck* » chez Calman Lévy. Il aura fallu 38 ans, après sa première publication aux Pays-Bas, pour que l'on connaisse l'ensemble de ce témoignage et ne plus être sous le joug de la censure familiale.

#### **A) L'histoire d'une « autre » Anne Franck, juive mais lesbienne et autrichienne : Ruth Maier.**

En 2009, 20 ans après la publication en France des journaux d'Anne Franck, « *Le journal de Ruth Maier, de 1933 à 1942, une jeune fille face à la terreur nazie* »<sup>70</sup> est publié. Ce livre regroupe les écrits en prose, les poèmes et les dessins de Ruth réalisés jusqu'à son arrestation par la police norvégienne le 26 novembre 1942. C'est cette police qui l'a conduite au port d'Oslo d'où elle sera déportée à Auschwitz et tuée. Les derniers mots que nous avons d'elle sont adressés à la poétesse norvégienne qu'elle aimait, Gunvor Hofmo. C'est cette femme qui conserva pendant plus de 50 ans les écrits de Ruth. Elle tenta en 1953 de faire publier certains passages de ces journaux intimes en

---

69 *Le journal d'Anne Franck* a été traduit en 70 langues, 30 millions d'exemplaires vendus à travers le monde, adapté au théâtre, au cinéma...

70 *Le journal de Ruth Maier, de 1933 à 1942, une jeune fille face à la terreur nazie* commenté par Jan Erik Vold, édition K&B éditeurs 2009

Norvège mais en vain. À la mort de Gunvor Hofmo en 1995, ses neveux et sa cousine ont contribué à transmettre ces documents, la sœur de Ruth témoigna aussi, l'Université de Greifswald contribua, les amies des deux femmes ont aussi témoigné... C'est cet ensemble d'acteurs disparates qui se sont mobilisés pour nous transmettre l'histoire de cette éternelle inclassable, de cette éternelle réfugiée... d'une humaine parmi les humains. Cet immense travail a été coordonné par l'universitaire Jan Erik Vold pendant plusieurs années.

Je nous souhaite de pouvoir mettre en place de telles coopérations et d'alliances indispensables pour entreprendre la transmission des parcours de vie de nos aînées.

### ***B) Le récit de Thérèse Pierre ou une histoire transmise par la descendance de l'amour de sa vie Emma.***

Robin H. le petit fils d'Emma et Claudie H. sa mère, la fille d'Emma ont transmis l'histoire de Thérèse Pierre résistante française communiste, chef de réseau armé FTP torturée et suicidée à la prison de Rennes le 21 octobre 1943. Une transmission s'est faite en désaccord avec les membres de la famille d'Emma. Cette dernière a eu deux enfants avec son mari qui lui-même avait eu des fils d'une première union. Cette fratrie n'a pas été d'accord sur la façon de transmettre l'histoire de leur mère et de Thérèse Pierre. La discorde semble porter pour Claudie H. plus autour de la figure du mari d'Emma qui fut membre du parti régionaliste alsacien que de l'histoire d'amour et d'engagement de ces deux femmes. Emma, professeur passionnée de littérature a tenu plusieurs cahiers et journaux intimes, a réalisé des classeurs de photos. Ces documents étaient connus des membres de la fratrie. Ils ont lu et feuilleté enfants avec elle ces journaux ... À la mort d'Emma, Robin déroba ces cahiers lors de la répartition de l'héritage entre ses oncles, tantes et mère. À partir de ces sources, il fit un documentaire, qui reçut plusieurs prix. Puis, Claudie H., la fille cadette d'Emma, l'artiste, la rebelle de la famille, la mère de Robin H. choisit de transmettre à son tour l'histoire de sa mère et celle de Thérèse. Elle décida d'écrire une fiction « *Elles vivaient d'espoir* »<sup>71</sup> en 2009 à partir des cahiers de sa mère, en faisant

---

71 Hunzinger Claudie *Elles vivaient d'espoir* Grasset 2010

des recherches sur les lieux de vie de ces deux femmes... Nous nous sommes rencontrées alors qu'elle finissait d'écrire son manuscrit et je l'ai accompagnée et soutenue pendant un an pour finaliser ce manuscrit et trouver un éditeur. Son livre fut publié en 2010 et a reçu depuis plusieurs prix des lecteurs. Il vient d'être publié en poche. Mais où iront les journaux d'Emma, ses classeurs de photos ? Dans des centres d'archives ... ? Ou... Nous n'avons pas aujourd'hui les réponses à ces questions. Même si j'ai tenté de sensibiliser Robin et Claudie à l'importance de partager ces sources précieuses avec d'autres.

### ***C) Un autre exemple de transmission celui d'un neveu et l'histoire de sa tante lesbienne déportée à Ravensbrück.***

J-F M., médecin à la retraite, a décidé d'écrire le récit de sa vie après une convalescence. Il cherche à transmettre par son récit de vie l'histoire de sa tante, qu'il aima enfant. Cette tante ouvertement lesbienne qui a été déportée à Ravensbrück. Mêlant le récit de sa vie à celui de sa tante, il a fait des recherches, a rencontré d'autres déportées à Ravensbrück et se demande si le lesbianisme de sa tante l'aurait aidée à survivre dans cet enfer... Il contacte des historiennes dont Christine Bard, récolte auprès des autres descendants de sa famille leurs points de vue sur cette tante lesbienne... Je le rencontre en avril de cette année, alors que les manifestations des anti-mariages pour tous grondent dans nos villes, alors qu'il se décide à s'engager à l'UMP. L'amour de ce petit garçon, devenu adulte pour cette femme a contribué à ce qu'il ait envie de nous transmettre l'histoire de cette femme déportée pour avoir aidé et caché trois de ses amies. Elle est revenue brisée par les années de mauvais traitements et de privation. L'aventure de cette transmission est en cours, espérons qu'elle aboutisse et que certaines sources soient léguées aux Archives du Féminisme ou à d'autres centres d'archives afin que d'autres regards se posent sur ce parcours de vie et le relient à d'autres. Les sources de police sont à explorer concernant l'histoire de cette femme et des autres femmes lesbiennes persécutées de façon anonyme par délation, de façon institutionnelle... Ces sources seront à relier au colloque qui s'est déroulé à Ravensbrück sur les persécutions des lesbiennes allemandes par le National-Socialisme et au travail passionnant

de l'historienne Claudia Schoppman « *Entre la persécution pénale et le bannissement social : les femmes lesbiennes sous le « Troisième Reich* ». Les actes de ce colloque sont indispensables pour nourrir notre réflexion sur le vécu concentrationnaire des femmes à Ravensbrück. Un travail de traduction et de coopération avec des militantes féministes est à mener pour que nous puissions accéder à ces ressources.

## Conclusion

Virginia Woolf en 1938 osa comparer l'oppression des femmes à la répression nazie dans l'ouvrage *Trois Guinées*<sup>72</sup> :

*« Vos mères combattaient le même ennemi que vous et pour les mêmes raisons. Elles luttèrent contre la tyrannie du patriarcat, comme vous luttez contre la tyrannie fasciste... à l'étranger, le monstre interfère à présent avec votre liberté, il vous dicte votre façon de vivre, il établit des distinctions non seulement entre les sexes, mais aussi entre les races. Vous éprouvez dans vos propres personnes ce que vos mères éprouvaient lorsqu'elles étaient exclues, lorsqu'elles étaient enfermées en tant que femmes »*<sup>73</sup>

*Trois Guinées* fait scandale, on l'étouffe, on discrédite son auteure et ce livre ne sera publié en France qu'en 1976. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, alors que la guerre d'Espagne est prête à être gagnée par les fascistes, alors que les persécutions raciales fonctionnent depuis plusieurs années dans le 3<sup>ème</sup> Reich, Virginia Woolf observe. Les femmes viennent d'obtenir le droit de vote en Angleterre, pas en France. Elles ont acquis depuis 1919 le droit de gagner leur vie... Elle songe au destin des femmes permis et voulu par des hommes. Elle se demande si les femmes doivent rejoindre la procession des hommes cultivés... Elle souhaite que les femmes

---

72 Woolf Virginia *Trois guinées*, éditeur 10/18, 2002, édition Hogarth Press Londres 1938, éditions des Femmes 1977 pour la traduction française.

73 Woolf Virginia *Trois guinées*, éditeur 10/18, 2002

luttent avec les hommes : « *un intérêt commun nous unit : il n'y a qu'un monde, qu'une vie* ». Mais que sont devenues les histoires de « *ces femmes d'hommes cultivés* » dont nous a parlé Virginia Woolf ?

Les sources concernant l'histoire des engagements dans la résistance des lesbiennes et bisexuelles françaises, dont certaines furent « *ces femmes d'hommes cultivés* », sont à glaner tant par les universitaires, que par les familles, mais aussi par les militantEs... et à relier les unes aux autres. Et ainsi, nous bâtissons collectivement une « Herstory », nous reliant à la célèbre anthologie de textes féministes *Sisterhood is powerfull* de 1970 ! Claudie Hunzinger dédicaça son livre *Elles vivaient d'espoir* à « *Emma ma mère, à Thérèse la plus haute voix et le petite camarade, à Germaine agent de liaison, à Isabelle sœur de Salem* ». J'aime me situer dans cette généalogie d'agents de liaison de l'armée des ombres et ainsi contribuer à faire le lien entre ces parcours de résistance et nous, une contribution à notre « Herstory » en cours de construction.



## ▪ La déportation pour motif d'homosexualité et la mémoire collective : une approche différente

*Par Gérard Koskovich - Historien, journaliste et librairie d'ancien spécialisé dans la culture gay, lesbienne, bi et trans.*

*Il est membre-fondateur de la GLBT Historical Society, le centre d'archives LGBT établi en 1985 à San Francisco. Au GLBT History Museum, le musée créé par le centre dans le quartier du Castro en 2011, il est l'un des commissaires d'expositions et responsable de la communication.*

Lorsqu'elle propose une représentation des victimes homosexuelles de la persécution nazie, la mémoire collective LGBT (et de plus en plus, celle du grand public) ont tendance à se focaliser sur les horreurs des camps de concentration. Pour ne prendre que la France, on peut citer plusieurs exemples de ce phénomène. Pourtant, la déportation dans les camps était de toute évidence une expérience minoritaire pour les homos sous le Troisième Reich. On oublie souvent que le régime nazi disposait d'un vaste arsenal répressif qui impactait directement une plus grande partie de la population LGBT allemande.

Certes, il est important de commémorer la souffrance des quelque 10 000 triangles roses, déportés spécifiquement pour motif d'homosexualité. Certes, il est important de continuer les recherches et les analyses historiques nécessaires pour mieux comprendre le sort des lesbiennes et des transgenres dans l'univers concentrationnaire nazi. Mais après plus de deux décennies de travail de militant passionné d'Histoire (ou, si vous préférez, d'historien passionné de militantisme), je trouve inquiétant de constater à quel point la mémoire collective tend à focaliser sur les camps toute l'histoire de la persécution anti-LGBT élaborée par les nazis.

Aujourd'hui, je voudrais vous inviter à vous souvenir avec moi de ce système de marginalisation bien plus large. Je commencerai avec quelques exemples tirés de la mémoire collective LGBT actuelle dont je viens de parler, puis, a contrario, je vous proposerai un petit tour d'horizon des persécutions subies par la population LGBT, persécutions qui cohabitaient,

souvent de manière trouble, avec la menace d'une déportation, mais qui s'exerçaient en dehors des camps de concentration. Pour terminer, je soulèverai deux questions qui me semblent porteuses de sens : Génère-t-on des effets pervers pour la mémoire collective LGBT du milieu du XXe siècle en fixant le regard largement ou exclusivement sur la déportation ? Doit-on essayer de développer une mémoire collective plus nuancée de cette période ?

## **La mémoire collective LGBT de la déportation**

Certaines œuvres et certaines histoires qui ont marqué les esprits de manière plutôt durable en France depuis le début des années 1980 illustrent bien la tendance à considérer la déportation pour motif d'homosexualité comme le clou de la mémoire collective LGBT relative à la période nazie. Je ne vous en donnerai qu'un petit échantillon :

- **La pièce de théâtre *Bent*** de l'auteur dramatique anglais Martin Sherman, montée à Paris pour la première fois en 1981. Une maison d'édition gay a publié la traduction française la même année, et un film britannique tiré de la pièce a été réalisé en 1997, avec une avant-première au festival de Cannes. Sur scène et sur grand écran, *Bent* raconte l'histoire d'un jeune homosexuel de Berlin déporté au camp de Dachau, où il essaie de survivre avec l'aide d'un autre détenu dont il tombe amoureux.
- **Le livre *Moi, Pierre Seel, déporté homosexuel***, publié par Calmann-Lévy en 1994. Il s'agit d'un récit autobiographique de la vie de Pierre Seel, déporté en tant qu'homosexuel, originaire de l'Alsace occupée en 1941. Seel avait déjà commencé à témoigner publiquement en 1982, dans le journal *Gai Pied*, et il a continué à donner aux médias des interviews sur son expérience de déporté jusqu'à sa mort, notamment dans le film documentaire *Paragraphe 175*, sorti en France en 2001.
- **Le téléfilm *Un amour à taire***, dont la diffusion sur France 2 en 2005 a suscité une vague de reportages et critiques dans les médias. Ce film est sans doute la représentation de la déportation pour motif d'homosexualité la plus connue en France, mais c'est également l'une des plus problématiques. Le personnage central est un jeune homosexuel français déporté de Paris par

l'Occupant allemand, puis lobotomisé dans un camp de concentration. Ces deux événements clés du scénario sont certainement dramatiques, mais ne sont pas historiquement plausibles, étant donné que le régime nazi, sauf dans de rares cas, n'a ciblé les homos que dans le Reich proprement dit, et étant donné qu'il n'existe aucune évidence de la pratique de la lobotomie dans les camps.

## **La persécution anti-LGBT en dehors des camps**

Si l'on s'éloigne de ces exemples de la mémoire collective actuelle, que trouve-t-on dans les données historiques ? Depuis plus de 40 ans, des historiens ont mené des recherches sur le système de persécution mis en œuvre par les nazis à l'encontre des homosexuels, et quoiqu'on ne dispose pas d'un bilan complet, on peut apercevoir les grandes lignes de sa structure et de son évolution. Ce qu'on peut constater est, de mon point de vue, édifiant : sortie de son quasi-isolement dans la mémoire collective, la déportation pour motif d'homosexualité se révèle plus clairement comme l'extrémité d'un continuum dont les autres points nous sont, dans le monde contemporain, bien plus familiers.

Faute de temps, je ne pourrai pas décrire la totalité du système auquel je fais allusion. Je ne vous proposerai donc que quatre exemples des dispositifs de répression anti-LGBT déployés en dehors des camps de concentration par le Troisième Reich :

- **La diabolisation par des campagnes de propagande.** Déjà, dans les années 1920, les idéologues du parti national-socialiste décrivaient les homosexuels comme des déviants psychologiques ou biologiques appartenant à une catégorie à part, à une sous-culture clandestine, à une communauté pseudo-ethnique ou à une cabale criminelle ou politique. Les nazis étaient surtout convaincus que l'homosexualité bouleversait la hiérarchie nécessaire des genres, fondée sur l'agressivité masculine, la soumission de la femme et le devoir de reproduction. Dès son accession au pouvoir en 1933, le régime s'est appuyé sur les médias de masse de l'époque, et notamment la presse et

la radio, pour dénoncer les effets prétendument néfastes de l'homosexualité et pour promouvoir son éradication.

- **L'interdiction d'expression politique et culturelle.** Une fois installés aux leviers du pouvoir, les nazis ont rapidement entrepris d'appliquer leur idéologie anti-LGBT. Par exemple, moins d'un mois après l'accession d'Hitler au poste de Chancelier, le gouvernement a prohibé les journaux homosexuels et contraint les associations homosexuelles à fermer leurs portes. Une série d'actions du même genre s'est soldée par l'anéantissement des mouvements et de la culture LGBT auparavant florissants en Allemagne.
- **L'exclusion de l'espace public.** Tout au long de la période nazie, le régime s'est acharné à chasser les homos, les lesbiennes et les trans de l'espace public. D'abord les SA, puis la police, ont ciblé, souvent de manière spectaculaire, les territoires sociaux comme les cafés, les bars et les boîtes de nuit. Parallèlement, les autorités ont toléré provisoirement la présence de certains bars homos, de toute évidence pour mieux identifier les habitués qui les fréquentaient.
- **Les poursuites judiciaires et l'incarcération.** En Allemagne, le nombre de condamnations judiciaires pour violation du paragraphe 175 (la loi qui interdisait les pratiques sexuelles entre hommes) se situe, pour la période de 1935 à 1945, entre 50 000 et 60 000. Face au chiffre généralement accepté d'environ 10 000 déportés pour motif d'homosexualité, cette statistique démontre qu'environ 80% des condamnés ont purgé leur peine non dans des camps mais dans des prisons traditionnelles.

## **Une vision plus large des persécutions anti-LGBT**

Les dispositifs de persécution dont je viens de parler imposaient l'invisibilité, le silence, le secret et la peur à la population LGBT de l'Allemagne nazie. Dans le cas des peines de prison, la souffrance physique ainsi que l'entrave à la liberté de mouvement et d'association s'ajoutaient à ces souffrances culturelles et morales. Cependant, dans la mémoire collective LGBT, ces formes de répression et de marginalisation ont été, dans

des proportions considérables, soit oubliées soit dépeintes simplement comme des étapes vers la déportation. L'explication de cette situation se trouve sans doute dans des phénomènes culturels et militants plus larges, et notamment dans la tendance très marquée des médias à diriger le regard vers l'horreur, le sang, les drames considérés comme les plus choquants, et également dans la tendance militante à renforcer notre demande de reconnaissance historique en nous appuyant sur ces mêmes éléments.

Sur la base de ces observations, je reviens maintenant aux questions que j'ai posées au début de mon propos. Génère-t-on des effets pervers pour la mémoire collective LGBT en fixant ainsi le regard largement ou exclusivement sur la déportation ? Doit-on essayer de développer une mémoire collective plus nuancée de cette période ? De mon point de vue, la réponse aux deux questions est oui. Si la mémoire collective de la période nazie ne retient que les histoires de camps de concentration, on risque de ne pas se rendre compte des dégâts créés par toutes les autres formes de persécution mises en œuvre par les nazis. Et si la mémoire collective ne retient que l'image des bourreaux des camps, on risque d'oublier le visage des autres persécuteurs qui, après la chute du régime nazi, ont fait perdurer l'homophobie d'Etat en Allemagne et ailleurs.

En outre, on oublie ou on minimise ce qu'on peut regarder sous un angle queer comme l'envers inévitable de la persécution : à savoir les histoires de courage quotidien et d'ingéniosité ordinaire des homosexuels, des lesbiennes et des transgenres qui, faisant face à la peur et l'isolement, ont su trouver les moyens de nourrir leurs désirs, leurs plaisirs et leurs amours. De telles histoires fourniraient pourtant une source de réflexion, d'inspiration et d'action non seulement aux personnes LGBT, mais également à celles et ceux qui, quelles que soient leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, font l'objet d'une marginalisation ou d'une persécution.

Permettez-moi de clore cette réflexion par une dernière question : quelles sont les initiatives que nous pourrions prendre pour assurer une mémoire collective LGBT plus large de la période nazie et des décennies qui l'ont suivi ? Que nous soyons historiens, militants ou simplement des individus

soucieux des liens entre mémoire, dignité humaine et droits de l'Homme, nous avons des pistes à proposer. Je vous invite à les partager.

*Remerciements : Je tiens à remercier mon ami Franck Zanni pour son travail de relecture.*

## ■ Le Mémorial de la Déportation Homosexuelle

*Par Hussein Bourgi (Président du Mémorial de la Déportation Homosexuelle)*

Je suis particulièrement heureux d'être ici, aujourd'hui, pour deux raisons. La première c'est que nous sommes dans un lieu qui s'appelle "*Bibliothèque Gaston Defferre*", homme politique pour lequel j'ai beaucoup d'estime, d'admiration, parce qu'il fut le ministre de l'Intérieur qui, entre autre, supprima les fichiers d'homosexuels dans les Préfectures de France. Gaston Defferre était maire de Marseille et quand il devient ministre de l'intérieur de François Mitterrand, en 1981, il supprima les fichiers d'homosexuels. Fichiers qui étaient une survivance de l'époque où on traquait les homosexuels. Pendant la seconde guerre mondiale, il y avait une brigade mondaine qui avait pour mission de surveiller les prostituées, les salles de jeux, et les homosexuels, de les ficher pour mieux les contrôler. Je ne savais que l'on retrouverait dans la bibliothèque *Gaston Defferre*, et je trouve que le choix est particulièrement bienvenu et judicieux. La seconde raison pour laquelle je suis heureux d'être là aujourd'hui, c'est que j'ai l'impression qu'avec quelques années de décalage nous accomplissons, grâce à Christian de Leusse, l'un des vœux qui était porté par l'un de mes prédécesseurs, en l'occurrence Jean le Bitoux. Jean qui fut le président-fondateur du *Mémorial de la Déportation Homosexuelle*, et qui, durant les dernières années de sa vie, nous invitait systématiquement, nous qui le côtoyions, qui militions avec lui, à traiter cette question à l'échelle européenne, voir même internationale, nous invitant, à l'ère de la construction européenne et à l'heure de la mondialisation, à ne pas rester ethno-centrés et franco-français. Aujourd'hui je me réjouis, à l'invitation de Christian, à cette tribune, des amis qui viennent de différents pays nous faire part de leur expertise et de leur expérience sur le sujet qui nous réunit.

Alors je vais partir de la question qui a été posée par Christian dans le programme, à savoir quel est l'état de nos connaissances sur la déportation homosexuelle. Je vais être très rapide et très bref en ce qui concerne la France, parce que vous êtes là, je présume et j'en suis même certain, pour écouter aussi et surtout ce qui se passe ailleurs, ce que nos amis peuvent

nous dire de ce qu'ils connaissent dans d'autres pays que le notre. Car ce qui s'est passé en France est relativement mince. Nos connaissances sur la déportation homosexuelle en France sont réduites, pour au moins trois raisons :

**La première raison**, c'est que la déportation pour motif d'homosexualité est un sujet qui a longtemps été tabou. Il est toujours tabou et provoque encore des oppositions, des frictions, des propos négationnistes, révisionnistes. Chaque année, à l'occasion des différentes cérémonies du Souvenir, vous trouverez ici ou là un ancien combattant, un ancien déporté, parfois un homme politique, qui va venir nier l'existence de la déportation pour motif d'homosexualité. On a entendu cette théorie selon laquelle cela a existé en Alsace-Moselle, mais il s'agissait de territoires annexés, que ce n'était pas vraiment en France. Maintenant, avec toutes les connaissances que nous avons, ils peuvent difficilement tenir ce genre de discours. Aujourd'hui, ils nous disent que cela ne concernait que peu de cas, seulement dix, vingt, cinquante ou cent, ce qui est peu par rapport aux millions de juifs, aux centaines de milliers de déportées politiques et de résistants. Ils nous disent que nous venons perturber la sérénité des cérémonies, que nous venons remettre en cause le respect dû à ces victimes en parlant d'un truc un peu sulfureux. Car, qui dit homosexuel, dit sexualité. Et finalement, c'est quelque chose qui semble secondaire, car ce qui prime c'est d'honorer en particulier ceux qui ont versé leur sang pour défendre la Patrie, ceux qui ont sacrifié leur vie pour défendre la France. C'est pour ces raisons que dans certaines cérémonies, vous voyez la communauté juive (et ses représentants), qui a été le principal groupe concerné par la déportation, être en retrait. C'est la raison pour laquelle, par exemple dans certaines villes, voire de plus en plus de villes, très peu de membres de la communauté juive sont présents lors des cérémonies en avril, et préfèrent commémorer toutes les victimes de la déportation et de la répression en raison de la confession juive, le 17 juillet, date anniversaire de la Rafle du Vél' d'Hiv. Demain, dans toutes les villes de France et de Navarre, il y a des cérémonies organisées pour commémorer la Rafle du Vél' d'Hiv, les crimes racistes et antisémite commis par l'Etat français. On se rend compte qu'il y a ces anciens combattants, ces anciens déportés, politiques très souvent, qui ont préempté ces cérémonies mémorielles, qui



ont fait une espèce d'OPA au lendemain de la seconde guerre mondiale, considérant qu'ils avaient versé le sang, qu'il avaient payé le prix du sang, et donc qu'ils leur appartenait de régenter cette cérémonie, de porter exclusivement cette mémoire. Quand on part de cette situation, de cette mémoire, pour eux la déportation homosexuelle n'a jamais existé. Au passage, parfois, ils ont du mal à admettre que l'homosexualité féminine puisse exister. Passons.... C'est donc un sujet tabou. Cela explique le silence qui a pesé autour de ce sujet, de la fin de la seconde Guerre mondiale au début des années 80. Où grâce au témoignage de Pierre Seel, aux écrits de Jean Le Bitoux (en particulier dans *Gai Pied*), et à quelques témoignages épars, on a commencé à évoquer ce sujet. Et quand on évoquait ce sujet tabou, cela provoquait systématiquement la polémique avec les propos négationnistes que j'ai évoqué tout à l'heure. C'est donc la première raison pour laquelle les connaissances en la matière sont minces. Et comme il l'a été longtemps et qu'il le reste encore un peu, aujourd'hui, peu de gens s'y sont intéressé.

**La deuxième raison** pour laquelle les connaissances sont minces c'est que c'est un sujet qui aujourd'hui n'est pas à la mode, qui n'est pas "sexy", pas "vendeur". Quand je dis qu'il n'est pas à la mode, pas "vendeur", je veux parler en particulier de la communauté LGBT qui s'intéresse très peu à ce sujet. Aujourd'hui, par exemple, c'est beaucoup plus d'actualité de militer pour le mariage, pour l'adoption ou la PMA. Les revendications portées par la communauté ou par un groupe humain quel qu'il soit, sont souvent des revendications très fonctionnelles, très consuméristes, très actuelles. Ce qui va améliorer son confort de vie, ce qui va améliorer son quotidien, sécuriser sa vie personnelle, sa vie de couple, sa vie familiale. Finalement, ce désintérêt que l'on peu trouver chez beaucoup de membres de la communauté LGBT, on le trouve dans la population française de manière générale. Par exemple, je vois de plus en plus de déportés qui lorsqu'ils assistent aux cérémonies, se plaignent de ne pas arriver à convaincre leurs enfants ou leurs petits-enfants à les accompagner. Ce désintérêt est global, mais il est beaucoup plus prégnant, beaucoup plus fort au sein de la communauté LGBT qu'ailleurs. Parce que dans d'autres communautés, quand il y avait un père ou un grand-père qui avait été déporté parce que

résistant, c'est quelque chose que l'on se transmettait de générations en générations comme un fait de gloire. Aujourd'hui, quand vous parlez de la déportation, vous avez systématiquement quelqu'un qui vous dira que son grand-père ou son oncle a été déporté, a été fusillé, résistant. C'est quelque chose dont on s'enorgueillissait. Lorsqu'on a été déporté parce qu'on est juif, c'est une histoire qui se transmet de famille en famille, de générations en générations. Il y a une mémoire communautaire qui se transmet. Cette communauté s'est fondée, s'est renforcée, s'est consolidée, en particulier, à cause du drame que fut la Shoah. Si vous reveniez dans des camps en disant que vous avez été déporté pour motif d'homosexualité, vous risquiez l'opprobre social. Il n'y avait aucune gloire à tirer d'avoir été déporté pour homosexualité. Ensuite, dire que l'on a été déporté parce qu'on est homosexuel, ce n'est pas quelque chose que l'on peut transmettre à ses enfants ou petits-enfants. Ce n'est pas comme une religion que l'on peut partager. C'est la raison pour laquelle ce sujet a longtemps été occulté des préoccupations, des revendications passées et actuelles de la communauté LGBT. D'ailleurs, vous verrez très rarement les médias LGBT se pencher sur ce sujet.

**La troisième raison**, c'est que nous vivons dans un pays qui est pauvre. Je fais volontairement de la provocation.... Aujourd'hui le seul qui peut commander, financer des recherches historiques sur les archives, c'est l'Etat. Or, quand de manière très régulière revient la question du maintien d'un ministère ou d'un secrétariat d'Etat des anciens combattants, quand tout le monde s'accorde à dire qu'un jour, il faudra bien, pour des raisons d'économie et de disparition de certaines générations, supprimer ce ministère pour en faire un service parmi tant d'autres du Ministère de la Défense. Or tant qu'il y a encore en vie des anciens combattants, notamment de la guerre d'Algérie ou d'Indochine, cela provoque la polémique. Donc aujourd'hui un ministère ou un secrétariat aux anciens combattants qui est régulièrement mis en cause et si peu pourvu en moyens budgétaires ne peut pas considérer comme prioritaire le fait d'aller diligenter des recherches ou des travaux historiques sur les archives. Il va se contenter de restaurer des monuments, d'être dans une mémoire très cérémoniale, et peu dans des recherches historiques. A chaque fois qu'on les interpelle, ils nous disent que de toute façon cela ne sert à rien de rechercher dans les archives puisque

désormais la déportation pour motif d'homosexualité est avérée, que plus personne ne la conteste, que les travaux de Mikael Bertrand et Arnaud Bouligny viennent le confirmer. Donc aujourd'hui, nous disent-ils, on peut considérer que la déportation pour motif d'homosexualité a existé, et que s'il y a eu qu'un seul cas (en l'occurrence il ya en a eu plusieurs dizaines) ca suffit, il n'y a pas besoin d'aller faire des recherches pour avoir une connaissance plus exhaustive du sujet.

**Enfin une dernière chose**, qui cette fois-ci est non dite, c'est qu'au Ministère de la Défense et au Ministère de l'Intérieur, ils ont une peur bleue que nous puissions avoir accès aux archives, en particulier de la police et de l'armée. Tout simplement parce que pendant et avant la seconde guerre mondiale il y avait dans toutes les préfectures ces fameuse brigades mondaines qui fichaient les homosexuels. Quand Pierre Seel raconte son histoire, il explique bien qu'il a été identifié grâce au fichier de la police française. Donc si demain nous avons accès à ces archives, à ces fichiers, il n'est pas exclu que nous puissions retrouver des cas identiques à celui de Pierre Seel, des cas où des hommes ou des femmes auraient pu être livrés à la Gestapo sur dénonciation des services de polices ou de gendarmerie français. Je ne dis pas que c'est certain, mais ce n'est pas exclu. Et parce que ce risque existe, il y a une certaine frilosité. On n'a pas envie de raviver des guerres pour savoir qui a dénoncé untel. Car là aussi, circulent des rumeurs, des légendes qui disent que dans telle ou telle communes des gens ont dénoncé d'autres personnes pour des raisons d'héritages, de terrain, etc.. Je ne sais pas si ça relève de la légende, je ne sais pas si ça relève de la réalité, en tous cas pour en avoir le cœur net, et surtout pour avoir une connaissance plus précise de cette triste période de l'histoire de France, nous devons convaincre l'Etat d'ouvrir les archives et de financer des chercheurs et des historiens. Car si se sont des militants comme Christian, comme moi-même ou d'autres, il y aura toujours quelqu'un qui viendra nous opposer la subjectivité des militants par rapport au professionnalisme et à l'objectivité des universitaires ou des historiens. C'est la raison pour laquelle je plaide, et que je continuerai à plaider pour que ce soit l'Etat qui prenne à sa charge l'accès aux archives, qu'il choisisse lui-même des universitaires, des chercheurs et des historiens. S'ils sont hétérosexuels, ce serait encore mieux, du fait de cette accusation,

cette suspicion systématique de dire que les homosexuels déformeraient les faits. C'est la raison pour laquelle je veux leur retourner ce type d'arguments, en disant que ce ne sont pas les militants qui feront ce travail. D'ailleurs, si les militants voulaient faire ce travail, nous aurons alors deux écueils. Le premier serait d'ordre financier. Aujourd'hui quand vous avez dans la communauté juive des recherches très poussées, celles-ci sont financées grâce à la solidarité communautaire. Aujourd'hui, en France, je ne vois pas une solidarité financière, matérielle, communautaire se mobiliser pour financer d'éventuelles recherches menées par des militants homosexuels. Second écueil, à supposer que nous arrivions à lever des fonds auprès de grand mécènes français, je ne suis pas persuadé que le Ministère de la Défense et celui de l'Intérieure nous donnerait le blanc-seing pour avoir accès aux archives. Pour ces raisons, je considère qu'il faut être ferme, il faut persévérer dans ces demandes de recherches supplémentaires. Mais pas sur toutes les archives, en une seule fois. Il faut, me semble-t-il, procéder étape par étape, ville par ville. Et en particulier, commencer un jour lorsque les mémoires se seront apaisées. Il me semble que les archives de la police nationale, et celle de la gendarmerie en particulier, mériteraient d'être bien étudiées car quand il a des enquêtes, on envoie systématiquement les historiens au Mémorial de Caen en leur disant de surtout éviter les archives qui sont stockées dans la région Ile-de-France ou dans la région Centre. Cela fini par éveiller mes soupçons, me disant que c'est justement dans ces archives que nous pourrions retrouver beaucoup plus d'histoires et de faits pouvant illustrer ce qu'a pu être la tragédie de la déportation homosexuelle durant la seconde guerre mondiale. Et justement, ces travaux qui ont pu être menés par Mikael Bertrand, Arnaud Bouligny et d'autres, ont pu prouver que la déportation pour motif d'homosexualité n'était pas limitée à l'Alsace-Moselle. Par exemple, la rafle de ce jeune homme de 17 ans qui avait quitté l'Eure-et-Loir pour assister à un thé dansant sur Paris, un dimanche après-midi, et qui s'est fait rafler à la sortie du métro, place Blanche. Si les historiens, les chercheurs ont accès aux archives, je suis persuadé que l'on pourra identifier de tels cas dans beaucoup de territoires, que l'on ne pourra plus nous dire que c'était seulement l'Alsace-Moselle ou Paris, parce qu'il y avait beaucoup d'homosexuel à Paris. Je reste persuadé que dans beaucoup de territoires, des faits de cette nature ont pu exister par le passé. Et rien que

pour mener ce travail de vérité, travail que nous devons à la communauté LGBT mais aussi à l'ensemble de la population française, et mondiale (parce que c'est un thème universel), je pourrai prendre exemple sur les travaux qui ont eu lieu dans les pays voisins. Je pense, en particulier à l'Allemagne qui eu égard à la tragédie qu'elle a vécue, mais qui continue à accompagner la communauté LGBT à la recherche de cette mémoire disparue. Les homosexuels déportés n'ont eu ni d'espaces ni de lieux pour pouvoir témoigner, pour pouvoir parler. Parce qu'il y avait cette hiérarchie entre les déportés. Il y avait des motifs de déportation "nobles", comme ceux des syndicalistes, des engagés en politique, des résistants. Puis d'autres motifs moins "nobles". Je ne sais pas ce qui a existé en France, car je n'ai pas eu l'occasion d'avoir accès à des témoignages. Parmi les rares témoignages à notre disposition, nous avons celui de Pierre Seel. Témoignage qui n'est qu'indicatif, qui n'est pas représentatif. Pierre Seel qui nous explique que lorsqu'il est revenu des camps, sa famille s'est immédiatement enfermée dans le déni, elle n'a pas cherché à comprendre ni à évoquer les raisons qui l'avaient conduit en déportation, et ne l'a quasiment jamais interrogé sur les conditions de sa déportation, réagissant comme s'il s'agissait d'une parenthèse dans sa vie. Finalement, il a fait face à une "injonction à une normalisation sociale", à devoir s'inscrire dans une norme sociale. Norme qui en particulier l'a conduit à se marier, afin de se fondre dans l'anonymat, de faire comme les autres. Lors d'une conférence que nous avons organisée il y a quelques années, une femme, complètement hétérosexuelle (nous avait-elle dit) nous expliqua, très bouleversée, qu'elle était toute petite lorsque son oncle a été déporté, et qu'elle n'avait alors pas compris le pourquoi de cette déportation, bien qu'elle ait interrogé la famille. C'était, disait-elle, un peu comme les secrets de famille. Son oncle était trop jeune, il n'avait pas d'implication dans les réseaux de résistance, ses grands-parents n'étaient pas spécialement politisés ou syndicalistes. La famille, comme tout le monde, était catholique. Et elle disait qu'à chaque fois qu'elle interrogeait cet oncle sur ce qu'il avait fait, sur les raisons de sa déportation, il n'arrivait pas à parler, disant que c'était de l'histoire ancienne. Quand elle fut collégienne, puis lycéenne, elle essaya de comprendre, interrogeant sa mère et sa grand-mère, leur demandant s'ils étaient juifs. Et quand elles lui répondaient que non, elle demandait : "alors pourquoi donc tonton avait été

déporté?" sans rien comprendre. Et c'est bien plus tard, quand sa propre mère est décédée, en vidant la maison familiale, qu'elle a découvert des choses. Notamment un article de presse, dans une boîte de chaussures, entre des photos. Aujourd'hui sa mère est morte, ainsi que son oncle et l'ensemble de sa famille, et elle vient nous voir pour nous demander si nous faisons des recherches, comme par exemple en fait Serge Klarsfeld quand il essaie de retrouver des enfants qui ont été éparpillés, adoptés ou placés. Elle disait *"Aujourd'hui j'ai un doute. Je pense que mon oncle a été homosexuel parce que autrement je ne comprends pas et ne conçoit pas qu'il y ait eu cette chape de plomb, ce silence, comme si c'était un secret de famille"*. C'est un témoignage, mais des témoignages ne constitueront jamais une vérité. Toujours est-il que comme vous l'avez dit sur la répression pénale, sur le fait que c'était encore un délit, il faut surtout se dire qu'après la Libération, le plus grave à côté de la répression pénale, c'était l'opprobre social. L'un nourrissait l'autre. On risquait beaucoup de passer devant le tribunal et d'être jugé pour homosexualité, puis de perdre son boulot ou son logement, d'être chassé de sa famille, de son quartier, d'être exproprié, ou déshérité. Ce sont des choses que beaucoup d'homosexuels, qui auraient pu témoigner dans un documentaire du type *"Les Invisibles"* ont connu dans les années 1950, 60 ou 70. Il ya encore quelques années, un agriculteur m'a téléphoné pour me dire *"J'habite dans la campagne, à côté de Béziers, avec mes parents. Nous travaillons la même terre. Mais vous n'y pensez pas, le jour où ils découvrent que je suis homosexuel, ils me déshéritent"*. Ce sont des choses qui existent toujours aujourd'hui, j'imagine donc ce que ça pouvait être il y a 50 ou 60 ans. Ensuite, si on n'a pas offert le cadre, les moyens aux victimes de la déportation pour motifs d'homosexualité, mais plus encore, qu'en est-il pour les tziganes, les malades mentaux, les personnes handicapées ? Ce sont des personnes qui ont été occultées de la mémoire collective. Elles ne sont pas très nombreuses, mais à partir du moment où vous avez une structuration d'un groupe qui milite, qui revendique, qui réclame, cela fait de temps en temps irruption sur la scène médiatique, sur la scène politique. Ce qui conduit quelques historiens, comme Mikaël Bertrand, ou Regis Schalgdenhauffen, à travailler sur ce sujet. Mais ils vous le diront, ils sont forts dépourvus parce qu'ils n'arrivent pas à trouver de la matière.

Je terminerai en remerciant Gérard Koskovitch pour son intervention. Il nous a permis d'ouvrir un horizon, d'élargir notre horizon et notre réflexion sur ce sujet. Et là aussi, son souvenir et sa mémoire bercent nos travaux, mais Jean le Bitoux (je parle sous le contrôle de Mathieu, de Christian et d'autres amis dans la salle) nous invitait très régulièrement, en plus d'aborder cette question de la déportation pour motif d'homosexualité, dans un cadre plus européen ou mondial, à ne pas se focaliser sur les motifs de la déportation. Il nous suggérait très fortement de faire des recherches sur la sexualité et les liens affectifs au sein même des camps de déportation et de concentration, disant que des gens qui avaient pu être enfermés pendant des années, que cette promiscuité avait pu conduire, ici ou là, à des relations, à des histoires amoureuses dont il serait intéressant de parler. C'est une invitation qu'il nous adressait très régulièrement. Il s'intéressait beaucoup à la sexualité qui pouvait exister dans les camps, disant que la sexualité pouvait parfois accompagner, précéder ou prolonger une relation amoureuse, homosexuelle bien entendue.

## ▪ Un cas en contraste : la Suisse de la Seconde Guerre mondiale

*Par Thierry Delessert, historien, Université de Lausanne, Suisse (IHES, CEG-LIEGE, IUHMSP) et Université Libre de Bruxelles (CRISS)*

En 1942, la Suisse dépénalise l'homosexualité entre adultes consentant-e-s, ce qui contraste d'emblée avec les pays avoisinants. Toutefois, cette dépénalisation de la "débauche contre nature" dans le Code pénal suisse est partielle, puisque les actes commis sur des mineur-e-s, les abus de détresse et la prostitution homosexuelle sont explicitement punis. Ces nouvelles dispositions marquent aussi la fin de l'opposition entre des traditions juridiques différentes selon les cantons helvétiques, car la majorité des cantons latins (francophone et italophone) reprenait le code Napoléon et dépénalisait l'homosexualité. A l'inverse, la quasi totalité des cantons germanophones reprenait le paragraphe 175 du code pénal allemand et la pénalisait. En fait, nous nous trouvons à la fin d'une longue période d'unification du droit pénal, débutée en 1888 sous l'égide du professeur de droit pénal bernois Carl Stooss. Brièvement, quatre avant-projets ponctuent l'élaboration d'un projet d'article qui sera quasiment similaire à celui de 1942.

En 1894, Stooss reprend le paragraphe 175 du droit pénal allemand punissant autant la zoophilie que les actes sexuels entre hommes. Deux ans après, il abandonne la pénalisation de l'homosexualité consentante, mais il augmente l'âge de majorité pour les rapports entre même sexe, sous l'influence des théories psychiatriques allemandes. Dans l'avant-projet de 1906, l'article est étendu aux actes commis entre femmes, une situation unique en Europe justifiée par le fait que huit cantons suisses alémaniques les pénalisaient déjà. Dans un pays plutôt conservateur, l'idée de reprendre la norme pénale maximale prévaut donc nettement. Enfin, en 1915, la pénalisation de l'abus de détresse et de la prostitution homosexuelle est introduite, tandis que celle des actes entre adultes est rejetée de justesse, pour aboutir au projet présenté au parlement fédéral en 1918.



Deux fortes influences précédentes à la Première Guerre mondiale sont à relever. La première est l'affaire Eulenburg en Allemagne, qui se caractérise par une succession d'accusations d'homosexualité et de procès touchant des proches du Kaiser entre 1907 et 1909. Face à ces scandales, la dépénalisation de l'homosexualité consentante entre adultes est vue par Stooss et le gouvernement suisse comme le meilleur moyen de les éviter. La seconde provient du fondateur de la Société suisse de psychiatrie, Auguste Forel, impulsant l'idée d'une dépénalisation de l'homosexualité innée, non curable, contre la pénalisation de son "acquisition", notamment par des jeunes gens. Mais, bien loin de tout humanisme médical, cette distinction s'inscrit dans des conceptions eugéniques claires : Forel qualifie les homosexuel-le-s de psychopathes ayant des rapports sexuels stériles qui "ne nuisent en rien à la descendance". L'idée maîtresse est que les homosexuel-le-s "restent entre eux", pour progressivement assécher la transmission de leur "tare".

La phase parlementaire est conflictuelle : le premier débat tenu en mars 1929 au Conseil national (l'équivalent de l'Assemblée Nationale française) ressort sans majorité. *Grosso modo*, trois fronts s'y dessinent. Une minorité catholique conservatrice revendique une extension de la punition aux adultes. Elle s'oppose à coalition de députés socialistes alémaniques et d'élus latins de tous bords politiques demandant la suppression de l'article pénal. Enfin, une large majorité radicale (Droite modérée) se prononce en faveur du statu quo de 1918. Sans majorité, le tout est renvoyé à une commission parlementaire qui "modernise" le consensus d'avant la Première Guerre mondiale.

Premièrement, il y est décidé le maintien d'une forme de pénalisation, comme concession des Romands et de la gauche helvétique à l'égard des cantons alémaniques pour qui la totale dépénalisation est un impensable politique. Ce faisant, la majorité de la commission décide une privatisation des sexualités majeures et consentantes, mais en les encadrant par l'outrage public aux mœurs. Ensuite, le dispositif est considéré comme le plus à même de combattre le développement d'un militantisme homosexuel en Suisse. Paradoxalement, Berlin est vue comme un modèle pour la répression, mais

elle est aussi perçue négativement en raison du développement de mouvements militants, et principalement celui de Magnus Hirschfeld. Enfin, la Société suisse de psychiatrie participe activement à ce processus, et notamment par le successeur de Forel, Hans-Wolfgang Maier, qui est questionné par les députés avec deux de ses confrères. En 1929, la psychiatrie suisse marque une nette prise de distance avec l'eugénisme, parant désormais la dépénalisation partielle de vertus d'hygiène morale et sociale, de protection de la jeunesse contre la "séduction" par des adultes, mais aussi de prévention des suicides des concerné-e-s. Plus subtilement, il se produit une inversion du ratio entre les homosexualités innée et acquise que l'on observe également en Allemagne. La seconde étant désormais vue majoritaire, Maier développe tout un argumentaire sur l'inadéquation de promulguer une loi contre une minorité sexuelle qu'il chiffre à quelques 20'000 personnes.

La dépénalisation partielle est adoptée par une confortable majorité lors du débat en retour au Conseil national. En 1931, la majorité des discours tenus au Conseil des Etats (l'équivalent du Sénat français, mais ayant le même pouvoir législatif que la Chambre basse) penchent en faveur d'une extension de la pénalisation aux adultes. De façon surprenante, l'article est adopté par trois voix de majorité. Il n'est pas remis en cause lors de la lecture finale du Code pénal suisse en décembre 1937 ; le Code étant ensuite ratifié par une votation populaire en 1938. En raison de la guerre, son entrée en vigueur est repoussée à 1942 et fait apparaître la Suisse "subitement" libératrice.

Plusieurs conséquences historiographiques sont à relever. La première est la reprise du droit pénal allemand, mais d'un droit pénal "reformé", tel que conçu en Allemagne par des juristes relativement progressistes mais n'ayant jamais obtenu de majorité politique au Reichstag. Contrairement à des conceptions admises jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu d'influence décisive du droit français. Il ressort, au contraire, une très forte injonction à l'invisibilisation, confortée par une sensibilité romande voulant "laisser ces choses dans le mystère". L'invisibilisation et le mystère sont les effets recherchés par la dépénalisation partielle qui se ressentent par le manque de sources historiques sur la période de la guerre. Ensuite, nous nous trouvons devant une politique de droits octroyés, en raison de l'absence de

militantisme des concerné-e-s. En effet, la fondation de la première association helvétique – exclusivement féminine jusqu'en 1934 – n'a lieu qu'un-deux mois avant le vote crucial du parlement. Elle est l'ancêtre de *Der Kreis - Le Cercle* qui devient, à la suite de la fermeture des associations allemandes par les nazis, l'héritière du militantisme allemand, puis qui va assurer la transition vers la renaissance homophile d'après-guerre. Enfin, se pose la question du refuge des homosexuel-le-s allemand-e-s, dénoncé par la presse conservatrice alémanique. L'ampleur de cet exil est impossible à objectiver en soi, car la persécution homosexuelle n'est pas un motif légitime pour se réfugier en Suisse – pas plus que celle d'être Juif-ve : la Suisse est à l'origine de l'application du tampon "J" dès 1938, grâce à l'expertise du chef de la police fédérale de l'époque. Ce n'est donc qu'au détour de certains dossiers d'exilés politiques ou de biographies que l'on peut retrouver des traces d'homosexuel-le-s allemand-e-s en Suisse.

La politique de l'invisibilisation a produit une image durable d'un pays dans lequel il est possible de vivre son homosexualité sans grande difficulté. Ma recherche a consisté à la contourner en m'intéressant au droit militaire. En effet, le Code pénal militaire punit de manière générale les actes entre adultes consentants, et les alinéas prévus pour le Code pénal suisse y sont des circonstances aggravantes (abus d'âge et de position hiérarchique, prostitution). Le droit militaire est élaboré en grande hâte au cours de la Première Guerre mondiale, et il imprime une logique prussienne d'ordre et de moralité au sein de la troupe, conformément aux dogmes d'un Etat Major alémanique et pro-germanique. Ce dispositif conservateur est adopté sans grande controverse entre 1921 et 1925 par le parlement fédéral. Toutefois, la Suisse possède une armée de milice, non professionnelle, et la loi entrée en vigueur en 1928 ne s'applique que lors de l'école de recrue (quatre mois à l'âge de 20 ans), puis pendant des cours de répétition de trois semaines par année. Des périodes de service militaire suffisamment courtes pour s'abstenir d'avoir des relations sexuelles, serait-on tenté de dire.

La Mobilisation générale de septembre 1939 fait subitement fonctionner l'armée sur un mode quasi professionnel par l'incorporation durable d'hommes pour la Défense nationale. Il se produit une forte augmentation

des affaires traitées par la justice militaire, en grande majorité pour des vols, des non-entrées en service, des refus d'ordre, des insubordinations et des alcoolisations. En comparaison, les affaires pour homosexualité sont infimes. Cependant, l'état de guerre produit un phénomène que Fred Vargas a mentionné dans un de ses livres : un paroxysme éclairant par effet de revers la vie quotidienne. Un revers révélant ici un pays neutre, arcbouté sur lui-même, et dont le masculin est devenu la valeur dominante, même dans la vie civile. En effet, le système de milice maintient des adossements entre les carrières militaires et civiles, notamment pour les psychiatres et les juristes, qui sont, à la fois, militaires et civils. Par exemple, un expert psychiatre peut recevoir un prévenu dans son cabinet ou le consulter en prison, et revêt son uniforme le temps cette expertise, puis l'enlever et redevenir civil dès la consultation suivante.

Sur quelques 41'000 fiches dépouillées, 117 dossiers ont été retrouvés dans leur entier. Ils permettent de voir la construction de l'homosexuel comme un être critique pour la masculinité, d'où le titre de mon livre "*Les homosexuels sont un danger absolu*" - une dangerosité extrême pour l'ordre au sein de l'armée selon le chef de la justice militaire, qui est aussi le procureur général du canton de Zurich au civil. Au total, quelques 180 hommes ont été menés aux aveux de leurs actes, mais aussi de leurs fantasmes, orientations sexuelles et trajectoires de vie. Ils sont confrontés aux enquêtes de réputation, menées par les polices militaires et civiles, qui ont pour effet incident de révéler leur (potentielle) homosexualité à leurs parents, épouse, employeur, voisins, etc. Enfin, ils sont expertisés médicalement pour une cinquantaine d'entre eux. Ces expertises sont tout a fait exceptionnelles, car le système de santé suisse est fragmenté par cantons, et les archives hospitalières sont souvent frappées d'un délai de consultation de 100 ans.

Cette démarche a permis d'éclairer l'homosexualité en Suisse entre 1939 et 1945 sous différents angles inédits. En terme de sociabilité, au-delà de l'association *Der Kreis* qui est bien étudiée, il ressort l'existence d'un tout petit milieu homosexuel commercial à Zurich et à Bâle, mais sans pareil en Suisse romande. Plus signifiant, il existe des différences sémantiques importantes sur la notion d'homosexualité. Si ce terme signifie la même

chose pour les juristes ou les psychiatres alémaniques et francophones, il désigne pour les quidams germanophones le "coït anal" ou plus simplement l'acte sexuel, alors qu'en Suisse romande on lui préfère encore le terme de "pédérastie" ou de "sodomie". Enfin, nous nous trouvons face à une absence de prostitution militaire massive, comme mise en évidence en Angleterre ou aux Etats-Unis. En effet, les militaires suisses bénéficient d'une assurance perte de gain compensant leurs salaires civils, et ils ont les moyens d'être les clients de prostitués.

Au niveau policier, la recherche a permis de mettre en évidence que la Seconde Guerre mondiale est le temps de la systématisation des surveillances et des registres homosexuels. Ces derniers sont connus publiquement début 1960, dénoncés dans les années 1980, puis officiellement détruits au cours de la même décennie. En réalité, ils sont mis en place au cours des années 1930, mais ils commencent à être régulièrement échangés entre les ordres judiciaires civils et militaires durant la guerre. Mon étude fait ressortir un second aspect tout aussi exceptionnel, illustrant toute la force des influences entre les deux ordres juridiques. Dès le début de la guerre, la justice militaire poursuit autant les actes consommés que l'intention, c'est-à-dire les attouchements plus ou moins brutaux à visées potentiellement sexuelles, à l'exemple d'un premier lieutenant jouant au "tape-cul" avec ses hommes et accusé d'homosexualité. Plus profondément, l'expertise juridique militaire influence rapidement une interprétation civile sur les actes considérés "contre nature" : la masturbation mutuelle. En effet, celle-ci, selon la tradition jurisprudentielle allemande de 1893 voulant que seuls les actes pénétratifs ne soient poursuivis, n'était pas punissable au civil. Dès 1944, un arrêté du Tribunal Fédéral (la Cour pénale supérieure) l'englobe, ce qui montre comment une expertise juridique peut débiter au militaire pour finir par se cristalliser dans le civil.

En terme d'expertises médicales, les investigations médico-légales à la Tardieu, qui consistent à observer l'aspect de l'anus et du pénis des prévenus, afin d'en déduire leur moralité, deviennent résiduelles. Elles n'existent plus qu'en Suisse romande, et ne concernent que des soldats les moins bien formés et des internés militaires étrangers, qui tombaient aussi

sous le coup du Code pénal militaire. Par contre, au niveau des expertises psychiatriques, très nettement majoritaires, il ressort une absence d'unité théorique et des variations systématiques selon la classe sociale et le grade des prévenus. Ainsi, les moins bien formés et les moins gradés sont presque systématiquement qualifiés de "psychopathes efféminés". Néanmoins, l'image de cet efféminé, dans un pays qui a mis le viril en défense des frontières, n'est pas celle d'une "folle" : un unique dossier datant de 1939 permet de voir un individu aux attributs féminins revendiqués par un port de bijoux et un langage subversivement inversé. Pour les psychiatres, cherchant au-delà de l'apparence virile des expertisés, les dons pour la musique ou l'écriture et l'émotivité, voire l'amour pour un autre homme, deviennent autant de preuves de leur féminisation psycho-sociale. Ces "psychopathes" se voient situés à l'opposé du "névrosé viril", c'est-à-dire du gradé, diplômé ou universitaire, provenant d'une classe sociale supérieure, et d'autant plus s'il est marié et sexuellement frustré. Parmi tous les exemples décrits dans mon livre, je mentionnerais celui d'un major marié, à la famille fortunée bien avant guerre, mais ayant eu des positions sexuelles passives réitérées avec son partenaire co-incriminé : le psychiatre inverse totalement la logique actif/passif en estimant que l'activité et la virilité ne résident pas dans des positions physiques, mais bien plus dans des dispositions morales et mentales. On comprend donc bien que le névrosé peut financer sa thérapie - psychanalytique - pour se "guérir", mais aussi que la clinique pourrait se substituer à la prison selon les cas.

La grande majorité des expertisés sont exclus de l'armée sous le code diagnostique 250/71 des *Instructions sur l'appréciation sanitaires des militaires*, dont la formulation démontre encore toute l'ambivalence sémantique entre les deux aires linguistiques et culturelles majoritaires suisses (ce livret n'a pas été traduit en italien avant les années 1950) : dénommé en français "perversion sexuelle", il signifie en allemand une "orientation sexuelle anormale". Enfin, un dossier a permis de mettre en évidence une pratique souterraine à la psychiatrie, à savoir la castration "thérapeutique" de délinquants sexuels récidivistes, qui ne concerne pas seulement les homosexuels, mais également les violeurs de femmes, les exhibitionnistes et autres pédophiles sur des fillettes. Ce "traitement", pratiqué dans les asiles

psychiatriques, s'obtient par le "consentement éclairé" de l'individu, c'est-à-dire signé. Mais en réalité, celui-ci y est fortement contraint, car la castration lui est proposée en échange d'une peine de prison ou d'un internement de longue durée. Ceci éclaire la part d'ombre de la psychiatrie suisse, pour rappel promotrice de la dépénalisation partielle dans le droit pénal civil. Ces mesures para-légales font que la Suisse se situe de fait, et non *de jure* par absence de loi, dans la communauté des pays nord européens autorisant autant la castration et la stérilisation forcées, que les internements de citoyen-ne-s considéré-e-s "déviant-e-s".

Pour conclure, l'envers de la dépénalisation partielle et du non-problème de l'homosexualité entre adultes fait très clairement ressortir que l'homosexuel n'a aucune valeur pour la défense d'*Helvetia*, la figure féminine de la Nation suisse similaire à celle de *Marianne* en France. La déportation des homosexuel-le-s n'y a pas été pratiquée, mais l'étude historique démontre une logique systématique de catégorisation, de surveillance, puis d'exclusion de la citoyenneté, sitôt que les concerné-e-s ne demeurent pas extrêmement discrètes. Assurément, la Suisse permet d'entrevoir comment va se construire le "placard" dans l'ensemble de l'Europe occidentale de l'après Seconde Guerre mondiale.

#### **Pour en savoir plus :**

- Thierry Delessert, « *Les homosexuels sont un danger absolu* ». *Homosexualité masculine en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne : Antipodes, 2012, 400 p.
- Thierry Delessert, Michael Voegtli, *Homosexualités masculines en Suisse. De l'invisibilité aux mobilisations*, Lausanne : PPUR, coll. Le Savoir Suisse, n° 81, 2012, 140 p.

## ■ Magnus Hirschfeld en France

*Par Ralf Dose (Allemagne) – Travaille depuis 2005 comme chercheur indépendant à Berlin.*

Je vais vous parler du séjour de Magnus Hirschfeld en France. Comme vous le savez peut-être, Hirschfeld est né en 1868 dans la ville de Kolberg, maintenant appelée Kolobrzeg, sur la côte baltique, et mort en exil à Nice en 1935. Vous connaissez peut être son nom comme étant l'une des grandes figures du début du mouvement LGBTI en Allemagne , en tant que co-fondateur des sciences sexologiques en tant que discipline scientifique à part entière, et fondateur de l'Institut des sciences sexologiques de Berlin , qui a existé de 1919 à 1933, année où il fut détruit par les nazis. Je ne vais pas aujourd'hui entrer dans le détail des enseignements de Hirschfeld ni de son importance pour le mouvement LGBTI. Je vais plutôt me concentrer sur son sort quand il vient se réfugier en France en 1933 pour échapper à la barbarie nazie.

Voici les ouvrages permettant de retracer les deux dernières années de sa vie, sur lesquels je vais m'appuyer :

- Son « Testament. Volume II " (conservé actuellement par la Magnus Hirschfeld Society à Berlin, et que j'ai récemment édité)
- Son livre d'exil, aujourd'hui conservé aux Archives littéraires allemandes de Marbach, dont une édition par Marita Keilson-Lauritz est en préparation. Le travail effectué et publié par Don McLeod et Hans Soetaert, qui a fait des recherches à plusieurs reprises à Nice et Marseille pour retrouver ce qui appartenait à Hirschfeld .

Il faudra encore faire davantage de recherches pour enfin retrouver tous les biens d' Hirschfeld. Je suis sûr qu'ils sont quelque part en France, et le but de cette conférence est de vous inciter à nous aider dans cette recherche.

Dans la première partie de mon exposé, je vais vous donner une brève idée du séjour de Hirschfeld en France. Dans la deuxième partie, je vais essayer



de vous donner une idée du type de documents que nous recherchons, et finalement, je vais vous parler de ce que nous savons déjà.

## 1. Chronologie

Hirschfeld est arrivé en France le 14 mai 1933, le jour de ses 65 ans. Il venait d'Ascona, en Suisse Il est resté une journée à Strasbourg, puis est allé à Paris. Il était accompagné par son ami et compagnon chinois Li Shiu Tong, appelé Tao Li, tandis que son petit ami allemand Karl Giese était resté en Suisse un peu plus longtemps avant de les rejoindre. Hirschfeld avait réussi à entrer en France bien que son passeport expirât une quinzaine de jours plus tard. Évidemment, il n'avait pas pu pas demander une prolongation de son passeport à l'ambassade d'Allemagne à Zurich. Dans son « Testament », il écrit qu'il s'était faufilé en France et que plus tard il avait facilement obtenu du préfet de Vichy l'autorisation d'y rester jusqu'à la fin de l'année 1935.

Voici donc maintenant ma première question : Quel genre de document a-t-il présenté aux autorités françaises ? A-t-il réussi à obtenir un nouveau passeport avec l'aide de ses amis de l'ambassade d'Allemagne à Paris? Nous ne le savons pas. La préfecture de Vichy et les Archives du Ministère ne pouvait pas l'aider. Au cours de ses premières semaines à Paris, Hirschfeld a tenté de cacher ses allées et venues. Il est resté dans un premier temps à l'Hôtel Palais d'Orsay, mais ne voulait pas que son adresse soit divulguée. Sa correspondance devait être adressée au Dr Jean Dalsace, célèbre médecin communiste. Au cours de l'été 1933, Hirschfeld est allé à Vichy avec Tao Li pour des vacances d'été et pour y faire une cure thermale. Il a négocié avec les éditeurs français les traductions de ses livres en français et a réussi à conclure des contrats avec Gallimard et avec les Éditions Montaigne. Les deux contrats lui ont permis de se renflouer financièrement, car il n'arrivait pas à faire sortir son argent d'Allemagne. Donc, pendant un certain temps , il a dû vivre sur les fonds fournis par son ami chinois, issu d'une famille fortunée. Bien que nous ne connaissions pas les détails, je pense que Hirschfeld, à un moment donné en 1933, a été en mesure d'encaisser un investissement qu'il avait fait plus tôt aux Pays-Bas et peut-être a-t-il réussi à obtenir que l'argent lui soit viré en France afin d'avoir de quoi vivre. Selon

un projet de contrat figurant dans les documents qui sont maintenant en possession de la Société Hirschfeld, Magnus Hirschfeld a essayé de mettre en place une nouvelle pratique médicale en France avec un certain Leo Klauber de Berlin, qui avait été médecin à l'ambassade de France. Hirschfeld seul ne pouvait pas exercer la médecine, car il n'avait pas étudié en France. Ainsi, il avait besoin d'un associé avec un diplôme français. On ne sait pas pourquoi rien n'est sorti de ce partenariat. Plus tard, en 1933, Hirschfeld a loué un appartement au 24 av. Charles Floquet, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où il est resté jusqu'à Noël de la même année. A la fin de l'année, Hirschfeld a rejoint son ami allemand Karl Giese qui avait réussi à venir à Nice, et ils ont passé ensemble les mois de janvier et de février 1934, durant lesquels ils ont rencontré de nombreux autres réfugiés allemands. Ils se rendirent à Venise pour rejoindre Tao Li qui revenait de Chine puis ils sont repartis tous ensemble à Paris vivre comme avant dans le même appartement. Les émigrés allemands faisaient beaucoup de commérages sur ce "ménage à trois", comme vous pouvez l'imaginer. Hirschfeld se remit au travail avec le Dr Edmond Zammert, qui avait un diplôme de médecin français et donna son nom à la création d'un nouvel "Institut des sciences sexologiques" qui ouvrit ses portes à Paris en Avril 1934. Hirschfeld voulait que cet Institut remplace son Institut détruit de Berlin. Il comptait sur l'aide de son ami allemand Karl Giese. Malheureusement, Karl Giese au cours du printemps 1934 a été "pris en flagrant délit" dans un établissement de bains, et a été envoyé en prison pour trois mois. Par la suite, son permis de séjour en France ne fut pas reconduit, et il dut partir à la fin d'Octobre 1934. Ce fut un coup dur pour Hirschfeld, car Karl avait été l'archiviste de l'Institut, et il était le seul qui pouvait travailler avec les fichiers provenant de Berlin. Alors Hirschfeld mit tout son matériel en dépôt chez Bedel & Co., et quitta Paris en novembre juste après avoir donné une conférence à la Sorbonne. Hirschfeld et Tao Li se réinstallèrent à Nice dans l'Hôtel de la Méditerranée jusqu'à la fin de janvier 1935. Le 1<sup>er</sup> février, Hirschfeld décida de ne pas aller aux États-Unis ni en Chine, mais de rester en Europe. Ainsi, il loua un appartement spacieux à Nice, au n°63 Promenade des Anglais (dans un immeuble appelé Gloria Mansions), qu'il avait pu meubler à son goût, et où après plus de trois années passées à voyager il se sentit comme chez lui. Tao Li partit en Avril pour commencer

à étudier à Zurich, Karl Giese était encore en Tchécoslovaquie. Hirschfeld partagea son appartement avec un jeune homme appelé Robert Kirchberger, qui lui servit de secrétaire. Le jour de ses 67 ans, il reçut la visite de son neveu Ernst Maass, qui avait émigré en Italie. A leur retour d'une promenade en ville, après avoir lu ses cartes d'anniversaire, Hirschfeld eut un accident vasculaire cérébral et il mourut. Comme il l'avait souhaité, son corps fut incinéré, en dépit de la tradition juive et un office fut célébré dans la chapelle du cimetière juif de Nice. Beaucoup plus tard, les cendres d'Hirschfeld furent enterrées au Cimetière de Caucade à Nice.

## **2. Sa succession :**

Beaucoup de choses furent accumulées lors du séjour d' Hirschfeld en France. Maintenant, jetons un coup d'œil sur ce qu'il avait pu apporter en France, en plus des bagages avec lesquels il avait fait le tour du monde. À la fin de l'année 1933, son mobilier intérieur, ses livres, ses meubles, ses articles d'archives de l'Institut - de Hirschfeld restant à Berlin ont été vendus aux enchères. On avait proposé à Hirschfeld d'en racheter une partie, et avec l'aide d'amis, il put finalement sauver environ 2200 kg de livres, de registres et autres documents qui étaient dans son Institut à Berlin. Ces documents ont été envoyés en France, et utilisés à une époque dans l'Institut des sciences sexologiques nouvellement créé puis ils furent à nouveau dispersés. Il y a une annotation dans le journal intime de l'artiste germano- roumain (Heinrich Neugeboren) qui en 1936 vit une partie de ces documents dans la maison d'un ami à Nice. Cet ami était l'artiste Viktor Bauer, qui a ensuite rejoint la Résistance. Selon ce journal intime, il y avait :

- des archives photographiques complètes d'Hischfeld, y compris du matériel pornographique et fétichiste .Heinrich Neugeboren dit qu'il avait fait des collages à partir de ceux-ci et avait rendu ce qui restait
- une grande partie des questionnaires que tous les patients et tous les visiteurs de l'Institut devaient remplir. Heinrich Neugeboren nous dit que la plupart de ces questionnaires ont été brûlés dans la chaudière du chauffage central, d'autres ont été renvoyés aux personnes qui les avaient remplis (est-ce plausible ?)

- Une grande partie du matériel ethnographique kakemonos -japonais (photos laminées, avec un contenu pornographique), et surtout la jolie porte de la maison des hommes en Mélanésie. Heinrich Neugeboren note que Viktor Bauer avait du rendre de matériel plus tard- mais à qui? Et où est-il maintenant?

### **3. Avec l'aide de nos amis**

Ce qui m'amène à la troisième partie : Nous avons besoin de votre aide pour trouver ce qui peut rester. Il y a des questions que nous aimerions résoudre avec l'aide de nos partenaires français, il est plus facile d'aller consulter une archive quand vous habitez dans la même ville, par exemple, Les sections locales ont une meilleure connaissance de la structure administrative et peuvent donc parvenir à de meilleurs résultats lors de recherche pour plus de détails. Quel type de document officiel Hirschfeld a-t-il utilisé lors de son séjour en France ? Où y a-t-il davantage de traces de lui dans les fichiers de police ? À Paris? A Vichy ? À Nice ? Dans les fichiers des préfectures ? Il écrit lui-même qu'il a été mis en garde contre toute activité politique trop intense en Juin 1934- en tant qu'invité en France, il était censé se tenir tranquille. N'y a-t-il pas davantage de détails au sujet de l'expulsion de Karl Giese en 1934 - il était présumé " pris en flagrant délit " dans un sauna ou une piscine. Y a-t-il des fichiers encore sur lui et sur son séjour dans les deux prisons -la prison de La Santé et la prison de Fresnes ? Quels types de fichiers existeraient sur un Chinois de Hong Kong vivant en France ? Et puis, bien sûr, il y a les journaux et les livres - une partie de sa succession. Jusqu'à présent, nous savons que sa succession n'a jamais été donnée entièrement aux héritiers - ils avaient des problèmes pour fournir les preuves nécessaires. Ainsi, il se pourrait même que son argent se trouve dans un endroit que ne connaissons pas. Et qu'est-ce qui s'est passé pour les meubles et tous les objets de son appartement à Nice ? Tout ce qui était entreposé chez Bedel & Co. a-t-il été envoyé à Nice? Est ce que cela a été retiré du garde-meuble plus tard? Qui s'en est occupé ? Il y avait plusieurs personnes impliquées : Maître Demnard, qui a respecté la volonté d' Hirschfeld. Et l'avocat d' Hirschfeld, le Dr Franz Herzfelder, un

émigré de Munich, qui a aidé à respecter sa volonté, et qui plus tard a agi à titre d'exécuteur testamentaire. Et bien sûr, Viktor Bauer, l'artiste, qui pendant un certain temps en 1936 possédait des articles de l'Institut Hirschfeld. On ne sait pas à qui il avait donné ces éléments, et quels éléments il aurait pu garder. Victor Bauer plus tard a été fait prisonnier par des fascistes italiens et faillit être exécuté. Il vécut à Nice avec sa femme Bianca jusqu'à sa mort en 1959. A cette époque, certains éléments ont été présentés Kinsey Institute for Sex Research aux États-Unis.

Jusqu'à maintenant, nous avons plus de questions que de réponses. Il y a beaucoup à faire, et toute aide sera la bienvenue. Je souhaiterais vraiment en savoir plus. Merci pour votre attention. Merci pour votre patience.

## **5<sup>ème</sup> PARTIE.**

# **Carte Blanche aux Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités (UEEH)**

## INFO ?

A l'invitation du collectif IDEM, des membres de l'organisation des UEEH, Universités d'Été Euro-méditerranéennes des Homosexualités, ont reçu "Carte Blanche" pour animer un temps de présentation et d'échange autour du projet, de l'histoire et des valeurs portées par les UEEH. En voici la trace, enregistrée en direct puis retranscrite par des membres des UEEH. Nous avons cherché à en faciliter la lecture en passant de la langue orale à l'écrit, en respectant au mieux les propos des participantEs. Comme il est d'usage pendant les Universités d'Été, nous avons souvent choisi d'employer le féminin générique, marqué par un « E » majuscule, en lieu et place du masculin employé pour les humains et humaines quand on utilise un pluriel, comme la syntaxe l'imposerait d'ordinaire. Cette marque de genre, le « E », cherche à rendre visible la diversité des identités invisibilisées par la norme linguistique dominante. Parfois, les genres masculins et féminins seront employés l'un après l'autre pour respecter l'emploi fait par les locutricEs. Parfois un seul genre est employé. L'idée derrière ce jeu sur les normes de langue étant de rendre compte des diversités tout en renversant les rapports de dominations tels qu'ils s'inscrivent dans nos usages linguistiques quotidiens, et non de remplacer une norme par une autre. Pendant cette rencontre, nous avons essayé de rendre compte du projet et de son évolution, parfois des raccourcis auront été faits, des oublis commis, des erreurs aussi. Nous avons fait de notre mieux pour les corriger à la retranscription, et nous excusons si certains ont échappé à notre vigilance. Parmi les différentEs interlocutricEs de cette rencontre, les membres de l'équipe d'organisation des UEEH seront indiqués par un M et les participantEs, par un P. Différentes personnes seront donc indiquées avec la même lettre (M ou P) de façon à rendre la lecture fluide et à anonymiser les discours.

-----

M : Les Universités d'Été Euro-méditerranéennes des Homosexualités ont le plaisir de participer au forum méditerranéen organisé par le collectif associatif IDEM, du coup, on est heureuxEs de vous accueillir et d'être accueilliEs ici pour cette rencontre, ce moment pour échanger et interroger

le projet des universités d'été, les UEEH, cette manifestation particulière et dont l'histoire est riche ! Peut-être qu'on pourrait commencer, pour présenter cette manifestation, de ce que vous en savez des U.E.E.H. ou de ce qu'on vous en a dit, qu'est-ce que vous en connaissez de ces universités d'été ?

P : Alors on avait dit qu'il avait plein de conférences, plein d'Assemblées Générales, et plein de gens avec des avis très différents et plein d'activités et voilà, dans un esprit communautaire : on fait tout en communauté et on fait ensemble le ménage, la cuisine, etc... Du coup, je ne sais pas si c'est toujours comme ça mais bon voilà c'est ce qu'on m'en a dit...

M : Tout à fait, tu proposes un beau portrait des U.E.E.H. ! En fait l'idée, c'est que les U.E.E.H. elles ont pour but de réunir toutes les personnes qui veulent échanger et partager... quoi que ce soit en fait! Que ce soient les recherches qu'elles ont menées, les réflexions qu'elles construisent, les lectures qu'elles ont faites ou parce qu'elles savent danser elles veulent partager leur plaisir de danser et apprendre à d'autres personnes à danser et ou bien elles ont en projet d'exposition photo, etc... en fait tout ce qu'on veut apporter tout ce dont on a envie, on peut le faire aux U.E.E.H. Le tout dans un certain cadre, et le cadre des U.E.E.H. c'est un espace qui est autogéré. Par exemple les cuisines à chaque étage de la cité universitaire sont collectives et elles s'organisent au quotidien pour faire à manger pour tout le monde par exemple... et bon... qu'est-ce que je pourrais dire de plus...

M 2 - Et on travaille avec tout le monde !

M : Tu veux dire que c'est LGBT et aussi Queer, Intersexe et Féministe (QIF) ?

M 2 : Oui et au niveau du handicap aussi... L'an dernier on a pu faire un colloque consacré au handicap et à la sexualité par exemple...

M : Oui c'est vrai c'est toi qu'il l'a organisé d'ailleurs... Mais peut-être que c'est bien de faire un peu d'histoire d'abord, non ? Alors, un peu d'histoire... Les premières U.E.H.- Universités d'Eté Homosexuelles - c'était leur nom à



l'origine, ont eu lieu en 1979, c'est donc trois ans avant que l'homosexualité soit dépénalisée en 1982. Et donc ça avait un impact d'avant-garde politique et militante à l'époque d'organiser un événement public qui mentionnait explicitement l'homosexualité alors qu'elle était toujours susceptible d'être réprimée. C'a été un événement qui a beaucoup marqué nos communautés, et qui a été organisé tous les deux ans jusqu'en 83. Puis l'épidémie du sida faisant rage, il y a eu une baisse des forces vives susceptibles d'organiser un tel événement. Ça s'est alors arrêté puis elles ont repris en 1999, sur une base annuelle. Au départ les UEH s'adressaient aux personnes homosexuelles, et aujourd'hui, l'idée c'est de créer un espace de non-mixité pour toutes les personnes lesbiennes, gays, bissexuellEs, trans, queer, intersexes et féministes : LGBTQIF. Et de se retrouver entre nous pour pouvoir déplacer la norme sociale dominante, la mettre à l'extérieur pour que l'on puisse, entre nous, expérimenter d'autres modes de socialités, d'autres manières d'échanger, de partager nos savoirs, etc. Sachant que l'on se retrouve toutEs quelque-part avec ce point commun qui est d'appartenir à une minorité sexuelle ou de genre, quelle qu'elle soit. Voilà ça c'est le premier pilier du projet. Le deuxième pilier, c'est d'organiser l'événement ensemble. Alors il y a une équipe qui travaille toute l'année pour organiser les U.E.E.H. mais pendant la manifestation on essaye de tendre vers un fonctionnement autogéré : où chacune et chacun participe à sa manière, met un peu de son énergie, prend de son temps, donne un peu de sa disponibilité, un peu de ses talents, pour faire en sorte que cet événement soit à la hauteur de ce que nous sommes, c'est-à-dire...

M 2 : Merveilleuses !

M : Exactement ! Et donc concrètement ça peut aussi bien vouloir dire : passer un coup de balais de temps en temps qu'organiser le planning des ateliers, que tenir le bar pendant les soirées ; s'occuper de l'accueil des nouvellEs arrivantEs, etc... On pourrait ajouter beaucoup de choses... Allez, on fait tourner la parole ! Ça aussi, c'est une pratique aux U.E.E.H. on se passe la parole : quand une personne parle un peu trop elle laisse la place (rires). Non personne... ? Alors... (Rires)... Est-ce que quelqu'unE a vécu des choses aux U.E.E.H. et voudrait partager son expérience ?

P 1 : on participe avec Karine aux U.E.E.H. depuis 2005, on a commencé à porter des projets Trans', puis Intersexes à partir de 2006 et à partir de 2007 on a commencé à parler des transidentités qui comprennent toutes les identités Trans y compris les intersexes. Ce qu'on a appris le plus de la confrontation avec les autres groupes les autres minorités, qu'elles soient sexuelles, linguistiques, culturelles. C'est dans cette confrontation là qu'on a appris à utiliser les passerelles qu'on construit, qui se montent aux U.E.E.H. c'est vraiment ça qu'on a appris.

M : oui en fait c'est un peu la base du projet des U.E.E.H. si ça s'appelle "universités d'été" au départ, c'était parce que des personnes ressentait le besoin d'espaces pour échanger, pour partager des savoirs mais pas sur un mode uniquement académique, universitaire, mais plutôt avec l'idée de renverser un peu les rapports hiérarchiques entre le savoir universitaire et les savoirs militants, issus du terrain et donc de créer un espace où tout le monde pourrait enseigner partager quelque chose et apprendre... C'est le but aussi de ce moment-là dans l'année...

P : quand on est arrivées à Marseille il était d'usage très fréquent dans le monde lesbien de dire que les U.E.E.H. est un truc que de pédés qui se travelottaient. Quinze ans plus tard tout le monde se travestit et on appelle des soirées transgenre. Il y a eu une révolution conceptuelle dans nos têtes qui est formidable. C'est cette transformation qui fait que le mot travesti ce n'est plus un mot qui désigne des mecs qui s'habillent en fille, en féminin, etc. Il y a aussi des groupes de femmes masculines qui ont retransformé le mot « efféminé » et qui l'ont transformé conceptuellement. Tout cela intervenait progressivement, par fronts, toutes ces thématiques se confrontent et on avance par fronts. Parler de soirée festive « transgenre » ça n'est pas simplement utiliser un mot, ça fait que chaque groupe, chaque individu utilise d'abord ce mot dans le sens de son groupe d'appartenance, dans le sens de ses pratiques qui ne sont pas simplement sexuelles, mais impliquent aussi le genre et le transforme, le co-transforme avec autrui.

P : Pourtant, vu de l'extérieur il y a toujours les mêmes clichés, non?

P : Oui mais il faut aller à l'intérieur

P : Oui mais les gens qui restent au bord, à l'extérieur, ils ont toujours le même cliché, eux : les travestis qui sont là pour être des putes, pour la sexualité, uniquement ça, c'est l'image facile des personnes qui ne veulent pas être confrontées à une réalité qui est autre.

P : L'expérience que j'ai vécue était très différente. Je suis arrivée aux U.E.E.H. à une époque où je trouvais que le T, de LGBT, servait souvent d'alibi, et je me disais : ce n'est pas vrai ! il y a beaucoup d'associations qui ne sont pas LGBT ! C'est politique, c'est bien de mettre un T, mais elles ne le sont pas réellement. Je suis arrivée aux U.E.E.H. et je suis arrivée avec beaucoup de méfiance la première année, c'était en 2005, et finalement je suis restée mais absolument stupéfaite de cette visibilité des Trans. Et pourtant la confrontation entre les Trans et tout le monde n'était pas forcément évidente. En même temps, je n'ai pas découvert non plus de cloisonnement et ce que j'ai beaucoup aimé dans ses U.E.E.H. finalement c'est l'aspect ludique : il y a des moments festifs, il y a aussi des moments d'échange de savoir, il y avait un nombre absolument phénoménal d'ateliers et les questions de sexualité était posées, les questions de prévention était posées, il y avait un grand panorama et finalement on pouvait y trouver son compte. Pendant toute cette semaine, on pouvait autant faire la fête, se renseigner sur le VIH, autant qu'avoir des espaces de non-mixité lesbienne féministe etc. Et chacunE finalement composait un peu le menu au fur et à mesure que la semaine se faisait. Et donc moi j'ai été élu au C.A. (Conseil d'administration des UEEH, l'équipe organisatrice) de 2005 à 2008. J'avais organisé le colloque sur cette idée justement de mémoire LGBT et culture LGBT, mais j'avais aussi fait d'autres choses, on avait beaucoup travaillé à l'époque, dans un mélange qui s'est un peu confirmé depuis, sur la visibilité des lesbiennes et des Trans. Et pour changer cette image de « Club Med » qui parfois était accolée un peu trop abusivement aussi aux U.E.E.H. ou simplement la manifestation était réduite à une grande fête. Il y a de la fête et c'est bien qu'il y ait de la fête, mais il n'y avait pas que de la fête, enfin en tout cas c'est ce que j'ai retenu. Et je garde un souvenir qui est vraiment très

fort, d'autant plus que c'est arrivé à un moment en 2005, 2006, 2007, où on a pu travailler en réseau, on s'est rencontrés, entre des groupes Trans et d'autres groupes, on a pu travailler sur des tas de choses et le travail se poursuivait tout au long de l'année.

M : C'est vrai qu'il y a eu toute une évolution au fur et à mesure des années sur le public qui fréquentait les U.E.E.H. Et je trouve intéressant de l'évolution, par rapport à la présence des Trans, et même des lesbiennes. Au début des années 2000, les U.E.E.H. était très masculines et réunissaient énormément de monde : plusieurs centaines de personnes, jusqu'à plus de 700 personnes, avec une organisation assez incroyable ! Un feu d'artifice sur les îles du Frioul, un bal en plein air dans le centre-ville, etc... C'était une autre époque : l'association avait beaucoup d'argent, recevait beaucoup de subventions publiques, notamment de la ville de Marseille. Au fur et à mesure des années 2000 tout le monde associatif s'est vu peu à peu privé de subventions et nous aussi. Il y a eu beaucoup de changements. Pour revenir au public des U.E.E.H, il y a eu des changements notamment sous l'impulsion de groupes minoritaires dans nos minorités, les lesbiennes qui ont fait le pari de venir aux U.E.E.H. et de se confronter à sa majorité masculine ! Il y a eu des conflits d'ailleurs, ça n'a pas toujours été facile. Et puis, aussi un investissement des personnes et des groupes Trans, qui se sont dit « on ne va pas attendre qu'on nous accueille, s'ils sont pas prêts, s'ils ne peuvent pas penser l'inclusion des personnes Trans, on va venir, on va provoquer le débat » Et il y a eu un vrai changement aux U.E.E.H. à partir du moment où les groupes Trans se sont emparés de l'espace, et là, les questions de sexualité et se sont posés autrement à travers le prisme des questions Trans. La question de la sexualité s'est trouvée complexifiée avec la question du genre. Et ça c'est quelque chose qui est en fait assez rare dans les associations LGBT aujourd'hui. Et on n'est pas peu fiers de cette histoire aux U.E.E.H.

P : Je vais peut-être dire une bêtise, je suis devant deux personnes qui ont bien plus d'expérience que moi, moi j'en ai une toute petite, mais c'est vrai que si on regarde le monde homosexuel et le monde lesbien, ce sont des mondes qui sont affirmés dans leurs sexualités. Pour moi, le monde, Trans,

est très vaste, il y a de grandes différences entre les Trans, les travestis, les transgenres, il y a tout un panel qui est beaucoup plus diversifié, mais il y a tout un panel de sexualités, euh, qui peuvent aller de l'hétérosexualité à la bisexualité, à l'homosexualité et encore, comment le traduire ? C'est pas évident au départ.

P : Il y a aussi cette idée : c'est que les questions Trans ont permis une convergence. C'est une question d'identité de genre c'est vrai, mais on a aussi une sexualité. Et comme Trans, on peut être pédé, gouine et tout un tas d'autres choses. De la même façon, les questions de genre ne concernent pas que les Trans, elles concernent aussi tous les autres groupes. Et bon voilà, enfin, je crois que ça nous a pas mal réunis et que ça nous a donné en tout cas une base de débat et qu'on a pu se rencontrer aussi grâce aux questions de genre.

M : Je voulais rebondir sur ce que tu disais tout à l'heure : la façon dont... la perception des garçons qui se "travelottent" a évolué et notamment dans cet espace que sont les UEEH. J'avais envie de donner un exemple du genre de chose qu'on peut faire aux UEEH. Notamment on fait des ateliers, où il y a quelqu'un ou quelqu'une ou plusieurs personnes qui veulent discuter de quelque chose, ils l'organisent. Ça c'est un format, on va dire, assez classique. Mais il y a aussi des outils, des espaces qu'on construit aux UEEH, qui nous servent à expérimenter autrement que par la parole, l'échange d'idées ou les films, les livres, etc... Et notamment il y a cette chose merveilleuse qu'on appelle la "Fringothèque", dont on a laissé quelques objets ici où on est. Et donc qui est un grand réservoir, une grande bibliothèque de vêtements. Et un vêtement c'est souvent très genré, masculin ou féminin ou les deux. Dans la fringothèque, chacunE peut venir s'emparer d'un costume, d'un vêtement, se maquiller, se transformer, se changer... On peut se "drag-kinguer", se "draqueener", se travelotter, se transgenrer, etc. Ça peut être juste pour rigoler entre copains, mais déjà, ça veut dire beaucoup en fait. L'idée c'est d'explorer, d'expérimenter : « qu'est-ce qui va se passer si j'utilise des vêtements que je ne porte pas d'habitude ? d'un genre différent de celui auquel j'ai été assimiléE depuis mon enfance ? et qu'est-ce qui va se passer ? Comment je vais interagir socialement avec les

autres ? Avec mes copines, mes copains ? Et puis avec d'autres personnes que je connais moins bien ? Et qu'est-ce-que ce changement vestimentaire va provoquer dans mon corps ? Dans ma façon d'interagir ? De créer du lien ou pas ? De mobiliser mes attitudes gestuelles avec tous les clichés que j'ai pu intégrer par ailleurs ? Et donc oui, d'un "travelottage", ça devient vite un acte assez politique finalement, que d'explorer la question du genre, dans le jeu, dans un espace très safe où on va pas se sentir ridiculiséE, où, en tout cas, le ridicule est plus inoffensif qu'ailleurs...

P : Je crois que c'est un apprentissage : la déconstruction du ridicule, de la honte... La fringothèque, chaque jour, à partir de midi, j'y passais quasiment deux heures et j'observais qui venait, qui consommait quoi, dans la fringothèque. En gros, qu'est-ce-que les gens faisaient ? Et j'ai écrit un très long article sur ce sujet, sur ce qui se passait dans la fringothèque, aux UEEH. Et ce dont je m'apercevais, par exemple chez les copines lesbiennes, ou bisexuelles, il y a plein de filles qui ne s'étaient jamais habillées en filles ou en garçon : les deux. Elles avaient toujours adoptés une graphie androgyne, on va mettre ce mot là, et n'avaient jamais exploré leur féminité, ni leur hyper-féminité, ni leur masculinité. Pas exemple des copines n'avaient jamais essayé aussi bien de mettre de robe que de se dessiner une moustache. Y'avait les deux à la fois. Et idem chez les garçons. Il y a des garçons par exemple qui ne supportaient pas d'avoir une grosse -comment vous dites ? une grosse ? quand il y a plein de poils ici - une grosse fourrure (Rires). Et bien, à la fringothèque où il y a eu des ateliers sur ces questions, ils apprenaient à se dire que ça c'était pas forcément masculin, mais que ça pouvait être juste doux. Et ils réapprenaient tout, ils réapprenaient leur corps.

M : Il y aussi un autre espace que j'aime beaucoup aux UEEH, c'est le "câlinodrôme". Il participe aussi à cette déconstruction des rapports qu'on entretient quotidiennement entre nous. Comme son nom l'indique, c'est un espace pour se faire des câlins. Mais l'idée, c'est que ça ne soit pas sexualisé : il y a un cadre, une charte, il y a un projet derrière cet espace. C'est un espace de rapports physiques non sexualisés, en essayant de dépasser soi-même les propres barrières qui peuvent s'établir entre soi et le corps de

l'autre. Des barrières de genre, de sexe, des barrières d'ordre physique, de poids, de taille et d'aspect social, de classe. L'idée c'est "est-ce-qu'on peut, dans un coin confortable, plutôt douillet, tamisé, apprendre à échanger des câlins, des caresses, des massages... Un peu prendre le rebours de cette norme sociale dominante qui veut que deux personnes dans un espace, qui se touchent, en général c'est plutôt pour se battre (sur un ring ou ? -rires-). Voilà, l'idée c'est qu'est-ce-qu'on peut expérimenter, de solidarité mais aussi de tendresse, dans un espace « safe ».

P : Je vais dire une bêtise, mais tu peux faire un espace naturiste aussi ?

M : Il y a eu des espaces naturistes, tout à fait. Tout ça, c'étaient des espaces qu'on construisait à l'école des Beaux Arts, qui était notre pré carré, notre territoire à nous, pendant quinze jours. Et cette école des Beaux Arts on n'y a plus accès. Donc cette année, on sera à la fac de Sciences. On y a loué des salles, on aura peut-être un couloir, ou en tous cas cinq, six salles à nous. Donc on aura beaucoup moins l'occasion d'expérimenter cette non-mixité dans la journée. Le soir, au CROUS, on sera entre nous et le reste du temps, sur les lieux d'hébergement on sera entre nous. Mais en journée... Là, on est en train de parler de ce qu'étaient les UEEH, de ce qu'elles devraient être les prochaines années, on espère. Cette année, ça sera un peu plus compliqué, bon, on sait que ça va bien se passer quand même, mais bon, c'est une donnée importante à préciser.

P : Est-ce qu'il y a un colloque organisé cette année ?

M : Oui, come chaque année il y a un colloque. Il traitera de la question de l'usage de la violence dans les luttes féministes. L'idée c'était d'envisager la question de la violence, non plus avec l'angle classique un peu simpliste du style : "la violence, c'est pas bien", mais plutôt, quand on est face à de la violence d'Etat, ou à la violence sexiste, à la violence machiste, à la violence raciste, homophobe ou transphobe, à quel moment serait-il légitime de répondre aussi avec des actes violents ? Quel serait le critère ? Quel type de violence ? Quelle légitimité ? Enfin, l'idée c'est d'interroger cette notion là et de voir si, quelque part, l'idéologie de la non-violence n'est pas aussi celle

des gens au pouvoir, des groupes dominants. Un sujet sulfureux ! Et ce colloque aura lieu...

M : Boulevard Longchamps, au local de Solidaires et Attac, ça se passe à 17h, mercredi.

M : Pour celles et ceux qui ne connaissent pas encore, vous m'entendrez souvent parler au féminin quand je parle d'un "nous" aux UEEH. Ca c'est une pratique, une habitude qu'on a : on se féminise. Alors, il ne s'agit pas de performer quelque chose, il s'agit de se rendre visible un genre qui est minorisé du fait de la règle grammaticale du masculin qui l'emporte quand on a un groupe mixte. On s'est dit "pendant quinze jours, on va parler au féminin à la place des masculins génériques". Alors quand on écrit, on écrit avec un E majuscule, histoire de dire, c'est pas le "e" féminin du genre féminin spécifique, etc. C'est le "E" de toutes les minorités, opprimées ou discriminées par ailleurs. Toutes les identités, toutes les minorités, ce "E" qu'on met en majuscule. Donc, quand je parle au féminin, ce n'est pas pour parler d'un groupe de filles, c'est pour parler de ce "nous", en cherchant à rendre audible, visible, ce que la norme dominante fait disparaître d'ordinaire.

M : Je voulais aussi revenir sur le déroulement des UEEH. Ça commence par trois jours d'installation, de montage. Cette année, ça va être très rapide et très sympathique. Ça commence jeudi de cette semaine. Donc, jeudi et vendredi, on s'installe, on est à Luminy. Vous êtes toutEs bienvenuEs si vous voulez participer aux UEEH pour nous aider à monter les cuisines, à organiser, accueillir les nouveLLEs, etc. Samedi, il y a la marche Europride, donc on a prévu de ne rien faire sur place pour laisser la possibilité à toutEs les participantEs de participer à la marche Europride, enfin à la gay pride. A partir de dimanche, on fait une assemblée générale d'ouverture, où on va exposer un peu l'ensemble du contenu, du fonctionnement, etc. Et à partir de lundi, les ateliers auront lieu tous les jours à la fac de sciences, jusqu'à vendredi. Et samedi, assemblée générale de clôture, et peut-être on fera la fête !



M : Oui, parce qu'on ne sait pas où faire la fête : normalement, on fait la fête à l'école des Beaux Arts, parce qu'on y a accès 24h/24. Et là, la fac de sciences ferme à 18h ou 20h à Luminy donc on fera la fête autrement. On va expérimenter d'autres modes de festivité, des choses beaucoup plus calmes ! Voilà, beaucoup de choses sont en construction cette année, c'est un vrai chantier. Les UEEH ont été très affectées par ces changements de statuts de l'école des beaux arts, du fait qu'on n'ait pas énormément d'argent non plus. Et donc, ça va être joyeusement chaotique !

P : et les subventions publiques qu'est-ce-que ça donne ?

M : On attend des réponses. La mairie ne nous donne plus de subventions publiques depuis longtemps : depuis 2004 je crois, ou 2003. Au début des années 2000. Elle donnait des subventions en nature, en nous prêtant l'école des beaux arts, c'est comme si elle nous mettait à disposition quelque chose de l'ordre de 20 ou 30 000€, c'était vraiment significatif. Ce qui, en même temps, ne lui coûtait rien. Elle pouvait le valoriser dans son action. Et sinon, on recevait régulièrement une subvention du Conseil Général. Une petite subvention de 5 000€ pour le fonctionnement annuel. Et chaque année, on apprend en cours d'édition si on l'a ou pas. On verra cette année... suspense !

P : Vous pouvez dire un mot sur l'affluence ?

M : L'affluence ? On a réservé peu de chambres car on s'est dit qu'il y aurait peu de monde cette année, vu le contexte on tablait sur une petite édition et finalement on a plus de réservations que de chambres, on va être plus d'une centaine de personnes je pense (...).

M : (*à un participant qui a porté des projets d'échanges internationaux aux UEEH*) : Est-ce que tu veux bien prendre la parole ? En fait, je voudrais aborder une des dimensions du travail qui a été fait ces dernières années aux UEEH, ça a été notamment le travail avec des associations et des groupes activistes dans d'autres pays, avec comme projet d'inviter aussi les personnes d'Europe et du pourtour méditerranéen à venir s'emparer de cet

espace des UEEH. Alors tu faisais partie d'une délégation internationale en 2008 aux UEEH, c'est ça ?

P : Avant aussi, les glorieuses 2007 !

M : Ah ! Les glorieuses UEEH 2007 ! On est très heureux de pouvoir t'accueillir ici, pendant cette présentation parce que tu as porté des projets qui étaient super aux UEEH, et si tu pouvais en parler un peu, ça serait super aussi...

P : Oui ! Bonjour ! 2007 c'était une grande année, on était 700 et quelques, c'était ma première rencontre internationale. En 2007, les UEEH ont réalisé tout un boulot d'invitation vers la région MENA (Middle East-North Africa), et ils ont regroupé les groupes arabes. Il y a deux parties dans nos régions, il y a tous les pays de la ligue arabe et il y a aussi les Palestiniens. Les Palestiniens qui sont d'une famille historique, la Palestine historique, Israël aujourd'hui. Et donc dans tous les pays arabes, se sont organisées à ce moment là de grandes associations, qui sont Aswat et Helem, Meem aussi au Liban, etc... En 2007, il y a eu un premier mouvement réel d'un grand nombre de militants on était 35 à participer, on a discuté de pas mal de choses, de politique sociale. Grâce aux UEEH, à l'espace qui nous a été donné par les UEEH, qu'on a occupé, on a fait pas mal de présentations sur toutes les régions et les pays, sur les différents contextes et de groupes de travail. Et c'est de là aussi qu'est partie une grande initiative qui s'appelle Mantiqitna.

Mantiqitna est un réseau de militants et d'associations aussi. Elle a été créée aux UEEH étant donné qu'on était là, et que les UEEH sont francophones, et qu'il fallait traduire pour ceux qui n'étaient pas francophones et qui devaient avoir des notions d'anglais, etc... alors nous, pour pallier aux questions de traductions successives, on a décidé de créer un espace parmi nous, où on peut parler en anglais et surtout en arabe, pas seulement, mais principalement en arabe. De là est partie cette grande aventure. La première conférence Mantiqitna Qamb a eu lieu en 2009 car on a pu avoir des financements, puis en 2010, 45 militants et militantes se sont rencontrés, par l'intermédiaire du premier « Qamb » qui est la conférence style UEEH, en

autogestion. Ce sont les activistes eux-mêmes qui viennent pour investir les lieux et ça a eu un grand succès. Cette année ça fait à peu près 3 ans, cette année c'est la 4<sup>ème</sup> édition du Qamb. Cette année on sera 100 participantEs venuEs de 13 pays des mondes arabes, y compris les pays comme l'Arabie Saoudite, le Yémen, le Sultanat d'Oran, le Soudan, l'Irak , tous ces pays qui sont perdus en matière de droits LGBT mais quelques personnes de ces pays pourront venir.

Un des objectifs c'est aussi de renforcer le mouvement régional et donc nous nous sommes revus ici, à Marseille, et ça prend forme aussi, on faciliter la participation des militants LGBT qui n'ont pas les moyens de participer au mouvement international. On leur facilite la participation à la conférence sur la Mantiqitna ou ici à l'Europride, sur tous les événements internationaux. On fait des partenariats avec les associations locales, pour partager nos expériences mais aussi apprendre à créer et travailler en réseau.

On voit cette année le bordel, le grand bordel, qu'est l'organisation de l'Europride, et justement au niveau des UEEH, moi j'avais senti que c'était le bordel aussi (rires), même si c'est autogéré. C'est clair qu'on a pas l'habitude dans nos cultures de se mettre là dedans. A la conférence Mantiqitna, ça reste quand même beaucoup plus organisé, c'est un moment privilégié. La preuve est qu'avec les collègues d'Abou Nawas en Algérie, chaque année on vient en gros comités, en grosses délégations avec d'autres pays. Voilà, je souhaite maintenant que les UEEH reprennent de l'ampleur.

P : J'ajouterais bien aussi dans les initiatives liées aux UEEH, il y a la campagne STP (Stop Trans Pathologisation), Qui est partie, en très grandes partie des UEEH 2006

M : Tu peux nous en parler un peu ?

P : STP, c'est un mouvement international, et à l'époque, en 2006, c'est venu de Barcelone. Ça a fait beaucoup de choses cette rencontre entre les militants, de France, d'Espagne et du Portugal, principalement. En fait on a appelé les gens à discuter, à sortir du régional avec l'idée qu'on fasse quelque chose. Le temps à passé, on était en 2009, STP a vraiment imprimé une dynamique et n'a plus été accolé aux UEEH. [...]

M : On voudrait vous proposer d'écouter un texte écrit par un membre de l'équipe des UEEH qui a porté et beaucoup fait avancer la question de l'accessibilité ces dernières années, mais on a des problèmes techniques, désolé... Peut être que vous avez des questions en attendant qu'on arrive à lancer?

P : Oui, je voudrais savoir un peu par rapport à la non-mixité, ça concerne la plupart des espaces, des ateliers, des modes de vie et de discussion ou pas du tout ? Est-ce qu'il y a des partis pris particulier sur cette question ?

M : C'est une question très délicate. L'idée c'est qu'on crée une non-mixité LGBTQI. Les UEEH c'est une manifestation qui s'adresse aux personnes minorisées en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, donc on est une grande non-mixité inclusive de toutes les identités : lesbiennes, bi, trans, queer, intersexe, etc. Donc ça, c'est la non-mixité globale de l'événement. Après par exemple, si un groupe de meufs veut organiser un atelier entre meufs pour discuter ou réfléchir ou autre, elles peuvent faire un atelier non-mixte « meuf » ou créer un espace non-mixte qui le restera un jour, une semaine, toute la manifestation, etc... Idem pour d'autres non-mixités : Trans, pédés, gouines, etc...

M : Il y a différentes non-mixités qui peuvent se mettre en place. Par exemple, pour la création de la campagne Stop Trans Pathologisation, il y avait des ateliers en non-mixité trans puisque c'était des personnes qui voulaient mener ça au nom des trans, par les trans, donc ça avait tout à fait son sens. La non-mixité des UEEH s'est une non-mixité inclusive de toutes les minorités. Évidemment, on ne demande pas à une personne qui arrive si elle est bien homosexuelle, bisexuelle ou Trans, on vérifie pas et puis on rentrera jamais dans ce genre de choses, mais on leur explique clairement que c'est un événement qui s'adresse uniquement à ces communautés là.

P : Mais moi par exemple, c'est la première fois que je viens, est-ce que les personnes qui sont hétérosexuelles, dans un schéma classique, est-ce qu'il y a des ateliers ou des réunions qui sont ouvertes à ces personnes là ? qui

n'ont rien à voir avec le milieu LGBT mais qui sont intéressées, ou est-ce que ce sont des personnes qui sont mises à l'écart?

M : Alors je vais te faire une réponse on ne peut plus ambiguë et je crois que c'est la ligne sur laquelle on marche aux UEEH et qui est un peu bancal : on ne les discriminera pas en raison de leur orientation sexuelle mais on ne les invitera pas non plus. L'événement ne s'adresse pas à ellEs tout simplement.

P : Et si ils veulent venir? Au contraire c'est bien l'idée qu'il y aie des gens de l'extérieur qui s'intéressent qui ont cette ouverture d'esprit. Je veux dire, ce sont quelque part des portes parole ?

M : Oui ! Alors c'est pour ça qu'on organise le colloque en mixité totale. Il y a des temps ouverts, mais on demande aux personnes hétérosexuelles même les mieux intentionnées de la terre, de comprendre que cet événement, on a besoin de le vivre entre nous. En fait, pour que la magie des UEEH, pour que le projet politique des UEEH existe, c'est difficile d'y inclure les personnes hétérosexuelles même les mieux intentionnées. Là je parle en mon nom, parce qu'on a pas toutEs la même vision des choses sur ce point...

P : C'est difficile de mettre en forme un certain pouvoir, de reprendre du pouvoir par rapport à la reconnaissance politique, c'est à cause de ça?

M : D'une part, tout à fait, et d'autre part, pour déplacer les questions de normativité, on a besoin de se retrouver dans cette non-mixité là pour renverser les questions minorité-majorité aussi...

P : Oui mais il y a un point commun, c'est dans l'introspection la personne qui peut faire réfléchir, les gens, qui n'ont pas trouvé leur orientation et ça, c'est quelque chose finalement qui peut concerner l'ensemble des individus.

M : Alors après ce qu'on peut faire, pour les personnes non LGBTQI ou hétérosexuelles pour ne pas les stigmatiser (rires), si elles veulent bénéficier ce qui se passe aux U.E.E.H. elles peuvent tout à fait rencontrer des membres des U.E.E.H. et avoir accès aux documents produits aux U.E.E.H.

Elles peuvent écouter les enregistrements des ateliers ou du colloque en ligne, quand il y en a (rires), Il y a aussi plein d'autres manières de participer mais pendant une semaine en fait c'est vachement mieux si on est entre nous. Après il y a toujours des gentEs qui se faufleront, et tant mieux, on ne viendra pas fouiller dans leur vie privée (rires).

P : Elles peuvent être aussi curieuses parce qu'elles se cherchent ? Qu'elles cherchent des réponses...

M : dans ce cas-là on peut aussi l'orienter vers d'autres associations qui seront plus efficaces que nous sur ces questions-là... Les U.E.E.H. sont aussi un carrefour associatif, ça sert aussi à ça. Les grands axes qu'on retrouve chaque année aux U.E.E.H. c'est 'international, il y a l'accessibilité, dont on écouterait un texte écrit à l'occasion du colloque organisé sur les questions de handicaps et de sexualités par un membre de l'équipe. Il y a aussi la santé qui est un aspect essentiel de la manifestation : la santé sexuelle et la santé en général qui est pris en charge notamment grâce à des associations qui viennent aux U.E.E.H. et qui ont travaillé ensemble notamment sur la création d'un espace consacré aux questions de santé. Il y avait les associations Aides, Act Up et Keep smiling, principalement qui faisaient de la prévention, de la réduction des risques, que ce soit au niveau des infections sexuellement transmissibles, mais aussi des risques en milieu festif, donc liées au bruit et la consommation d'alcool, de drogues, etc. Tout ça c'est aussi un aspect qui pour nous reste très important parce que ça permet à des associations qui ne travaillent pas toujours ensemble sur des projets comme ça d'expérimenter de nouvelles approches et de toucher un public qu'elle ne touchent pas facilement par ailleurs, et aux participantEs de rencontrer des militantEs forméEs qui viennent spécialement pour ça, dans un espace « safe » consacré à ces questions.

P : Et les associations ce sont elles qui organisent des conférences ou des ateliers ? Ou est-ce qu'elles participent plutôt aux ateliers avec les autres, au milieu des autres ?

M : Les deux ! Tout est possible : souvent par exemple il y a une association des anté par exemple, qui va participer à l'espace santé mais qui va aussi organiser trois ou quatre ateliers dans la semaine. Sur des questions plus spécifiques qu'elle a envie de porter.

P : et du coup les règles du jeu sont faites aussi avec les associations qui organisent un atelier ? Ou est-ce qu'elles se conforment au fonctionnement des U.E.E.H. ?

M : Les deux ! Aux U.E.E.H., on a un cadre global, un fonctionnement mais si une association ou une personne préfère faire un atelier d'une autre manière, pour telle ou telle raison, elle a la liberté de le faire. Pour nous aux U.E.E.H. c'est important qu'on ait la liberté de faire ce qu'on pense être le plus adapté, le plus adéquat à son projet. La seule chose à laquelle on veille aux U.E.E.H. c'est que les personnes aient lu la charte, qui est un texte qui définit le cadre, qui définit par exemple qu'on ne peut pas organiser un atelier à thématique sexiste, raciste, homophobe, transphobe, etc. donc la charte propose de respecter ça : respecter les identités des personnes et chercher à ne pas reproduire les mécanismes de l'oppression hétéronormative. À partir de ça, tout est possible. On peut organiser un atelier sur la chanson française des années 40, sur le fromage, sur le plaisir anal... tout est possible.

M : Fabriquer soi-même sa chemise !

M : Exactement et aussi faire du tango, des massages, penser les politiques de lutte contre les discriminations au Danemark, faire de la sérigraphie, de la danse, du Qi Qong, etc.

P : Et tout est déjà prévu, planifié ? Comment ça se passe ?

M : Absolument pas ! (rires) Enfin on a déjà des propositions, mais on n'a pas encore prévu le planning précis avec les heures, les jours, etc. tout cela va se faire au fur et à mesure donc dès dimanche, après l'assemblée générale

d'ouverture tout le planning va être mis en place par un groupe de travail, une commission qui tous les jours, réactualisera le planning.

P : et sur le site on trouve pas ces informations alors ? Il n'est pas à jour ?

M : alors le site est à jour en terme d'informations générales par exemple : comment s'inscrire etc. mais le programme de la semaine va se construire sur place.

P : mais on peut venir de façon impromptue ?

M : on peut venir quand on veut mais il y a des plages horaires pour pouvoir s'inscrire il n'y a pas un bureau d'inscriptions permanent. Quand tu es inscritE, tu as un badge et tu peux aller et venir en toute liberté, et si tu viens pour t'inscrire il faut venir aux horaires d'ouverture du bureau d'inscription. Et la procédure d'inscription est très importante parce que c'est un moment d'accueil où tu reçois le livret de la participantE, la charte, etc. Ca permet aux personnes qui veulent participer de savoir où elles mettent les pieds. Et globalement comment participer de la façon la plus harmonieuse possible. Les inscriptions ont lieu tous les jours de 10:00 à 12:00 en général et en fin d'après-midi de 18:00 à 20:00

.P : Au niveau des inscriptions, c'est important pour nous d'expliquer le fonctionnement de la manifestation. Ca permet aussi d'éviter que des personnes qui arrivent mais qui savent pas où elles mettent les pieds d'être accompagnées en fait. Pour qu'ellEs comprennent que c'est un fonctionnement autogéré, et tu peux proposer des ateliers et que tu peux participer aux activités, etc... En fait tout ce qu'on explique ici, aujourd'hui ! C'est vraiment pour pouvoir accueillir les participantes dans les meilleures conditions. Et donc quand on était à l'école des beaux-arts comme c'était un lieu universitaire, ça permettait d'arriver avec son badge de pouvoir rentrer de passer la grille avec le gardien qui ne laissait entrer que les personnes inscrites. Ce qui permettait d'avoir aussi un espace assez safe aussi. C'est pour ça que le fait de ne plus être accueilli à l'école des Beaux-Arts pose de gros problèmes d'organisation cette année. C'était un lieu fermé et en même



temps ouvert. Avec la pinède avec les patios, avec des salles équipées, le grand amphithéâtre...

P : Pourquoi les Beaux-Arts ne sont plus accessibles ?

M : En fait, l'école était une école municipale gérée par les services de la ville de Marseille et maintenant elle est indépendante, et le nouveau conseil d'administration de l'école a décidé de ne plus accorder de mise à dispositions gracieuses pour les associations pendant l'été. Maintenant ça coûterait environ 20 000 € pour 15 jours. Mais c'était vraiment un lieu de rêve un lieu idéal pour organiser une manifestation comme les U.E.E.H. Ça permettait à toutes les envies d'exister. On pouvait faire des espaces non-mixtes, on pouvait faire du cinéma en plein air, il y avait une bibliothèque, des fêtes, des spectacles, des expositions, des performances, des espaces de jeux.... Et tout ça créait un environnement propice à la remise en question de nos préjugés de nos éducations, de toutes nos constructions...

P : Ah oui ? Il y a des personnes qui viennent avec des préjugés ?

M : Je pense qu'on a tous et toutes des préjugés liés à plein de choses, plus ou moins graves, plus ou moins conscientes... mais oui je pense qu'on a toutes des préjugés que ça soit parce qu'on est validEs, blanchEs, jeunEs, cisgenres, ou que sais-je encore, nos positions sociales, nos constructions identitaires, nos histoires, etc, tout ça c'est plein de préjugés... en fait celle qui me dit qu'elle a pas de préjugés je la crois pas trop (rires) ! Non, mais on rigole mais c'est vrai, et je crois que c'est aussi un but aux U.E.E.H. c'est prendre conscience que nous sommes toutes porteursEs de préjugés et qu'on peut les bousculer un peu et même en déloger quelques uns.

M : Justement, en parlant de préjugés et de discriminations, je vous propose d'écouter le texte qui a été écrit à l'occasion du colloque organisé sur la notion de handicap et de sexualités, en 2012 aux U.E.E.H. Il s'agit d'un récit et d'une analyse à partir de l'expérience vécue en tant que personne à mobilité réduite, membre du C.A. des U.E.E.H. et porteur de projet sur le handicap.

*Texte (lu par un logiciel) : « Je vais vous raconter mon expérience de militants dans un groupe de féministes transpédégouines, avec une simultanété particulière, qui est celle d'être une personne à mobilité réduite avec des troubles d'élocution. En tant que personne en situation de handicap, voici comment j'ai pu m'intégrer au sein du conseil d'administration des U.E.E.H. Pendant l'année il y a plusieurs réunions dans diverses villes de France, sur Marseille, Lyon, Lille, Paris, Montpellier. Parfois j'y vais avec mon fauteuil électrique, mais souvent j'ai pris mon fauteuil manuel. En effet les lieux où l'on va ne sont pas toujours adaptés, comme nous dormons souvent chez l'habitant, c'est très souvent inaccessible. Donc j'y vais en fauteuil manuel et on doit me pousser je n'aime pas trop dépendre des autres administratricEs. En effet cela crée une sorte de dépendance physique et psychologique. Quand dans un conseil d'administration on prend une décision qui ne me convient pas, comment donner mon opinion sans me mettre à dos les autres ? Dans une situation de dépendance, il faut le prendre en compte. J'ai mis longtemps à comprendre cela. Beaucoup de personnes en situation de handicap sont gênéEs dans des situations similaires, quand ellEs sont engagéEs dans diverses associations. C'est mon expérience m'a permis de le saisir.*

Dans mon expérience de vie dans les réseaux militants, mes difficultés d'élocution posent problème dans les débats, surtout quand il y a des termes pointus, comme par exemple : des politiques en système non-mixte. Les militants en raffolent ! L'année dernière par exemple lors d'un atelier je me suis accroché avec une personne féministe abolitionniste, sans comprendre ce que je voulais lui dire, la personne est partie, après je n'ai pas osé lui reparler. Je veux bien m'accrocher avec des personnes mais avant de se cracher dessus il faut qu'elles apprennent à comprendre qu'il y a différents niveaux de formation militante, et admettre que tout le monde n'a pas étudié les différents outils de lutte politique. Surtout pour les personnes ayant grandi dans des institutions, ce n'est pas facile pour certaines personnes handicapées d'entrer dans l'arène politique. Il faut réfléchir à l'éducation populaire accessible. (...) Comme Horia Kebabza qui dans le colloque de 2011 questionnaient les privilèges blancs, je voudrais questionner les privilèges des valides, le parallèle avec le racisme le sexisme

ne paraisse évident. On va réfléchir ensemble : comment déconstruire le handicap ? Pouvons jouer sur la notion de valides versus un valide. Je suis considéré comme une personne handicapée mais moi je ne me considère pas comme ça. N'y a-t-il pas des nuances ? ne peut-on pas jouer sur cette notion pour faire accepter son handicap ? par exemple, le handicap dans un monde adapté n'est pas un handicap. Faire moins de chose ne doit pas être dévalorisé ou être une source d'isolement social ou professionnel. Peut-on imaginer une culture des corps invalides ou incomplet?

Des modes de vie sexuelle et affective subversifs ? Positifs et nouveaux ? La logique hétéropatriarcale qui voudrait former des couples fidèles et conformes doit être questionnée. Soyons honnêtes pour une personne valide passer sa vie avec une personne invalide n'est pas le chemin souhaité au premier abord. Les relations multiples ouvertes semblent possibles à envisager, du moins dans un premier temps. Avec de l'ouverture d'esprit on admet au fil du temps que la différence est à la fois surmontable vivable. Et ce n'est pas un sacerdoce culpabilisant. (...) Un compagnon doit-il être un auxiliaire de vie? C'est un vaste débat. Mais on peut déjà commencer en changeant de façon de faire, de mentalité. Faire vivre les personnes handicapées comme elles le souhaitent, dans une autodétermination de ses propres besoins, ne coûtera à mon avis pas plus cher. (...) [le texte est interrompu à cause de problèmes techniques]

M : Oups, désolé pour les soucis avec le logiciel... En tous cas merci. Et je me permets d'ajouter que maintenant sa démarche, dans la continuité du projet sur l'accessibilité, ca serait de créer une structure nationale, une association qui travaillerait sur ces questions-là. Il va sans doute animer un atelier aux U.E.E.H. pour lancer le projet. Voilà c'était aussi pour porter l'idée qu'aux U.E.E.H. peut aussi être les porteurs et porteuses de projets. Un peu comme ce qu'expliquait aussi notre ami sur les questions internationales. Et pour rebondir un peu sur le texte qu'on a écouté, ce qui m'a aussi beaucoup intéressé, c'est la réflexion sur le besoin d'une éducation populaire, et je crois que c'est une notion qui est vraiment au coeur des U.E.E.H. La notion d'éducation populaire au sens du partage des compétences, des savoirs. Et on peut aussi parler de validisme donc d'une forme de discrimination, fondée sur un certain nombre de privilèges accordés à un groupe

majoritaire. Je trouve que c'est assez significatif de la démarche aussi des U.E.E.H. que de visibiliser les rapports de pouvoir, les rapports de domination, visibiliser les oppressions, qu'elles soient raciales, sexuelles, de genre, de classe, de santé, etc... Il y a aussi la sérophobie, donc les discriminations liées au statut sérologique qui donne souvent lieu à des ateliers aux U.E.E.H. Il y a aussi la notion d'autodétermination, qui est aussi une notion qu'on essaye de faire vivre aux U.E.E.H., en permettant par exemple aux personnes qui ont peu de ressources de choisir le tarif qu'elles vont payer pour l'hébergement pour la nourriture ou les boissons. Il y a une politique qui cherche à dépasser les clivages sociaux, raciaux, etc. On met en place des dispositifs qui cherchent à compenser les inégalités sociales et économiques. On essaye évidemment, on est loin du compte, mais on essaie. Voilà c'était les mots-clés du témoignage sur lesquels je voulais revenir. Maintenant, si vous avez des questions, c'est le moment. Il y en a peut-être parmi vous qui ont vécu aussi des U.E.E.H. et qui ont envie de partager leur expérience...

P : Oui et alors moi j'ai participé aux premières U.E.E.H. En 1979,

M : Et tu veux bien nous en parler ? c'est précieux comme témoignage pour nous, les nouvelles ?

P : Oui, et bien j'avais 19 ans, et j'étais assez déprimé, je n'étais pas du tout organisateur, mais je me suis occupé des fêtes, et d'organiser une soirée sur le Frioul, on avait dormi à la belle étoile, et d'ailleurs on s'était fait virer par les maîtres nageurs parce qu'on était tous à poil (rires). Voilà ça été une belle expérience. Ensuite plus tard, j'ai suivi le mouvement en participant de différentes manières.

M : Est-ce que tu peux vous raconter le contexte ? J'imagine que c'était un contexte un peu particulier ? Qu'est-ce que ça veut dire, de participer à des universités d'été homosexuelles, à cette époque ?

P : Dans les années 70 c'était une libération ! D'abord on était militants du G.L.H. groupe de libération homosexuelle et c'étaient comme ça qu'on

reprenait confiance en soi. Moi j'habitais une petite commune autour de Marseille, Allauch, c'était la campagne, et là-bas je me sentais complètement perdu. Et mes premières relations sexuelles je les ai connues au sein du G.L.H. et à l'université d'été également, qui m'a permis de rencontrer des gens, et qui m'ont aussi formé, sur le plan politique. Donc l'université c'était aussi le moyen de rencontrer des gens intéressants.

M : et c'est toujours le cas ! (rires)

P : Et c'est vrai que la situation actuelle, au niveau du militantisme, est très particulière, elle est faite de divisions, d'entrisme politique... Dans le milieu associatif, il y a beaucoup de division, et la division ne permet pas de gagner au niveau de nos droits. Ces derniers mois, le mouvement associatif a été particulièrement déplorable face à nos détracteurs qui ont été particulièrement puissants. Et tout ça c'est la conséquence de la division, de l'égoïsme. Alors c'est vrai qu'à l'époque on pouvait être pénalisés quand on draguait. Et maintenant tout ça c'est gagné mais ça peut repartir aussi, Il suffit qu'arrive un parti extrémiste au pouvoir, ça peut très bien arriver, tous ces droits vont être perdus. C'est dommage de voir cette division. On le voit aussi dans l'organisation de l'Euro Pride, les actions sont divisées, il n'y a pas de liant, c'est volatile. Alors peut-être qu'il faudrait une bonne université d'été pour créer du lien (rires).

M : Merci pour cet éclairage, effectivement, c'est difficile de trouver de la cohésion... J'ai l'impression qu'on arrive au bout petit à petit... Est-ce que vous avez des questions ?

P : oui alors comment on fait pour s'inscrire ?

M : Oui très bonne question, alors les inscriptions c'est très simple, on peut faire une préinscription en ligne, et ensuite ça se passe sur le campus de Luminy, dans le bâtiment du CROUS, on choisit si on veut un hébergement, on choisit son tarif, je crois que c'est 18 € le tarif plein, 12 € le tarif réduit et à partir de quatre euros pour le tarif désargenté si on n'a pas beaucoup d'argent pour payer l'hébergement, c'est quatre euros minimum. Et si on a

plus d'argent on peut mettre un peu plus d'argent pour équilibrer le budget est de permettre aux personnes qui ont moins de rester aussi aux U.E.E.H. c'est sur la base de l'autodétermination donc on ne demande pas aux personnes de fournir un justificatif, on se fait confiance, en expliquant que ce projet a un coût pour l'ensemble de la manifestation, l'idée c'est de faire ça le plus intelligemment possible tous ensemble. Et puis il y a aussi une adhésion de 15 €, qui permet d'avoir le badge est d'être inscrit à la manifestation de participer à toutes les activités, c'est l'adhésion à l'association. Ce qui permet de faire fonctionner l'association à l'année. Et puis il y a une participation aux frais de 30 € au tarif plein, 20 € tarif réduit, et 5 € pour celles et ceux qui ont moins de ressources. Et après quand on est inscrit, on peut participer à tous les ateliers, c'est parti !

P : Pour les repas, comment ça fonctionne ?

M : Alors pour les repas, il y a plusieurs possibilités : toutEs cellEs qui sont logÉEs au même étage partagent une cuisine, on les appelle des « cuisines solidaires », elles se réunissent et s'organisent pour faire fonctionner la cuisine, par exemple : moi je vais faire des courses demain, je regarde combien de personnes vont manger, on fait un tableau, on s'inscrit pour manger, pour cuisiner pour faire la vaisselle, les courses... Voilà c'est sur la base du volontariat, l'idée c'est qu'en général il faut trois à quatre personnes pour faire un repas pour 30 résidentEs, deux personnes pour faire la vaisselle et un repas coûte environ deux à trois euros maximum. On participe aux courses en contribuant en fonction de ses ressources, c'est comme une cantine à prix libre et autogérée. Alors du coup ça veut dire qu'il faut prévoir un peu à l'avance, mais ça marche aussi quand on ne peut pas prévoir, ne peut s'inscrire le matin dans une cuisine il y aura toujours de quoi manger même si c'est au dernier moment.

P : et les repas sont végétariens ?

M : oui alors c'est une très bonne question, les repas sont souvent végétariens, mais c'est pas une obligation, chaque cuisine s'organise à sa

façon. Il y a des cuisines végan, et des cuisines sans gluten, sans lactose, etc...

P : le restaurant universitaire est ouvert ?

M : oui il y a aussi le restaurant universitaire qui permet de prendre un repas à midi, il est fermé le soir. Il y a aussi les sandwicheries, enfin moi j'adore la cuisine alors je recommande aux gens d'aller manger dans les cuisines et puis c'est une super façon de rencontrer des gens, ensemble on coupe des légumes on fait connaissance, j'aime bien...

M : Et puis aussi je voulais rajouter quelque chose : les U.E.E.H. c'est une manifestation féministe. Mais ça va pas de soi être féministe, il ne suffit pas de le dire. Le terme féministe renvoie aussi à différents projets politiques qui ne se recoupent pas toujours. Alors je voulais juste préciser ça. Aux U.E.E.H. on se revendique du féminisme parce qu'on vient de mouvements féministes, parce que les U.E.E.H. sont nées du mouvements de libération des femmes dont a émergé le FHAR, dans les années 70. Le FHAR, c'est le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire, et quand le FHAR s'est dissous, se sont créés les GLH, les Groupes de Libération Homosexuelle, à Paris et en province. Les GLH viennent de mouvements féministes et ont donné naissance aux premières Universités d'Eté Homosexuelles, les UEH à l'époque. Donc pour nous ça a vraiment du sens d'en être les héritières, de s'inscrire dans cette lignée historique là. Ensuite on ne revendique pas à un féminisme particulier. On est juste pas abolitionniste en matière de travail du sexe ni essentialistes et c'est parce qu'on ne veut pas enfermer les gens dans des identités fixes qui seraient des essences, comme naturelles, donc ce ne sont pas des versants du féminisme qui s'expriment aux U.E.E.H. Ce qui nous intéresse c'est de pouvoir déconstruire, grâce aux outils de la pensée féministe, les oppressions de genre et les discriminations, et tout ce qui nous empêche de vivre en fait. Voilà ce que je voulais ajouter mais si quelqu'unE veut continuer sur ce point ou interroger cette notion, on peut aussi prendre le temps qu'il faut.

M : oui justement, aux premières U.E.E.H. en 79, et dans le GLH., on n'était que des gars, mais très rapidement, on s'est dit qu'il fallait pas se déconnecter des combats que les femmes mènent, que tout était parti de là, on a les mêmes luttes, le patriarcat c'est ce qui nous pourrit la vie depuis des siècles des siècles, donc lutter ensemble, c'est essentiel. Et forcément c'est le même combat, parce que si les hommes se font traiter d'enculés par exemple, c'est bien parce qu'ils ne se conforment pas aux modèles phallocratiques, c'est vraiment un combat qui est toujours à la pointe.

M: Oui merci pour ton intervention, si on ne change pas nous- mêmes, parce qu'on a toujours des choses à déconstruire, et bien on n'avances moins bien. C'est aussi un féminisme du quotidien qu'on essaie de vivre. Par exemple me demander si moi en tant que mec, à quel endroit je jouis de mes privilèges de mec, même si je suis discriminé parce que je suis pédé par ailleurs, quand je suis avec des meufs est-ce que je leur coupe pas la parole plus que d'habitude, parce que tout simplement j'ai été élevé comme ça, et éduqué à ça ? Et du coup les U.E.E.H. ça peut être un espace assez déstabilisant sur ce point de vue-là parce que ça vient bousculer nos constructions identitaires et de genre. Mais c'est ça qu'on cherche aussi ça. C'est pour ça qu'on essaie de construire un espace inclusif avec de la bienveillance.. C'est aussi dans ce sens-là qu'on parle de féminisme, qu'on s'appelle féministe aux U.E.E.H.... Est-ce que quelqu'unE veut discuter cette question ou la confronter ? Parce que c'est important de confronter les points de vue aussi. Non ?

M : Bon. Voilà j'espère qu'on a traversé l'ensemble des dimensions des Universités d'Eté Euro-Méditerranéennes des Homosexualités, et puis on espère que vous avez passé un bon moment en tout cas moi je passe un bon moment (rires) merci à vous beaucoup et bienvenue aux U.E.E.H. si vous comptez vivre l'expérience !





## **6<sup>ème</sup> PARTIE.**

# **Dynamiques internationales de prévention et de lutte contre le sida 30 ans après la découverte du virus**

## ■ Que la mémoire vive !

*Par Bruno Spire (président de AIDES)*

Je pourrais en parler pendant des heures. Au départ, la lutte contre le sida était une alliance des personnes concernées, des proches et des soignants et non-soignant, notamment à Marseille. Le mouvement AIDES n'était pas identitaire. Des homosexuels se sont mobilisés dans les années 80, puis Il y a eu l'arrivée des usagers de drogues dans les années 90, des migrants dans les années 2000 et plus récemment, des personnes trans. Mais est arrivée aussi une nouvelle génération de gays désirant un autre discours sur la prévention, qui en avait assez de la vision stigmatisante qui culpabilisait ceux qui ne mettaient pas de préservatifs, ou pas tout le temps. Cela a généré des mobilisations. La colère crée de l'engagement dans la lutte contre le sida. Daniel Defert disait aussi que le sida est un révélateur social. Les personnes vivant avec le VIH appartiennent, comme par hasard, quasiment tous à un groupe stigmatisé. C'est ça qui génère notre particularité : le VIH est une maladie qui se transmet par des pratiques moralement condamnables par une partie de la société ! Au début de l'épidémie, nous étions horrifiés par l'utilisation du terme « groupe à risques ». Maintenant c'est l'inverse, quand on voit que les moyens de prévention sont répartis au hasard, sans vigilance, sur n'importe qu'elle population sans distinction on est scandalisés parce que c'est de l'argent jeté par les fenêtres. Il faut aller vers les populations les plus concernées dont les gays. Le sida c'est aussi nous et il faut l'assumer. Ce qui est scandaleux, c'est qu'un gay a 200 fois plus de risques de contracter le virus que la population générale. Plutôt que de le cacher, il faut s'en servir pour continuer à se battre.

L'autre changement, c'est l'amélioration de la vie des personnes vivant avec le VIH (PVVIH). Cela n'a plus rien à voir avec les années 80. Mais il y a encore cette image de mort imminente, preuve de la différence entre l'évolution des mentalités, lente, et celle du médical, plus rapide. Coté prévention, il a fallu entendre l'utilisation non-systématique du préservatif.

Il a fallu se battre donc pour obtenir d'autres outils de prévention. Aujourd'hui, alors que les traitements réduisent considérablement les risques de transmission, la prévention sexuelle c'est : capote + dépistage + traitement. Aujourd'hui, annoncer une séropositivité à quelqu'un c'est sauver une vie, à condition qu'elle puisse accéder et se maintenir dans le soin. »

## **7<sup>ème</sup> PARTIE.**

# **L'activisme queer arabe ou la convergence des luttes : Des frontières géographiques à celles du genre**

- **Dynamiques organisationnelles des collectifs queers arabes**

- **L'activisme palestinien ou le pinkwashing**

## ▪ **Medias & littérature queer arabes**



## **8<sup>ème</sup> PARTIE.**

# **Archives et Centres documentaires LGBT en France, en Europe et aux USA**

## *Accueil de Mme Jacqueline Ursch (directrice des Archives Deptales)*

### **(Transcription de l'oral)**

Bonjour à tous. Aujourd'hui nous allons parler de centres de documentation, d'archives, de l'idée de rassembler des documents sur l'histoire de l'homosexualité. Et cela me semble très bien que cela se fasse ici, aux Archives départementales, puisque nous faisons aussi cela, de rassembler les documents. Nous, sur l'histoire du département. A vous tous, je souhaite la bienvenue, une bonne après midi d'échanges, de réflexions. Tout cela pour aboutir, peut être, ce soir, à un projet visant à rassembler toute cette documentation.

Les Archives départementales, c'est d'abord la production administrative du département. Je précise que l'on commence en l'An 814. Ce qui est extraordinaire, il y a un fond formidable. Nous avons aujourd'hui, quelques 54 kilomètres de documents, repartis entre deux bâtiments. Celui où nous sommes aujourd'hui, qui est le plus grand, et un autre sur Aix en Provence. Bien sur, ce sont les archives publiques notre principale matière, mais aussi, et c'est très important pour nous, des archives privées, associatives, familiales, d'entreprises, d'architectes..... qui viennent compléter les fonds publics. C'est-à-dire qui nous donnent des informations que l'on ne trouverait pas dans les fonds publics. Mais bien sur, ces archives doivent concerner le département. C'est de l'écrit, de la photographie, de la vidéo, du témoignage oral, les archives c'est vaste. Mais ce n'est pas une bibliothèque, c'est la petite différence qu'il faut avoir en tête. Car nous ne prenons pas des bibliothèques, ce n'est pas notre mission, notre objet. Merci.

## ■ Pourquoi organiser ce débat dans le cadre de l'Europride ?

*Christian*

Simplement parce qu'il valait la peine de le faire, de rassembler ceux qui voulaient venir pour parler de cela. Nous n'avons pas de prétention particulière. Nous posons une question qui est en France un serpent de mer. Que faisons-nous, que ferons-nous avec toutes ces initiatives de rassemblement de documentation ? Des chercheurs nous contactent. De plus en plus d'entre eux ont le désir ou le besoin de venir vers ces documents. Est-il possible que cela continue à être confidentiel ? Que ceci soit découvert par le hasard des circonstances et des relations ? Ne faut-il pas le rendre davantage ouvert ? Ne faut-il pas créer des réseaux qui permettent par internet de savoir que ce qui ne se trouve pas dans telle ville se trouve dans telle autre ? Ne faut-il pas organiser l'hébergement des fonds qui doivent l'être ? Ne faut-il pas encourager la protection et le don des fonds documentaires ? Ne faut-il pas aussi protéger les archivistes, s'ils souhaitent continuer à détenir lorsqu'ils travaillent sur leur documentation et continuent à enrichir sans arrêt la documentation rassemblée.

### **Nous sommes nombreux à rassembler de la documentation.**

Vous êtes nombreux à attendre que quelque chose se passe dans ce domaine. Les présents aujourd'hui témoignent de cette attente. Mais il nous faut penser à tous ceux qui ne sont pas là, quelle est leur attente ? Enormément de documents ne sont pas rassemblés, pour l'essentiel ils ont disparu corps et bien, vendus, brûlés, dispersés par les proches. Avec eux, une grande partie de notre mémoire a disparu. Une partie de cette mémoire pourra être recomposée par des chercheurs, mais une petite partie seulement. Tant et tant de décennies de « notre » histoire sont des trous noirs. Comme des fourmis, les uns et les autres ont rassemblé des documents, patiemment, sur de nombreuses années, des petits rien, mais ces petits rien font sens sur une longue période, mais aussi des documents majeurs qui aujourd'hui sont extrêmement précieux. Il était difficile sur le moment de savoir que le texte du docteur Carpentier, Six millions de

pervers ou les différentes revues (Arcadie, Masques, Gai-Pied et toutes celles qui suivront) auraient de l'importance. Lorsque l'Université d'été homosexuelle rassemblait tant de futurs animateurs de la vie militante homosexuelle, qui avait l'idée d'enregistrer et de transcrire leurs propos. A titre personnel, j'ai longtemps communiqué avec Pierre Seel, survivant de la déportation homosexuelle. Je rencontre avec plaisir en ce moment un nonagénaire marseillais qui est un ancien d'Arcadie, toujours en contact avec André Baudry ! Ce sont des moments privilégiés. Vous avez tous des moments forts à dans votre expérience de collecte de la documentation.

**A l'heure d'internet notre demande a-t-elle un sens ?** Nous entendons tant de personnes qui nous disent aujourd'hui qu'à l'heure d'internet, ce que nous faisons n'a plus d'utilité. Nous nous interrogeons bien sûr là-dessus, mais nous sommes sûrs qu'internet est justement l'occasion de valoriser et de démultiplier.

**Ceux qui sont ici.** Parmi ceux qui sont ici (ou qui ont souhaité venir mais n'ont pas pu). Il y a parmi les centres de ressources français qui concerne les textes anciens (avec GKC), la mémoire militante des 40 dernières années (avec l'Académie Gay et lesbienne à Vitry, le centre de documentation de Lyon, Mémoire des sexualités à Marseille), le sida (avec Sida : fonds pour la mémoire), la transidentité (avec l'Observatoire des transidentités), etc. Il y a les centres de ressources de pays proches ou semblables, d'Amsterdam, de Bologne ou de San Francisco. Leurs exemples sont remarquables souvent, ils peuvent nous montrer la voie.

**Les questions que nous vous proposons de nous poser ensemble : Qui sommes-nous ? Que faisons-nous ?** Il y a parmi nous ceux qui rassemblent de la documentation. Et ceux qui exploitent ces documents que vous avez organisés et rassemblés. Certains ont su aller chercher des textes beaucoup plus anciens, les textes oubliés de la fin du XIXème siècle ou du début du XXème.

**Que souhaitons-nous ?** Chacun doit-il s'organiser seul comme il le peut ? Des réseaux peuvent-ils s'organiser ? Faut-il imaginer une mise en réseau général ?

### **Mémoire des sexualités c'est quoi ?**

- 35 ans de mémoire militante à Marseille certes, mais bien au-delà
- Textes, articles de presse, documents associatifs
- Livres
- Affiches
- Revues payantes et gratuites françaises collectées systématiquement
- Des Actes des Universités d'été homosexuelles au début des années 2000
- Des documentaires et des films
- Les donations de telle ou telle personnalité (comme Daniel Guérin) ou d'associations marseillaises
- C'est une mémoire militante dans la mesure où c'est en tant qu'acteur et que militant que cette mémoire est rassemblée. C'est une mémoire subjective, cette dimension subjective a des limites, mais elle a aussi une richesse.

## ■ Les archives LGBT à la Bibliothèque municipale de Lyon

*Par Michel Chomarat (Bibliothèque municipale, Lyon)*

Depuis 2001, je suis le chargé de mission Mémoire de la ville de Lyon et l'un des conseillers de Gérard Collomb, le sénateur-maire de Lyon. Je suis aussi également directeur des éditions qui portent mon nom et de la collection « Mémoire Active » qui ont publié de nombreux ouvrages relatifs aux questions LGBT. En ce qui concerne le sujet qui nous réunit aujourd'hui, je tiens à rappeler - qu'entre autre - j'ai donné mon propre nom à un fonds à consonance encyclopédique, "Le fonds Michel Chomarat", qui a été déposé en 1992 à la bibliothèque municipale de Lyon. Il rassemble plusieurs dizaines de milliers de documents (livres, périodiques, estampes, photos, manuscrits, CD, DVD, etc.) sur les sujets les plus divers. Il s'enrichit tous les jours, que ce soit par des achats, des dons ou des échanges. Pour ceux qui ne connaissent pas la bibliothèque municipale de Lyon ; très rapidement pour la situer, c'est la deuxième bibliothèque de France, après la BNF, elle conserve plusieurs millions de documents dans une tour de 17 étages face à la gare de la Part-Dieu.

Lors de la première Journée Mondiale de Lutte contre l'Homophobie, le 17 mai 2005, Gérard Collomb m'a demandé ce que l'on pouvait envisager à cette occasion. Afin de pérenniser cette journée dans la durée, je lui ai dit que j'avais dans mes propres collections - à la Bibliothèque de Lyon - énormément de documents, de différents supports, relatifs à l'homosexualité. C'est pour cela que le terme d'archives, en ce qui me concerne, me paraît bien trop restrictif. Je parle plutôt de centre de ressources documentaires LGBT, car se ressourcer - aller aux sources - est un enjeu bien plus décisif notamment pour les jeunes gays et lesbiennes en quête de construction identitaire. Dans mon fonds, on trouve un peu de tout, même des objets ! Normalement les objets sont conservés dans les musées mais lors du premier mariage gay à Bègles en 2004, j'ai ramassé une

partie du riz rose que nous avons jeté avec Act up-Paris, sur les mariés à l'issue de la cérémonie et je l'ai conservé...

## **De la volonté politique**

Depuis de nombreuses années, je participe à ce genre de rencontre mais je crois qu'à un moment, au-delà de la réflexion théorique, il faut qu'il y ait une vraie volonté politique pour faire aboutir nos projets. A Lyon, il y a eu cette volonté politique. Il faut aussi, qu'il y ait des moyens financiers et des moyens humains. Et il faut, quand même, qu'il y ait d'abord des collections. Car souvent en France, on fait plutôt l'inverse, on commence à réfléchir sur d'hypothétiques lieux de conservation, on parle de projets plus importants les uns que les autres, on débat sans discontinuer et puis à la fin, rien de concret ! Je parle de mon exemple, je ne sais pas si c'est le bon, mais c'est un exemple qui fonctionne. Le fonds Chomarot fonctionne depuis maintenant 21 ans, c'est-à-dire presque une génération ! Et en ce qui concerne le point G de la bibliothèque de Lyon, il existe depuis 8 ans maintenant.

À Lyon, il y a eu cette rencontre entre un militant-collectionneur, un Sénateur-Maire, et cette volonté politique d'apporter des moyens. Je ne vous cache pas que l'un des arguments qui a fait pencher la décision politique à Lyon, c'est l'opposition classique Province/Paris. Le centralisme parisien, je crois, à ses limites. A Paris, depuis plusieurs années, nos amis désespèrent de faire quelque chose : de Jean Le Bitoux hier, à Georges-Louis Tin aujourd'hui, on ne compte plus les préfigurations de centres de documentation LGBT restées lettre morte. En ce qui me concerne, en dehors du collectionneur, j'ai toujours été un activiste gay notamment comme l'un des inculpés en 1977 dans l'affaire du Manhattan (notre Stonewall français) qui, avec l'affaire de Marc Croissant, ont permis d'aller jusqu'à la dépénalisation de l'homosexualité en 1982. J'ai également participé à la révolte des prostituées à Lyon, à l'église Saint-Nizier, en 1975. Quand on est militant, la plupart du temps, on est dans l'urgence, dans le conflit, souvent dans l'affect, et on n'a pas le temps ou la volonté d'archiver, de s'archiver soi-même. Et quand il y a des ruptures, qu'elles soient associatives,

affectives ou autres, l'archivage de nos propres actions vient trop souvent après et souvent trop tard. A ce titre, j'interviens très fréquemment dans des situations d'extrême urgence, suite à des ruptures affectives, suite à des décès, suite à des déménagements, ou lors de la disparition de journaux ou la dissolution d'associations. Et j'arrive tant bien que mal avec, excusez l'expression, avec seulement ma "bite et mon couteau", de façon souvent empirique. L'intérêt de la bibliothèque de Lyon, et de cette démarche à la fois publique et privée, c'est son extrême souplesse. Car si vous entrez dans le cadre juridique classique d'une institution, c'est quelque chose d'extrêmement compliqué. Il faut passer par tout un tas de démarches administratives, plus longues les unes que les autres, qui rebutent, la plupart du temps, les meilleures volontés.

Ce qui se passe aujourd'hui à Lyon, j'aimerais que cela fasse école, je regrette que cela n'ait pas pu se faire notamment à Lille ou à Montpellier avec Patrick Cardon. Mon idée, c'est que dans les principales villes de France, il y ait un centre de ressources documentaires LGBT public et toujours au sein d'une institution de la République. Je suis très ferme sur ce point et pour moi ce n'est pas négociable. La République doit nous reconnaître tels que nous sommes au même titre que tous les autres composantes de la société française. A titre d'exemple, à la bibliothèque de Lyon, il y a différents fonds thématiques (chinois, jésuite, Première Guerre Mondiale, etc.). De ce fait, je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas aussi un fonds LGBT. Pour moi, c'est quelque chose de très important que les fonds de ressources documentaires LGBT se trouvent dans une institution publique, car alors il y a de fait une reconnaissance de notre République, une et indivisible...

## **De la pérennisation des fonds**

Ensuite, deuxième point important : la pérennisation. Quand vous vous occupez d'un fonds, conservé dans une institution vous bénéficiez de fait - c'est le cas de la Bibliothèque de Lyon - d'une logistique et des moyens techniques considérables que l'on ne peut pas trouver dans les démarches privées ou associatives. Ainsi à Lyon, je bénéficie d'un service photo, d'une



menuiserie intégrée, d'un service communication, d'un webmaster, etc. On ne peut pas être à la fois militant, menuisier et communicant. Pour ceux qui sont militants ou représentants d'association, on doit se tourner plutôt vers des choses qui existent déjà. L'Alcazar, la grande bibliothèque de Marseille ayant cette logistique, je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas l'équivalent de ce que j'ai fait à Lyon. J'entends parler de centres d'archives, mais des archives, justement, on en fait quoi ? La promotion, la diffusion passe par quoi ? Ainsi, à la bibliothèque de Lyon, on a organisé des expositions sur Michel Foucault, sur Jean Genet (dont j'étais le commissaire), j'ai aussi créé les assises internationales de la Mémoire Gay et Lesbienne.

Le festival de films LGBT Écrans Mixtes est également partenaire en projetant des films en présence des réalisateurs. Tout ça se déroule dans un espace public, c'est-à-dire un espace gratuit, ouvert à tout le monde avec une grande amplitude d'horaires d'ouverture. Ce qui est très important, car on nous reproche souvent notre communautarisme, parfois à juste titre. En 2005, j'ai aussi organisé une exposition sur l'homosexualité dans les collections de la bibliothèque municipale de Lyon intitulée "Follement Gay !". Le succès a été au rendez-vous puisqu'on a eu des milliers de visiteurs de tous âges et de toutes origines. A La bibliothèque de la Part-Dieu, la plus importante à Lyon, il passe chaque année un million de personnes. Imaginez-vous, sans moyen, d'avoir des flux aussi importants et aussi divers ? D'autre part, nos expositions concernant la question LGBT sont systématiquement numérisées. Je vous invite à aller sur le site de la bibliothèque municipale de Lyon, vous avez en ligne les expos dont je viens de parler, que ce soit "Follement Gay !", "Michel Foucault, archives de l'infamie", "Genet ni père ni mère". Elles sont aussi couplées avec des catalogues papier. Par exemple, je suis en train de préparer celui consacré à Jean Genet qui est venu à Lyon pour faire éditer son œuvre chez Barbezat pendant la Deuxième Guerre Mondiale.

Voilà ce que je voulais dire très rapidement, à rappelant l'exemple lyonnais. D'abord, avant tout, il faut avoir des collections, c'est le minimum pour être crédible auprès de nos différents partenaires. Trop souvent à Paris, on commence par réfléchir. J'ai participé à je ne sais combien de comités scientifiques ou à des colloques qui n'ont abouti à pas grand-chose. Après, il

faut qu'il y ait une volonté politique. C'est à nous de créer le rapport de force. Imaginez Jean-Claude Gaudin parmi nous. On ne sait jamais, la vieillesse peut être conseillère... Vu l'état des troupes qui réfléchissent sur les centres de ressources documentaires LGBT en France, en Europe et aux USA, on voit que le rapport de force ne nous est pas très favorable. Il faut aussi négocier, je dirais de façon intelligente car nous sommes chacun d'entre nous ici présents, porteurs d'actions et de vécus très différents. Je suis très heureux d'être ici à Marseille, et je souhaite que Christian de Leusse puisse faire à Marseille la même chose que j'ai réalisée à Lyon. Rêvons un peu : si Lille, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, étaient mis en réseau, nous aurions alors, une lisibilité, un poids non négligeable, et une vraie synergie !

### **De l'intérêt du dépôt**

Entre les dépôts, les dons et les legs, c'est souvent des débats sans fin dans le monde de la mémoire LGBT. Rappelons que le legs se situe après la mort du possédant, il est définitif comme le don, contrairement au dépôt. En ce qui me concerne, pour mon fonds, il s'agit juridiquement "d'un dépôt à usage", c'est-à-dire à l'usage du public. J'en garde la propriété de mon vivant et il se transformera en legs à mon décès. Le dépôt permet une certaine souplesse, contrairement au don où vous pouvez difficilement intervenir après la démarche. En ce qui concerne le centre de ressources gay et lesbiennes de la Bibliothèque de Lyon, il se compose de deux parties : mon fonds, à connotation patrimoniale, au 5e étage, et le point G plus axé sur l'actualité, situé au 3e étage, à l'espace "Société et civilisation". A ce niveau, vous pouvez ainsi emprunter les livres qui si trouvent, français ou étrangers, contrairement au fonds Chomarot où aucun prêt n'est possible. Il est destiné en priorité aux chercheurs, universitaires, ou journalistes. De ce que j'ai vu aujourd'hui des trois centres documentaires ici présents (Amsterdam, Bologne et San Francisco), j'ai eu l'impression qu'il s'agit d'éléments assez récents alors que dans mon fonds, les pièces, qu'elles soient manuscrites ou imprimées, remontent au 16ème siècle comme par exemples le poème de Ronsard sur Henri III, Roi de France, qui pratiquait les "mœurs des peuples étrangers" ou l'iconographie sur les mignons de ce même roi.

## **En conclusion**

Voilà rapidement ce qui s'est fait à Lyon, j'aimerais que ce soit un modèle, une référence, car cela fonctionne et existe depuis de nombreuses années. Il y a ici présent, parmi nous, un acteur (et c'est le moins que l'on puisse dire) qui a été le premier à créer au monde un centre documentaire LGBT à San Francisco, je veux parler de Gérard Koskovich avec qui j'ai entrepris de fructueux échanges. Il en est de même avec l'Académie Gay et Lesbienne à Vitry-sur-Seine. Lorsque que le réseau français aura été créé, nous pourrons envisager une vraie politique d'échanges entre nous. Je suis plutôt hostile à tout concentrer sur Paris car il y a un risque terrible - nous l'avons vu avec Magnus Hirschfeld à Berlin en 1933 - où les nazis, ont, en quelques minutes, détruit l'œuvre de toute une vie. Notre mémoire est extrêmement fragile, elle est entre les mains seulement de quelques militants, pratiquement tous présents ici à Marseille. Nous l'avons bien vu lors du débat sur le mariage gay, nous n'avons rien à attendre de nos ennemis et c'est à nous que revient l'honneur de conserver, de défendre et de restituer notre mémoire et notre histoire !

## ■ SIDA : Fonds pour la Mémoire

*Par Michel Bourelly (Directeur de Sida : fonds pour la Mémoire)*

Le SIDA a 30 ans. Le Fonds pour la Mémoire est un fonds de dotation qui a vu le jour en France fin 2010. Cet après midi dans le cadre de cette EUROPRIDE PHOCEENNE, je vais vous raconter brièvement pourquoi ce fonds et comment ce fonds, et vous parler de façon plus générale sur la mémoire et sur l'histoire du sida et leurs enjeux.

Daniel DEFERT disait à propos de AIDES :

*« Dès le départ, il y a un projet global : celui d'acquérir une expertise sur la maladie et de créer une mobilisation sociale. Tout cela doit être articulé sur une parole des malades pour aboutir sur une mobilisation politique. »*

C'est la base de mon engagement, de nos engagements. Après 20 ans de lutte, avec la difficulté de voir disparaître depuis si longtemps des proches, des amis, des connaissances sans que la marque de leur passage puisse s'inscrire ailleurs que dans nos circonvolutions cérébrales, il nous est apparu à quelques-uns évident qu'il était temps de faire quelque chose autour de cette mémoire.

Nous croyons en la valeur historique et pédagogique du témoignage. En un quart de siècle, le monde a connu une épidémie sans précédent, dont les modes de transmission et la rapidité d'évolution, ont généré des luttes et des avancées dans les domaines de la recherche et de la santé, mais également dans celui des droits sociaux et de la reconnaissance politique pour certaines catégories de citoyens. Notre objectif est de donner à entendre les voix de ceux que l'on pourrait qualifier de survivants au regard des 25 millions de personnes qui sont décédées. Il s'agit de s'inscrire dans une démarche historique, et plus précisément « d'histoire orale », c'est-à-dire une démarche où le témoignage prend une valeur historique : rendre compte d'un événement historique pour que l'expérience devienne exemplaire, pour

qu'elle serve à lutter contre l'ignorance et l'intolérance. Le fonds est géré avec le soutien de AIDES comme garant « historique » et « éthique » de la démarche, comme légitime « dépositaire » et « diffuseur » du fonds d'archives constitué. À titre d'exemple, des quantités de témoignages sur les combats des 50 dernières qui ont abouti cette année au MARIAGE pour tous, en passant par la lutte contre le sida (car OUI, le sida a été et continue à être un des éléments déterminants dans le combat pour la reconnaissance de la place des homosexuels dans la société) sont éparpillés de-ci de-là, et ne sont pas rassemblés dans un lieu unique et centralisé. Depuis des années je collecte, rassemble et dispatche tout ce que nous pouvons avoir les uns et les autres chez nous, ou dans nos locaux, dans nos placards et nos armoires. Est-il normal que le Grand Centre des ARCHIVES GAIES de PARIS n'ait toujours pas vu le jour ?

J'ai choisi AIDES depuis 27 ans pour y lutter contre le sida, j'y ai rencontré mes amours et mes amitiés, j'y ai perdu beaucoup de monde, par le sida ou par d'autres causes. Pour illustrer cette mémoire, et Christian de Leusse ne me démentira pas, (car en 1987 déjà et bien avant d'ailleurs, il était là et j'étais avec AIDES sur un stand aux UEEH), faire de la prévention dans ces années là, parler du sida (à 25 ans), ce n'était pas facile. Organiser une réunion des commerçants gay en 1987 à MARSEILLE (ce que j'ai fait avec Gérard BOURGUE alors Vice président de AIDES) ce n'était pas réaliste, si peu réaliste que personne, je dis bien personne n'est venu. Faire des permanences dans un bar GAY (le KEMPSON) ce n'était vraiment pas cool, les dimanches soirs de 18h à 20h, cette sensation d'être un fantôme, faisait froid dans le dos. C'était même parfois désespérant, comme au salon de l'étudiant en 1987 où la responsable de la communication de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille, qui nous avait prêté un stand, est intervenue auprès du président de AIDES car j'avais l'intention de distribuer... des préservatifs.

Depuis cette période tout a changé. Des traitements sont apparus, plus efficaces, mieux tolérés, de nouveaux outils de prévention aussi, associables, cumulables pour plus de sécurité... et pourtant plus on sait qu'on a les moyens techniques d'arrêter l'épidémie, plus des embuches sont jetées à

travers le monde, le long du chemin de la fin de la maladie. Discriminations en tous genres, pénalisations des gays, des usagers de drogues, des travailleuses et travailleurs du sexe et même de leurs clients. Tout est fait pour que cela ne fonctionne pas.

Dès le début des années sida, le préservatif fut présenté comme le seul « vaccin » contre le sida. Mais vous le savez, il y a toujours des anti-vaccins alors dès que des bribes de traitements pouvant stabiliser l'évolution de la maladie virent le jour, certains revendiquèrent le fait de ne pas porter le préservatif, soit parce qu'ils ne voulaient pas, soit parce qu'ils ne pouvaient pas, soit qu'ils ne le revêtaient pas toujours. C'est alors que dans les mouvements de lutte contre le sida une scission nette vit le jour, d'un côté des tenants du TOUT PRESERVATIF façon ELIOT NESS, de l'autre les VOLONTARISTES façon ROOSEVELT. Pendant des années les premiers ont vilipendé, insulté et indexé ceux qui n'étaient pas dans le bon chemin tels des intégristes lapidant les femmes adultères ; alors qu'en face, parfois artisanalement, sans un soutien clair et net de l'Etat ni même parfois au sein de nos organisations, on essayait de créer des lieux de réflexions et des outils pour diminuer les risques de contamination par voie sexuelle. Puis la science a démontré que les traitements diminuaient considérablement les risques de transmission. Et pourtant, on retrouve encore ces mêmes résistances, ces mêmes volontés de dénigrer ou stigmatiser ceux qui se protègent ou souhaitent se protéger différemment (avec un traitement préventif) et non pas avec un préservatif. Tous les arguments possibles et imaginables sont inventés ou avancés :

- ça ne marche pas à 100%, car bien sûr chacun sait que 100% d'efficacité c'est monnaie courante en médecine, chacun sait qu'un préservatif n'éclate jamais...
- la PreP (prophylaxie pré-exposition) va faire diminuer la prévention « conventionnelle » et faire remonter l'épidémie : faux, la prévention combinée, comprenant la Prep, fait diminuer les risques de contamination dans une communauté donnée et cela a été constaté chez les gays à San Francisco

- les « ostracisants » iront jusqu'à donner des surnoms injurieux à ceux qui utilisent la PreP : « TRUVADA SLUT » (« salope sous Truvada »), engageant n'est-ce pas ?

Je propose à tous ceux ont un avis arrêté, tranché, définitif et opposé à cette voie supplémentaire de réduction des risques, de venir en mission en Afrique auprès de jeunes gays qui tous les jours s'infectent et à qui on ne propose depuis des années que de dérouler un préservatif sur un manche à balais tronqué en guise d'apprentissage de la prévention exclusive. Je leur propose de venir parler de l'utilisation inconditionnelle de préservatifs qui sont en quantité insuffisante ou conservés en plein soleil à 50°C en l'absence de gel dans des pays où l'homosexualité est pénalisée et où il suffit de boire du BAYLEY'S pour être considéré comme gay et être emprisonné. Je leur propose de venir leur dire que ne pas utiliser de préservatif c'est être un fou furieux, un inconscient voire un assassin. Je leur propose de venir leur dire qu'il est hors de question qu'ils aient accès au Traitement préventif car cela ferait d'eux des « salopes sous Truvada ». Je leur propose de venir leur annoncer leur séropositivité. Ces séropositivités sont la résultante de certitudes d'acteurs du Nord et des croyances des politiques du sud. Le sida, a hélas encore de beaux jours devant lui.

OU

Archives et centres documentaires

Je suis directeur de SIDA : Fonds pour la Mémoire qui est un fonds de dotation qui a vu le jour en France fin 2010. Cet après-midi dans le cadre de cette EUROPRIDE phocéenne, je pourrais me borner à vous raconter pourquoi ce fonds et comment ce fonds. Certes je vais le faire mais brièvement, puis je vais vous parler de façon plus générale sur la mémoire et l'histoire du sida.

Comment débiter une intervention sur le sida sans citer Daniel DEFERT qui disait "Dès le départ, il y a un projet global : celui d'acquérir une expertise sur la maladie et de créer une mobilisation sociale. Tout cela doit être

articulé sur une parole des malades pour aboutir sur une mobilisation politique.” C’est la base de mon engagement, de nos engagements.

Après plus de 20 ans au sein de cette même structure, avec la difficulté de voir disparaître depuis si longtemps, des proches, des amis, des connaissances sans que la marque de leur passage puisse s’inscrire ailleurs que dans nos circonvolutions cérébrales encore plus éphémères que nos corps, à quelques uns il nous est apparu évident qu’il était temps de faire quelque chose autour de cette mémoire.

Nous croyons en la valeur historique et pédagogique du témoignage : l’ère du témoin et de l’héritier.

En un quart de siècle, le monde a connu une épidémie sans précédent, dont le mode de transmission et la rapidité d’évolution, a généré des luttes et des avancées dans les domaines de la recherche, et de la santé, mais également dans celui des droits sociaux et de la reconnaissance politique pour certaines catégories de citoyens.

Donner à entendre les voix de ceux que l’on pourrait qualifier de survivants au regard des 25 millions de personnes qui sont décédées tel est notre objectif.

Éviter la vision univoque qui fait souvent le terreau des peurs, des fantasmes, et de l’intolérance.

Les témoignages sont des récits biographiques se référant aux années avant sida, à la rupture du sida, et enfin aux combats et à la reconstruction collective et / ou personnelle.

Il s’agit de s’inscrire dans une démarche historique, et plus précisément « d’histoire orale », c’est-à-dire une démarche où le témoignage prend une valeur historique : rendre compte d’un événement historique pour que l’expérience devienne exemplaire, pour qu’elle serve, et afin de lutter aussi contre l’ignorance et l’intolérance.



Dans le cas de ces 30 années de lutte contre le sida, le fonds d'archives constitue une entrée dans l'histoire de cette période mais surtout un nouvel outil pour continuer la lutte, notamment au niveau international, qui reste après la recherche, l'un des principaux enjeux de la lutte aujourd'hui.

Un fonds géré avec le soutien de AIDES comme garant « historique » et « éthique » de la démarche, comme légitime « dépositaire » et « diffuseur » du fonds d'archives constituées.

Les exigences « historiques » engendrent une démarche accompagnée d'une méthodologie forte.

Mais nécessitent aussi une implication commune et non pas au service de la notoriété d'un seul, à plus forte raison quand cela n'aboutit pas.

Dans ce fonds qui se constitue et qui existe sans argent - à part celui de AIDES et du Conseil Général des Alpes Maritimes (1 500 €) - nous avons essayé d'instiller, de concentrer, de fourrer toutes les valeurs qui font la force des associations qui veulent changer le monde. Donner la parole à ceux qui ont vécu et vivent le sida (qu'ils soient séropositifs, conjoints de séropositifs disparus, médecins ou politiques). Loin d'un discours Narcissique et Unicentré d'une personnalité qui bien que pouvant être brillante attire les financements sans agir.

Est-il normal que le Grand Centre des ARCHIVES GAIES de PARIS n'ait toujours pas vu le jour ?

Des quantités de témoignages des 50 dernières années de ce combat qui a aboutit cette année au MARIAGE pour tous, en passant par la lutte contre le sida (car OUI, le sida a été et est un des éléments déterminants dans le combat pour la reconnaissance de la place des homosexuels dans la société), des quantités de témoignages, dis-je sont éparpillés de-ci de-là, et ne sont pas rassemblés dans un lieu unique et centralisé.

Peu importe que le chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape des souris, et c'est donc un bon chat disait Den Xiao Ping.

Alors trouvons ce chat car pour l'instant il est aux abonnés absents.

Quand on s'occupe de la mémoire on doit apprendre à reconnaître que les cimetières sont remplis de gens indispensables.

J'ai choisi depuis 27 ans AIDES pour y lutter contre le sida, j'y rencontré mes amours et mes amitiés, j'y ai perdu beaucoup de monde, par le sida ou par d'autres causes, la pire des choses pour moi serait qu'après moi des projets s'arrêtent.

Alors depuis des années de façon non structurées (à l'époque où ce qui allait devenir le MUCEM 13 ans plus tard se préparait) puis depuis 3 ans de façon plus organisée, je collecte et rassemble et dispatche tout ce que nous pouvons avoir les uns et les autres chez nous, ou dans nos locaux, dans nos placards et nos armoires et avec d'autres j'essaie que l'histoire du sida puisse être écrite. Rassurez vous, il n'y a pas et n'y aura jamais de FONDS MICHEL BOURRELLY, cela n'aurait aucune utilité.

Je souhaite, nous souhaitons, que cette histoire de la lutte contre le sida soit écrite avec les pièces tangibles et d'époque, et non pas réécrites par des thuriféraires patentés qui bientôt vont nous faire croire que c'est un homme d'affaire qui a découvert le virus du sida.

Ce n'est pas Christian de Leusse qui me démentira, (car en 1987 déjà et bien avant d'ailleurs, il était là et j'étais avec AIDES sur un stand à l'UEH) ces années là, faire de la prévention, parler du sida (à 25 ans), ce n'était pas facile. Organiser une réunion des commerçants gay en 1987 à MARSEILLE (ce que j'ai fait avec Gérard BOURGUE alors Vice président de AIDES) ce n'était pas réaliste, si peu réaliste que personne, je dis bien personne n'est venu. Faire des permanences dans un bar GAY (le KEMPSON) ce n'était vraiment pas cool, les dimanches soirs de 18h à 20h, cette sensation d'être un fantôme, faisait froid dans le dos. C'était même parfois désespérant, comme au salon de l'étudiant en 1987 où nous avions un stand prêté par l'assistance publique des hôpitaux de MARSEILLE. Cette dernière par la voix de la responsable de la communication est intervenue auprès du président de AIDES car j'avais l'intention de distribuer ... des préservatifs.

Alors on peut désormais avec la candeur de certains jeunes activistes blancs et séronégatifs faire fi de tout ce passé, affirmer derechef qu'il n'y a qu'une

voie pour la prévention et que tous ceux qui sont hors de ces clous sont des meurtriers, mais c'est mépriser l'HISTOIRE, cette histoire qui se construit avec des acteurs ou ce qu'ils ont laissé mais aussi avec de la vérité, de l'abnégation, de la fierté, du partage et de l'amour.

## ■ Le T dans la mémoire et dans les archives

*Par Karine Espineira – Docteur en sciences de l’information et de la communication, co-fondatrice de l’Observatoire des Transidentités, Marseille.*

On le sait, mémoires et archives sont indissociables. Dans le cas français, mais on imagine que c’est aussi le cas ailleurs, l’histoire des personnes trans est encore écrite par des *non-trans*. On sent que le danger est d’obtenir des archives uniquement « médicales ». Hier encore je parlais avec le psychologue clinicien Tom Reucher<sup>74</sup> du projet *Vigitrans* qu’il était prêt à porter. Ce projet d’archives trans n’a finalement jamais vu le jour et nous avons peine à l’imaginer aujourd’hui. Pourtant, ce projet nous est nécessaire. Nous devons pourtant œuvrer pour une histoire investie par les personnes trans, pour toutes les personnes trans. Notre histoire doit être trans mais pas que trans nous le savons aussi. Et les transversalités entre nos différentes cultures plaident aussi en ce sens.

Autre point qui plaide pour la nécessité d’archives trans : Une mémoire se perd en partie même si nous pouvons nous appuyer sur les travaux de Meyerowitz<sup>75</sup>, de Namaste<sup>76</sup>, de Foerster<sup>77</sup>, entre autres. On ne parvient à fixer qu’en partie cette réalité méconnue qu’est la culture cabaret transgenre en tant que réseau d’entraide avant la psychiatrie de nos existences. C’est un exemple parmi d’autres.

Nouvelle approche, ma propre recherche, avec mon exploration de la mémoire de l’audiovisuelle à l’Institut National de l’Audiovisuel. Cette

---

74 Voir son site en ligne, URL : <http://syndromedebenjamin.free.fr/tree-menu/menusite2.htm>

75 Joanne Meyerowitz, *How Sex changed. A History of Transsexuality in the United States*, Cambridge-Cumberland : Harvard University Press, 2002, 400 p.

76 Viviane Namaste, 2005, *C’était du spectacle ! : L’histoire des artistes transsexuelles à Montréal, 1955-1985*, Montréal : McGill Queen’s University Press, 2005, 288 p. ; *Sex Change, Social Change : Reflections on Identity, Institutions, and Imperialism*. Toronto : Women’s Press, Canadian Scholars’ Press, 2005, 136 p.

77 Maxime Foerster, *Elle ou lui ? Une histoire des transsexuels en France*, Paris : La Musardine, 2012.

mémoire n'est pas notre disons-le clairement. C'est une mémoire à analyser. Il y a un enjeu méthodologique à pouvoir utiliser ces matériaux. J'ai réuni plus de 800 documents audiovisuels de 1946 à nos jours. Aucun ne relate une mémoire trans sans poser de nombreuses questions à la recherche, en termes d'analyse et de recontextualisation.

J'ai beaucoup pensé au travail de Vito Russo, quand il publie *The celluloid closet*<sup>78</sup> en 1981, démontrant non seulement comment l'homosexualité est représentée au cinéma mais comment elle a passé des filtres et la censure. Il décrit son évolution et la force de cette présence. Car, au on se rend compte que nos subcultures LGBTI font bien partie de la culture commune. Mais nous savons qu'il nous faut la retravailler et non les diffuser sous une forme brute.

Je peux aussi donner l'exemple de *La transyclopedie*<sup>79</sup> : un ouvrage collectif autant qu'un travail d'inventaire que nous voudrions inscrire dans une culture commune. Mais le travail va être de longue haleine. Il est encore fréquent que nos amis LGB établissent des bibliographies compilant les ouvrages de nos « experts » – écrits souvent marqués par une transphobie non dissimulée. Et l'on se retrouve à voir nos « détracteurs » plus cités que nous mêmes alors que nous produisons désormais... Nous plaidons pour des archives communautaires qui soient respectueuses aussi bien l'action associative que la production l'universitaire. Et, ce pourrait être déjà un point de départ.

Je vais conclure sur deux points. En premier lieu sur l'idée du mariage dont nous nous amusons tout à l'heure. Je veux bien me marier mais pas sans avoir étudié le contrat de mariage auparavant (réf. à l'histoire particulière du centre d'archives Arc-en-ciel). Enfin, je veux remercier l'Académie Gay et Lesbienne, car j'ai ressenti une plus grande joie à voir mon premier

---

78 Vito Russo, *The Celluloid Closet: Homosexuality in the Movies*, It Books, réédition de 1987.

79 *La Transyclopedie*, Maud-Yeuse Thomas, Arnaud Alessandrin, Karine Espineira (dir.), éditions des Ailes sur un tracteur, 2012.

ouvrage<sup>80</sup> référencé dans leurs archives que de le voir apparaître dans des catalogues commerciaux.

Un mot décrit mon ressenti : fierté.

---

80 *La Transidentité, de l'espace médiatique à l'espace public*, L'Harmattan, collection Champs Visuels, 2008.

## ■ L'homophobie intellectuelle ou études et archives LGBT : bref historique d'une manie

*Par Patrick Cardon, chercheur auprès de l'association GayKitschCamp, Marseille.*

### ARCHÉOLOGIE

Rassembler des documents sur les sujets LGBT ne date pas d'hier. Parmi les doléances des *Enfans de Sodome* à l'Assemblée Nationale<sup>81</sup>, un des pamphlets de 1790 que nous avons réédité à l'occasion du bicentenaire de la révolution française, puis repris en 2002 sous la forme d'un guide gay de cette époque, nous notons : **art. vi**

*« Il sera mis incessamment sous presse et dans le plus court délai possible, un manuscrit sauvé de l'embrassement de Sodome, ayant pour titre : **Traité élémentaire de l'Antiphysique**, ou Abrégé théorique de cette manie, à l'usage des Prétendants et des jeunes Bardaches : quatre des plus anciens de l'Ordre seront tenus d'en soigner l'impression. »*

Je ne connais pas l'aboutissement de ce projet qui était peut-être présenté à l'époque comme farfelu. Pourtant, peu d'années auparavant (1785), le philosophe libéral britannique Jeremy Bentham, rédigeait un essai sur la pédérastie. Cet essai ne fut imprimé aux USA qu'en 1978 par le chercheur Louis Crompton et traduit et publié par nos soins en 2000<sup>82</sup>.

Il faudra attendre 1885 pour que paraisse une étude qui tentera de faire la synthèse des connaissances de l'époque. Ce sera une partie de « l'Essai terminal » des *Mille et une nuits* de Richard Francis Burton dont la traduction en français est en cours.

---

81 Les *Enfans De Sodome* à l'Assemblée Nationale (1790). QuestionDeGenre/GKC, 2005.

82 Jeremy Bentham, Essai sur la pédérastie (

C'est à la fin XIX<sup>e</sup> que cette passion de collecter ces documents s'affirme et c'est pour cette raison qu'une de nos périodes préférées de réédition est la fin de ce siècle marqué par cette volonté de réunir des témoignages sur ces Enfants de Sodome qu'on préférera appeler dorénavant des invertis et des pédérastes, termes qu'adopteront autant les sciences médicales qui s'intéressent beaucoup au sujet, pour établir leur autorité naissante, que les écrivains avec qui ils collaborent parfois.

En Allemagne, Richard von *Krafft-Ebing* publie en 1886 *Psychopathia Sexualis*, qui sera publié en 1895 par les éd. Carré sous le titre de *Étude médico-légale, psychopathia sexualis : avec recherches spéciales sur l'inversion sexuelle*. C'est bien en Grande-Bretagne que le Dr Havelock-Ellis écrit huit volumes d'*Études de psychologie sexuelle* mais c'est aux USA, et pour un public averti, qu'ils sortiront en 1898. Le volume sur l'inversion fut écrit en collaboration avec le poète John Addington Symonds. Ce sont surtout des études de cas.

Pour les études littéraires, il faudra attendre, en France, le Dr Lacassagne, qui accueille, dès 1894, dans ses *Archives d'anthropologie criminelle* de Lyon, les papiers sur l'unisexualité de l'écrivain d'expression française et d'origine russe Marc-André Raffalovich, installé à Londres. En 1897, ses modestes « notes et observations » deviennent des « Annales » puis des « Chroniques » de l'unisexualité<sup>83</sup>.

Mais c'est Magnus Hirschfeld qui jouera probablement le rôle le plus important : en 1897, il fonde un Comité scientifique humanitaire. Deux ans plus tard, Hirschfeld publie la revue *Jahrbuch für sexuelle Zwischenstufen* (*Annales des sexualités intermédiaires et en particulier de l'homosexualité* (1899-1923). En 1919 il fonde le premier *Institut de sexologie* et participe aussi au scénario du film *Différent des autres* de Richard Oswald. En 1921, il initie la création d'une *Ligue mondiale pour la réforme sexuelle*. Le 6 mai 1933, le premier autodafé nazi est pour ses bibliothèques. Réfugié à Nice, il y décède en 1935, le jour de son anniversaire. Il faut attendre 2010 pour que le Mémorial de la Déportation Homosexuelle et des collectifs niçois lui rendent

---

83 Cf. *Discours littéraire et scientifique fin-de-siècle dans les Archives d'anthropologie criminelle (1886-1914) autour de Marc-André Raffalovich*. Orizons, 2008.



hommage en publiant un opuscule et en déposant une gerbe sur sa tombe alors que depuis 1990, nous rééditons ses *Homosexuels de Berlin* 84. Notre troisième édition, de 2001, comporte un dossier conséquent sur l'aventure extraordinaire de cet homme et en tête-bêche un état des lieux lesbiens de Berlin en 1928 par Ruth Margarete Roellig.

En France, on ne fait pas que publier, on archive aussi d'une manière privée en vue ou non de publication. Il existe par exemple des fonds privés comme celui déposé à la bibliothèque municipale de Troyes de Georges Hérelle qui avait traduit et annoté l'ouvrage du philologue allemand Meier, *l'Histoire de l'amour grec dans l'antiquité*, paru en 1837, traduction qu'il avait publiée sous un pseudonyme (L. R. de Pogey-Castries) en 1930, « augmentée d'un choix de documents originaux et de plusieurs dissertations complémentaires ». Or, ce manuscrit « Nouvelles études sur l'amour grec », resté inédit, n'est pas la simple expression d'une nouvelle curiosité intellectuelle induite par cette traduction, c'est au contraire parce qu'il s'intéressait à ce sujet qu'il a traduit l'ouvrage de Meier. D'ailleurs l'un des trois dossiers de travail rassemblés sous la cote 3257 et intitulé de sa main « Manuscrit sur la pédérastie » a été élaboré à partir des années 1884, donc bien avant la publication de la traduction de *l'Histoire de l'amour grec*. [Bibliothèque municipale de Troyes].

Claude Courouve, en 1975, est à l'origine des premières bibliographies qu'il publie dans des Collection Archives unisexuelles ou des homosexualités dans le cadre de l'ALEPH (Association Laïque pour l'Étude du Problème de l'Homosexualité) puis, en 1977, dans celui du Centre d'Information et de Documentation de l'Homo-sexua-lité. En 1985, il publie un Vocabulaire de l'homosexualité masculine chez Payot.

Au début des années 1980, Franck Arnal, historien, directeur de publication de Gai Pied découvre le fonds de Toulon. Valdo Bouyard et Henri Amouric d'Aix en Provence commencent à dépouiller les fonds d'Aix et surtout de

---

84 Magnus Hirschfeld, *Les Homosexuels de Berlin. Le Troisième Sexe*, traduit et publié en France en 1908 par les éd. Rousset. Rééd. Magnus Hirschfeld /Ruth Maria Roellig, *Les Homosexuels et lesbiennes de Berlin*, 1908. QuestionDeGenre/GKC, 2001.

Marseille (travaux non publiés). Les histoires régionales sont encore les parents pauvres de l'histoire LGBT française<sup>85</sup>.

Le fonds Gai Pied détenu par Gayvox n'a pas trouvé le moyen d'être exploité. Le dernier essai de financement par internet à l'initiative de Jérémie Patinier des éditions LGBT « Des ailes sur un tracteur » a échoué.

## TENTATIVE PARISIENNE

**L'APCADHP.** On trouvera sur le site de l'Académie gaie et lesbienne<sup>86</sup>, tous les éléments des péripéties puis l'échec d'Association de Préfiguration d'un Centre d'Archives et de Documentation Homosexuelles de Paris (APCADHP) confiée à Jean Le Bitoux avec le soutien de la seule ville de Paris pour 100 000 €. J'ai participé aux réunions régulières organisées aux Archives départementales de Paris en 2006 jusqu'à ce que le bureau de cette association de préfiguration refuse de donner quittance de ses comptes. Malgré cela et sans concertation, on apprend que L.-G. Tin est délégué à un nouveau projet par le maire de Paris, ce que me confirme le secrétaire à l'adjoint de la mémoire. La situation bloquée est donc bloquée alors que fin 2005, je proposais, contraint de fermer celui de Lille, mon centre de doc clé en main. Poussé à la retraite par le Ministère de l'Éducation nationale en 2002 (2 ans avant la loi contre les discriminations homophobes) il a fallu que je sauve ma peau et donc je liai ce projet à un emploi qui m'aurait été dévolu. Cette proposition légitime n'a toujours reçu que des réponses grossières.

En 2010, L.-G. Tin organise l'Institut Arc en ciel en instituant deux comités, un comité d'associations et un comité scientifique. Depuis, tous sont aux abonnés absents. L.-G. Tin ne répond pas aux messages depuis 2 ans et lorsque j'ai demandé par le même moyen l'an passé à chacun des élus si l'un d'eux se rendait à Rotterdam pour une rencontre internationale sur les archives où se rendait l'Académie Gay et lesbienne, je n'ai reçu qu'une

---

85 On notera une évolution favorable — limitée au militantisme — avec les travaux de Jeanne Robineau (Rennes), Mickaël Sibalis (histoire des Groupes de libération homosexuelle) et Antoine Idier (Lyon).

86 <http://www.archiveshomo.info>

réponse négative d'un Américain. Ma conclusion est que les personnes nommées et élues ne sont aucunement motivées par les Archives et qu'ils/elles l'ont été non pas pour créer un centre d'archives mais au contraire pour bloquer toute initiative en ce sens.

## TENTATIVE EN RÉGION.

À Montpellier où je pensais pouvoir contribuer à sa réputation jumelle avec celle de Lille de seconde ville gay de France, tout le monde a fait la sourde oreille malgré le soutien déclaré du collectif contre l'homophobie et de la Lesbian and Gay Pride. Une responsable de la bibliothèque est allé jusqu'à me désigner une fille voilée pour me dire : c'est cela que vous voulez ? (soupçon de communautarisme). Je fais publier ma déception dans le *Midi Libre* 87, ce qui n'a pas eu l'heur de plaire. Côté financement de livres, les aides ne vont qu'aux projets économiques générateurs d'emplois, ce qui ne convient pas aux associations à but non lucratifs. Ce n'est qu'après 6 ans d'existence que GayKitschCamp a enfin pu être reconnu comme éditeur en région Languedoc-Roussillon ! Au niveau national, le Centre National des Lettres n'aident que les publications ayant externalisé leur diffusion / distribution.

Il ne restait plus qu'à répondre à l'opportunité qu'offrait Michel Chomarat, chargé de mission « Mémoire » de la Ville de Lyon, qui avait réussi à obtenir un demi poste pour le point G de la Bibliothèque Municipale de Lyon<sup>88</sup>. Il attendait ma candidature. Il me téléphone pour me dire que la balance pencherait vers moi si j'acceptais de joindre mon fonds au sien. Nous avons mangé plusieurs fois ensemble et à Lille et à Lyon, et nous semblions d'accord. Mon travail sur le fonds Lacassagne de Lyon (ma thèse) avait bénéficié d'un numéro spécial de sa très élégante revue « Mémoire gaie » (2001) et ma participation aux Assises de 2002<sup>89</sup> était parue... Ma candidature fut refusée sans qu'on ne m'en donne aucune raison, ni de la part des membres du jury ni de la part de Michel Chomarat.

---

87 *Midi Libre* 24 février 2007.

88 <http://www.bm-lyon.fr/lepointg>

89 *Mémoire gay* : actes des premières Assises nationales, Bibliothèque Municipale de Lyon, 2002.

Autre occasion, le MUCEM (Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée) de Marseille. Nous devions prendre part à l'exposition *Le Bazar du genre. Masculin/féminin en Méditerranée* présentée par Denis Chevallier mais cette participation fut annulée au dernier moment. Nous attendons toujours le rapport que le directeur M. Muzzarelli a demandé à ses collaborateurs sur ma proposition de collaboration. L'un d'entre eux me déclare qu'il est déjà chargé du fonds SIDA et un autre que le dépôt d'un fonds ne peut pas être lié à un emploi. Des rencontres sont promises mais toujours reportées. Les tractations continuent...

## **CONCLUSIONS PROVISOIRES.**

La population LGBT ne souffre pas que d'homophobie physique basée sur les insultes, les coups et les blessures. Elle est victime aussi d'homophobie intellectuelle. Elle a droit à la compassion (sida, homophobie, discrimination, extermination) mais pas à la mémoire ordinaire que pourrait conserver un organisme semblable à un ethnopole. Mais ethnopole suppose que la population LGBT soit vraiment considérée comme une population autre qu'à risque (comme on dit pour la transfusion sanguine) mais une population à part entière avec aussi sa culture du plaisir.

Grossièrement, deux conceptions du mouvement LGBT se sont affrontées ces dernières années qui ont leurs racines bien avant : une conception victimiste qui s'est traduit par la reconnaissance puis le financement d'associations contre les discriminations et pour le souvenir des déportés ; une conception de l'histoire des plaisirs qui a du, comme autrefois, se mettre à la remorque d'un mouvement féministe de plus en plus moraliste (pudibond, anti prostitution et anti pornographique) et qui s'est engouffré dans la théorie du genre ouverte par les LGBT en éliminant peu ou prou ces derniers. Ces deux conceptions, qui auraient du se compléter (l'une pour la résistance et l'autre pour la vie, l'espoir), ont été instrumentalisées certainement de l'extérieur par les institutions mais surtout par les acteurs eux-mêmes.

## **GAYKITSCHCAMP.**

Devant cette paralysie, GayKitschCamp a exposé la mémoire LGBT à Lille, de 1991 à 2006, grâce à des collectivités locales de gauche qui finançaient ses activités alors que les associations de Paris ne recevaient aucune aide de ses élus majoritairement de droite. Elle fut une des premières avec la ville de Tours à reprendre la tradition des festivals de films LGBT. Après avoir présenté des centaines de films au cours de son festival ou des semaines culturelles GayPride, GayKitschCamp se limite actuellement dans le cadre des éditions QuestionDeGenre/GKC à la réédition scientifique d'ouvrages introuvables de l'histoire LGBT au rythme de 3 ou 4 par an suivant les disponibilités et les motivations de ses collaborateurs.

## LIGNE EDITORIALE

Depuis 1989, la ligne éditoriale des éditions QuestionDeGenre/GKC est de remettre à la disposition des chercheurs, des étudiants et des amateurs d'histoire littéraire homosexuelle, des textes devenus introuvables. Très en phase avec l'actualité, elle a publié à l'occasion du bicentenaire de la révolution française un ensemble de pamphlets réunis sous le titre du premier : *Les Enfants de Sodome à l'A. N., 1790*.

Une des premières collections a été la collection UNIVERSITÉ qui rendait compte des conférences à la Sorbonne, organisées par le Groupe de Recherches et d'Études sur les Homosexuels dirigé par Rommel Mendès-Leite, l'inventeur en France de la Question du Genre développée dans *Homosexualité & lesbianisme: mythes, mémoires, historiographes*<sup>90</sup>. D'autres titres parurent sur l'histoire et la sociologie. L'un fut le premier à traiter courageusement les relations entre *Homosexualités et Sida*<sup>91</sup> (1991). Mais les chercheurs universitaires se virent bientôt proposer des collections chez une maison d'édition assurant une diffusion plus large : L'Harmattan. De nombreux textes n'intéressant pas les universitaires restaient à dénicher ou à

---

90 *Homosexualité & lesbianisme: mythes, mémoires, historiographes* : actes du colloque international, Sorbonne 1er et 2 décembre 1989. Cahiers GKC 1990 (3 volumes) ; *Un Sujet inclassable. Perspectives sociologiques, juridiques et littéraires des homosexualités*. Lille, GKC, 1994.

91 Michael Pollak et al., *Homosexualités Et Sida*. Actes Du Colloque International, 12 Et 13 Avril 1991. GKC, 1991.

interpréter. Mirande Lucien se spécialisa dans la redécouverte de l'écrivain belge Georges Eekhoud, effort couronné par l'exposition récente autour des Gay Games d'Anvers ; Thierry Martin continuait à révolutionner l'approche de genre de la littérature médiévale et faire accepter le double langage du jobelin de ses *Trois Essais sur la littérature médiévale*<sup>92</sup> à sa traduction moderne de la *Farce de Pathelin*<sup>93</sup>.

Plus récemment, à l'occasion du mariage pour tous, *M. Antinoüs et M<sup>me</sup> Sappho*<sup>94</sup> de Luis d'Herdy, 1899 présenté par Marie-France David-de Palacio et qui eut la faveur d'un édito du *Monde des Livres* ; de même et en réponse à la "Manif pour tous", la réédition du *Rapport contre la normalité*<sup>95</sup> du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire de 1971. QuestionDeGenre/GKC publie aussi des textes contemporains, tel le premier témoignage tunisien autobiographique de l'écrivain récemment décédé (Eyet Chékib-Djaziri, *Un Poisson sur la balançoire* et *Une promesse de bonheur*<sup>96</sup>). En juin, Marie-France David-de Palacio réitère en présentant, cette fois-ci avec Patrick Cardon, *La Fille manquée*<sup>97</sup> de Han Ryner (1903). Pour la rentrée est prévue la réédition du *Troisième Sexe* de Willy (Henry Gauthier-Villars) (1927) qui ouvrira une série de publications de sa « fabrique » signées Menalkas (*Ersatz d'amour*, 1923 et *Le Naufragé*, 1924, deux volumes pour un même roman d'amour entre un artiste français et un officier allemand pendant la première guerre mondiale), ainsi que d'autres ouvrages relevant de la littérature « art déco », *Des Fredi* de Max des Vignons (*Fredi à l'école*, *Fredi en ménage* et *Fredi s'amuse*, 1929-1930) dont la réunion des dessins réservés aux éditions de luxe a nécessité la collaboration de trois collectionneurs internationaux, jusqu'au *Poiss' d'or* d'Alec Scouffi (1929), auteur d'origine égyptienne mort assassiné dans son appartement ainsi que Patrick Modiano le raconte dans ses *Boutiques obscures*, en passant par *Ces Messieurs du Sens interdits* de Marilli de Saint-Yves (1933) et pourquoi pas *Chez les mauvais garçons* de Du Coglay

---

92 Thierry Martin, *Trois Essais sur la sexualité médiévale*. QuestionDeGenre/GKC, 2000.

93 Triboulet, *La Farce De Pathelin*. QuestionDeGenre/GKC, 2011.

94 Luis d'Herdy, *M. Antinoüs et M<sup>me</sup> Sappho* (1899). QuestionDeGenre/GKC, 2013.

95 FHAR, *Rapport contre la normalité*. QuestionDeGenre/GKC, 2013.

96 Eyet-Chékib Djaziri, *Un Poisson sur la balançoire ; Une Promesse de douleur et de sang*. QuestionDeGenre/GKC, 1998.

97 Han Ryner, *La Fille manquée* (1903). QuestionDeGenre/GKC, 2013.

(1937)? En ce qui concerne les rares fictions contemporaines que nous éditons, nous avons choisi l'étonnant séjour au Maroc de l'*Aller sans retour pour Tanger* 98 de Pierre Morvilliers. Le 80<sup>e</sup> numéro devrait paraître à la fin de cette année. Il s'agit d'une bibliographie homosexuelle de 1927 présentée allègrement par le premier mari de Colette, Willy sous le titre de *3<sup>e</sup> Sexe*. Willy n'étant pas gay mais de culture gay, il nous faudra utiliser toute la panoplie de l'approche genre qui est la caractéristique de GayKitschCamp depuis ses débuts en 1991 pour retirer des pépites de ce chantier en cours, celui annoncé par le FHAR en 1971 : « une vision homosexuelle du monde » (et sa révision des canons hétérocentrés).

Catalogue sur <http://gaykitschcamp.blogspot.fr>

**QUESTION FINALE** : combien de livres devra-ton encore éditer pour enfin être pris, un jour, au sérieux ?

## ■ **Montrer le Passé Queer : Le Cas du Musée Historique LGBT<sup>99</sup>**

*Par Gérard Koskovich (Musée LGBT de San Francisco)*

Dans le Quartier de Castro à San Francisco, une devanture, dissimulée entre un bar gay dansant et une pharmacie pourrait, au premier coup d'œil, sembler n'être rien de plus qu'un banal commerce du quartier. Pourtant l'établissement en question a attiré les médias internationaux et 10 000 visiteurs à travers le monde depuis janvier 2011. C'est à ce moment et à cet endroit que le Gay, Lesbian, Bisexual, Transgender History Museum a ouvert ses portes. Sur une surface de seulement 150 mètres carré, cet espace est loin d'être monumental. L'intérêt ne vient clairement pas de la taille. L'une des clés pour comprendre l'attention que le musée a suscitée est l'invisibilité générale de l'expérience LGBT dans les lieux publics où les sociétés transmettent leurs histoires ; une deuxième est la reconnaissance croissante, de la part tant des personnes LGBT que des non-LGBT, du fait que cette absence est préjudiciable puisqu'elle renforce notre marginalisation sociale et culturelle. A partir de ces facteurs, l'ouverture d'un musée queer, où qu'il se situe, mérite d'être remarquée. Dans le cas du Musée d'Histoire LGBT, les circonstances spécifiques à San Francisco ont également joué un rôle. Le musée est financé par la GLBT Historical Society, un centre d'archives fondé en 1985. Aujourd'hui, j'aimerais, devant vous, donner un sens à l'interconnection qui lie le travail des archives et celui du musée. Je soulignerai aussi la généalogie du musée, j'aborderai ses programmes et ses publics et j'évoquerai la cause défendue dans notre travail.

---

<sup>99</sup> « **Putting the Queer Past on Display - The Case of The GLBT History Museum** » par Gerard Koskovich - Texte présenté au Forum Euroméditerranéen LGBT du Collectif IDEM pour l'Europride 2013, à Marseille. Copyright © 2013 Ray Gerard Koskovich; tous droits réservés. Ne peut être publié, mis en ligne ou toute autre forme de diffusion sans autorisation écrite. Contacter Gerard Koskovich à l'adresse mail : [gkoskovich@gmail.com](mailto:gkoskovich@gmail.com).



## **Historical Context**

Le LGBT History Museum est l'une des premières institutions de ce genre, mais certainement pas la plus ancienne. D'après mes informations, une recherche historique systématique sur le sujet devrait être publiée, mais l'on peut déjà identifier un ancêtre lointain. Le premier effort connu pour combler le vide du queer dans le monde des musées date de 1919, lorsque le Docteur Magnus Hirschfeld (1868-1935) crée l'institut pour la Science Sexuelle à Berlin.

L'une des initiatives les plus visibles de l'Institut consistait en un musée interdisciplinaire mettant en lumière la diversité des identités sexuelles, leurs habitudes et leurs comportements à travers le monde. Bien que les vitrines ne soit pas uniquement dévolues à ce que l'on appellerait aujourd'hui les personnes LGBT, elles donnent une place de choix aux vies des homosexuels et des transgenres, en faisant d'elles, pour la première fois, un sujet de représentation au sein d'une salle de musée. Le musée avait aussi pour fonction de donner un visage public à l'une des autres initiatives majeures de l'institut : ses archives et sa bibliothèque de recherche.

L'institut pour la Science Sexuelle fut détruit par les Nazis peu après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Mais sa mémoire a perduré à travers l'impulsion qu'elle a donné aux archives LGBT établis dans différents pays à partir de l'ère de la libération homosexuelle, au début des années 1970. En tant que membre fondateur de la GLBT Historical Society, je peux témoigner que nous étions très certainement conscients de faire partie d'un vaste mouvement archivistique pensé en partie pour réparer la perte de l'Institut d'Hirschfeld. Notre musée et nos archives à San Francisco ont par conséquent puisé leurs racines au sein du premier mouvement pour l'émancipation homosexuelle en Europe.

## **The GLBT Historical Society**

Abordons maintenant la filiation directe du LGBT History Museum. Comme je l'ai évoqué tout à l'heure, le musée est un projet du LGBT Historical Society, fondé en 1985 pour documenter les communautés LGBT et éduquer le public sur leur histoire. Les toutes premières collections de la société étaient localisées dans l'appartement de l'un des fondateurs : Willie Walker (1949-2004). La priorité de cette première période était la collecte de matériaux historiques. Après presque 30 ans de collectes, les archives de l'Historical Society sont aujourd'hui parmi les plus vastes des Etats Unis. La majorité des documents proviennent de Californie du Nord, région peuplée de 14,5 millions de personnes et possédant une riche histoire LGBT – néanmoins plus brève que celle conservée dans les centres Européens, puisqu'elle ne remonte qu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle.

## **From Archives to Museum**

Comme les commentaires le suggèrent, la LGBT Historical Society a dès le début du projet collaboré avec des chercheurs. L'idée que nous devrions créer un musée a, au contraire, émergé progressivement. Durant les premières années de ses vingt ans d'existence, la société n'a organisé qu'occasionnellement des expositions. La plupart d'entre elles étaient modestes, mais certaines furent plus ambitieuses. Par exemple, de 1999 à 2001, l'Historical Society finançait les expositions annuelles de la Gay Pride, intitulées « Défendre l'Histoire de la Communauté ». Des groupes de travail issus des différentes populations LGBT venaient, ensemble, organiser les présentations des vitrines. Le succès populaire de l'exposition a été l'un des facteurs qui ont conduit le GLBT Historical Society à donner la priorité aux expositions. Nous sommes sur le point de reconnaître que les archives sont au fondement de l'institution – mais leur intérêt s'adresse principalement aux scolaires et aux passionnés déjà conquis. Pour toucher un public plus large, nous avons progressivement vu émerger la nécessité de raconter des histoires touchantes à travers une forme et un cadre plus accessibles à ceux dont l'intérêt est plus occasionnel.

La société a acté cette observation en 2003 quand elle s'est déplacée dans un nouveau lieu possédant une pièce pouvant servir de premier espace d'exposition entièrement dédié. Les expositions qui y étaient organisées ont attiré l'attention des médias et ont été très bien reçues. Au même moment, cet espace, situé au deuxième étage d'un ancien bâtiment industriel, a commencé à montrer ses limites : son emplacement n'était particulièrement fréquenté ni par des résidents LGBT, ni par les touristes, et il n'était pas facilement visible depuis la rue.

À l'occasion de la sortie du film *Harvey Milk*, de Gus Van Sant, en 2008, la LGBT Historical Society a décidé de remédier à ces problèmes en ouvrant un musée temporaire dans une petite galerie au croisement de Castro et de la 18<sup>ème</sup> rue, en plein cœur du quartier gay mondialement célèbre de San Francisco. L'espace a servi à monter une exposition appelée « Un combat passionné : Dynamiques de l'histoire LGBT de San Francisco », qui retraçait un siècle de vie LGBT dans la ville à travers quatre principaux thèmes: Lieux, Politiques, Plaisirs, Personnes. Au cours de ses 11 mois d'existence, "Un Combat passionné" a attiré presque 25 000 visiteurs. Notre galerie du centre ville, depuis son ouverture, n'avait jamais approché de tels niveaux de fréquentation, ce qui nous a amené à conclure que Castro était l'endroit le plus adéquat pour toucher ceux pouvant être intéressés à apprendre sur notre histoire. Le nouveau musée nous avait aussi permis de comprendre autre chose : alors que nous pensions attirer principalement des personnes LGBT de notre région, nous avons eu la surprise de découvrir que plus de la moitié des visiteurs étaient en fait des touristes, avec une proportion significative de non LGBT. Enfin, nous avons eu la joie de constater que les LGBT aussi bien jeunes que plus âgés venaient en nombre considérable. Par conséquent, nous avons acquis une meilleure compréhension des publics et des objectifs d'un musée queer. Nous avons plus clairement repéré qu'un tel musée pouvait aider à réduire le fossé qui retire aux plus anciens l'honneur qu'ils méritent et laisse la jeunesse queer sans moyen d'apprécier l'héritage légué par les personnes LGBT qui les ont précédé. Nous avons aussi constaté que le musée était un cadre où les personnes non LGBT pourrait apprendre sur notre histoire - nous pouvions aussi tirer profit de la forte

attractivité touristique de San Francisco pour faire que cette transmission de connaissances ait une portée mondiale.

### **The GLBT History Museum.**

Un an et demi après la fermeture de la galerie temporaire, la LGBT Historical Society a finalement ouvert un musée pérenne et autonome dans le Quartier de Castro. Situé dans une plus grande galerie, la surface du LGBT History Museum a été remodelé selon nos spécificités, avec une entrée, trois sections d'expositions et une petite boutique. Comme vous pouvez le voir sur ces photos, la présentation est assez soignée, mais loin d'être luxuriante. A mesure que le musée grandit, nous espérons récolter des fonds qui nous permettraient de développer une scénographie plus sophistiquée et des interfaces multimédias.

Depuis que le musée a ouvert, voilà deux ans et demi, l'institution est devenue une maison prospère pour l'histoire publique queer, attirant environ 15 000 visiteurs par ans, selon une proportion estimée de 70% de touristes pour 30% de locaux. En plus de l'exposition permanence, le musée organise des expositions temporaires durant trois à six mois. Un audioguide est disponible en quatre langues – et des guides bénévoles organisent un grand nombre de visites pour les groupes, depuis les scolaires jusqu'aux maisons de retraites. Le musée a enfin financé des douzaines de programmes publics.

Passons maintenant à la réponse des medias, et laissez-moi remarquer que le simple fait que le Musée LGBT ait ouvert dans le célèbre quartier gay de San Francisco a clairement créé un espace de discussion, rassemblant des média du monde entier, ce qui a permis à notre institution de toucher des publics bien plus larges que nos visiteurs actuels. Cette couverture médiatique reflète le fait que San Francisco est perçu dans l'imaginaire international comme une capitale de la vie gay dans le monde. En même temps, la gravité des termes « musée » et « histoire » semble avoir rendu possible, pour les journalistes, les bloggers et les consommateurs de médias, le fait de traiter le

sujet en des termes neutres ou positifs, y compris dans des lieux parfois hostiles à l'homosexualité.

Pour les médias LGBT et friendly, l'ouverture du Musée offre l'opportunité d'affirmer que nous méritons le respect culturel qu'accompagne l'histoire exposée dans le cadre traditionnel d'un musée. Mais des réactions sont aussi venues des idéologues anti-LGBT, notamment d'un blog néo-Nazi en Espagne, d'un site islamiste en Indonésie et d'une radio fondamentaliste chrétienne de la région de San Francisco. Ces attaques suggèrent que même les opposants ont saisi le pouvoir inhérent à l'appropriation de l'histoire.

Pour finir, laissez-moi suggérer qu'en montrant un passé queer qui était auparavant invisible, nous pouvons faire en sorte que le présent des LGBT paraisse moins inévitable. Augmenter notre connaissance de cette histoire nous aide à voir que les régimes politiques, culturels et économiques qui structurent la vie LGBT sont historiquement contingents – nous pouvons ainsi être capable de les transformer à partir de nos actions individuelles et collectives. En représentant de manière critique les récits de l'histoire LGBT dans le cadre d'un musée, nous ne créons pas seulement l'assise d'une plus grande acceptation sociale pour aujourd'hui ; nous aidons aussi à ouvrir la voie, tant pour les LGBT que pour les autres, pour imaginer un futur de plus grande dignité pour tous les membres de la société.

## ■ **Le Centre International d'Archives et d'information Gay et Lesbienne d'Amsterdam**

*Par Jack van der Wel (Homodoc-IHLIA, Pays-Bas)*

### **Une rapide introduction à l'IHLIA**

Homodok, l'ancêtre de l'IHLIA a été créé en 1978 par un groupe d'étudiants et de chercheurs issus de plusieurs universités hollandaises. Leur objectif était de déterrer l'information et la littérature sur l'homosexualité, cachée dans plusieurs bibliothèques et centres de documentation. Ils cherchaient à la rendre accessible au grand public. Dévoiler ces documents au grand jour n'était (et n'est toujours) pas une tâche facile, puisque les informations disponibles concernant notre communauté étaient minimales.

Depuis cette époque, la position des LGBT dans la société a énormément évolué. Nous sommes plus visible - IHLIA l'est aussi beaucoup plus. IHLIA est accueilli, et occupe une place de choix, au sein de la bibliothèque publique d'Amsterdam où nous disposons au sixième étage d'un bureau d'information et d'un espace d'exposition.

Quelques événements marquants et quelques chiffres sur IHLIA :

- IHLIA possède plus de 130 000 livres, périodiques, littérature grise, vidéos, posters, archives, photos, etc...
- IHLIA accueille plus de 4000 visiteurs par an.
- Cela signifie qu'IHLIA est le principal centre d'archives LGBT en Europe.

IHLIA possède différents lieux de stockage pour ses archives, dont la plupart bénéficient d'un contrôle du climat permettant une conservation adéquate.

IHLIA est au service du public, des chercheurs, journalistes, étudiants, e, femmes et hommes politiques, et de quiconque s'intéresse aux questions LGBT. L'IHLIA offre :

- Un accès facile : tout est catalogué (et en ligne) et inscrit sur une base de données
- Des recherches personnalisées : chacun peut déposer une demande spécifique pour avoir accès à des documents que l'ILHIA s'efforcera de rendre disponibles.
- Pour la recherche scientifique : la possibilité pour les chercheurs d'obtenir une autorisation pour accéder aux archives de l'organisation ou aux documents qui ne sont pas présentés au public : quelques pièces uniques du patrimoine LGBT.
- La possibilité de voir, d'apprendre et de se souvenir du patrimoine LGBT à travers des expositions.

## **IHLIA : quatre domaines de priorité**

Bien que nous ayons réalisé de grandes avancées depuis la fondation d'IHLIA il y a 35 ans, nous avons toujours beaucoup de travail à effectuer. Nous avons défini quatre domaines pour notre travail, que j'aimerais partager avec vous. Les quatre domaines sur lesquels nous sommes focalisés sont :

- La société d'aujourd'hui
- La visibilité
- L'urgence
- La collaboration

### ***Première priorité : IHLIA et la société d'aujourd'hui***

Les Pays-Bas possèdent une longue tradition d'émancipation. Le mouvement des femmes et le mouvement gay sont profondément enracinés dans la société Hollandaise. Nous avons travaillé dur pour faire du monde un endroit qui soit sûr pour nous – à la fois pour les individus et pour notre patrimoine collectif LGBT. Et à bien des égards, nous y sommes parvenus.

Par le passé, nous croyions qu'en nous émancipant nous-mêmes, nous pourrions éliminer l'inégalité. Le gouvernement a fait avancer les choses en faisant adopter des lois en faveur de l'égalité des droits. Ces dernières

années cependant, nous avons vu que les revendications se déplaçaient de l'émancipation de la communauté LGBT à l'acceptation de celle-ci par le reste de la société. On n'attend plus de la communauté qu'elle agisse – se battre pour des droits égaux et s'affirmer davantage. On demande aux gens en général de faire une chose : nous accepter. Au contraire, la priorité du mouvement gay était de s'émanciper, on vise aujourd'hui à atteindre l'acceptation sociale. Nous ciblons activement l'environnement non LGBT : les élèves de l'enseignement secondaire, nos voisins et nos collègues de la bibliothèque. Nous organisons des activités pour répondre à ce changement. Dès que le mariage gay a été légalisé aux Pays-Bas, IHLIA a été tout de suite présente pour documenter ce développement historique. Nous avons produit une série de portraits des premiers couples à se marier, qui ont été utilisés pour soulever le débat sur les violences homophobes dans un quartier de l'est d'Amsterdam. Les photos ont été exposées dans des vitrines de magasins et dans des bâtiments publics comme la bibliothèque et l'hôtel de ville. Vient ensuite la question de la sauvegarde de notre patrimoine. Retour sur les années 1930 où les archives et les bibliothèques d'Hirschfeld et de Schorer furent détruites sous le régime Nazi. Par chance, nous avons été capables, avec le soutien du gouvernement Hollandais, de reconstruire la bibliothèque de Shorer à partir de ses listes d'ouvrages et registres.

### ***La deuxième priorité : IHLIA et la visibilité.***

Plus nos droits sont garantis par la loi, plus nous sommes intégrés, plus nous devenons invisibles. C'est une mauvaise chose, puisque l'invisibilité est une forme de déni. IHLIA est elle-même très visible à la bibliothèque publique d'Amsterdam, mais les livres et Dvd à thématiques LGBT sont très invisibles dans les bibliothèques publiques. Nous, à IHLIA, nous avons voulu faire quelque chose à ce propos, nous avons donc introduit les « étagères roses ». Les étagères roses rendent les ouvrages LGBT de fiction ou de non fiction plus accessibles au public – et plus visibles. Les étagères roses réunissent une palette de la littérature la plus intéressante dans ce champ, autant que des films et des documentaires. Il s'agit en quelque sorte d'un canon de l'histoire LGBT et de la littérature moderne. Pourquoi donc avons-nous introduit les étagères roses ?



Une sélection aléatoire de titres de livres issus du catalogue de la bibliothèque d'Amsterdam en donne quelques exemples :

- Jane Rule, *Desert of the Heart*. Description : Deux femmes – une professeure et une aventurière – se rencontrent à Reno et tombent désespérément amoureuses. Elles ont du mal à comprendre leurs émotions. Mot-clé : Romance
- Une recherche sur les films lesbiens parmi les DVD génère 12 titres, et ne parviens pas à inclure *Tipping the Velvet*, qui est disponible à la bibliothèque. Ce film n'est rattaché à aucun mot-clé.
- Une recherche sur les films transsexuels/transgenre ne donne aucun résultat ; une recherche sur le thème transsexuels & DVD génère trois résultats, mais n'inclue pas *Boys don't Cry*, *Hedwig and The Angry Inch*, *Ma Vie en Rose* ou *XXY*, même s'ils sont disponibles à la bibliothèque.

Je pourrais continuer avec d'autres exemples, mais la conclusion est celle là : lorsqu'il s'agit de créer des marqueurs, nous avons un travail énorme à fournir. Certains livres ou DVD au thème LGBT ne peuvent même pas être trouvés. C'est pour cela qu'une organisation comme l'IHLIA est toujours nécessaire –même en 2013- pour faire en sorte que les matériaux LGBT soient accessibles et visibles. IHLIA souhaite travailler avec les fournisseurs pour explorer la manière dont les marqueurs des documents LGBT peuvent être améliorés. Pourtant, tout le monde aux Pays-Bas n'est pas de tout feu tout flamme avec cette idée. La bibliothèque publique de Rotterdam labélise les livres avec un sticker arc en ciel, mais certains auteurs ont protesté, et cela a déclenché un débat. D'un côté, les gens étaient effrayés par le fait que les jeunes gays seraient gênés par le fait de prendre un livre avec un label arc en ciel ou –horreur !- être vu navigant entre les étagères roses. D'un autre côté, la peur de la stigmatisation. Un auteur a même fait la comparaison avec le fait d'être forcé de porter l'étoile de David.

### **Priorité suivante : IHLIA et l'urgence**

“Histoire orale” est la tentative d'enregistrer les histoires de personnes LGBT qui ont connu l'époque où il existait peu de matériaux écrits sur ce

sujet, parce que c'était tabou. Les expériences personnelles et la vie de tous les jours étaient particulièrement invisibles. Les projets d'histoire orale officiels sont relativement coûteux s'ils sont conduits selon les standards académiques. Comme la levée de fond est devenue de plus en plus difficile, IHLIA a commencé à se focaliser sur une nouvelle variation : « les biographies roses ».

Des volontaires ayant suivi une formation écrivent l'histoire des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres plus âgés. En utilisant les interviews, ces volontaires prennent le temps de transformer l'histoire des personnes âgées en livres, en ajoutant des photos et d'autres traces mémorielles. Il est important que ces biographies soient publiées, puisque très peu de personnes sont conscientes de la lutte personnelle et sociale que ces personnes âgées ont menée. Bien que nous ayons fait de grandes avancées dans l'acceptation, nous avons tendance à oublier que nos ancêtres ont évolué dans des circonstances très différentes. Au temps où l'homosexualité était taboue. Et cela a laissé des marques sur ces individus de façons particulières.

Il y a donc ici une réelle urgence : nous avons besoin d'enregistrer les histoires des groupes des personnes âgées qui ne resteront peut-être pas très longtemps parmi nous. Nous ne pouvons courir le risque d'autoriser la disparition de ces histoires inestimables. Ce qui me conduit à parler de notre dernière priorité : IHLIA et la collaboration. Je pense que nous sommes tous d'accord sur l'importance de préserver notre patrimoine. La question est : comment ? Une manière est d'avoir des organisations LGBT comme protectrices exclusives de nos archives. Une autre manière est d'avoir des bibliothèques et des centres de documentation généralistes qui prennent en charge eux-mêmes ces tâches, intégrant notre patrimoine au sein d'institutions conventionnelles. Rendre queer les archives. Nous à IHLIA croyons en une approche double - nous avons besoin des deux simultanément. Dans l'esprit de nous tous qui sommes là aujourd'hui, nous sommes tous responsables de la préservation de notre patrimoine. Et nous devons tous travailler ensemble. IHLIA travaille avec la Bibliothèque Publique d'Amsterdam, l'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam, la bibliothèque de l'Université d'Amsterdam et AdamNet, le

réseau des bibliothèques d'Amsterdam. Malheureusement, aux Pays-Bas, nous avons pu constater qu'avoir une organisation LGBT établie signifiait qu'il y avait une plus faible conscience de la part des archives et bibliothèques grand public. Les exemples les plus notables à cet égard sont la bibliothèque nationale Hollandaise et les Archives Nationales Hollandaise à la Hague. Ces institutions ont clairement exprimé le fait qu'elles ne voyaient pas le besoin de changer.

À IHLIA, nous continuerons à agir en tant que protecteurs de notre patrimoine, utilisant nos ressources propres et notre connaissance dans nos efforts. Et nous continuerons à encourager d'autres organisations à réfléchir sur ce sujet. Après tout, elles ont souvent plus de ressources et de moyens à leurs dispositions que nous. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas travailler ensemble. Et nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres. De la même manière, la collaboration internationale ne peut se faire sans les uns ou les autres. Nous avons besoin de suivre les pas de médias sociaux et de forger des relations au-delà des frontières. Nous ne pouvons offrir la même qualité et le même professionnalisme sans travailler ensemble. En préservant notre patrimoine, je vois notre rôle évoluer vers un autre au sein duquel nous partageons notre expertise et une plateforme. Un bel exemple de cela est le projet que nous avons lancé l'année dernière : Open Up ! C'est une initiative d'IHLIA pour révéler l'histoire de l'émancipation et du développement LGBT en Europe Centrale, de l'Est et du Sud-est. Il prévoit pour cela la numérisation et l'accès par une interface sur Internet d'un vaste éventail de périodiques et d'archives de certaines organisations LGBT nationales et internationales. Nous avons vu l'opportunité de créer une nouvelle collection virtuelle à partir de nos archives qui aurait une cohérence géographique et un sens non seulement pour l'histoire LGBT, mais aussi pour l'histoire Européenne.

- 1) **L'utilité du patrimoine** - Nous avons vu que la valeur du patrimoine n'était pas seulement d'être collecté, apporté dans un lieu et préservé, mais qu'il devait aussi être partagé à un public aussi large que possible.
- 2) **L'utilité pour la communauté LGBT** - nous espérons que l'initiative Open Up ! sera utile à la communauté LGBT de deux principales manières :

- Rendre les mouvements LGBT, les activités et les individus conscients de l'importance de garder notre patrimoine et de l'archiver et, à partir de là, de les encourager à ne pas jeter n'importe quoi ! En même temps, nous cherchons à rendre la matière LGBT plus accessible aux chercheurs, aux historiens du champ social, aux journalistes et aux autres afin que ce savoir à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté puisse être approfondi. Par conséquent, nous espérons qu'Open Up ! sera une ressource précieuse et un outil éducatif.
- Etablir un large réseau de coopération à l'échelle européenne sur la question des archives et de récupération d'informations relatives aux LGBT. Nous espérons que notre initiative autorisera et encouragera les mouvements LGBT à partager une partie de leurs archives et à les ouvrir les uns les autres pour une meilleure connaissance et un meilleur respect de nos patrimoines mutuels. Nous croyons que par ce moyen la communauté LGBT peut devenir plus forte.

Nous n'aurions pas pu atteindre les résultats que nous avons sans la collaboration et le support précieux d'une série d'organisations et de sociétés.

## **La conférence LGBTI ALMS**

La conférence LGBTI ALMS est un autre exemple de collaboration et de construction d'un réseau. ALMS signifie : Archives, Librairies, Museums & Special Collections [Archives, Bibliothèques, Musées et Collections spéciales]. IHLIA a organisé la 4<sup>ème</sup> conférence LGBTI ALMS à la Bibliothèque Publique d'Amsterdam en août 2012. C'était la première conférence LGBTI ALMS en dehors des Etats-Unis. Plus d'une centaine de personnes venant du monde entier (Europe, Afrique du Sud, Canada, Etats Unis et Australie) ont participé à cette conférence. Le but principal était de partager nos expériences à l'égard de la collecte, de la préservation et de l'accès aux histoires des LGBTI. Les sujets abordés : Comment collecter nos histoires ? Comment utiliser les nouveaux media et technologies ? Comment créer des espaces plus inclusifs et accessibles ? Comment rendre queer les archives et les musées ? Comment développer les collaborations ?

L'un des points urgents, pour lequel nous n'avons pour l'instant aucune solution, est de sauvegarder les volumes d'informations échangés sur les sites internet et les media sociaux. Comment allons-nous faire cela ? Les archives traditionnelles luttent avec ce même problème. Et nous sommes conscients que nous ne sommes capable que de sauver une fraction du flot d'informations journalier. Les questions qui apparaissent alors sont celles-ci : Qu'est ce qui vaut la peine d'être sauvegardé ? Comment peut-on le sauvegarder ? Durablement, bien sûr. Comment peut-on le rendre facilement accessible ?

Il s'agit d'un problème qui devrait être abordé plus globalement. Par le réseau ALMS ou au débat que nous avons maintenant. Les sites web et les media sociaux ont depuis longtemps franchi les barrières nationales, et c'est ce qu'en tant que réseaux nous devons accomplir aussi. Ensemble nous pouvons accomplir bien plus que ce que nous pouvons faire individuellement.

Nous nous consacrons de manière égale à nos quatre domaines de priorité, mais il y a un but sous-jacent qui vient toujours en premier : préserver notre patrimoine. Parce que collecter et préserver le passé et le présent informe et inspire le futur.

Merci pour votre attention.

## ■ Le Centre de Ressources LGBT de Bologne

*Par Sara De Giovanni, di Centro di Documentazione «Il Cassero» - LGBT Centre Bologne - Italie*

Le Centre de Ressources LGBT de la ville a commencé en **1983** sous la forme d'une bibliothèque, et sous l'impulsion de la plus grande association gay d'Italie, association gay à l'époque mais aujourd'hui à caractère beaucoup plus LGBT, plus trans-identitaire.

En 1982, Bologne est la première ville à accueillir un centre LGBT. C'est un pas important parce qu'il permet des rencontres, des rassemblements, des convergences des luttes. C'est aussi le premier lieu qui bénéficia de l'aval de l'administration. Son nom est **Il Cassero** en clin d'œil à l'architecture du lieu lui-même qui ressemblait à un château. Toujours en 1982, le 27 juillet, eu lieu la première *gay pride* qui pour l'époque fut une grande fête, une grande démonstration de joie. Et donc, en 1983 la bibliothèque du centre LGBT fut fondée, avec plusieurs objectifs, se donnant plusieurs missions. Au niveau social, politique et culturel. Principalement parce qu'en Italie il était alors dur d'avoir accès à des informations à caractère LGBT, on ne pouvait alors pas se permettre d'entrer dans une librairie et d'y demander un livre à caractère LGBT, homosexuel, bi ou lesbien. La bibliothèque a commencé avec un nombre de personnes assez réduit, quinze personnes qui se chargeaient de la collecte de matériaux, tenue de la bibliothèque, des rayons, des côtes.... L'effort de collecte ne se concentrait pas seulement sur les livres, mais sur tous documents ayant trait à l'histoire du **Cassero**. Que ce soit des posters, des flyers, des photos. Le moindre document était recherché. J'insiste sur le côté militant et politique de la naissance de cette bibliothèque. Nous avons été amené à nous développer, à grandir très vite. En 2002, pour des raisons politiques nous avons changé de lieu. Les politiques locaux ont reconnu la valeur et l'importance pour la ville de cette bibliothèque, de cette association. Elle fut donc transférée dans le quartier culturel de la ville, mais avec le souci de garder le même nom car celui-ci est un vecteur de mémoire et d'histoire.

Aujourd'hui notre bibliothèque est la plus importante d'Italie et une des plus grandes bibliothèques LGBT d'Europe. Elle se donne pour mission, entre autre, d'aider les chercheurs doctorant et chercheurs qui travaillent dans le champ des études LGBT. Nous avons même rejoints le catalogue national inter-université et nous offrons tous les services de bibliothèques dites « normales »: je dis ironiquement, car il arrive souvent que quelqu'un nous demande si nous sommes une bibliothèque normale !

Notre fond d'archives recèle quelques 14 000 livres, beaucoup de vidéos (6 000) et de photos. Les vidéos, souvent, tournent autour de l'activité de l'association. Et depuis 1970, nous récoltons et conservons des coupures de presse, et notamment de la presse LGBT. Ce qui représente une part énorme de notre fond d'archive, à tel point je ne peux pas donner d'estimation précise du nombre d'articles. Donc nous avons un site internet qui offre un accès à les ressources en ligne qui sont composés de des trois catalogues : un première pour le livres et le vidéos, un deuxième dédié aux périodiques et aux magazines et le troisième, je suis particulièrement fier, qui donne accès à la collection des posters et flyers numérisées qu'on peut télécharger et consulter de partout dans le monde.

Nos activités s'organisent en termes de volume horaire sur 43 heures par semaine. Nous organisons beaucoup d'événements (conférences, rencontres avec auteurs, expos). Une des initiatives qui rencontre le plus des succès est la tenue des ateliers d'écriture créative pour enfants fondée sur la notion de tolérance et sur la valorisation de toutes les différences. Nous sommes particulièrement fiers de ce projet parce que c'est la première fois qu'une association LGBT a une interactivité qui attire jusqu'à des parents hétérosexuels.

Nos projets futurs sont les suivants: un thesaurus, dictionnaire des synonymes LGBT, car très souvent les mots posent des problèmes et nous empêche de trouver des définitions communes; la création d'un réseau des bibliothèques LGBT en Italie; la promotion de la culture LGBT italienne, de sa mémoire et de son histoire ; l'amélioration des relations internationales

entre associations LGBT et pourquoi pas, avec un peu de chance, la levée de fonds pour nous aider à développer.

Mais pour finir, quelques tristes nouvelles: en 2013, en Italie, les personnes LGBT sont toujours dénié beaucoup de droits et un des exemples les plus flagrant c'est qui n'existent pas en Italie de lois anti homophobie et transphobie, nous n'avons pas accès au mariage ni à l'adoption, la PMA et la GPA évidemment sont aussi exclus. Et heureusement, nous ne faisons pas parties de ces pays où les homosexuels et les transsexuels sont persécutés à la peine de mort.

Donc une question émerge: en tant que bibliothèque que pouvons nous faire? Une des réponses semble être la promotion de la culture et de la mémoire LGBT car c'est par la compréhension qu'on lutte les mieux contre les préjugés. Je pense que nous avons une mission importante qui nous concerne tous, bibliothécaires et archivistes, de promouvoir une culture de respect et d'acceptation de toute la diversité. La mémoire de notre histoire est la clé nécessaire pour créer et façonner un monde meilleur pour les générations futures.

Cela a été notre mission pour nôtres 30 dernières années et nous la continuerons d'emmener. Merci beaucoup.



## ■ **L'Académie Gay & Lesbienne**

*Par Phan Bigotte et Thomas Leduc (Académie Gay et Lesbienne, Vitry - France)*

### **À l'origine, une collection personnelle**

En 1975, Phan Bigotte, un jeune réfugié politique de vingt ans, découvrait à son arrivée en France un nouvel univers homosexuel, beaucoup plus expressif dans toute sa variété, que celui de sa jeunesse au Sud Viêt-Nam. Il a commencé à collectionner tous les documents qu'il trouvait sur l'homosexualité. En 1989, après avoir découvert sa séropositivité au VIH, il a vendu sa librairie. L'argent de la vente lui a permis d'acheter aux enchères de l'État français une grande maison pour un meilleur stockage de sa collection de plus en plus volumineuse. Il a récupéré tous les livres de son ancien rayon gay pour compléter sa bibliothèque personnelle.

Il a milité ensuite simultanément dans les deux grandes associations de lutte contre le sida, Act Up - Paris et AIDeS, dont il a conservé de nombreux documents (notamment internes). Pendant les années de combat désespéré contre cette pandémie mortelle, la prévention et les traitements ont été focalisés sur la survie. Il a assisté impuissant à la disparition prématurée, corps et biens, de nombreux homosexuels. En effet, souvent les familles ont tout jeté, cherchant à se débarrasser de toute trace de l'homosexualité de leur parent mort du sida. Ce qui l'a motivé à plaider pour la nécessité de la préservation de leurs archives : pour leurs mémoires qui sont aussi les nôtres. Après le succès des multi-thérapies avec anti-protéases, de nombreux militants homosexuels historiques ont quitté des organisations de lutte contre le sida qui s'étaient professionnalisées. La lassitude, l'amertume ou le choix de réorganiser leur vie sur d'autres préoccupations avaient entraîné ces départs. Beaucoup de documents ont été alors emportés et/ou jetés causant la perte d'une partie importante de l'histoire de la lutte contre le sida en France. En 2000, après avoir attendu en vain des soutiens, il décide

de fonder avec des amis collectionneurs une organisation avec leurs seuls moyens personnels.

Le 1<sup>er</sup> mars 2001, l'Académie Gay et Lesbienne est officiellement enregistrée à la Préfecture sous forme d'association à but non lucratif. Aujourd'hui, un des plus importants fonds LGBT en France : le nom donné à notre fonds est le **Conservatoire des Archives et des Mémoires LGBT**. C'est aujourd'hui sans doute le plus grand rassemblement de documents sur les LGBT en France par son volume et sa diversité.

En effet, nous collectons tout document relatif aux LGBT :

- de tout format et sur tout support : y compris les éphémères (gratuits destinés à être jetés...);
- dans toute leur variété : y compris sur la prostitution, le BDSM, la pornographie (sauf à caractère pédophile);
- de tout pays;
- de toute opinion : y compris les documents anti-LGBT (tracts homophobes, articles caricaturaux...).
- Nous nous intéressons également aux thématiques connexes du sida, de la sexualité, du sexe et du genre.

Le fonds contient aujourd'hui :

- plus de 1800 titres de périodiques LGBT<sup>100</sup> (depuis 1909);
- 1200 numéros de presse grand public et presse spécialisée hors LGBT<sup>101</sup>;
- 2700 ouvrages (dont 1700 non-fictions<sup>102</sup>);
- un millier de doc. audiovisuels en VHS et DVD (fictions et documentaires);
- des fonds d'archives<sup>103</sup> de personnes (militants historiques et anonymes) et d'organisations;
- exemples par décennies :

---

100 <http://www.archiveshomo.info/archives/presse-lgbt/presse.htm>

101 <http://www.archiveshomo.info/archives/presse-diverse/straight.htm>

102 [http://www.archiveshomo.info/pmb/opac\\_css/index.php?id\\_thes=1](http://www.archiveshomo.info/pmb/opac_css/index.php?id_thes=1)

103 <http://www.archiveshomo.info/archives/fonds/fonds.htm>

[bit.ly/MG2XP2](http://bit.ly/MG2XP2)

[bit.ly/MFK1Uf](http://bit.ly/MFK1Uf)

[bit.ly/PdUwMK](http://bit.ly/PdUwMK)

[bit.ly/MG3sZe](http://bit.ly/MG3sZe)

- pour les années 70 : fonds Alain Huet (GLH – Groupes de Libération Homosexuelle),
- pour les années 80 : fonds Présence–A.R.E.HO. (fondée par des anciens membres d’Arcadie)
- pour les années 90 : Philippe Labbey - Cleews Vellay (2<sup>e</sup> président d’Act Up-Paris), Thierry Meyssan (Projet Ornicar, Maison des Homosexualités), Anne Singer (Festival International du Film VIH & sida de Paris, Résister-Vivre la Mémoire)...
- exemples de fonds d’organisations : Centre Gai et Lesbien de Paris, LusoGay, Société Civile du Personnel du groupe Gai Pied, Les Sybarites...
- des coupures de presse et des centaines de dossiers : sur des organisations, des personnes et des thèmes ;
- des collections diverses ;
- de guides, annuaires, plans et cartes<sup>104</sup> ;
- de brochures et matériel de prévention<sup>105</sup> ;
- de calendriers<sup>106</sup> et d’agendas ;
- de documents événementiels<sup>107</sup> (salons, festivals, soirées) y compris flyers (27 ans de collection dont 10 ans de collecte hebdomadaire systématique) ;
- de documents publicitaires<sup>108</sup> (catalogues, prospectus) ;
- des objets divers (autocollants, boîtes d’allumettes, bouteilles, emballages de préservatifs, pancartes, pin’s, sacs, T-shirts, tickets...)
- Nous avons aussi rassemblé une documentation spécifique sur les archives, bibliothèques, centres de documentation et musées LGBT en France et dans le monde.

## A quand un local adapté pour les archives ?

---

104 [http://www.archiveshomo.info/pmb/opac\\_css/index.php?id\\_thes=6](http://www.archiveshomo.info/pmb/opac_css/index.php?id_thes=6)

105 [http://www.archiveshomo.info/pmb/opac\\_css/index.php?id\\_thes=7](http://www.archiveshomo.info/pmb/opac_css/index.php?id_thes=7)

106 [http://www.archiveshomo.info/pmb/opac\\_css/index.php?id\\_thes=11](http://www.archiveshomo.info/pmb/opac_css/index.php?id_thes=11)

107 [http://www.archiveshomo.info/pmb/opac\\_css/index.php?id\\_thes=8](http://www.archiveshomo.info/pmb/opac_css/index.php?id_thes=8)

108 [http://www.archiveshomo.info/pmb/opac\\_css/index.php?id\\_thes=12](http://www.archiveshomo.info/pmb/opac_css/index.php?id_thes=12)

[bit.ly/Ofmsjd](http://bit.ly/Ofmsjd)

[bit.ly/NlzbtB](http://bit.ly/NlzbtB)

[bit.ly/MEetwf](http://bit.ly/MEetwf)

[bit.ly/MUUPZq](http://bit.ly/MUUPZq)

[bit.ly/PdZsB2](http://bit.ly/PdZsB2)

L'Académie Gay & Lesbienne est une petite association de moins d'une dizaine de personnes, certaines plus actives que d'autres selon leurs disponibilités. Elle est autofinancée car elle ne perçoit pas encore de subvention. Le Conservatoire des Archives et des Mémoires LGBT se développe de jour en jour grâce au travail des bénévoles, de leurs collectes, de leurs achats, des dons (de personnes et d'organisations) et d'échanges avec d'autres centres de ressources LGBT en France et à l'étranger.

Les archives sont actuellement hébergées dans la maison du président de l'association, qu'elles occupent à plus de la moitié. Ce bâtiment a permis une conservation pérenne de documents de plus en plus volumineux. Malheureusement nous ne pouvons recevoir de public, faute d'un véritable local aux normes. C'est pourquoi nous assurons, dans la mesure de nos moyens, un service à distance : fourniture de renseignements, de copies et de numérisations de documents ; redirection vers des personnes et lieux-ressources...

Et nous enrichissons notre site internet<sup>109</sup> : catalogue de notre fonds<sup>110</sup> (non exhaustif, informatisation en cours depuis 2008), numérisation de documents (n° 1 de la revue Akademos<sup>111</sup> datant de 1909), ressources documentaires (sommaires de numéros de la revue Arcadie<sup>112</sup>)...

Nous avons ainsi aidé le chercheur Antoine Idier pour son mémoire sur la vie homosexuelle à Lyon dans les années 70, en lui scannant des extraits du guide Spartacus et un plan de Lyon par Gai Pied. Autre exemple : Nous avons fourni à l'association L.G.R (Les Gais Retraités) des copies de leurs premiers bulletins qu'ils n'avaient pas conservés. Dernièrement nous avons apporté notre aide en fournissant des documents d'archives au Centre LGBT Paris Île-de-France, pour la célébration de ses 20 ans, au mois d'octobre 2013 (exposition, etc.). Nos démarches pour faire héberger les archives, obtenir un local ou une subvention publique ont échoué sous divers prétextes.

---

109 <http://www.archiveshomo.info/>

110 [http://www.archiveshomo.info/pmb/opac\\_css/](http://www.archiveshomo.info/pmb/opac_css/)

111 <http://www.archiveshomo.info/documents/akademos/couverture.htm>

112 <http://www.archiveshomo.info/doc/presse/arcadie.htm#som>

[bit.ly/SStSd8](http://bit.ly/SStSd8)

[bit.ly/MFKZjc](http://bit.ly/MFKZjc)

[bit.ly/SSsPU](http://bit.ly/SSsPU)

[bit.ly/MEiFvP](http://bit.ly/MEiFvP)

## Diverses activités

L'Académie Gay & Lesbienne a d'autres activités connexes :

- Le recensement des centres et fonds d'archives et de documentation en France
- L'information et la sensibilisation du public sur les archives et la mémoire,
- Nous participons ainsi tous les ans au Printemps des assocés (salon d'associations LGBT organisé à Paris par l'Inter-LGBT)
- En 2002, suite aux liquidations successives des sociétés du groupe Gai Pied, nous avons alerté sur le sort des archives du groupe et avons écrit en particulier à la Ministre de la Culture et de la Communication, à l'époque Madame Catherine TASCIA, qui nous avait répondu
- En 2007, avec l'association GayKitschCamp, nous avons envoyé un questionnaire aux candidat-e-s à l'élection présidentielle
- l'échange de documents avec d'autres centres de ressources LGBT en France et à l'étranger (Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, Pays-Bas...).
- En août 2012, nous avons participé en tant qu'intervenants à la 4<sup>e</sup> conférence internationale sur les archives, bibliothèques, musées and collections spéciales LGBTI (LGBTI ALMS), organisée par Ithia, les archives LGBT des Pays-Bas. Notre contribution proposait notamment un panorama historique des archives, bibliothèques et centres de documentation LGBT en France.
- Enfin, en octobre 2012, nous avons apporté notre contribution au programme gouvernemental d'actions contre les violences et les discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre.

Nous avons fait plusieurs propositions :

- 1) Le développement des lieux-ressources sur les LGBT ;
- 2) L'organisation de manifestations sur les cultures LGBT (expositions, colloques...) par les archives, bibliothèques et musées publics ;

- 3) La valorisation et le recensement des documents relatifs aux LGBT dans les collections publiques ;
- 4) La numérisation d'archives d'organisations LGBT et la collecte d'archives orales auprès des LGBT ;
- 5) La lutte contre les discriminations et les préjugés dans le milieu professionnel des archives, bibliothèques, centres de documentation et musées publics.

Nous signalons au passage l'existence de Legothèque, groupe de travail "Bibliothèques, construction de soi et lutte contre les stéréotypes" à l'ABF (Association des bibliothécaires de France), dont quelques membres sont parmi nous dans l'assistance aujourd'hui. Finalement le programme gouvernemental, présenté par Mme Najat Vallaud-Belkacem, la ministre des droits des femmes, a préconisé que :

*« L'histoire du mouvement LGBT sera valorisée par le ministère de la culture, qui favorisera notamment la collecte et l'utilisation des archives portant sur les questions LGBT au sein du réseau national et territorial dont il assure le suivi interministériel et l'animation. »*

## ▪ Les Balayees Archivistique LGBT

*Yves Grenu (Act Up)*

Il m'apparaît devant cette assemblée que bien du monde s'intéresse aux archives LGBT, à notre mémoire, à nos identités. Je voudrais premièrement saluer Christian de Leusse pour l'initiative dans le cadre de l'Europride de nous réunir ensemble, actrices et acteurs, contributrices et contributeurs à débattre de la question des archives pour mieux les appréhender, communiquer pour établir et ainsi faire perdurer, mettre en place pour conserver et ainsi transmettre notre mémoire, pour qu'elle ne tombe ni dans l'oubli, ni ne disparaisse. Tout cela s'accorde parfaitement en ce moment à Marseille qui fête l'Europride et dont le Mucem (Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée) a inauguré depuis peu sa première exposition temporaire intitulée " Au bazar du genre. Féminin-masculin en Méditerranée" sur la question de l'évolution des identités sexuelles et dont certains objets et documents provenant des archives d'Act Up-Paris y sont exposés.

Je me présente, je suis Yves GRENU, 41 ans, ancien administrateur culturel et festif du CGL Paris-Ile-de-France, alors situé rue Keller ; "Collecteur" si je peux me permettre ce mot depuis 2001 d'archives pour l'association Académie Gay & Lesbien ici présente, promoteur pendant 1 an des soirées OverKitsch du dimanche au Queen avec la belle et fabuleuse Galia (ça c'était pour le petit clin d'œil), et enfin et surtout pour moi, une des étapes les plus importante de ma vie de PD, être devenu militant à Act Up-Paris que je connaissais depuis 1999 et en n'y devenant actif depuis 2004 et bien entendu encore maintenant. J'ai intégré dès novembre 2006 la responsabilité des archives de cette association de lutte contre le sida, en Co-Responsabilité depuis cette année. Enfin, j'ai créé avec mon ami "Les Balayees Archivistique LGBT", depuis décembre 2012, c'est tout frais, une page sur le réseau social Facebook, pour mettre en lumière, les différents objets (pancartes, banderoles, tracts, etc.) que nous avons récoltés et que nous continuons à récolter lors des manifestations des mouvements LGBT et autres. Je dois dire que le Mariage pour les couples de même sexe a été une

aubaine pour nous ; les associations LGBT lors des manifestations et par leur travail ont beaucoup produit ainsi que les particuliers venant à ces manifestations. Donc, dans un sens, ce combat a créé non seulement des droits et des égalités, mais en plus, une très grande richesse archivistique.

Il y a également des militantes et des militants qui vieillissent. A l'heure de ces grandes victoires durement arrachées, où une grande visibilité a pu s'épanouir, il est important de mettre encore plus de visibilité à toutes nos structures déjà existantes et ou en passe de se créer, afin mieux se faire connaître et de sauver ce patrimoine, ce patrimoine narrant notre histoire, la questionnant sur le pourquoi et comment nous en sommes arrivés là, expliquant pourquoi il est important de conserver cette lutte, pourquoi et pour qui nos archives aideront d'autres à se battre pour leurs droits, leurs liberté. Nous devons faire tout notre possible pour collecter, conserver, diffuser et créer avec nos camarades LGBT et leurs amiEs nos valeurs. Car curieusement beaucoup de personnes sont toujours étonnées quand je leur parle de telles ou telles associations qui conservent cette mémoire, de leurs existences. Elles pensaient qu'ils n'y en avaient pas !

Comme nous le voyons, les différentes expériences en France et à l'étranger en lien avec des associations, des institutions publiques, des services d'archives municipaux, des bibliothèques et que sais-je d'autres structures, ont vu le jour et perdurent pour conserver cette mémoire LGBT. Donc bravo à celles et ceux qui ont permis ceci. Bien entendu le passé nous a montré les limites tant personnelles que politiques à la réalisation de projet plus ambitieux, sachons regarder dans l'avenir. Pour le passé nous avons bien assez de documents pour cela et plaisons-nous à construire ensemble, peut-être quelques choses de plus grand encore, de plus diffus et sans frontière. En tous cas, il faut que nous œuvrons toutes et tous en ce sens. A l'heure où certains musées mettent en vente leurs collections, notamment celles de leurs réserves, nous devons aussi nous prévenir juridiquement de tels risques pour les fonds des archives LGBT. Les associations qui possèdent des fonds peuvent par leurs simples volontés souveraines rayer d'un trait un pan de leurs identités, fautes de place, inutile de garder, nouvelle politique où on ne doit pas s'encombrer de tant de vieilles choses. Les LGBT sont une communauté qui avance, oui, qui bouge, oui, mais qui a ce côté éphémère



de toujours allez vite, trop vite pour ses archives qui n'ont pas le temps de s'implanter. J'en sais quelques choses à Act Up-Paris pour avoir donné beaucoup, pour sauver on peut dire ce que j'estimais devoir être conservé. Sans compter les anciennes militantes et anciens militants ActuppienNEs, qui conserve chez elles et eux des murs de l'histoire de cette vieille dame qui approche les 25 ans.

Ainsi, la mise en réseau des différents centres et fonds est souhaitable, pour se faire connaître, se connaître en échangeant, diffusant sur le territoire national et au-delà, leurs richesses. Pour une diffusion extérieure vers du grand public et une mise en valeur par les chercheuses et chercheurs, un portail commun sur internet serait intéressant.

Et pour finir, je souligne l'importance pour ma part de créer et rassembler en un fonds spécifique et unique ce que j'appellerais les "Archives Sida". Ces archives auront pour point d'orgue "Le Sida" cette terrible, oui, terrible maladie ayant apporté et apportant encore beaucoup de souffrances pour les LGBT, où beaucoup d'entre elles et eux durant les années noires sont mortEs, seulEs, rejetéEs et oubliéEs. Ravivons leurs flammes. Donnons leurs aussi un visage qu'ils ont dû trop longtemps cacher par un fonds d'archives digne de ce nom.

Merci et longue vie à notre union !!

## ■ **La Bibliothèque Jean Le Bitoux**

*Par Thomas Dupuy (Centre LGBT Paris IdF)*

### **Présentation générale**

Notre bibliothèque a véritablement commencé son activité en **avril 1994**, lors de l'installation du **Centre Gai et Lesbien** (CGL) au 3 rue Keller, dans le XIème arrondissement de Paris.

Elle est l'héritière du fonds documentaire constitué dès décembre 1990 lors de l'ouverture de la **Maison des Homosexualités** (MH), structure inter-associative montée en premier lieu dans le cadre de la lutte contre le sida, et d'ailleurs quasi-exclusivement financée par l'Agence Française de Lutte contre le Sida, installée dans un petit appartement de 45 m<sup>2</sup> au 25 rue Michel Le Comte (IIIème arrondissement), le même appartement, propriété de Fabrice Edelmann, qui avait vu naître Aides en 1984...

En mars 1993, l'association Centre Gai et Lesbien est fondée, et prend la place de la MH. Le fonds documentaire est toujours là, mais les locaux ne permettent pas d'accueillir convenablement le public. Il faudra pour cela attendre l'installation du CGL (qui deviendra par la suite **Centre Gai et Lesbien de Paris**, puis **Centre LGBT Paris-Île de France**) dans la rue Keller, dans un plus grand local (125 m<sup>2</sup>) ouvert sur la rue. La bibliothèque peut alors véritablement être lancée. Elle est installée dans l'espace d'accueil. Elle permet de consulter sur place ou d'emprunter des livres ou des magazines, moyennant un abonnement annuel. Un temps, la librairie Les Mots à la Bouche y expose même et y vend quelques livres.

Début 1998, la bibliothèque est délocalisée rue de Charonne (XXème arrondissement), dans les locaux de Sida Info Services. Elle n'est plus alors ouverte qu'un ou deux après-midi par semaine (tous les après-midis auparavant) et ne bénéficie plus de la dynamique du CGL. La fréquentation chute brutalement. Jusqu'à ce que l'activité soit réintégrée dans les locaux du CGL, au sous-sol cette fois, en juin 1999.

En février 2008, le Centre LGBT déménage au **63 rue Beaubourg** (IIIème arrondissement, en bordure du Marais), ce qui permet à la fréquentation générale de doubler. La bibliothèque suit le mouvement et bénéficie d'un

grand espace très clair au 1<sup>er</sup> étage. C'est l'heure du renouveau. Le nombre de permanences hebdomadaires double, le public est au rendez-vous.

Surtout, l'activité est enfin informatisée. Dès l'installation dans les nouveaux locaux, la nouvelle équipe enregistre l'intégralité du fonds. D'abord les livres et supports numériques. Ensuite les périodiques possédés, la liste de tous les bulletins. Et peu à peu, les magazines sont un à un dépouillés, afin de référencer les articles contenus. A ce jour, l'intégralité des articles de *Gai Pied*, *Gai Pied Hebdo*, *Têtu*, *Dixième Muse*, *Triangul'ère*, *Oxydo* et *Inverses* sont référencés, et le travail continue pour les revues *Lesbia Magazine*, *Masques*, *Homophonies*, *3 Keller*...

Toute cette base de données est consultable en accès libre, depuis le site du Centre ([www.centreLGBTparis.org](http://www.centreLGBTparis.org)) ou directement ([www.bibliotheque.centrelgbtparis.org/opac\\_css/](http://www.bibliotheque.centrelgbtparis.org/opac_css/)). Cette mise en ligne garantit une grande visibilité, et permet au public de rechercher des documents (par auteur, titre, mot-clé...) avant de venir nous voir. En 2012, on a compté 330 connexions quotidiennes en moyenne sur la base, depuis 130 ordinateurs différents chaque jour.

Le pôle bibliothèque, comme les autres activités du Centre LGBT, est tenu par des personnes bénévoles (les « *volontaires* ») qui se relaient lors de permanences hebdomadaires de 2h chacune. Le nombre de ces volontaires, depuis l'installation rue Beaubourg, a évolué, de 3 au minimum à 9 au maximum. Trois volontaires sont là depuis 2008.

En 2010, quelques jours après sa mort, la salle qui abrite notre activité a été baptisée **Bibliothèque Jean Le Bitoux**, en présence du frère de ce grand militant, volontaire de la MH et du CGL des débuts, au nombre des administrateurs présents lors de l'Assemblée Générale Constitutive de notre association.

### **Fonds**

Notre fonds compte à ce jour (novembre 2013) plus de 3400 ouvrages et près de 600 DVD empruntables.

Nous possédons aussi plus de 5200 bulletins de 450 magazines différents (surtout français, mais de nombreux autres pays aussi), dont plus de 19.000 articles ont été recensés sur notre base de données.

Le fonds est intégralement constitué d'ouvrages, films ou documentaires, sur des thématiques gaies, lesbiennes (et féministes), bi et trans ; ou d'auteurs classés dans ces mêmes « domaines ».

Les ouvrages sont classés physiquement selon les catégories suivantes :

- Littérature (gaie et lesbienne + théâtre et poésie) : 1915 livres
- Sciences humaines : 968 livres
- Généralités et biographies : 493 livres
- Bandes dessinées et mangas : 169 albums
- Santé, psychologie, sexualité : 148 livres
- Art : 106 ouvrages
- Littérature grise : 254 thèses, apports, brochures

Le classement informatique les répertorie en sous-catégories plus précises et leur associe des mots-clés afin de faciliter les recherches.

Le fonds est en grande majorité constitué d'ouvrages en langue française. Des livres sont conservés en anglais dans le domaine des sciences humaines. Nous avons par contre dû faire le choix de ne garder que des ouvrages en français pour notre fonds de littérature (il s'est agi à une époque de gagner de la place, et par expérience les romans en langues étrangères n'étaient jamais empruntés).

La majeure partie de notre fonds provient de dons de particuliers (usagers ou non de la bibliothèque). Quelques éditeurs ou auteurs nous font parvenir leurs ouvrages. La revente d'exemplaires en double nous permet de procéder à quelques acquisitions (10% environ des acquisitions annuelles). En 1991, le ministère de la culture avait accordé une subvention de 50.000F pour l'acquisition d'ouvrages par la MH, mais l'opération n'a jamais été renouvelée depuis. En 2010, nous avons récupéré un certain nombre de livres cédés par les bibliothèques municipales de Paris. Enfin, nous bénéficions d'échanges avec d'autres associations (*Académie Gay & Lesbienne* surtout).

## **Activités**

Les activités du pôle bibliothèque consistent tout d'abord à tenir les **permanences hebdomadaires**, 5 fois par semaine (le lundi de 18h à 20h ; le mardi de 18h à 20h ; le mercredi de 18h à 20 h ; le vendredi de 15h30 à 18h ; le samedi de 17h à 19h). Il s'agit de recevoir le public, le renseigner et le conseiller, enregistrer les prêts/emprunts... En 2012, 227 permanences ont été assurées, permettant d'accueillir plus de 900 visiteurs. Lesquels visiteurs se partagent quasiment à parité entre hommes et femmes.

Le **prêt** est gratuit, limité à deux emprunts simultanés (livres et DVDs), pour une durée de 1 mois maximum. Sur les 10 premiers mois de 2013, 70 femmes et 62 hommes ont ainsi emprunté 576 films et documentaires, près de 800 ouvrages de littérature, une grosse centaine de livres de sciences humaines...

Les périodiques, eux, sont consultables sur place. Ils intéressent en tout premier lieu des étudiants, des universitaires, des responsables d'associations... Le dépouillement de tous les articles leur permet de préparer leurs recherches.

La mise à jour de la **base de données** (réception de nouveaux livres, DVD ou bulletins ; dépouillement progressif des bulletins déjà possédés) se fait en partie durant les permanences hebdomadaires, en partie en dehors de ces plages horaires. Des bibliographies thématiques sont aussi régulièrement proposées sur la base de données (hommage à Geneviève Pastre, 30<sup>e</sup> anniversaire du décès de Rainer Werner Fassbinder, hommage à Gore Vidal, coming-out...).

Des **revues de presse** sont constituées en fonction des événements liés à notre actualité, qui reprennent des dizaines d'articles de la presse LGBT française depuis 30 ans et sont consultables sur place : vieillir LGBT, l'abrogation des articles du Code pénal sur l'homosexualité, l'histoire du CGL, les Gay Games...

Des critiques de livres sont proposées par certains des volontaires de l'équipe, sur les pages bibliothèque du site web du Centre LGBT

([www.centrelgbtparis.org/spip.php?rubrique47](http://www.centrelgbtparis.org/spip.php?rubrique47)), ainsi que dans le bulletin d'information mensuel du Centre, Genres<sup>113</sup>.

Des **ventes** sont organisées deux fois par an environ. L'objectif est de vendre tous les ouvrages que nous possédons en double (l'espace ne nous permet de conserver qu'un exemplaire de chaque livre ou DVD), afin de récolter des fonds pour acquérir d'autres ouvrages que nous ne possédons pas encore.

Certains volontaires aussi prennent en charge des **actions ponctuelles** en relation avec notre pôle en charge des événements culturels du Centre : soirées poésie, ateliers d'écriture et jeux littéraires, rencontres d'auteurs. Et depuis deux ans maintenant, le **Salon du livre lesbien** organisé début juillet connaît un vrai succès !

La conduite du pôle bibliothèque requiert enfin des **tâches administratives**, moins visibles de prime abord, mais non moins indispensables : maintenance et mises à jour de la base de données, mise à jour de nos informations sur le site du Centre<sup>114</sup>, désherbage, relance des emprunteurs en retard, traitement des mails reçus ([bibliotheque@centrelgbtparis.org](mailto:bibliotheque@centrelgbtparis.org)), achats, relations avec les autres pôles d'activité, courriers aux éditeurs pour obtenir des ouvrages...

## Réseau

Nous essayons depuis quelques années de mener des échanges avec d'autres associations. Nous proposons nos doubles, parfois en échange d'autres livres ou magazines que nous n'aurions pas. Un mail avait été envoyé à plusieurs centres LGBT il y a 3 ou 4 ans pour leur proposer de récupérer certains de nos livres en double que nous ne pouvions pas garder. Nous n'avions eu que très peu de réponses ; tous les centres ne possèdent pas de bibliothèques, et surtout se pose le problème du transport physique des documents. Ce qui explique que les échanges plus ou moins réguliers

---

<sup>113</sup> [www.centrelgbtparis.org/spip.php?rubrique38](http://www.centrelgbtparis.org/spip.php?rubrique38)

<sup>114</sup> [www.centrelgbtparis.org/spip.php?rubrique5](http://www.centrelgbtparis.org/spip.php?rubrique5)

que nous organisons se font avec des associations franciliennes, ou avec des associations dont des membres viennent régulièrement à Paris, pour raisons personnelles ou professionnelles. Les échanges majeurs de documents se font ou se sont faits avec :

- **Académie Gay et Lesbienne (Vitry)** : nous travaillons en coopération depuis 5 ans, surtout pour l'échange de périodiques. L'Académie nous a permis de compléter ou achever certaines de nos collections. Nous leur réservons aussi en priorité les magazines que nous recevons en double, ainsi que tous les documents que nous ne conservons pas dans notre fonds : cassettes VHS, flyers, badges et objets divers... Nous orientons aussi un certain nombre de personnes, qui souhaitent se défaire d'objets ou d'archives vers l'Académie qui, de son côté, peut orienter vers notre bibliothèque certains de ses interlocuteurs qui veulent consulter des magazines. Bref, les échanges sont fréquents et fluides, nous formons un véritable partenariat, même informel, et nous nous réjouissons de ces échanges, fructueux pour nous comme pour eux.
- **Ex-Aequo** : le centre LGBT de Reims a monté sa propre bibliothèque de prêt de livres et nous lui fournissons régulièrement nos ouvrages en double
- **Centre LGBT de Toulouse** : nous leur avons fourni une collection quasi-complète du magazine *Têtu* depuis ses origines
- **ADHEOS** : nous avons donné à l'association LGBT de Poitou-Charentes un très grand nombre d'exemplaires de *Gai Pied Hebdo*
- **Emmaüs** : beaucoup de nos livres en double leur sont régulièrement donnés.
- Le réseau pourrait dans un second temps être dématérialisé. Nous pensons que les associations pourraient communiquer et partager leurs bases de données, afin de pouvoir, partout en France, orienter leur public à la recherche de documents et leur indiquer qui les possède et où ils peuvent être consultés. C'est ce que nous essayons de faire déjà avec la base OPAC que nous mettons à disposition du public ; il arrive assez souvent que des gens de province nous

contactent parce qu'ils ont retrouvé ce qu'ils cherchaient via google, qui les réoriente ensuite vers notre base de données.

- Malgré la proximité géographique, l'équipe en charge de la bibliothèque n'a par contre jamais été contactée et n'a jamais eu l'occasion de rien faire avec l'**Institut Arc-en-Ciel**, avec lequel nous aurions à notre avis pu travailler en partenariat. Aussi espérons-nous, si une nouvelle initiative de centre d'archives, nationale ou régionale, est lancée un jour, pouvoir en être partie prenante et étudier une collaboration.

## Archives

Le Centre LGBT Paris-Île de France, enfin, s'est lancé en 2013 dans un grand travail de collecte et de numérisation de ses archives. Cette démarche est née du projet mis en place à l'occasion des 20 ans de notre association. Nous avons eu la volonté de retracer notre histoire, riche et foisonnante. Pour cela, nous avons interrogé des acteurs du CGL à différentes époques, consulté la presse depuis 25 ans, et surtout étudié toutes les archives possibles. Le Centre possède lui-même bien sûr un grand nombre de documents, stockés dans un box en location dans le XXème arrondissement de Paris. Nous avons donc entrepris d'étudier enfin le contenu de toutes les boîtes possédées, d'en faire l'inventaire... Un certain nombre de documents, particulièrement intéressants et éclairants sur notre histoire, ont déjà été scannés. Une fois ce travail terminé, il a été décidé de poursuivre et d'achever le travail. Cette initiative a d'ailleurs été prise en partie suite au débat mené à Marseille le 17 juillet 2013, qui faisait état des besoins de conservation de notre mémoire communautaire. Nous allons donc terminer d'inventorier le contenu des archives possédées. Surtout, nous avons entrepris de numériser la majeure partie des documents retrouvés, afin de les avoir à disposition et les conserver, mais aussi d'en mettre un certain nombre à disposition du public.

Les archives reconstituées seront donc classées en trois lots distincts :



- des documents en accès libre sur nos supports internet : tous documents publiés officiellement dans le passé. Il s'agira de nos publications au fil du temps (*Gai Bulletin*, *3Keller*, *Agenda*, *Genres*), de nos anciens rapports d'activité, de nos statuts successifs, d'anciennes plaquettes ou flyers, d'anciens communiqués de presse ou tribunes...
- des documents dont nous donnerons la liste, mais qui ne seront envoyés que sur demande motivée : certains dossiers de présentation du Centre, des programmes particuliers, des documents d'organisation interne...
- des documents qui resteront internes : comptes-rendus de Conseils d'Administration, de Bureaux, de réunions de groupes, courriers, pièces comptables et sociales, documents juridiques...

Ces archives comprendront aussi des documents que nous ne possédons pas, mais qui nous ont été prêtés. Nous espérons aussi recevoir (en don ou en prêt temporaire) d'autres documents au fil du temps. A ce jour près de 500 documents ont été scannés et reconstitués. Bien que menée par un certain nombre de volontaires de l'équipe, cette nouvelle activité de travail sur nos archives est indépendante du pôle bibliothèque. Mais les documents mis à disposition du public seront stockés sur la base de données de la bibliothèque. Aussi, une section consacrée aux archives sera ouverte en décembre 2013 sur le site web du Centre LGBT, afin d'y recenser les pièces disponibles, et de faire un appel au public qui posséderait encore d'autres documents exploitables. Une adresse mail ([archives@centreLGBTparis.org](mailto:archives@centreLGBTparis.org)) a enfin été ouverte pour gérer les échanges avec l'extérieur.

## ▪ Cloture des débats

*Jacqueline Ursch (directrice des Archives départementales)*

Pour ma part, je suis vraiment étonnée et intéressée parce que je ne savais pas qu'il y avait autant d'initiatives comme ça pour conserver la mémoire de l'homosexualité. Que ce soit en France, mais aussi à l'étranger. En Italie, à

Amsterdam, aux Etats-Unis, et autres. J'imagine qu'il y a bien d'autres endroits encore. Et je trouve cela extrêmement intéressant que vous travailler notamment en milieu associatif pour conserver cette mémoire. C'est quelque chose que je découvre aujourd'hui, et qui me semble très important.

**Multiplier les sources :** Dans les centres d'archive que je connais et que je pratique depuis longtemps, c'est-à-dire les archives aussi bien nationales que départementales, et même communales, on parle de l'homosexualité. Bien sur. Parce qu'il y a les archives de la police. C'est le coté officiel, public. Il y a beaucoup de choses, notamment pour les périodes difficiles, comme la seconde guerre mondiale. Mais pour écrire l'histoire, il ne faut pas se contenter d'une seule source d'archives. C'est quelque chose de très important. Quand vous parlez de témoignages (j'ai entendu des tas de choses passionnantes), de films, de témoignages oraux mais aussi de la presse, des revues, il me semble que pour croiser tout cela et pour, au fond, approcher la vérité (c'est cela toute l'histoire), il est toujours mieux de croiser un maximum de sources.

**La question de la pérennité :** Je n'ai pas très bien compris s'il s'agissait vraiment de structures publiques ou privées. A l'exemple de Lyon où la ville qui a montré une réelle volonté, ville où on peut parler de pérennité, puisqu'il y a un fond dans une bibliothèque publique, classée. En matière de bibliothèques, il faut faire attention à la question des bibliothèques de prêt. A Lyon, à Marseille comme dans les grandes villes, ce sont des bibliothèques classées, avec des conservateurs. Et là il y a des fonds qui sont conservés, de même qu'aux Archives départementales. Vous avez un dynamisme, vous y croyez, c'est important pour vous, donc tant que vous êtes là il n'y a pas de soucis. Je comprends bien que vous allez les conserver, mais il faut penser à plus tard. L'éternité, je ne sais pas si ca existe, mais quand vous avez des documents de l'an 800 que l'on conserve... mais dans la vie administrative on en perd des documents. Il est évident que l'on n'arrive pas à rassembler toute la production. Et finalement tant mieux, la production contemporaine étant tellement gigantesque que c'est une vision hallucinatoire. On ne conserve jamais tout. Mais en tout cas, tout ce qui est conservé l'est dans les meilleurs conditions possibles, analysé, côté. Quand on communique en

salle de lecture, on s'enregistre, chaque communication est enregistrée. C'est cela qui m'inquiète un peu dans le milieu associatif. Mais j'ai compris pourquoi. Parce que vous n'avez pas la structure pérenne qui permettrait de le faire. Alors il est vrai qu'aux Archives départementales, j'en ai déjà discuté avec Christian de Leusse, on ne va pas prendre des ouvrages surtout généraux, nationaux, parce que ce n'est pas notre mission. En revanche, ce qui pourrait intéresser localement, c'est tout ce qui concerne les Bouches du Rhône, car cela fait partie de notre histoire commune dans le département. Et effectivement il y aurait des choses à conserver sur ce qui se passe ici. C'est la même chose ailleurs, dans d'autres départements. Ceci dit je suis très impressionnée par votre travail de passeur de mémoire, de conservateur de votre histoire, de la trace de ce qui s'est passé. Je vous dis bravo.

## ■ L'Institut Arc-en-Ciel

*Par Louis-Georges Tin (Institut Arc-en-Ciel, Paris)*

Je voudrais d'abord remercier pour tout ce travail qui montre l'extraordinaire vitalité (je vous rejoins là-dessus), de tout ce mouvement qui travaille depuis des années, depuis des décennies, sur ces questions d'archives. Les initiatives sont très nombreuses, on le voit, en France et à l'étranger. Elles méritent d'être saluées. Ceci dit, pourquoi le débat est-il aussi vif, aussi important ? C'est parce que précisément dans l'ensemble de la société, la transmission des informations liées aux personnes LGBT ne se fait pas. Elle ne se fait pas à l'école ou pratiquement pas. Quand elle se fait, assez peu par les medias. Quand elle ne se fait pas aussi dans le contexte familial, il faut bien qu'elle se fasse quelque part, qu'elle soit conservée d'une manière ou d'une autre. Et pour cela que la nécessité de la conservation de la mémoire LGBT est encore plus forte qu'ailleurs. C'est une nécessité générale, qui est encore plus vitale pour les personnes dont nous parlons, a fortiori après l'hécatombe liée au sida. Ce qui a été fortement souligné.

A Paris, nous avons été sollicités, c'est une histoire qui date de longtemps. Je n'y reviens pas car les choses ont été dites. Effectivement il y a eu cette association, avec Jean Le Bitoux et Stéphane Martinet. Lorsque j'ai été sollicité, j'ai indiqué que je ne pouvais guère accepter sauf à créer une nouvelle association qui précisément ne demanderait aucune subvention, pour ne pas être comptable des subventions précédentes. Nous avons donc décidé de travailler sans subvention, mais en recueillant l'apport intellectuel des associations qui y ont précédemment travaillé, que ce soit à Paris, en France ou à l'étranger. Toutes ces précédentes initiatives sont recueillies, nous ne partons pas de zéro, loin de là. Nous avons pensé, et là je rejoins Michel Chomarar, qu'il serait bon de ne pas seulement parler d'archives. On voit à San Francisco l'importance d'un musée à coté d'un centre d'archives, de faire un centre culturel. Les objets que nous pouvons recueillir ne doivent pas être laissés de coté, il y a quantité de choses qui ne relèvent pas uniquement d'un centre d'archives. Les réflexions qui ont été recueillies nous donnent à penser qu'il faut plutôt s'orienter vers un centre culturel, les

archives étant naturellement une composante majeure, mais pas seulement. Voilà pourquoi nous avons travaillé avec un conseil scientifique paritaire qui regroupe une soixantaine de personnes, des chercheurs de plusieurs générations (Sandra Borhinger, Natacha Taurisson, Michael Sibalis, Gérard Koskovich, Florence Tamagne...). Et ce sont ces travaux qui ont permis d'avancer et d'aboutir à un rapport, aujourd'hui provisoire mais pratiquement achevé.

Et aujourd'hui nous attendons que les ministères puissent, eux-aussi, participer. C'est-à-dire que le conseil scientifique a été réuni, ainsi qu'un conseil des associations (Aides, la Coordination Inter-LGBT, l'Interpride, etc.) mais il faut aussi que les institutionnels jouent leur rôle, comme disait Michel Chomarat. La mairie de Paris accepte d'être partenaire. Il faut que le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et celui de l'Education nationale jouent leur rôle. Aujourd'hui le blocage est là, parce que nous pouvons certes travailler sans, mais cela limite singulièrement les capacités. Nous sommes à la croisée des chemins, et il faudra rapidement, dès la rentrée, décider d'avancer avec ou sans les ministères en question, mais d'avancer tout de même. Mais il est vrai que le soutien institutionnel est préférable.

Il y a des fonds qui accepteront ou pas de travailler avec cette nouvelle institution, comme l'*Académie Gaie et lesbienne*, les *Archives Lesbiennes* (qui disposent de fonds très importants). Il y a plusieurs manières de travailler avec les archives. Cela peut être des regroupements, des regroupements numériques. Cela peut prendre des formes tout à fait diverses. C'est pour cela qu'il nous faut travailler sur le numérique, comme cela vient d'être dit, je n'y reviens donc pas. Nous avons aussi un certain nombre de personnalités qui nous ont fait des promesses de dons ou de dépôt. Comme Noël Mamère, Roselyne Bachelot, ou de générations plus anciennes. Et c'est cela qui nous renforce dans notre démarche.

Cette initiative n'a pas vocation à se substituer aux autres, elle n'a pas vocation à être la seule. Je suis d'accord avec l'idée que la centralisation (spécialité bien française) n'est pas forcément la solution. En revanche, le

travail en réseau, facilité par internet, est probablement la meilleure des choses. Aujourd'hui, il est temps de travailler en réseau. Et c'est bien l'intérêt d'une telle rencontre qu'organise Christian, de faire en sorte que les noms, les listes, les adresses circulent, et que l'on puisse sortir de tout cela avec des projets de coopération. Je peux vous dire qu'un certain nombre de projets, d'expositions ont été initiés, mais c'est ici, le moment d'y travailler tous, et toutes, ensemble.

Avant l'élection présidentielle, nous étions dans le même dialogue avec les mêmes ministères. A l'approche des élections, le gouvernement de droite, bien entendu et par principe, était plutôt opposé, disant que le calendrier pré-électoral ne lui permettait pas d'avancer. Aujourd'hui nous avons une nouvelle majorité qui n'a pas un discours très différent. Hier, j'étais avec le directeur adjoint du cabinet de la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Le 2 juillet dernier, j'étais au Ministère de la Culture pour discuter du même sujet. Je peux faire la liste des rendez-vous, mais la question n'est pas d'avoir des rendez-vous, mais d'avoir l'argent. Jusqu'à présent nous avons travaillé sans argent, mais pour ouvrir un local il faut évidemment une subvention. La difficulté est là. A moins que ce soit un problème politique, évidemment. En ce sens qu'il se pourrait que certains ministères disent non faute d'argent, alors qu'ils auraient des raisons plus "morales" ou "politiques" de refuser. Je n'ose le croire.

Voilà aujourd'hui où nous en sommes. Les financements n'étant pas arrivés, les choses n'ont pas avancé. En effet les statuts ont été proposés, approuvés avec quelques aménagements pas très importants. Sur l'essentiel nous sommes d'accord. Le rapport, là aussi, a été approuvé, quelques amendements relativement mineurs ont été proposés. Aujourd'hui la seule chose qui manque, encore une fois, c'est la volonté politique dont parlait Michel Chomarat. Et Michel a raison de dire qu'à Lyon c'est une réussite, sans doute la plus importante en France, en l'état actuel des choses. Quand vous avez un sénateur-maire qui dit oui, qui s'engage, évidemment les choses avancent. Quand de l'autre côté vous avez des ministères qui disent non, ce n'est pas la même histoire. De la Droite on ne pouvait pas obtenir

grand-chose, de la Gauche, en temps de crise, pas beaucoup plus. C'est pour cela que je dis qu'effectivement nous avons essayé beaucoup de choses pour que ça avance financièrement. C'est pour cela qu'il me semble nécessaire de dire, dès maintenant, que même si les subventions sont très faibles, il faut avancer quand même.

Il nous faut des subventions ne serait-ce que pour avoir des locaux propres. Pouvoir s'adosser à une institution, c'est une formule souvent très confortable. Les recherches avaient déjà été faites, avant même que j'arrive. Des instituts comme Nanterre, Sciences Po et d'autres avaient été contactés, et avaient décliné. Christian nous dira si à Marseille les choses sont plus faciles. Je ne suis pas certain que la municipalité soit extrêmement favorable.

## **9ème PARTIE.**

# **Droits corporels et décriminalisation : une approche LGBTQI**



# **10ème PARTIE.**

## **Les LGBTphobies en Europe aujourd'hui & les dynamiques de lutte contre ces discriminations**

## ▪ Les LGBTPhobies et l'impunité en Europe

*Par Cécile Coudriou (Amnesty international France)*

Nous devons vraiment différencier l'Europe de l'Ouest de l'Europe de l'Est car les situations n'y sont pas les mêmes, en Europe centrale non plus. On peut dire aussi que les marches des fiertés sont une sorte de baromètre. Il y a selon les pays des graduations dans les LGBTphobies :

- Attaque verbales mais aussi physiques parfois très graves qui peuvent aller jusqu'au meurtre
- Déclarations homophobes, y compris de personnalités officielles ce qui relève d'une homophobie d'état qui s'accompagne d'une forme d'impunité qui est reprise par les partis politiques, les responsables religieux, notamment la religion orthodoxe; donc des positions très traditionalistes qui renforcent en fait l'homophobie au lieu de la faire diminuer.

Par rapport à l'impunité, il y a :

1. **La non-reconnaissance de l'appartenance à une minorité sexuelle ou de l'identité de genre, dans la prise en compte de la discrimination.** Il y a vraiment une différenciation qui est nécessaire en fait de prendre en compte aussi le fait d'appartenir à une communauté LGBTI dans la discrimination. Ce n'est pas le cas dans tous les pays loin de là, par exemple en Moldavie, en Ukraine où ils prétendent avoir une loi complète contre les discriminations alors qu'en fait, comme par hasard ils omettent tout simplement toute cette communauté LGBTI.
2. Une autre forme de violation, c'est de porter atteinte à la liberté d'expression en invoquant, et là c'est un mot qui peut paraître choquant, et c'est pourtant bien le mot employé, ce qu'ils appellent la **propagande homosexuelle**. Quand on parle de promotion de l'homosexualité également comme en Russie, Ukraine ou Moldavie, ces pays mettent cela en avant pour justifier que les marches des Fiertés ne peuvent pas avoir lieu, que les médias ne doivent pas

couvrir tout ce qui peut se passer, pour justement lutter contre l'homophobie. Donc là encore une forme d'homophobie d'état.

3. **Par rapport à la liberté de réunion**, il y a là aussi une graduation: cela va de l'interdiction pure et simple, à une forme d'interdiction où l'on met avant tout en avant les questions de sécurité. Cela peut être aussi des restrictions très sévères sur le parcours de la marche, sur le fait d'être une marche ou juste un rassemblement. Donc tout est fait pour lutter contre la visibilité qui pourrait faire changer les choses progressivement. Sans vouloir vous accabler de géographie aucune marche n'a eu lieu jusqu'en 2013 en Russie, Biélorussie, et Moldavie. La bonne nouvelle c'est qu'en Moldavie une première marche a eu lieu (100 manifestants contre 1000 opposants) ce qui montre la volonté très forte que ces marches puissent avoir lieu mais aussi la très forte homophobie. Les pays plus hypocrites dans lesquels on met en avant les risques de violence trop forts et où la police ne pourrait pas assurer la sécurité et où les marches sont interdites : Albanie, Monténégro, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Chypre. La bonne nouvelle l'Ukraine où une première marche de 20 minutes a eu lieu. Les pays où l'on autorise les marches et où l'on annule au dernier moment pour des raisons de sécurité: je vous renvoie au film *La Parade* où l'on voit comment la marche de Belgrade en Serbie se déroule dans un climat de violence extrême (insulte, jets d'œufs pourris, excréments). Je pense à la marche de Riga en Lituanie. La marche possible à Belgrade en 2010 est interdite l'année suivante à cause des dégâts causés par la marche de l'année précédente. Au lieu de dire qu'il y a un problème de LGBTphobie, on dit qu'il y a un problème posé par les personnes LGBT qui osent vouloir se montrer dans la rue. Cela se passe également en Georgie, Arménie, Lituanie. Il y a aussi les pays où l'on considère que les marches sont organisées dans de bonnes conditions parce qu'enfin on a obtenu une sécurité non seulement en privé mais aussi celle de la police qui est présente en nombre bien supérieur à celui des manifestants, mais dans lesquelles on considère qu'il s'agit de marches à risques. C'est pour cela qu'AI participe par solidarité à ces marches et envoie des délégations (Hongrie, Slovaquie,

Bulgarie, Croatie, Lettonie, Grèce). Les marches ne sont pas tout, il y a aussi tout le reste qui apparaît dans les rapports d'AI, ce que l'on appelle les crimes de haine

## ▪ Les crimes de haine

*Véronica d'Ana (Amnesty International),*

Les crimes de haine sont des agressions ou des épisodes de violence motivés par l'identité de la victime. Dans les cas de crimes de haines homophobes ou transphobes, c'est pour l'orientation sexuelle ou l'identité de genre de la victime. Il y a également les autres crimes de haine motivés par la religion, la nationalité. Ces crimes de haines ont un impact très fort, non seulement sur la victime, mais aussi sur la vie de la communauté LGBTI et sur la société d'une façon générale.

Des rapports ont été réalisés après des missions d'investigations sur la Bulgarie, la Croatie et la Turquie et un rapport va sortir en septembre prochain sur les missions d'investigations en Italie, en Grèce et en Ukraine et va parler des problèmes que l'on a découverts

Il y a quatre types de crimes de haines :

**Les lacunes législatives :** les lois parlent de crime de haine mais ne parlent pas de l'identité de genre ni de l'orientation sexuelle. La police est tenue de rechercher les motifs du crime de haine mais pas si le crime de haine a été commis pour des raisons d'homophobie ou de transphobie; les enquêtes sont insuffisantes pas de soutien aux victimes : la police ne sait pas ce que c'est qu'un crime de haine homophobe ou transphobe. Par exemple en Grèce, à propos des victimes de crime de haine homo ou trans : la victime attaquée par un groupe de personnes a appelé la police qui est arrivée, mais qui ne comprenait pas et a demandé : c'est quoi un crime de haine ? Et pourquoi la victime demandait-elle à inscrire que le motif de son agression était son orientation sexuelle ?

**L'impunité de l'agresseur :** une loi spécifique condamnant les crimes de haine, une fois que l'agresseur a été arrêté et qu'il est en face de son juge, permet de constituer une circonstance aggravante qui doit avoir un impact sur la peine. En Italie, la loi parle de crimes de haine mais pas homophobe

ou transphobe : c'est le cas de cette jeune femme attaquée par des agresseurs mophobes mais pour laquelle la police n'a rien pu faire car la loi n'existe pas.

**Connexion entre les crimes de haine et les marches des fiertés :** de nombreuses fois la police n'écrit pas dans ses rapports qu'il s'agit d'un crime de haine. Souvent les attaques ont lieu pendant ou après les marches. Dans le cas de la mort d'un jeune homme à la sortie d'un bar gay en Ukraine attaqué le soir d'un match de coupe d'Europe de foot (qui dit foot dit parfois hooligans), l'enquête n'a pas prouvé que la personne avait été attaquée à cause de son orientation sexuelle, mais l'enquête d'AI auprès des associations locales a démontré que c'était bien le cas.

**Le simple fait d'avoir « l'air homosexuel »** ou de sortir d'un lieu réputé LGBT peut suffire pour provoquer cette haine. Les autorités parfois, la police en l'occurrence, se retourne parfois contre la personne qui porte plainte, en l'insultant ou en la tabassant alors qu'elle est censée la protéger.

## ▪ Les témoignages à SOS Homophobie

*Romain Donda (SOS homophobie),*

Plus de 1800 témoignages sur des cas d'homophobie en soit une hausse de 27% par rapport à 2012 en partie due au très trop long débat sur la mariage pour tous puisque la moitié des témoignages ont été recueillis pendant ce débat. Il est intéressant de constater l'évolution des témoignages: énormément d'agressions physiques contrairement à ce que l'on peut penser : ce n'est pas que de la violence verbale ou des discriminations. 30% des témoignages d'agression verbale se passent sur internet qui est un défouloir à l'homophobie- les personnes se sentant protégées derrière leur écran. SOS Homophobie a mis en place une brigade d'intervention « les biches du net » qui contacte les administrateurs des sites concernés pour faire supprimer les propos homophobes.

## ▪ Les mariages avec des personnes de même sexe étrangères

*Romain Guyonnet ARDHIS*

Présentation de l'association puis question sur la Circulaire Taubira excluant le mariage pour tous pour les couples mixtes dans 11 pays  
réponse de Philippe Colomb :ARDHIS / Silence et embarras du gouvernement français lié à ces pays par d'anciennes conventions ayant pour but de préserver la culture du pays ( exemple : nécessité pour un français de se convertir à l'islam avant d'épouser une Algérienne d'abord en Algérie puis en France)

Ces conventions sont inadaptés au cas du mariage pour tous: la lettre de cette circulaire n'est plus respectée depuis très longtemps - en particulier celle qui impose des conditions religieuses, la France étant un pays laïc, la laïcité étant un des éléments de l'ordre public en France- on peut se marier sans respecter ces conventions

cela peut être dangereux car il peut y avoir des mesures de rétorsion ( droit de succession) dans le pays d'origine de la personne étrangère mais on peut le faire.

Ce que l'on souhaite c'est que l'état permette un accès. Il est préférable que la personne soit protégée par la France par le mariage plutôt que de n'être ni protégée en France ni dans son pays d'origine.



## ▪ Les LGBT en Grande-Bretagne

*Scott Cuthbertson (Equality Network, Ecosse)*

D'un point de vue légal et social, la position des LGBTI au UK, comme en France, l'homosexualité a été longtemps perçue comme relevant du pénal, du criminel. En GB la dépénalisation date de 1967, et de 1980 en Écosse.

Mon association a été créée 8 ans plus tard en réaction à une proposition de loi du gouvernement Thatcher – la section 28- loi visant à lutter contre la promotion de l'homosexualité à l'école notamment et sous cette loi un professeur qui apportait son aide et son écoute à un élève homo, pouvait se faire renvoyer. Ce n'est que 12 ans plus tard que cette loi fut abrogée en Écosse et cela a pris 16 ans pour que l'Angleterre fasse la même chose. Cette loi n'a pas été le seul combat. L'égalité, la lutte contre les discriminations dans le milieu professionnel, l'abrogation de ces lois et la facilitation de la lutte contre les discriminations est venue grâce à l'Europe car ces lois entraient en conflit avec les législations européennes.

L'Écosse est le premier pays à avoir lancé une loi pour protéger les Trans et l'association a été également lutté pour que les lois qui punissent les agressions sexuelles soient mises en place et appliquées dans des affaires et des contextes en lien avec des personnes LGBT pour arriver enfin jusqu'au droit d'adoption. En 2009 arrive la loi sur l'adoption en Écosse. Aujourd'hui l'Angleterre et le pays de Galles ont le mariage pour tous avant l'Ecosse, mais il faudra un an pour la mise en place de cette loi et son application. Cela montre combien il est difficile au UK de mettre en place des lois de ce type.

Aujourd'hui nous avons quasiment accompli l'égalité légale c'est pour cela qu'on se concentre plus sur les questions sociales professionnelles et culturelles, notamment à l'école et dans le milieu professionnel. Nous avons mené des études dans ce but, sur la perception des gens et notamment une enquête sur ce que ressentirait un parent si un de ses proches était amené à entrer dans une longue relation avec une personne de même sexe et l'on voit que l'écart se creuse entre 2006 et 2010. On a remarqué une chute de 3% du nombre de personnes qui seraient déçues d'apprendre une telle information.

Le petit % montre combien les mentalités mettent du temps à changer et qu'encore aujourd'hui un à priori négatif persiste. À contre courant, on est passé de 1/3 des Écossais favorables au mariage en 2008 à 2/3 en 2013, ce qui montre des courants contradictoires dans les chiffres.

## ▪ Les droits LGBT et l'Europe

*Par Jordi Petit (Casal Lambda Barcelona),*

La crise économique a ouvert un espace de méfiance et perte de valeurs solidaires. Les gens deviennent de plus en plus individualistes et les messages radicaux prennent place dans beaucoup de pays. Les ex-membres de l'ancien bloc soviétique de l'Est, aujourd'hui pour la plupart dans l'UE, ont de gouvernements très conservateurs. Il faut recourir aux dispositions du dernier Traité de l'UE de Lisbonne où est assurée la non-discrimination pour raison d'orientation sexuelle. La communauté LGBT reste passive dans ses lieux de rencontre et sur internet : il faut une meilleure sensibilisation et coopération du réseau de locaux homo. Il y a aussi un développement des religions venues d'Amérique Latine, très réactionnaires (évangélistes, etc). Dans ce contexte, l'homophobie violente qui s'exprime en Russie peut être imitée par les pays ex-soviétiques, c'est un grand danger qu'il faut à tout prix éviter. Les élections européennes de 2014 peuvent nous donner un parlement très à droite et même avec une majorité d'extrême droite. Il faut informer de cela tout le monde, et le mouvement LGBT doit faire alliance avec d'autres mouvements sociaux pour exiger le respect de nos droits et les droits des femmes de la part des candidats français à Strasbourg.

Le message de l'ILGA est très clair sur cette situation de crise :

1. Rassembler les associations LGBT, partager des locaux, etc.
2. Mettre en place des alliances solides entre groupes LGBT avec objectifs clairs et pédagogiques. Il faut se rendre compte que les informations issues des travaux de Kinsey et les autres travaux de recherches sont maintenant oubliées ou méconnues.
3. Développer des relations avec entreprises privées pour sponsoriser activités.
4. Créer une alliance solide avec les associations de défense des Droits Humains et travailler ensemble.
5. En termes de visibilité : chercher, imaginer des actions sympatiques et capables d'attirer la presse et les médias.

## ▪ Penser le T de « LGBTphobies »

*Par Karine Espineira (Docteure en sciences de l'information et de la communication, chercheure associée au LIRCES (Laboratoire Interdisciplinaire Récits, Cultures Et sociétés), Université de Nice-Sophia Antipolis. Ses travaux portent sur la construction médiatique des transidentités. Elle est cofondatrice de l'Observatoire des Transidentités.*

Il n'existe aucune association en France, spécifiquement subventionnée pour mener des études et des actions de prévention et de sensibilisation à la transphobie. Ces actions sont pourtant menées par des financements liés à la santé ou des financements propres. On pense au travail des associations Chrysalide à Lyon ou OUTrans à Paris. Soulignons l'existence d'une « carte de la transphobie » interactive sur le site d'ID Trans {site hors ligne à ce jour}. Dans le contexte français, nous devons aussi nous appuyer sur le travail et les données de SOS homophobie ainsi que des commissions trans constituées au sein de la plupart des partis politiques, sans oublier les travaux d'Amnesty Internationale.

On mesure le plus souvent la transphobie « ambiante » au nombre de victimes trans comme durant la journée internationale du T-Dor (day of remembrance, chaque 20 novembre). Les personnes en situation de prostitution sont très exposées mais les violences envers les personnes trans s'expriment dans la socialité la plus banale. On ne manque pas de témoignages concernant les conséquences d'un coming out trans ou liés à la question de la non-concordance des papiers d'état civil et le genre affiché et revendiqué. L'année qui vient de s'écouler a vu la ville de Limoges connaître meurtres et suicides de personnes trans comme en témoigne l'association Les Myriades Transs. Comment intégrer à ces données, les suicides trans non détectés comme tels ? Car on se suicide parfois face à l'impossibilité d'obtenir des papiers d'identités ou face au rejet de la famille

et des entourages socioprofessionnels. La transphobie demeure difficile à mesurer et à démontrer dans de nombreux cas.

La question de la transphobie au travail peut s'appuyer notamment sur le rapport *Engendered Penalties: Transsexual and Transgender People's Experience of Inequality and Discrimination* publié en 2008 de l'anglais Stephen Whittle. Elle montre que plus de la moitié des personnes trans ont vécu des situations de discrimination. Le rapport indique des taux importants de chômage : 39% pour les MtF (Male to Female) et 35% pour les FtM (Female to Male). Aux États-Unis, le rapport de centre National Transgender Discrimination Survey de 2011, détaille que 26% des personnes trans perdent leur travail suite à l'annonce de leur transition dont près 19% ont conduit à la précarisation des personnes. Autrement dit : à la perte d'emploi.

En France, la transphobie est pensée depuis la politisation des groupes trans à l'entrée des années 2000 et plus timidement par les institutions depuis peu. Avec toutes les mesures de prudence qui s'imposent avec les contributions libres et collectives pour repère, nous donnons la définition de Wikipedia en cours en 2013 : La transphobie est l'aversion envers le transsexualisme et envers les personnes transsexuelles ou transgenres relatives à ses [son] identité sexuelle. La transphobie peut se manifester sous forme de violences physiques (agressions, crime de haine, viols, ou meurtres), ou par un comportement discriminatoire ou intolérant (discrimination à l'embauche, au logement, ou encore à l'accès aux traitements médicaux). En remontant à 2009, une autre perspective de définition avait été proposée avec l'appel du comité IDAHO (17 mai 2009) : Partout dans le monde, les personnes qui vivent leur identité de genre en dehors des normes en vigueur sont confrontées aux violences, abus, viols, tortures et crimes de haine, aussi bien dans leur vie privée que dans la sphère publique. Pour mémoire rappelons que la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité venait d'écarter la transphobie de la liste des discriminations.

Si dans les deux propositions de définitions, il est décrit un mécanisme produisant des « réactions phobiques » on ne peut pas penser la transphobie

comme un phénomène isolé, propre aux seules personnes trans, mais comme un effet symbolique et une pratique d'ensemble produisant de la violence. Le sexisme semble faire surplomb.

On pourrait aussi gloser sur les réticences du législateur à intégrer la notion d'identité de genre quand on parle des personnes trans et des questions liées à leur état civil. Le sous-amendement déposé au sénat en juillet 2012 le démontre en ayant retenu la notion « identité sexuelle » pour qualifier la discrimination. Notons, en revanche l'avis de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme rendu le 16 juin 2013, qui non seulement a orienté son avis vers une facilitation du changement d'état civil mais a préconisé l'emploi de la notion d'identité de genre. On le voit, le travail de définition comme préalable à l'action de lutte est en cours. Un véritable politique de sensibilisation et de lutte contre la transphobie reste à construire sans omettre le travail des associations et des collectifs trans dont le travail est souvent mis de côté par des institutions aveugles à leurs travaux. Ce qui en soi forme une discrimination en ne reconnaissant par l'expertise des acteurs de terrain et des personnes trans conduisant ces travaux et études.

# **11<sup>ème</sup> partie.**

## **MusulmanEs, chrétiennEs. Féminisme et LGBT**

## ■ Une Religiosité islamique LGBT radicalement alternative

*Par Ludovic Mohammed Zahed (Homos musulmans de France/HM2F),*

Il est communément reconnu désormais comme un fait historique que la question de l'homosexualité dans la sphère privée, de l'homoérotisme et de l'identité *subalterne*<sup>115</sup> des individus appartenant de fait à une minorité sexuelle<sup>116</sup>, a bénéficié d'une relative tolérance, des siècles durant, au sein des sociétés arabo-musulmanes – tout autant qu'au sein des communautés musulmanes en Europe ou ailleurs. Depuis quelques années, des auteurs tels que Khaled Rouayheb<sup>117</sup>, ou encore Walter G. Andrews et Mehmet Kalpakli<sup>118</sup>, mettent en exergue de manière remarquable l'influence de la médecine moderne d'une Europe puritaine, sur un empire ottoman que d'aucuns décrivent, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, comme en déclin, ou du moins en recherche d'expertise scientifique médicalisante ailleurs qu'en son sein. Le XIX<sup>e</sup> puis le début du XX<sup>e</sup> siècle semblent avoir été ceux, de ce point de vue, de l'émergence de la catégorie sociale des « anormaux », comme le décrit très précisément Foucault dans son ouvrage éponyme<sup>119</sup>. A la différence que, de nos jours, l'individu est décrit fondamentalement comme un agent et non plus comme par essence vulnérable<sup>120</sup>, subissant

---

115 Spivak, G., C. (2006). « *Les subalternes peuvent-ils parler* ». Editions Amsterdam, Paris.

116 Terme qui désigne les individus LGBT : lesbiennes, gays, bisexuel-les, de même que les individus transidentitaires. Avec les mutations sociétales, souvent violentes, que connaît le monde arabo-musulman à l'heure actuel, ces minorités sexuelles lorsqu'elles sont visibles dans l'espace public, s'exposent à de nombreuses formes de violences sociales ou étatiques. De manière générale, sur la question des minorités, voir Moscovici, S. (2003). « *Psychologie sociale* ». PUF, Paris

117 2009, University of Chicago press.

118 Andrews, W., G. & Kalpakli, M. (2005). "*The Age Of Beloveds: Love And The Beloved In Early-Modern Ottoman And European Culture And Society*". Duke University Press.

119 Foucault, op. cit.

120 Notion très controversée en sciences sociales du fait que c'est une notion polysémique, multiscalaire, multidimensionnelle, interdisciplinaire, difficile à évaluer. Voir pour cela depuis Fabiani, J.-L. et J. Theys, 1987, *La société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 674 p ; jusqu'à Nathan, F., 2009, *Comprendre le risque et la vulnérabilité : une perspective de sciences sociales à propos des risques de glissement de terrain à La Paz, Bolivie*, In : Becerra S. et A. Peltier, *Risques et Environnement : recherches interdisciplinaires sur la Vulnérabilité des sociétés*, Paris, L'Harmattan, pp. 117-128 ; ou encore pour une synthèse non exhaustive de l'historique de la notion Sylvia Becerra, « Vulnérabilité, risques et environnement : l'itinéraire chaotique d'un



l'oppression d'une corporalité assujettie à un « biopouvoir »<sup>121</sup> politique omniprésent : un façonnage identitaire organisé depuis des centres d'influence diffus, non localisés, au sein de communautés et d'espaces arabo-musulmans en pleine évolution sociétales<sup>122</sup> et où la *grammaire*<sup>123</sup>, la représentation sociologique, liée à la *mêmeté*<sup>124</sup> est en pleine mutation<sup>125</sup>. A l'aube de cette période, ou de manière sensiblement consécutive à ces mutations grammaticales et éthiques là, par exemple au Caire en 1925 le recueil des *Mille et Une Nuits* sont publiées, pour la premières fois depuis plus de mille ans, expurgés de l'ensemble des références liées à la corporalité, à la sexualité des femmes ou à l'homoérotisme masculin. Pourtant avant l'ère moderne, une telle pudeur ne semblait pas exister au sein des sphères publiques arabo-musulmanes<sup>126</sup>. Par exemple, à l'époque médiévale, le juge damascène Muhammad Akmal Al-Dîn<sup>127</sup> rapporta l'histoire suivante : « Un homme aimait un relieur imberbe appelé 'Ali mais celui-ci se révéla en fait hermaphrodite. Les médecins statuèrent et le déclarèrent plutôt de genre féminin ce qui permit au juge local de considérer dès lors que le relieur était une femme, 'Ali devenant aussitôt 'Aliya, et pouvait donc devenir l'époux (ou plutôt l'épouse) de son soupirant »<sup>128</sup>.

Avant l'ère moderne, le XVIIIe siècle donc, le rapport au genre, à la sexualité et à l'homoérotisme ne posait pas autant de problèmes ; puis, « en moins d'un siècle, l'attitude antipathique envers l'amour pédéraste [jusqu'à une époque récente] attribuée aux Français fut adoptée par les classes évoluées

---

paradigme sociologique contemporain », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 12 Numéro 1 | mai 2012 - <http://vertigo.revues.org/11988> ; DOI : 10.4000/vertigo.11988

121 Foucault, M. (1976). « *La volonté de savoir* » ; Gallimard, Paris.

122 Todd, E. (2011). « *Allah n'y est pour rien* ». Le Publieur, Paris.

123 Terme consacré par Boltanski, L. & Thevenot, L. (1991). « *De la justification / les économies de la grandeur* ». Gallimard, Paris ; je préfère ce terme à celui de « représentation » qui est trop psychologisant pour l'approche anthropologique qui est la nôtre, sans compter que ce concept est remis en question par des chercheurs en neurosciences qui affirment qu'il n'explique rien des processus mentaux mais donne l'illusion d'un modèle viable.

124 Zourabichvili, F. (1997), « *Qu'est-ce qu'un devenir pour Gilles Deleuze* » ; Horlieu, Paris.

125 Mernissi, F. ; « Comprendre pour se dépasser ». *Lamalif*, n°175, mars 1986 – p. 58 59.

126 Tifashi, A. (1981). « *Les Délice des cœurs* ». Phébus, Paris.

127 m. 1603.

128 El-Rouayheb, K. (2010). « *L'amour des garçons en pays arabo-islamique : XVIe-XVIIIe siècle* ». Epel, Paris.

de la société arabe »<sup>129</sup>. Le début du XXe siècle semble donc vraisemblablement être caractérisé de ce point de vue par une remise en question identitaire décrite comme fasciste<sup>130</sup>, voir totalitaire<sup>131</sup>, au sein de sociétés arabo-musulmanes colonisées, décolonisées pour certaines, traumatisées, à la dynamique sociale fragilisée, en proie aux doutes et aux phobies en tous genres, en recherche actives - à la limite d'une correspondance parfaite avec le tableau psychopathologique de l'hystérie - de bouc-émissaires tels que les femmes émancipées ou les individus appartenant de fait à une minorité sexuelle ; un processus de recherche de bouc-émissaire classique, A priori, au vu des données disponibles en sociologie de la dynamique intergroupes par exemple, en ce qui concerne nommément la condition des minorités au sein de groupe sociaux se considérant, à tort ou à raison, en danger<sup>132</sup>. Comment les individus considéré-es comme appartenant de fait à une minorité sexuelle se positionnent-ils par rapport à ces mécanismes sociologiques discriminatoires ? Quelle sont les figures importantes de cette réformes des représentations sociales en matières de corporalité, de sexualité et de religiosité ? L'action de ces musulman-es alternatifs est-elle quantifiable sociologiquement ?

## **Les minorités sexuelles à l'avant-garde des mutations du rapport à la religiosité islamique**

Ce n'est qu'au début des années quatre-vingt, avec l'introduction des études de genre dans le champ de l'Islam, par des auteures telles que Fatima Mernissi, que des intellectuel-les remettent en cause l'interprétation la plus dogmatique, homophobe, transphobe et misogyne de l'héritage islamique - sans oser parler de sexualité, et encore moins de lesbianisme ou d'homosexualité de manière générale -, par exemple dans un ouvrage comme *Le harem politique : le Prophète et les femmes*<sup>133</sup>. Mais aussi des auteurs

---

129 Rouayheb, op. cit . p. 241.

130 Tentant, par définition d'imposer un seul faisceau identitaire.

131 En tentant de contrôler la totalité de l'espace public.

132 Moscovici, S. (1979). « *Psychologie des minorités actives* ».

133 1987, Albin Michel.

tels que Everett Rowson qui nous parle de ces *Effeminatees of Early Medina*<sup>134</sup> : ces « mukhanathuns » - des hommes efféminés, voir transgenres - que le Prophète de l'islam aurait défendu et accueilli chez lui, parmi ses femmes et ses enfants. Autant d'études qui ouvriront la voix à une réappropriation avant-gardiste de leur propre religiosité sans désormais de *dissonance cognitive*<sup>135</sup> vis-à-vis de leur corporalité, de la part de ce que l'on qualifiera de citoyen-nes et d'associations « LGBT<sup>136</sup> islamiques », de même que pour des auteurs plus engagé-es car concerné-es au premier titre par cette problématique. Une réappropriation qui passera, plus de mille quatre cents ans après la société des premiers musulmans, premièrement par la reformulation exégétique des versets du Coran ayant trait au peuple de Loth à Sodome et Gomorrhe, comme étant des versets dont le contexte et la raison première de la révélation<sup>137</sup>, de même que les portées axiologiques, éthiques, n'ont rien à voir avec « l'homosexualité » telle que définie à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, mais avec le viol, la piraterie, l'humiliation, le refus de l'hospitalité et le sape de l'honneur de telle ou telle tribu, qui plus est sur le champ de bataille, par leurs ennemis.

C'est dans l'esprit de ce paradigme, des études de genre appliquées à l'islam, que Scott Kugle<sup>138</sup> ira jusqu'à considérer dans son étude « systématique » de l'ensemble du corpus théologique lié à la question de l'homoérotisme, aussi bien dans le Coran que dans la tradition des

---

134 1991, American Oriental Society -

<http://www.jstor.org/discover/10.2307/603399?uid=3738016&uid=2129&uid=2&uid=70&uid=4&sid=21102425325177>

135 Selon cette théorie, l'individu en présence de cognitions incompatibles entre elles, éprouve un état de tension désagréable : c'est l'état de « dissonance cognitive ». Dès lors, cet individu mettra en œuvre des stratégies inconscientes visant à restaurer un équilibre cognitif. Voir Festinger, L., Riecken, H., W., Schachter, S. (1956). *“When Prophecy Fails: A Social and Psychological Study of a Modern Group that Predicted the Destruction of the World”*; University of Minnesota Press, USA. En tant que psychologue de formation je sais nombreux de mes collègues sociologies utilisent fréquemment ce concept de psychologie ; pourtant de mesure réellement la dissonance cognitive de tel ou tel individu en passe par des équation mathématiques complexes, qui sont rarement utilisées en dehors du champ de la psychologie expérimentale, et sans lesquels il est hasardeux de considérer rapidement que tel ou tel individu est effectivement en proie à un tel processus mental.

137 Nommée en arabe *al-'llat*.

138 Diplômé de l'université de Duke en histoire des religions, né à Hawaï, il est l'un des organisateur de la retraite annuelle des LGBT musulman-es ou d'origine musulmane à Philadelphie.

hadiths<sup>139</sup>, que rien ne permet de condamner l'homosexualité en tant que telle d'un point de vue islamique<sup>140</sup> ; c'est la thèse centrale de son ouvrage intitulé « Homosexualité *en Islam* ». La condamnation islamique ferait plus exactement référence selon lui à une tradition punitive qui aurait encore été mise en œuvre par des hommes considérés comme « téméraires » par leur propre groupe social, à la masculinité virile et valorisée bien que s'adonnant à des relations homosexuelles, violentes, par exemple en Syrie jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>141</sup> ; Kugle nous rappelle en conclusion de son ouvrage que les LGBT musulman-es ne demandent pas de droits exceptionnels : « nous demandons simplement à être traités comme des êtres humains à part entière et nous insistons sur le fait d'être reconnus, si ce n'est acceptés, comme des égaux en matière de foi religieuse », nous dit-il. Kugle, qui en plus de son poste à l'université d'Atlanta est désormais l'un des coordinateurs du réseau nord-américains des queers Muslims, insiste donc la nécessité de se libérer d'une certaine grammaire de la tradition islamique. Quant à Samar Habib<sup>142</sup>, réfugiée australienne d'origine chrétienne palestinienne, fait tout d'abord le lien entre grammaire performative des sexualités humaines, puritanisme moderne et nécessité de se libérer de l'héritage du post-colonialisme contemporain. Habib conclut son ouvrage en affirmant que selon elle, il est « délirant » de considérer que ceux qui s'affirment déjà aujourd'hui en tant que gays ou lesbiennes au sein du monde arabe [et des communautés musulmanes de par le monde], appartiendraient tou-tes à une élite « occidentalisée ». De la même façon que Kugle, elle pense qu'un islam « queer-friendly » sera possible tout d'abord par le rejet des traditions prophétiques - les hadiths - non authentiques, sur lesquels les premiers savants musulmans ont pourtant élaborés leurs dogmes. Ensuite, il faudra « déprogrammer » l'interprétation homophobe qui est faite des versets du Coran qui parlent du peuple de Loth à Sodome et Gomorrhe et s'en libérer par l'élaboration de ce que l'on pourrait qualifier de nouvelle « théologies de la libération islamiques ». Enfin,

---

139 Traditions orales rapportées par les compagnons du Prophète de l'islam.

140 Kugle, S. (2010). « *Homosexuality in Islam* ». One World, USA.

141 Rouayheb, op. cit.

142 Diplômé de l'université de Sydney en littérature, réfugiée en Australie et née de parents chrétiens palestiniens, elle est l'une des spécialistes sur la question de l'homosexualité féminine en islam.

l'herméneutique islamique se devra de reconnaître l'union maritale des couples de même sexe, tout en continuant de considérer l'adultère et la fornication comme contraires aux valeurs de l'islam : l'objectif ultime de la « copulation », nous dit-elle, n'est pas la reproduction, mais bien le principe de plaisir ainsi que l'harmonie sociale affirmée avec empathie. C'est donc là une perspective émancipatrice qui parle de libération politique vis-à-vis du colonialisme quel qu'il soit, politique, économique mais aussi intellectuel, et non pas seulement de libération des corps et des esprits par rapport aux préjugés liés à une certaine grammaire des religiosités et/ou des sexualités. Avant de développer plus en détail le *modus operandi* au niveau international de la mise en œuvre sur le terrain de l'interprétation alternative de ces musulman-es alternatifs (conférences internationales, publications collégiales, etc.), j'aimerais préciser que de manière générale en ce qui concerne ces représentations modernes de l'homosexualité, cette grammaire d'une violence soi-disant inhérente à l'homosexualité, Florence Tamagne qui est historienne des représentations sociales et grammairiales politiques liées à l'homosexualité, énonce ainsi qu'il : « semble que le terme « homosexuel » ait été employé pour la première fois en 1869 par un écrivain hongrois, Karoly Maria Kertbeny. Si les pratiques homosexuelles et même la mise en place d'une subculture homosexuelle sont, comme nous l'avons vu, bien antérieures au XIXe siècle, il est possible d'établir une rupture nette, tant du point de vue de la construction identitaire que de celui des grammairiales, à partir des années 1870-1890. Le sodomite, « criminel devant Dieu », coupable d'un acte infamant méritant un châtement suprême, laissait la place à l'homosexuel criminel contre la société, mais aussi, « malade », « pervers », « dégénéré », relevant autant du cabinet du médecin que du tribunal »<sup>143</sup>. C'est ainsi que le sexologue Heinrich Kaan définira, en fonction des déviations par rapport à ce qu'il considère comme une « normativité » forcément hétérosexuée, une dynastie des différentes aberrations sexuelles qui constituent à ses yeux une seule et même catégorie de ce qu'il nommera la « psychopathia sexualis » : la maladie sexuelle<sup>144</sup>. Kaan, dont le travail a été salué par Sigmund Freud, s'inspirait de la théorie

---

143 Tamagne, F. (2001). « Mauvais genre ? Une histoire des représentations de l'homosexualité ». La Martinière, Paris; p. 92.

144 Kaan, H. (1844). « Psychopathia sexualis ». Voss, Leipzig

d'un médecin suisse dont le nom est tombé aujourd'hui dans l'oubli, Samuel Tissot<sup>145</sup>. Ce dernier considérait que la masturbation était l'origine de la maladie mentale. Ceux qui vinrent après lui, dont Kaan, classèrent ainsi sur le même plan la masturbation, la pédophilie et l'homosexualité. D'autres ensuite, s'inspirant des thèses rousseauistes sur la sexualité « innocente » des enfants, ont entrepris une véritable « réforme de la sexualité », sous l'influence de thèses modernes, politiques<sup>146</sup>.

Ce serait donc ainsi que « l'opinion générale que l'on se faisait des relations homosexuelles, un péché apparenté au vol ou à l'adultère, cédait la place à l'idée qu'elles étaient plutôt révélatrices d'une constitution psychologique ou physiologique anormale »<sup>147</sup>. Plus tard, nous dit Azim Akbaraly « Face à cette volonté d'identification et de contrôle, les personnes ont réagi aux discours dont elles faisaient l'objet en développant ce que Michel Foucault dénomme une *stratégie opposée* : « L'homosexualité s'est mise à parler d'elle-même, à revendiquer sa légitimité ou sa « naturalité » et souvent dans le vocabulaire, avec les catégories par lesquelles elle était médicalement disqualifiée ». Ces individus appartenant à une minorité sexuelle se seraient donc approprié le terme, et auraient tenté d'en détourner la dimension médicalisante. Le terme aurait donc évolué, et « l'homosexuel » d'aujourd'hui ne serait plus « l'homosexuel » d'hier. Ce serait non plus une personne incarnant une sexualité, mais un groupe social, une identité (...). Cette stratégie de détournement et d'appropriation, si elle a clairement eu pour effet de modifier le sens du terme *homosexuel*, n'est pourtant pas sans danger »<sup>148</sup>. C'est en raison de ce « danger » de la catégorisation

---

145 Tissot, S.D.M. (1822). « *L'onanisme : dissertation sur les maladies produites par la masturbation* ». L'écrivain, Paris. Disponible en ligne - [http://books.google.fr/books?id=yVwOAAAAQAAJ&pg=PA92&lpg=PA92&dq=sot+samuel+de+l%27onanisme&source=bl&ots=Nj4BwseB9H&sig=ZgnJznYypoy8nH\\_zTGfGotbWMrs&hl=fr&ei=alVBTY36JoeDhQe7j4S0AQ&sa=X&oi=book\\_result&ct=result&resnum=1&ved=0CBoQ6AEwAA#v=onepage&q&f=false](http://books.google.fr/books?id=yVwOAAAAQAAJ&pg=PA92&lpg=PA92&dq=sot+samuel+de+l%27onanisme&source=bl&ots=Nj4BwseB9H&sig=ZgnJznYypoy8nH_zTGfGotbWMrs&hl=fr&ei=alVBTY36JoeDhQe7j4S0AQ&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=1&ved=0CBoQ6AEwAA#v=onepage&q&f=false)

146 E. J. Haeberle (1982). « *La Suisse romande et l'histoire de la sexologie* », Médecine et Hygiène, Vol. 41-1512, p.1234-1241. San Francisco. Disponible en ligne - <http://www2.hu-berlin.de/sexology/BIB/FR/SR.htm>

147 Rouayheb, op. cit.

148 In « *Pour une stratégie nouvelle : réflexion sur les termes homosexualité, homosexuel, gay et lesbienne* » ; Ganyède, revue en ligne des étudiants LGBT parisiens à propos de genres et sexualités - <http://www.revue-ganyede.fr/pour-une-strategie-nouvelle-reflexion-sur-les-termes-homosexualite-homosexuel-gay-et-lesbienne/>

performative, essentialisante, en réponse à ces pressions politiques liés à des luttes de pouvoir et de contrôle sur les individus qui en passe par le contrôle sur leur sexualité, que certaines associations se positionnent désormais comme une « alternative à la politique communautaire », à la « schizophrénie » axiologique qui en découle, et s'inscrivent en faux contre cette catégorisation des individus en fonction uniquement de leur sexualité, en affirmant être à la recherche de nouvelles terminologies, pour remplacer les acronymes « LGBT » et afin de « réagir au discours sur soi, élaborer des stratégies, jouer sur les grammaires : ces problématiques sont au cœur du processus identitaire. Cette démarche associative s'inscrit dans la même ligne axiologique que celle d'intellectuels tels que Joseph Massad, intellectuel chrétien d'origine palestinienne qui refuse d'être assimilé à cet acronyme de LGBT qu'il trouve par trop réducteur, hérité dans le monde arabo-musulman selon lui de la colonisation occidentale<sup>149</sup>. Il s'agit donc, pour nombre d'associations et d'intellectuel-les arabo-musulman-es, de « recréer son identité personnelle à partir de l'identité assignée »<sup>150</sup>, loin des clichés qui seraient véhiculés par ce que Massad ou Habib nommeraient « l'international Gay ». Tout comme par exemple les féministes islamiques doivent se libérer de cette grammaire préjugé selon laquelle le voile, ou non, serait l'alpha et l'oméga de leur condition de soumises, les LGBT islamiques s'assignent la tâche de se libérer de cette grammaire victimaire, performative. Autant de processus sociologiques qui, encore une fois, n'ont rien à voir avec l'islam en tant que recherche spirituelle authentique, mais qui ont trait plus vraisemblablement à des questions de dynamiques sociales intergroupes, de partage du pouvoir et de contrôle des corps par le contrôle des sexualités individuelles. Autant de grammaires oppressives dont les individus appartenant à une minorité sexuelle, désormais de plus en plus regroupé-es en associations, affirment vouloir se libérer y compris depuis l'intérieur de l'Islam.

---

149 Diplômé de l'université de Columbia en sciences politiques, Massad est né en Jordanie en 1963 de parents réfugiés palestiniens. Il se dit être l'héritier d'Edward Saïd, farouche opposant à toutes formes d'orientalismes.

150 in Tamagne, F. « "Genre et homosexualité" De l'influence des stéréotypes homophobes sur les représentations de l'homosexualité », in *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 2002/3 n+o 75, p. 70.

## L'Emergence des associations LGBT islamiques et la dysphorie axiologique

Il ne faut pas oublier par ailleurs qu'en ces temps de troubles et de conflits, de remise en question incessantes et globalisées, de réforme de la grammaire identitaire des musulmans de France, d'Europe et d'ailleurs, la féminité – affichée par certaines femmes en général, et par certains hommes en particulier – est le bouc émissaire idéal pour un dogme, en l'occurrence musulman, qui se veut immuable, qui serait en recherche à la foi de sens et de partage du pouvoir<sup>151</sup>. Pour autant, il ne faut pas manquer de mesure et de subtilité, et éviter tout procès d'intention facile et islamophobe, afin de tenter de déterminer si c'est la féminité qui serait véritablement haïe par les musulmans dogmatiques, qui voudraient la cacher, l'éliminer de l'espace public, la castrer en quelque sorte ; ou, bien au contraire, est-ce les grammaires dysphoriques à l'égard de la féminité en général, portées par ces dogmatiques, qui seraient motivées par un amour de la Féminité – figure de la mère – irrépressible, idéalisé, immature, incapable de la considérer comme un sujet à part entière, porteur de sa propre forme d'altérité. Ce serait là un amour de la féminité castrateur, qui ne condamnerait pas la féminité en soi. Plus encore, ce serait là un amour réducteur, interdisant aux hommes d'être porteurs d'une féminité considérée comme sacrée, emprisonnant les femmes dans une grammaire sexiste, qui les infériorise justement parce qu'elle les idéalise ; une grammaire identitaire qui enfermerait tout autant les hommes dans un genre – et un rôle social – prédéterminé. Quoiqu'il en soit des origines épistémologiques ou historiques de cette dysphorie axiologique liée à une dissonance cognitive entre des religiosités et des corporalités alternatives et minoritaires, il semble établi que l'influence grandissante de la médecine et de la psychiatrie normalisante, performative, occidentale à l'ère moderne<sup>152</sup>, voit

---

151 Ramadan, T. (2008). « *La réforme radicale* ». Presse du Chatelet, Paris.

152 Alors qu'à l'aube de la modernité l'on certains historiens constate l'agonie de cette indifférenciation des objets du désir au sein d'un âge des « bien-aimé-es », dans la droite ligne d'une tradition helléniste où la beauté était, par essence, androgyne. Une différenciation des sexes, des genres puis des sexualités qui gagnera toute l'Europe, puis bientôt l'empire ottoman et ses universités, ses écoles de médecines, avant de gagner ses écoles coraniques ; voir Andrews, W., G. & Kalpakli, M. (2005). "*The Age Of Beloveds: Love And The Beloved In Early-Modern Ottoman And European Culture And Society*". Duke University Press.



s'exprimer son écho dans un retour positif depuis l'Occident vers les espaces arabo-musulmans, par le biais d'associations et de collectifs citoyens qui s'inspire non seulement de ces études de genre appliquées à l'islam, mais également de l'exemple de féministes islamiques telle qu'Amina Wadud, la femme imame Afro-Américaine, qui disent mener un véritable « gender jihad »<sup>153</sup>. Une démarche décrite par certain-es musulman-es alternatifs comme un « paradigme du Tawhid<sup>154</sup> » : la mise au pinacle de l'unicité de notre humanité, dans la pluralité et le respect de la diversité, en miroir de ce qu'ils considèrent comme étant l'unicité de Dieu<sup>155</sup>. Dans un ouvrage dédiée à l'œuvre d'Amina Wadud, l'essayiste américain Michael Muhammad Knight affirme que « l'éthique du Tawhid d'Amina Wadud détruit non seulement les hiérarchies sexuelles, mais également toutes possibilités d'imaginer des différences au sein des communautés musulmanes et non musulmanes, à travers l'extraordinaire humilité du service égal à Dieu »<sup>156</sup>. Cette libération des queers musulman-es, par la désidentification post-identitaire et adogmatique, a permis – tout autant qu'il a vu son influence s'accroître par – l'émergence d'une véritable génération d'associations et de collectifs citoyens engagés dans la défense des droits des individus appartenant de fait à une minorité sexuelle, et ce depuis la fin des années 1990 jusqu'à la fin des années 2000, aussi bien en France avec des associations telle que HM2F<sup>157</sup>, en Algérie par exemple avec l'association *Abu Nawas*<sup>158</sup>, ou encore avec la confédération CALEM<sup>159</sup>; autant de structures citoyennes qui prennent part au débat publique afin de

---

153 Jihad pour l'égalité des sexes ; Wadud, A. (2006). « *Inside the Gender Jihad: Women's Reform in Islam* ». Oneworld Publications, Londres.

154 L'unicité de notre humanité en miroir de celle de notre humanité.

155 Contribution d'Abdennur Prado Abdennur Prado (président de la conférence espagnole pour le féminisme islamique, Barcelone ; ancien président de la Junta Islamica) in Ali, K., Hammer, J. & Silvers, J. (2012). « *A jihad for justice: honoring the work and life of Amina Wadud* » (dir.) ; 48hrsbooks.com, Etats-Unis - <http://www.bu.edu/religion/files/2010/03/A-Jihad-for-Justice-for-Amina-Wadud-2012-1.pdf>.

156 Ali, op. cit. ; p. 33.

157 *Homosexuel-les Musulman-es de France* – [www.homosexels-musulmans-france.org](http://www.homosexels-musulmans-france.org) ; la première association du genre fut *Al-Fatiha* aux Etats-Unis, qui essaima en Afrique du Sud et en Grande-Bretagne - une branche d'*Al-Fatiha* qui deviendra aux alentours des années 2000 *Imaan* - qui en arabe et en Urdu pakistanais veut dire « foi »

158 Dans un pays où l'homosexualité est criminalisée – comme c'est le cas aujourd'hui encore dans une dizaine de pays arabo-musulmans - et passible de deux à dix ans de prisons, si elle est doublée de l'accusation de subversion politique - <http://www.abunawasdz.org/>

159 *Confédération des Associations LGBT, Euro-Africaines ou Musulmanes* – [www.calem.eu](http://www.calem.eu)

l'influencer positivement, par des publications diverses, l'organisation de séminaires, de conférences, de retraites spirituelles ou l'ouverture de mosquées ou de centres inclusifs de par le monde, principalement en Amérique du nord et en Europe. L'une des associations à l'origine de cette dynamique libératrice, émancipatrice, HM2F, bénéficia de l'expérience d'une génération d'élaboration de cette théologie de la libération islamique, tout en fondant son action sur un contexte politique et social particulier en France, en affirmant dès sa fondation en janvier 2010 qu'il est possible d'être à la fois homosexuel-les/transsexuel-les et musulman-es, sans oxymore aucune<sup>160</sup>.

### **Mode opératoire et axiomes d'un queer islamique émancipateur**

L'action subversive<sup>161</sup> de ces théologiens islamiques alternatifs est quantifiable sociologiquement. Des musulmans progressistes, féministes, inclusifs, militants des droits humains, étaient par exemple réuni-es à Paris le weekend du 17 novembre 2012, à l'occasion des trois jours de colloque annuel organisé par la confédération CALEM. Cette dernière travaille à l'acceptation de la diversité des identités sexuelles et des orientations de genre au sein de l'islam. C'est une organisation qui se revendique comme laïque et apolitique, indépendante de tous sponsors financiers, de toute sorte d'idéologie, et elle n'est pas soumise à quelque autorité religieuse que ce soit. L'objectif premier de cette confédération étant de soutenir les LGBT musulman-es dans leur émancipation et leur élaboration d'une théologie islamique alternative, *queer*, en insistant pour certains d'entre eux sur le fait que le Prophète des musulmans – exemple vivant de ce que doit être l'éthique islamique – aurait dit ceci : « l'islam a commencé étranger/queer et il finira par redevenir étranger/queer »<sup>162</sup>. En cela, l'objectif premier de la

---

160 Certain-es musulman-es ayant affirmé qu'il n'était pas possible d'être un-e « bon-ne » musulman-e et LGBT, affirmant que ces derniers « salissent » l'islam en tentant de faire évoluer la représentation sociétale de ce qu'ils considéraient comme un ordre établi de toute éternité, naturel, universel.

161 Renversement du pouvoir patriarcal en place, se définissant comme majoritaire, hégémonique.

162 Hadith rapporté par le savant du hadith *at-Tirmîdhî*. Généralement ce hadith est traduit par « *l'islam a commencé étranger et il redeviendra étranger* » ; cette traduction mettant en exergue la perspective queer, perpétuellement révolutionnaire de tout système de croyances en opposition à un

confédération CALEM est de contribuer à permettre aux musulmans inclusifs de vivre leur sexualité et leur genre en paix, tout en défendant pacifiquement, par la force des idées et d'un dialogue apaisée, leurs droits civiques ainsi que leur dignité humaine. Le second objectif principal de cette confédération est de contribuer à l'apaisement de la grammaire que les citoyens européens, notamment ceux de culture musulmane, ont du rapport qu'ils entretiennent à leur spiritualité – et à leur héritage culturel en général –, en contribuant activement à l'élaboration d'une grammaire respectueuse de toutes formes de diversité – des genres et des sexualités notamment – et véritablement inclusive de l'islam. Le troisième objectif opérationnel de CALEM est décrit comme étant celui de communiquer autour du travail effectué par les membres de la confédération, et de mettre en place un dialogue positif et constructif, au sein du monde musulman au sens large et là où l'Islam fait entendre sa voix, à propos de ce tabou-là.

C'est ainsi que depuis 2010, CALEM a accueilli des centaines de participants provenant d'une vingtaine de pays d'Europe mais aussi des cinq continents, parmi lesquels deux imams gays<sup>163</sup> et des militants du monde arabe<sup>164</sup>. A Paris par exemple en 2011, CALEM a accueilli près de cent participant-es pour le séminaire organisé autour de la venue d'Amina Wadud à l'EHESS<sup>165</sup> ; elle nous a parlé d'un islam perçu comme un facteur d'émancipation, « sans intermédiaire entre Allah et les êtres humains ». A Bruxelles en 2012, CALEM a participé à la mise en place d'ateliers de formation de professionnels, en collaboration avec des institutions telles que la ville de Bruxelles-Capitale, la région de Bruxelles, la commission flamande de Bruxelles, la Communauté flamande de Mme Milquet<sup>166</sup>. A Madrid, CALEM a suscité un grand intérêt dans les médias<sup>167</sup>, dans un pays où le conservatisme religieux et l'homophobie sont des problèmes. À Lisbonne en

---

ordre établi, va à l'encontre de la représentation que se font la majorité des musulman-es selon laquelle la vérité se trouverait avec la majorité.

163 L'imam Muhsinh Hendricks de Cape Town en Afrique du sud, et l'imam Daayiee Abdullah de Washington aux Etats-Unis.

164 Juste avant le « Printemps Arabe »

165 *L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales*, Paris.

166 Vice-Premier ministre et ministre de l'emploi et l'égalité des chances, en charge de la migration et de l'asile politique.

167 En particulier grâce à la chaîne de télévision nationale *Sexta*.

partenariat avec l'ILGA, le représentant de CALEM à échangé des informations et des idées avec des militants professionnels des droits de l'homme et des bénévoles qui ont à traiter avec une petite et nouvelle communauté musulmane au Portugal. Après près d'une vingtaine d'évènements (co-)organisés en Europe et ailleurs, CALEM est sur le point de participer avec d'autres réseaux internationaux, à la seconde conférence internationale et interreligieuse des LGBT croyant-es qui aura lieu à Cape Town en Afrique du sud, en janvier 2014. Par ailleurs, CALEM a contribué à l'organisation du premier pèlerinage inclusif à la Mecque en 2012, ainsi qu'à plusieurs publications telle que le *Livre Vert contre l'homophobie, la transphobie, l'islamophobie*, publiés chaque année pour la journée mondiale contre l'homophobie, la transphobie - le 17 mai<sup>168</sup>. CALEM a également participé à la création de l'ouverture de la première mosquée inclusive d'Europe, à Paris, en l'occurrence par l'invitation lors du grand colloque CALEM 2012 d'Ani Zonneveld, fondatrice du réseau international des Musulman-es Progressistes et imame de la mosquée de l'Unité de Los Angeles : ces mosquées où tou-tes les croyant-es - et les non croyant-es qui veulent partager un moment de méditation, de partage, d'échanges intellectuels - sont accueilli-es quel que soit leur genre, leur sexe, leur sexualité, leur origine ethnique ou leurs convictions personnelles.

En bref, par l'organisation de temps de partages divers, par l'ouverture de lieux de cultes inclusifs ou par des publications inédites, ce courant des LGBT islamiques - dont CALEM est l'une des composantes principales - tente depuis plusieurs années de contribuer à l'émancipation des individus appartenant de fait à une minorité sexuelle, en luttant notamment contre diverses phobies et toutes formes de discriminations - homophobie, transphobie, islamophobie, racisme, sexisme, antisémitisme, etc. Il est à noter que la dynamique de CALEM tend de plus en plus à se concentrer sur des retraites spirituelles et culturelles internationales, dont la dernière a été organisée durant le festival des musiques sacrées à Fès au Maroc. Ce fut une première retraite de ce genre en Afrique du nord où une quinzaine de participant-es, venant de France, de Belgique, de Suisse, d'Algérie et du Maroc, faire fi des articles de loi homophobes condamnant au Maroc

---

168 L'ensemble des vidéos et publications de CALEM sont disponibles en ligne - [www.calem.eu](http://www.calem.eu).

l'homosexualité<sup>169</sup>. Enfin, CALEM aura permis de faire porter le message de ces théologiens alternatifs et citoyen-n-es engagé-es par le biais de médias nationaux et internationaux<sup>170</sup> en France, en Europe, En Amérique du nord et du Sud, en Asie et même au Moyen-Orient.

Pour autant encore trop souvent les minorités au sein des minorités, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord mais aussi en Europe au sein d'états considérés comme laïc, disent être pris en otage en quelque sorte entre ce que certains qualifient d'une part de politiques « homonationalistes » voir racistes, et d'autre part « d'international gay » impérialiste, capitaliste voir colonialiste ; un extrême exerçant une pression au conformisme politico-religieux, l'autre au conformisme identitaire sexuelle<sup>171</sup>. En l'occurrence en Palestine par exemple, des gays comme Adballah Rawashda - qui fut l'un des invités du colloque CALEM 2012 à Paris -, a explicité les propos qu'il a eu lors du film « *The invisible men* », et qui furent considérés comme une forme de « *pinkwashing* » - de soutien à la politique sioniste de l'actuel gouvernement israélien ; Abdallah a confié avoir rétorqué à la présidente de l'association des queers Palestinien-nes d'Israël : « tu es une arabe d'Israël, moi je viens des territoires. Moi je suis pris entre les palestiniens qui veulent me tuer parce que je suis gay et les israéliens qui veulent m'expulser parce que je suis arabe ». Abdallah a été accusé semble-t-il avant tout parce qu'il parlait d'une certaine réalité sociale, violente, que la plupart des associations LGBT arabes ont décidé de ne pas traiter aussi frontalement, pour éviter disent-elles d'avoir à subir l'ostracisme de la part d'une majorité du reste de leur société. C'est le point de vue entre autre de Yahia Zaidi, jeune algérien représentant des réfugiés arabes LGBT de l'association OMNIA, basée à Bruxelles, qui lors de la conférence international et interreligieuse LGBT à Stockholm en décembre dernier, affirmait ceci : « par exemple, lorsqu'ils ont ouvert la première mosquée inclusive d'Europe à Paris, nous avons reçu beaucoup de menaces chez nous car tous le monde parlait de « mosquée gays », ce qui pour beaucoup de musulman-es a été perçu comme la pire des

---

169 Et en raison desquels deux jeunes homosexuels furent condamnés encore il y a un mois à quatre mois de prison ferme.

170 Tels que BBC news, Al-DJazeera, Radio France International, France 24.

171 Je vous renvoi en cela à l'ouvrage très controversé de Joseph Massad, *Desiring Arab* (2008).

provocations »<sup>172</sup>. Ceci semble illustrer assez bien la dysphorie axiologique - de même qu'une peur de l'islam, quand bien même alternatif et inclusif - vécus par ces individus pris entre le marteau et l'enclume, dont l'identité subalterne semble enchâssée entre différentes situations politiques. C'est une dysphorie axiologique où finalement les LGBT arabo-musulmans semblent être - de même que certaines féministes de confession ou d'origine musulmane -, d'une façon ou d'une autre et qu'ils soient en Afrique du Nord, au Moyen-Orient ou en Europe, les otages de tractations politiques qui leur échappent, et qui ne sont pas représentatives de ce que la plupart d'entre eux/elles affirment vouloir vivre au quotidien.

Un autre exemple enfin de cette dysphorie axiologique, en France cette fois-ci : certain-es homosexuel-les musulman-es de France - membres de l'association *HM2F*<sup>173</sup> -, qui eux aussi semblent être pris entre le marteau de « l'islamophobie » et celui de « l'homophobie », se voient d'un côté fortement pressés socialement de ne pas dénoncer les violences directes ou indirectes qu'ils disent subir dans la sphère privée, afin de ne pas donner l'image d'une « communauté musulmane » de France très sensibilisée à l'heure actuel avec la montée d'extrémismes politiques de tous bords ; alors même que l'interassociatives parisienne leur a clairement déclaré en réunion publique « vous êtes musulmans ; les musulmans ont un double discours, on ne peut pas vous faire confiance, vous ne respectez pas les droits de l'homme » ; craignant vraisemblablement que la « culture gay », comme la qualifie notamment certains activistes LGBT en France<sup>174</sup>, ne soient remise en question par la minorité au sein de la minorité.

## Perspectives

La question est de savoir si ces intellectuel-les et théologien-nes musulman-es alternatifs, afin de contribuer à la libération de ces individus doublement

---

172 Propos recueillis lors de la pré-conférence interconfessionnelle LGBT lors de l'ILGA monde - *International Lesbian and Gay Association* -, à Stockholm en novembre 2012.

173 Judith-Ijtihad

174 Propos de Caroline Fourest lors de la conférence à Marseille au moment de la marche des fiertés, juin 2012.

minoritaires et doublement discriminés, destinent leurs actions en Europe, en Amérique du Nord mais de plus en plus dans la région MENA et en Afrique Sub-saharienne, à « réformer » l'islam ? C'est pourtant le discours que l'on reçoit le plus souvent de la part de leaders musulmans européens qui se disent « radicaux »<sup>175</sup> ; alors que les musulmans alternatifs, dont nous venons de parler ici, voient dans cette réforme imposée par une nouvelle élite islamique, qu'ils considèrent comme dogmatique et basant ses réflexions sur des sophismes, comme un outil d'oppression supplémentaire qui prônerait l'intégration « de ce qu'il y a de pire dans la modernité occidentale au cœur même de l'islam »<sup>176</sup>. La perspective intellectuelle de ces musulman-es d'un nouveau genre, aux portées sociales *engagées* sur le terrain, pourrait ainsi être considérée comme conforme à l'approche d'une *anthropologie réflexive et participante* : une approche difficile et risquée, dans laquelle ces intellectuel-les musulman-es semblent les premiers à tenter de l'entreprendre à ce niveau-là.

C'est là en effet un rapport d'avant-garde à la religiosité, car au-delà d'un simple retour radical à la source scripturaire islamique - le Coran - et d'une grammaire « réformée » du *fiqh* - la jurisprudence islamique -, ces musulman-es alternatifs prônent non seulement l'égalité en matière de sexe et de genre - notamment par la remise en cause des codes de la famille en Turquie, en Algérie et au Maroc par exemple -, mais également une « autodéfinition » et une « autodétermination » de chaque individu. C'est l'affirmation de libertés individuelles qui raisonnent fortement avec les attentes de sociétés arabes en révolution, et qui passerait également par une liberté sexuelle absolue - par exemple par l'élaboration d'un contre-discours élaborée explicitement autour de la question de l'interdit, ou pas, de la sodomie ; la sexualité avait été jusque là, même pour les féministes islamiques de la première heure, le dernier des tabous.

---

175 Tariq Ramadhan « la réforme radicale » (2008).

176 Propos d'Abdenur Prado, président de la conférence pour le féminisme islamique (Barcelone) et ancien président de la *Junta Islamica* espagnole, à l'occasion de la conférence à l'EHESS du jeudi 22 novembre 2012 dans le cadre du colloque intitulé « *Féminités, masculinités en révolution ? Enjeux moraux et éthiques contemporains* » animé par Stéphanie Latte-Abdallah - <http://iremam.cnrs.fr/spip.php?article1710>

Ce paradigme d'une religiosité alternative donc, au-delà de la « réforme » de l'islam, porte-t-il plutôt sur la libération, vis-à-vis de pressions politiques qui semblent conduire inéluctablement au conformisme social et à l'essentialisme d'où qu'ils viennent, des musulmans en Europe, en Amériques mais aussi de plus en plus en Afrique et dans la région MENA<sup>177</sup> ? Bien au-delà de « l'exclusive » réinterprétation des textes religieux, ou d'un rejet fondamental de toute forme de religiosité, on sent poindre des initiatives axiologiques et intellectuelles, engagées de manières transversales, qui tendent à proposer des perspectives d'avant-garde d'un islam perçu désormais comme véritable facteur d'émancipation<sup>178</sup>, visant à permettre à ces citoyen-nes de confession ou d'origine musulmane d'être pleinement intégrés-es au sein de leur agora.

Enfin, l'on pourrait dire que c'est là une démarche au-delà du dualisme cartésien puisque ce n'est pas l'esprit qui ici libère le corps, mais bien le corps - physique, l'ipséité - qui libère l'esprit - le corps symbolique, la mêmeté - de préjugés oppressants. De plus, l'axiologie de ce « réformisme » alternatif n'est pas non plus kantienne stricto sensu, sans mimétisme assez bien étayé depuis le XIXe siècle sur l'histoire des idées européenne et sur le Réforme du christianisme<sup>179</sup>. Puisque les religiosités islamiques « alternatives », et empruntent de théologie de la libération, sont plus proches d'une « grammaire » de l'échange des idées d'égal à égal, entre citoyen-nes engagé-es<sup>180</sup>, au sein d'une dynamique sociétale s'exprimant principalement au sein d'une sphère publique et décrite par Habermas<sup>181</sup>.

---

177 Middle East and North Africa.

178 Définit comme le passage axiologique du préjugé à la conviction personnelle.

179 Segesvary, V. (2005). « *L'islam et la réforme : étude Sur L'attitude Des Réformateurs Zurichois Envers L'Islam, 1510-1550* ». University Press of America - [http://www.federatio.org/mi\\_bibl/VictorSegesvary\\_Islam.pdf](http://www.federatio.org/mi_bibl/VictorSegesvary_Islam.pdf)

180 Thévenot, L. (2006). « *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement* ». La Découverte, Paris.

181 Ce que Habermas décrit comme relevant « *De l'éthique de la discussion* » (Flammarion, 1999), et de l'élaboration *externe* des normes sociales dans l'espace public et non pas interne, *in foro interno*, comme le concevrait Kant en basant sa *critique de la raison pure* sur l'apriori, le préjugé ; représentation de la raison humaine d'où il tirera sa conception d'une législation universelle dans *critique de la raison pratique*, toujours sur la base de ces même à priori. Autant de concepts explicités par Nancy Fraiser, dans une perspective Habermasienne (in « *Rethinking the Public Sphere: A contribution to the critique of actually existing democracy* ». Duke University Press, USA - [http://www.apass.be/dpt/APT/3564-rethinking\\_the\\_public\\_sphere.pdf](http://www.apass.be/dpt/APT/3564-rethinking_the_public_sphere.pdf)).



Dans une telle perspective, pour peu que ce genre de réflexions sociologiques et cognitives complexes soient accessibles au plus grand nombre, l'islam ne sera plus de leur point de vue la seule source de la grammaire axiologique, mais contribue au processus dynamique de *religare*<sup>182</sup> : à créer du lien entre les différentes luttes contre toutes formes d'oppression et pour la libération de tous les êtres humains.

---

182 Le terme religion viendrait au moins en partie du latin *relegere* « relire », mais aussi *religare* « relier », in Augustin, *La Cité de Dieu*, X, 3 ; *Les Rétractations* I, XIII, 9 ; *De la Vraie Religion*, 55, 111 et 113, *Quant. Anim.*, 36, 80.

## **12<sup>ème</sup> partie.**

# **La ville au prisme de la diversité : contribution des villes à la lutte contre l'homophobie**

## ▪ Les LGBT dans le cadre de l'EUROPRIDE 2013 à Marseille

*Jordi Petit (Casal Lambda Barcelona) - Ex-secrétaire général de l'ILGA (International Lesbian and Gay Association), ong reconnue à l'ECOSOC (ONU), avec 800 associations membre de tout le monde. Président d'Honneur de la Coordinadora Gai-Lesbiana de Catalunya*

Mon avis est que cette occasion formidable pour le mouvement LGBTI en France, a été très mal gérée. Les motifs, selon mon opinion, sont l'éternelle division et rivalité entre groupes et "personnalités" qui ne veulent pas se rassembler pour faire un front commun et aussi l'indifférence du reste du mouvement français.

J'ai été surpris l'absence des associations de grand poids en France, comme SOS Homophobie et d'autres, ou au moins de plus de diversité. J'ai vu que les volontaires marseillais ont été débordés et seuls pour la quantité de choses à faire. Pourquoi il n'y avait-il pas davantage de gens du reste de la France ? C'est absurde et "insolidaire". Je comprends la difficulté de bâtir des associations mixtes, lesbiennes et gais ensemble, mais cela nous mène finalement à une perte de puissance, c'est ce que "l'ennemi" attend : un mouvement faible, divisé et confronté entre les différents groupes. C'est un contexte parfait pour nous imposer, tôt ou tard, des lois régressives et des réductions de l'argent public aux associations qui luttent contre le VIH/sida et sur d'autres projets.

En Espagne, malgré l'unité du mouvement, mixte partout, la droite est en train de nous réduire les subventions pour les services (en psychologie, droit et surtout notre téléphone gratuit - le "900 Rose" qui concerne tout le territoire espagnol - grâce auquel les lgtbi pouvaient trouver écoute et information). La triste nouvelle c'est que ce service téléphonique ferme à cause de la disparition des crédits du gouvernement qui a dissout le Plan National contre le sida, le 30 juin 2012. On a laissé beaucoup d'associations sans aucun soutien institutionnel. Avec le "900 Rose" (25 ans de service avec

des volontaires bien formés), ferme aussi la plus vieille et combative fédération catalane, la Coordinadora Gail-Lesbiana de Catalunya, après 35 ans de lutte.

Et l'Europide à Marseille avait une difficulté annoncée et très importante : l'absence d'un circuit de bars et discos forts et capables de s'ajouter à l'évènement. Pour cette raison, je comprends toutes les limitations et échecs organisationnels, mais où étaient les autres militants ? Il aurait fallu un déplacement de gens capables de gérer mieux l'évènement et soutenir les copains et copines de Marseille.

## ▪ **Homobanalisation ? Les gays et les lesbiennes dans la ville**

*Par Arnaud Lerch*

Cette table ronde se situe au croisement de plusieurs enjeux qu'il nous a paru intéressant de soulever simultanément.

**Le premier est celui de la banalisation des identités LGBT dans l'espace public et médiatique<sup>183</sup>.** À la faveur de grands moments charnières, ces identités se sont installées dans le paysage social et culturel français depuis une trentaine d'années avec ce qu'on pourrait qualifier de « moments de visibilité ». La dépénalisation de l'homosexualité en 1982, la crise du sida qui frappe les communautés gaies dans la même décennie, les débats pour la reconnaissance des couples avec le PaCS à la fin des années 1990 en font par exemple partie. Plus récemment, la banalisation a connu une sorte d'apothéose paradoxale dans les débats autour du « mariage pour tous » et de l'adoption par les couples de même sexe. Jamais il n'y a eu autant de visibilité de l'homosexualité dans l'espace public. Jamais on n'a été témoins d'autant d'homophobie libérée ou décomplexée dans l'espace public et médiatique. Dans ce climat étrange, on a assisté à une bataille constante autour des chiffres : manifestations contre manifestations, sondages contre sondages, censés fournir des baromètres de l'acceptation sociale actuelle des identités gaies et lesbiennes.

Bien sûr, autour de cet épisode historique récent, beaucoup de questions restent en suspens. En premier lieu celui des effets des déferlements d'homophobie sur le calendrier législatif et la frilosité politique concernant la procréation médicalement assistée et son inclusion éventuelle dans la « loi famille » à venir. Ensuite, celle du lien entre la reconnaissance juridique des couples de même sexe et familles homoparentales et la banalisation du « fait homosexuel » lui-même : quels effets ces lois auront-elles sur les mœurs et l'acceptation sociale ? Les exemples d'autres pays ayant voté le mariage il y a

---

<sup>183</sup> J'emploierai LGBT ici par facilité, car il faudrait pouvoir détailler les différences dans les banalisations sociales des identités rassemblées sous ce sigle, les calendriers non simultanés de la reconnaissance, etc. Nous n'avons pas à faire à une histoire linéaire.

quelque temps pourraient nous porter à l'optimisme de ce point de vue. Pourtant on a aussi constaté en France un lien – qui reste en partie à analyser – entre le développement d'une homosexualité visible et assumée et la recrudescence de l'homophobie. Il y a aussi des choses que le débat a mis de côté et qui sont restées hors-champ, pour des raisons tant politiques que stratégiques : quid des identités bisexuelles et trans, ou de la reconnaissance d'autres formes relationnelles n'entrant pas dans les codes et normes du mariage bourgeois ou de la parentalité comme destin ? Autrement dit, quelles revendications continuer à porter au-delà ou à côté de celle de l'égalité des droits ?

**Le deuxième enjeu de cette table ronde est la question de l'inscription spatiale des identités LGBT dans la ville.** De quelle manière cette inscription spatiale traduit-elle, ou pas, et selon quelles modalités, la banalisation évoquée précédemment ? Quelles sont les places respectives du commerce, de la sexualité, du mouvement associatif notamment dans cette visibilité et banalisation croissante des populations LGBT ? Quelles sont les différences entre gays, lesbiennes ou transgenres en terme de visibilité, ou en terme d'appropriation de la ville ? Les logiques urbaines nous renseignent ainsi sur lignes de clivage internes à communautés LGBT (genre, classe ou d'appartenance ethno-raciales). Elles nous informent également sur le lien changeant entre homosexualité et hétérosexualité et sur les formes différenciées que prend l'homophobie. En particulier, les oppositions villes/campagnes et centre-villes/quartiers périphériques méritent d'être déconstruites car non seulement elles structurent les imaginaires communautaires mais elles ont également été l'objet de constructions et de mise en scène tant médiatiques que politiques. A la jonction de ces deux questions principales, la banalisation sociale et l'inscription spatiale dans la ville, s'arriment nombre d'autres questions, notamment celle du *mainstreaming* des identités LGBT, c'est à dire du prix à payer pour la reconnaissance sociale en terme de modes de vie.

Tous ces questionnements prennent une résonance particulière à Marseille aujourd'hui. À Marseille parce que c'est une ville de métissage, de ségrégation sociale, raciale et spatiale importante mais aussi simultanément

une ville réputée peu « gay-friendly », notamment du fait d'une faible visibilité homosexuelle dans l'espace urbain et d'une relative absence d'« offre communautaire » au regard de sa taille. Aujourd'hui, car Marseille est en ce moment la Capitale Européenne de la Culture, critiquée pour sa politique de gentrification du centre-ville, et aussi la ville d'accueil de l'Europride, critiquée pour sa dérive commerciale et peu inclusive des différentes composantes du mouvement LGBT ; posant de ce fait la question « quelle banalisation voulons nous ? ». Mais Marseille, sans être à l'avant garde du mouvement pour la conquête des droits et la lutte pour l'égalité, a également été récemment le théâtre d'une photo symbole qui a fait tour du monde, le fameux « baiser de Marseille »<sup>184</sup>. Celui-ci a incarné en France et à l'étranger un moment de résistance à l'homophobie ambiante dans l'espace public en même temps qu'un symptôme du clivage générationnel et confessionnel sur ces questions, constituant la croisade des opposants à l'égalité des droits en combat d'arrière garde. De ce point de vue, Marseille est probablement un miroir grossissant d'un ensemble d'enjeux et de tensions dans le cadre français que les interventions qui vont suivre aborderont chacune à leur manière.

## ■ Sociologue de la « gaytrification »

*Colin Giraud*

Je vais vous faire part de quelques réflexions sur les liens entre homosexualité et gentrification, sur la présence des gays dans la ville. Telle était le sujet de ma thèse qui portait explicitement sur le rôle des populations homosexuelles dans ces processus de gentrification, à Paris et à Montréal. C'est donc à partir de cette enquête que je vais vous donner quelques éléments de réflexions par rapport aux questions que Arnaud vient d'évoquer.

---

<sup>184</sup> où l'on voit deux jeunes filles hétérosexuelles s'embrasser spontanément au milieu d'une mise en scène anti-mariage de l'association catholique CIVITAS

Juste pour le dire très rapidement, quand je parle de gentrification, je parle d'un processus qui historiquement concerne les quartiers centraux des grandes métropoles occidentales, nord-américaines ou européennes. Un processus qui globalement consiste en la réhabilitation du bâti, la transformation des activités commerciales. Et aussi, ce qui intéresse le sociologue peut-être en premier lieu, la transformation de la composition sociale de ces espaces au profit de classes moyennes et supérieures, alors que ces espaces étaient essentiellement des quartiers populaires, modestes. Ce qui m'intéressait dans cette recherche sur Paris et Montréal, c'était d'essayer de comprendre le rôle qu'avaient les populations homosexuelles dans ce processus. Car on remarquait sur beaucoup de terrains que les gays semblaient être des acteurs importants de ces processus, en s'installant sporadiquement dans certains quartiers en même temps ou juste après ou juste avant que d'autres populations clés de la gentrification (artistes, population militantes...). J'ai traité cette question à partir de deux quartiers qui en plus d'être des quartiers gentrifiés, sont aussi connus comme étant devenus des quartiers gays. Il y a les deux processus en même temps. C'est ce que j'ai appelé "gaytrification", c'est à dire à la fois un investissement par les gays et la gentrification de l'espace. J'ai donc étudié le quartier du Marais à Paris, depuis les années 70, et du Village à Montréal, toujours sur la même période. Cette enquête se base sur un matériau très varié, sur lequel je ne vais pas revenir aujourd'hui. Mais pour votre gouverne, j'ai utilisé l'ensemble des méthodes. C'est ainsi que j'ai à peu près mené les choses pendant trois ou quatre ans.

Aujourd'hui je voudrais aborder deux points principaux à propos de ces espaces. Le premier est la capacité des populations homosexuelles à transformer l'espace urbain. Je vais essayer de montrer que dans ces espaces, à un moment donné, dans un contexte historique donné, dans un contexte spatial donné, et aussi à partir de certaines positions sociales, des gays, des hommes homosexuels ont peut-être été en mesure d'investir un espace urbain qui n'était pas a priori leur territoire, pour le transformer au final en ressource sociale. D'en faire une ressource sociale individuelle et collective. Dans un deuxième temps je me demanderai quel sont les effets et les enjeux qui sont les conséquences de ce processus. C'est-à-dire quels sont les effets en termes d'inégalité, d'accès à la ville, mais aussi de normalisation, de cette



appropriation d'une partie de la ville. Si on regarde depuis la fin des années 70, dans ces deux contextes urbains (Paris et Montréal) on constate qu'il y a un certain nombre d'éléments qui montrent que les populations homosexuelles ont été des facteurs essentiels dans la transformation de ces deux espaces. **Et ce, à partir de trois points essentiels :**

1- **La dynamique commerçante.** Ce qui caractérise ces quartiers gays et gentrifiés, entre la fin des années 70 et le tout début des années 80, c'est d'avoir accueilli massivement, de manière de plus en plus concentrée, la grande majorité puis la quasi-totalité des commerces labélisée comme gays. L'hégémonie du Village à Montréal est encore plus forte que celle du Marais à Paris. Durant les années 80/90, on observe ce processus d'installation, et d'implantation d'un secteur commerçant, de concentration progressive. Concentration et structuration, avec l'apparition de syndicats commerçants spécifiques à ces quartiers et estampillés comme gays, et se revendiquant comme tels. Ce n'est donc pas une action totalement hasardeuse, bien au contraire elle prend petit à petit une structure, elle mobilise collectivement et elle fait de ces acteurs business gays des acteurs importants de la vie du quartier puisqu'ils vont être progressivement des interlocuteurs des pouvoirs publics dans la gestion de la réfection de façades, de l'entretien des rues... Il y a une espèce d'institutionnalisation de cette présence commerçante, à travers le dialogue avec les pouvoirs publics. Sur cette implantation commerciale, sur cette dimension commerçante du quartier gay, et pour moi ce n'est pas le point le moins important, c'est qu'au-delà de l'aspect quantitatif il y a une transformation de ces commerces gays d'ordre qualitatif. Autrement dit, entre les années 80 et les années 2000, ces commerces vont se transformer dans le type d'activité, dans le type de service qu'ils proposent à leur clientèle. Ce n'est plus seulement du bar nocturne ou du restaurant, cela va devenir progressivement du commerce de jour ouvert à toutes heures et pas seulement la nuit ou en soirée, du commerce qui va proposer d'autres services. Quant on regarde de façon statistique l'évolution de cette structure commerçante dans les deux quartiers, on va retrouver la même diversification des types de lieux labélisés comme gays et qui se revendiquent comme tels, en particulier la montée en puissance de toute

une gamme d'établissements commerciaux qui visent des modes de consommation tout à fait proches de ceux des classes moyennes et supérieures, y compris hétérosexuelles, qui s'installent dans ces espaces. À savoir restauration de jour, décoration, librairie, salon de coiffure, agence de voyage, agence immobilière.... Le tissu commerçant de ces quartiers gays va rejoindre les évolutions du tissu commerçant de ces espaces de centre ville, et va donc favoriser certains modes de consommation.

2- **Le travail de transformation de l'image du quartier.** Dans ces quartiers, les gays transforment la ville du fait de leur activité commerciales, mais aussi par la transformation qu'ils opèrent de l'image du quartier. Dans la presse gay (des deux villes), la description qui est faite du Marais et du Village, depuis le début des années 80, à ce niveau est instructive. À travers la presse, les médias, les gays montrent leur capacité à transformer l'image de l'espace urbain, à procéder à un travail de revalorisation d'une certaine portion de la ville. Si je prends l'exemple du support de presse *Gai Pied* (qui à l'époque est le principal média gay français) on y lit à propos du Marais que c'est un lieu où de nouveaux bars et restaurants apparaissent. Mais ce qui est surtout intéressant, c'est la description du contexte urbain immédiat dans lequel prennent place ces établissements qui va valoriser certaines "vertus" du quartier populaire. Même si au début des années 80, le Marais n'est déjà plus vraiment un quartier populaire. Mais on va s'attacher à décrire certains bars, certains restaurants non gays, des ambiances populaires (je vous passe les détails sur la description de tables en formica, sur les artisans plus virils que jamais....). Il y a une valorisation de l'ambiance populaire du quartier, argumentant que l'intérêt du quartier est non seulement ses lieux gays mais aussi l'environnement immédiat dans lequel ces lieux prennent place. À la même époque, dans le Village, on a la même forme de valorisation, ici plus accentuée car elle vise sur l'identité francophone du quartier, et sur les convergences de protestation entre militants nationalistes (fortement implantés dans ce quartier) et militantisme homosexuel, qui progressivement s'installent, en terme de lieux associatif aussi. On a en plus, à Montréal, cette forte dimension militante qui travaille à la revalorisation d'un espace au nom de son passé populaire, de son identité francophone, et donc "favorable" à l'installation des gays. Cette image va

beaucoup se transformer. Durant les années 90 le travail de valorisation de l'espace ne repose plus du tout sur l'alternative mais plutôt sur la proximité avec des populations populaires. On est sur de l'hédonisme, sur la valorisation de la consommation, de modes de vie (encore une fois) plus caractéristiques des classes moyennes supérieures. La presse gay a beaucoup changé. Ce n'est plus du tout Gai Pied, mais d'autres supports. Du coup, on va continuer à valoriser le centre ville, mais plus simplement parce que c'est un nouvel espace potentiellement alternatif à conquérir, parce que c'est un espace institutionnalisé où les modes et les normes "gays" se développent et sont les plus flagrantes, les plus présentes. Il y a aussi ce travail de valorisation par lequel les gays transforment, participent à la transformation de l'image du quartier. Cela fait parti du processus de gentrification.

- 3- **Un travail résidentiel.** J'ai parlé d'un travail de transformation de la ville qui est commerçant et symbolique, mais il y a aussi un travail résidentiel. Cette question est compliquée, sur un plan statistique très difficile à établir. Niveau résidentiel, le quartier du Marais apparaît moins gay que le Village où la présence gay dans les logements, dans les immeubles, dans les agences immobilières et programmes de construction est beaucoup plus visible, beaucoup plus mise en scène. Mais quand on fait des entretiens avec les habitants gays de ces espaces, on constate que leur mode de vie, leur rapport au quartier, au logement est aussi une cause de gentrification particulière. Quand, par exemple, on s'intéresse à la manière dont les propriétaires gays se sont installés dans ces quartiers et on transformé les espaces résidentiels qu'ils ont investi, on voit apparaître toutes les spécificités des ménages non familiaux. Comme le fait d'abattre systématiquement les cloisons, donnant des versions très luxueuses du loft. Dans le cas du marais, cela donne des versions plus modestes (toutes proportions gardées. Mais il apparaît que le fait de ne pas avoir d'enfants, de ne pas avoir le projet d'en avoir, produit des effets directs sur le stock des logements local. On le voit assez clairement dans les deux quartiers. Là aussi, il y a un travail de transformation de l'espace urbain, cette fois-ci à une petite échelle, celle du logement. Mais on le voit aussi à l'échelle du quartier dans la mesure où ces ménages non familiaux vont se caractériser globalement malgré quelques variations, vont "inventer" une culture du

dehors. C'est ainsi qu'ils le disent lors des entretiens. C'est-à-dire un investissement du logement relativement plus faible que d'autres catégories sociales équivalentes hétérosexuelles avec enfants, et par vase communiquant un investissement très soutenu de l'espace public du quartier pour tout un tas d'activités. En particulier si on prend la pratique du repas, on constate que cette population qui habite en centre ville, majoritairement située dans les classes moyens-supérieures a une pratique ultra intense du restaurant et que le repas n'est pas du tout associé à l'espace du logement, privé, mais plutôt à l'espace résidentiel du quartier. Le fait qu'une population investisse massivement l'espace public du quartier pour ce type de pratique, c'est typiquement un levier (parmi d'autres) de la gentrification d'un espace populaire.

Après ces trois manières d'illustrer le travail de gentrification spécifiquement homosexuel, quel sont les enjeux, les effets qui semblent importants pour les questions qu'Arnaud à abordé tout à l'heure ? D'abord, malgré tout ce que je viens de dire sur ces modes de vie spécifiques, l'enquête montre aussi que lorsqu'on enquête sur les gays de ce quartier, on observe une grande diversité de leurs rapports avec le quartier. L'enquête ne montre pas une communauté homogène qui investirait de manière massive, cohérente et collective dans le quartier. Ce que nous observons, entretien par entretien, c'est que cette population a des traits très différents selon les trajectoires, les origines sociales, l'âge, la génération. Ils vont s'installer et vivre dans le quartier de manière très diversifiées. Par exemple nous avons un certain nombre d'habitants gays qui parlent du fait de venir habiter ce quartier comme un refuge clairement lié à leur orientation sexuelle. "On est venu habiter ici parce que c'est le quartier gay et que nous sommes gay", raison explicitement donnée en entretien. Cela ressemble au modèle de la fuite vers la ville, c'est à dire des gays qui trouvent dans le centre ville des ressources qu'ils n'avaient pas ailleurs dans leur environnement, notamment familial. Cette fuite dans la ville n'est observée que dans certains contextes sociaux bien particuliers. Elle ne concerne pas les gays dans leur ensemble, mais elle concerne aussi les plus âgés, ceux qui sont arrivé le plus tôt, ceux qui ont les origines les plus populaires et ont connu les mobilités sociales les moins fortes. Autrement dit, ceux qui seraient les plus proches des

catégories populaires, même s'ils sont dans les classes moyennes. C'est uniquement dans ces régions de l'espace social que ce modèle un peu caricatural de "fuite vers la ville" fonctionne réellement. Je vais donner un autre exemple, ce que j'ai appelé le modèle de la "conquête de l'espace" qui se trouve à l'opposé du modèle de "fuite dans la ville". Il concerne une population qui avait donc entre 20 et 30 ans durant les années 80, au moment où le Marais et le village apparaissent comme quartier gay. Ils appartiennent très nettement aux classes supérieures, comme leurs parents, et ce sont souvent des individus en couple stable, propriétaires, dans l'aisance financière. Pour ces populations, vivre dans ces quartiers, s'y installer, c'est l'aboutissement d'une trajectoire sociale ascendante, c'est le couronnement d'un mode de vie dans lequel l'homosexualité est non seulement visible, mais affichée voire même une ressource sociale, professionnelle valorisante. Il y a ici une hypothèse de différence de générations et de milieux sociaux qui expliquent que des voisins gays habitant à côté l'un de l'autre entretiennent un rapport au quartier très différent. Rapport qui va nourrir des pratiques du quartier extrêmement différentes. Malgré ce travail qui peut apparaître comme collectif, il y a des rapports au quartier gay très diversifiés, et qui renvoient à des différences sociales, socio-économiques, générationnelles....

Deuxième élément à prendre en compte, celui des inégalités sociales. Evidemment, l'homosexualité qui se montre ici, ou qui est rendue visible, n'est pas n'importe quelle homosexualité. Evidemment, on parle d'homosexualité masculine, ce qui laisse de côté les lieux et les populations lesbiennes. C'est une homosexualité qui est essentiellement des classes supérieures, et cela s'accroît avec le temps (principe de la gentrification). Une homosexualité qui laisse également de côté d'autres catégories de population. Dans l'accès au logement, mais aussi dans l'accès à certains lieux. On a dénoncé les tarifs de certains bars dans le Marais. C'est une homosexualité blanche, la mise en scène de l'espace public montre avant tout une homosexualité blanche. C'est aussi une homosexualité très jeune. En tout cas, c'est ce qui est décrit par les enquêtés quand ils parlent des lieux gays marqués, selon eux, par une stigmatisation des "vieux". D'ailleurs en

entretien, les jeunes qui fréquentent les lieux gays stigmatisent cette "population libidineuse", ces "vieux libidineux qui traînent à la recherche de chaire fraîche". En retour, les populations plus âgées se vivent comme stigmatisées, se disant "Qu'est ce que je vais faire là, ce n'est plus de mon âge, Je n'ai plus 18 ans, je ne fais plus parti de la fête". Ce sont des espaces qui peuvent apparaître comme des espaces de visibilité, d'autonomie acquise pour les populations homosexuelles de centre ville (pas n'importe où, non plus), mais en même temps se construisent selon des normes particulière qui ne représentent que quelques fractions des populations homosexuelles.

En conclusion, je terminerai en disant que certains travaux ont insisté sur la qualité ou la caractéristique d'opinion, de tolérance voir de liberté qu'offraient ces espaces aux populations homosexuelles. Alors bien sur cela va apparaître comme des acquis sociaux de pouvoir, à la différence des années 70, avoir un bar qui a pignon sur rue, matin midi et soir et dans lequel on peut rentrer et sortir sans aucun risque. Certains travaux insistent sur la nature autonome, sur la nature subversive de ces espaces. Je crois que ce n'est pas du tout le cas, je ne suis pas le seul. Ce que montre mon enquête, c'est que ce ne sont pas du tout des espaces en apesanteur dégagés de toutes normes sociales, mais des espaces dans lesquels les gays ont conquis quelque chose, et en même temps ont produit d'autres normes sociales, d'autres contraintes. Genre venir habiter dans un quartier gay, y passer du temps, y fréquenter des gens et des lieux, et en même temps exprimer sa "fatigue" d'y être gay, sa lassitude des modèles proposés, vis-à-vis des interactions sociales qui y ont lieu. Fatigue qui explique dans pas mal de cas les gays qui quittent ce quartier parce qu'ils n'y trouvent plus ce qu'ils y cherchaient, et donc vont le chercher ailleurs.

Ici nous retrouvons l'effet principal des classes sociales, c'est-à-dire que selon les milieux sociaux dans lesquels cette homosexualité est vécue, elle se confronte de manière différente à ce qui est proposé par les normes comme modèle, comme mode de vie, comme standard d'homosexualité dans ces quartiers. Je pense que c'est ce qui aujourd'hui est probablement le plus

intéressant à étudier, la manière dont s'articulent les conditions sexuelles, les conditions de classe. La question de l'homosexualité dans ces différents étages de la stratification sociale est probablement la plus intéressante aujourd'hui, après celle de la manière dont ces populations gays interagissent avec les populations hétérosexuelles dans ces types d'espaces.

## ▪ Les commerces sexuels

*Par Mathieu Trachman (sociologue)*

Mon intervention part d'une enquête sur le Marais. Après avoir évoqué le point de vue des gays, celui des hétéros, je vais parler de celui des commerces sexuels.

Pour commencer, je vais partir de New York pour revenir à Paris, car la comparaison est instructive. Durant les années 90, le maire de New York décida une nouvelle réglementation au sujet des commerces pour adultes. Ceux-ci ne pouvaient plus s'installer à proximité des écoles, des garderies et des établissements de culte. Leur nombre est limité, leur publicité et leur affichage également. Les sex-shops, les sex-clubs, les cinémas pornos sont touchés par cette loi, et une partie d'entre eux disparaissent. Ce qui est intéressant, c'est que cette loi n'éradique pas ces commerces mais favorisent leur privatisation, alors que théoriquement ils étaient ouverts à tous ou à certaines communautés qui pouvaient s'y développer. Les rencontres sexuelles, les rassemblements autour de certaines pratiques sexuelles minoritaires sont dorénavant plutôt dans certaines soirées privées ou dans des réseaux, mais en tout cas hors de l'espace public.

En France on sait que certains commerces sexuels sont aussi soumis à une réglementation spécifique, en particulier en ce qui concerne la vente de produits pornographiques. C'est-à-dire que les sex-shops ne peuvent pas s'installer à proximité des écoles, et leur devantures doivent être relativement sobres. De ce point de vue, le Marais est un quartier parisien

intéressant puisque y sont présents de nombreux commerces sexuels, des sex-clubs avec backroom, des sex-shops aussi bien gays, que lesbiens qu'hétéros, et des saunas. Ces commerces changent de nom, parfois (souvent même) de propriétaire. La plupart ont une image et organisent à ce titre des soirées spécifiques, ils ont chacun une atmosphère, une ambiance particulière. Ce qui m'intéresse, c'est qu'ils ne sont pas interdits et finalement peuvent se développer. Pour éviter d'être inquiétés ils doivent seulement éviter la consommation de drogue dans l'enceinte de leurs murs ainsi que la prostitution. C'est donc une économie et une géographie sexuelle assez particulière qui caractérise ce quartier. On peut se demander si finalement s'opposerait à une tolérance bien française qui permettrait ces commerces, une Amérique puritaine qui lutterait contre l'obscénité.

Et en partant du cadre de la place des backrooms dans le Marais, j'ai essayé de poser quelques questions. D'une part si, du point de vue des habitants ces lieux posent problème. Y a-t-il eut ou y a-t-il des mobilisations des habitants du quartier contre ces établissements ? Quelles places tiennent-ils dans la hiérarchie des problèmes et des revendications des riverains ? Finalement, comment analyser la présence de commerces sexuels dans un quartier gay ? Cette question est, me semble-t-il historiquement située. Comme Arnaud, Colin et Sylvie l'on rappelé, c'est une évolution contrastée. À la fois une dénonciation homophobe de l'homosexualité et une banalisation, une normalisation de l'homosexualité que l'on peut qualifier d'hégémonique. C'est pour cela que les backroom sont un terrain d'étude intéressant. D'une part elles sont un privilège masculin, elles concernent une sexualité entre hommes et revendiquent une sexualité très masculine, d'autre part elles témoignent de l'aspect déviant de la culture gay. Culture qui investit la sexualité et les pratiques sexuelles minoritaires (sexualité SM, sexualité cuir, plan uro, soirée costard...), un ensemble de pratiques que l'on peut qualifier de psychologiquement déviantes, c'est-à-dire de stigmatisées par des normes majoritaires. Finalement des backrooms qui incarnent une culture sexuelle qui tend à se dissocier d'une respectabilité homosexuelle, qui incarnent une certaine diversité sexuelle. Je suivrai ici Yaelle Rubine qui a longtemps travaillé sur la culture cuir et les bars à San Francisco. Elle note



que les logiques sociales de la sexualité ne recourent pas les logiques sociales de l'homosexualité. Et on peut se demander si les politiques homosexuelles actuellement menées ne tendent pas à séparer logique homosexuelle et logique sexuelle. Pour préciser cette place particulière des backrooms dans le Marais et d'évaluer la tolérance des uns et des autres, à la fois des hétéros du quartier, des gérants des backrooms, et de leur clients. Voire quelles sont les limites assignées à la présence de tel ou tel commerce dans l'espace public. Voire quelles personnes y sont tolérées ou refusées. On mesurerait ainsi l'homophobie, le sexisme et plus largement les résistances à certaines formes de subjectivité ou de pratique sexuelle.

Il y a une seconde question que j'aimerais poser, c'est celle du partage entre privé et public que soutient la présence de cet espace dans la ville. Je me réfère ici à Michael Warner qui a travaillé sur cette question de normalisation de l'homosexualité. Selon lui, la question n'est pas simplement de défendre l'espace "safe" pour le sex "cuir", mais d'interroger les nouvelles possibilités d'identité, de public, de culture et de sexe qui apparaissent quand le couple hétérosexuel n'est plus le référent ou l'exemple privilégié de la culture sexuelle, comme c'est le cas dans le Marais. On peut ajouter que ce n'est pas parce que le couple hétérosexuel n'est plus forcément le référent de la culture sexuelle que de nouveaux modes de subjectivation sexuelle apparaissent, au sens où l'existence de pratiques alternatives ou déviantes, comme on peut en trouver dans les backrooms, ne préjuge pas de leurs impacts, de leur poids et de leur présence dans l'espace public.

La place des backrooms dans la hiérarchie des problèmes du quartier : On peut se douter, et par rapport à New York c'est assez remarquable, qu'elles ne sont pas au sommet de la hiérarchie des problèmes des habitants hétérosexuels. Parmi les entretiens que nous avons menés avec Sylvie, la dénonciation de ces lieux est toujours secondaire par rapport à d'autres formes de nuisance. Quid des bars hétéros, de la multiplication des magasins de fringue, de l'arrivée des banques, de l'exclusion des petits commerces et l'affût de touristes qui nuit au cachet du quartier et à sa

propreté. Les gays ne sont pas dénoncés en tant que tel, mais ils sont supposés, comme d'autre hétérosexuels, faire la fête et ne pas respecter le riverains. L'emblème de ce point de vue, c'est le Cox. Ce bar dont les consommateurs investissent très largement le trottoir et la terrasse. C'est l'emblème d'une présence homosexuelle dans l'espace public qui est inacceptable. Le trottoir est envahi, le bruit insupportable. On comprend bien qu'à l'inverse, les devantures des backrooms sont sobres et discrètes, et comme le disait le gérant du Full Metal (bar-backroom cuir) les clients ne s'attardent pas devant l'établissement pour fumer ou pour discuter. Si on pense l'espace public comme une dispense harmonieuse des libertés, contrairement au Cox, le Full Metal et autre backrooms y ont toute leur place. Pour essayer de préciser en quoi consiste cette "indifférence" vis-à-vis des backrooms, dans les entretiens nous notons que la dénonciation d'une sexualité obscène et immorale n'est pas tout à fait absente, elle est cependant minoritaire et réservée aux fractions les plus âgées de nos enquêtés. On rejoint ce que disait Sylvie, si on est un homme ou une femme plus ou moins âgé, on diffère dans on rapport à l'homosexualité. Lors d'un entretien collectif réalisé dans le cadre de l'enquête, mené avec les membres d'une association de défense du quartier, un entretien qui eut lieu à l'heure du thé, rue des Blancs Manteaux (à coté du Full Metal et de Secteur X), où nous étions six dont une dame qui habitait en face d'IEM (Sex-shop gay rue St Croix de la Bretonnerie). La majeure partie des membres de cette association présents sont des femmes, un seul homme est alors présent. Relativement âgés, entre 60 et 80 ans. Donc un seul homme, plutôt en retrait lors de l'entretien, il pique même du nez de temps à autre, mais quand j'aborde la question des backrooms il sort de sa torpeur et déclare "Vous avez prononcé le grand mot". En fait, la dramatisation de la question des backroom s'arrêtera là. Un peu s'il fallait qu'il souligne le caractère exceptionnel de ces lieux, sauf qu'il n'est pas suivi par les autres participantes. Ces lieux donnent donc peut de prise à la dénonciation. Les membres connaissent vaguement l'existence de ces établissements, disent ne pas les fréquenter (ce qui est très probablement le cas), c'est donc la visibilité dans l'espace public qui pose problème. Effectivement, sur la devanture d'IEM il y a le dessin d'un homme hyper musclé sur toute la surface de la vitrine, pour attirer le client et masquer les objets exposés à l'intérieur. Là en particulier, la devanture est

jugé vulgaire et inconvenante, en particulier pour les enfants (il y a une école à côté). Pareil pour les flyers des soirées gays qui sont distribués partout dans la rue qui semblent trop explicites. La devanture du Full Metal et ses pratiques souterraines posent moins de problèmes que des flyers ou des représentations très sexualisées de l'homosexualité dans l'espace public. Toujours à propos des flyers, la présidente de l'association les recueillait pour les archiver dans un classeur qu'elle sort à l'occasion d'entretiens. Ce qui permet d'en relativiser l'impact puisque les autres membres s'accordent à dire que certains sont assez vulgaires mais que certains sont assez esthétiques, qu'il y a certain travail, que ce sont tout de même de beaux hommes. Il y a donc une mise à distance masculine de la sexualité entre hommes portée par ce monsieur succède une appréciation féminine des corps masculins et gays.

Une ignorance des commerces : Si la question de l'espace public pose problème, le point saillant c'est que la majeure partie des enquêtés affichent une certaine méconnaissance de ces lieux, pensant (avec une certaine logique) qu'ils ne les concernent pas. Pour les hommes, en particulier, ces lieux peuvent incarner une espèce de liberté sexuelle, la promesse de relations faciles, rapides, sans engagement. Pour les femmes, me semble-t-il, l'existence de tels établissements incarne une mauvaise homosexualité, une mauvaise sexualité homosexuelle, consumériste, et finalement trop sexuelle. Pour préciser la question du rapport hétérosexuel aux backrooms, je prendrais l'exemple d'un entretien avec une femme hétérosexuelle de 35 ans, professeur dans le secondaire, en couple avec deux enfants, locataire et qui réside dans le centre du Marais. Elle nous dit être sans réserve pour le mariage entre personnes de même sexe, mais a des objections sur l'homoparentalité. Je la cite : "Sur l'adoption par deux femmes, je n'aurais aucune objections à faire (c'est ce que disait Sylvie, ce lien très fort entre maternité et la question de genre féminin), mais deux hommes, je ne sais pas. Je trouve que le côté maternel c'est important pour un enfant. Deux femmes, c'est bien." La fréquentation du Marais a changé son opinion sur ce sujet. Avant elle n'avait pas vraiment de réserve sexuée comme on le voit sur l'homoparentalité, mais dit-elle, depuis qu'elle habite dans le Marais ce côté exhibition à tout prix n'a pas fait de la convaincre que deux gays peuvent être de bons parents. Dans ce jugement, la sexualité gay est importante. Elle me dit, en riant "Ils vont sur internet, se rencontrent dans la

demie heure, ce n'est pas bon pour un enfant". Ce qui me semble important dans cet entretien, ce n'est pas seulement les déviances sexuelles, l'accumulation des partenaires ou le fait d'avoir des pratiques sexuelles avec des inconnus, qui pose problème, mais plutôt la présence de la sexualité dans l'espace public. L'existence de commerces sexuels ne témoigne pas seulement d'une marchandisation de la sexualité, ce qui peut être condamné à la fois du côté hétéro et du côté gay, mais ces commerces témoignent de l'existence de publics pour la sexualité qui sont unis autour d'un fantasme et se réunissent autour de pratique spécifiques. Ces commerces rompent l'assignation ordinaire de la sexualité à la conjugalité et à la sphère privée. Ce qu'enregistre de manière massive notre enquête. C'est un point très important. Au début nous étions partis pour symétriser l'interrogation sur la sexualité, Colin posant la question de la sexualité des homosexuels, nous posant celle de la sexualité des hétérosexuels. Notre propos était de les interroger sur leur rapport vis-à-vis de l'homosexualité mais aussi sur leur sexualité, avec des questions relativement simples (âge du premier rapport, nombre de partenaires, lieux de rencontre). Non seulement on s'est souvent heurté au refus des enquêtés, ces questions étant jugées comme inconvenantes, mais nous sommes rendu compte que nous avions nous-mêmes des réticences à interroger explicitement les gens, nous rendant compte que c'était inconvenant. Pour reprendre la même enquête que je citais à propos de l'exhibition des gays, je comptais l'interroger sur sa sexualité, me disant qu'elle avait 35 ans, la proximité d'âge faisait que c'était moins compliqué qu'avec des gens de 65 ans, mais elle a refusé, disant que cela ne lui convenait pas. D'autant qu'elle ne voulait pas parler à la place de son conjoint qui était absent. Il ne lui semblait pas convenable de parler de sexualité à un inconnu, devinant les frontières d'une bonne intimité féminine plus ou moins conformée par son compagnon. Sous entendant agilement qu'elle n'a de sexualité que conjugale car elle n'avait rien à dire sur cette relation. Indépendamment que cela correspond ou pas à ses pratiques (évidemment j'en saurai rien). Le cadre de l'entretien est un moment où elle définit une intimité mono-partenaire à la fois mise en scène et réservée à la sphère privée. Ce mouvement de mise en scène d'une intimité hétérosexuelle dont on ne va pas parler parce que réservée à la sphère privée.

Pour conclure sur ce deuxième point, sur le rapport un peu ambivalent aux backrooms, se sont autant les limites imposées à l'homoparentalité que la position adoptée qui me semble remarquable. Lors d'un entretien réalisé à la terrasse d'un café, son bébé de quelque mois dormant dans un landau, l'enquêtée définit les règles de la bonne homosexualité, de la bonne parentalité, des homosexuels discrets, des lesbiennes pour les enfants plutôt que des gays, et des gens qui enserrant leur sexualité à leur sphère privée.

Pour conclure, je reprendrais la question que posait Sylvie sur l'hétéro-normativité à l'œuvre dans le quartier. C'est à dire, en quoi consiste cette hétéro-normativité. Ce n'est pas tant l'interdiction effective de telle ou telle pratique, espace ou comportement, mais c'est la régulation explicite par les politiques urbaines qui importent. Bien sur, nous savons que l'hétéro-normativité fonctionne comme un rappel à l'ordre envers celles et ceux qui transgressent les règles de la "bonne" masculinité, de la "bonne" féminité et de la "bonne" sexualité, mais elle repose aussi sur le partage entre pratiques légitimement présentes dans l'espace public et celles devant être réservées à la sphère privée. Les études féministes ont montré que le privé est une sphère traversée par des rapports de pouvoir, voire conçue comme une zone de non-droit dans laquelle l'Etat ne regarde pas, mais il me semble que dans le cas de la sexualité et des luttes homosexuelles, ce partage entre privé et public, en tant que tel, peut être questionné. La non-problématisation, le fait que soit finalement toléré des lieux sexuels, permet à ceux-ci d'exister et se sont constitués en coulisse d'une homosexualité respectable. Cela permet l'existence d'une diversité sexuelle, mais cela ne permet pas la remise en cause de la culture hétérosexuelle de la sexualité, de son assignation à la conjugalité et à l'intimité. Et il me semble que dans un contexte de revendication et de visibilité homosexuelle, de revendication d'égalité des droits, dans le cadre du mariage, de l'adoption, ce régime de visibilité sexuelle et de privatisation de la sexualité permet de faire de ces espaces des lieux fréquentés par de "mauvais" homosexuels, par la part d'ombre des gays. Commerces tolérés, perçus comme lieux de pratiques exotiques qui n'ont pas à questionner les normes ordinaires de l'intimité de la sexualité, ou être revendiqués dans les politiques homosexuelles. Cette existence sans effet public n'est pas une évidence, et accentue probablement la précarité et

la vulnérabilité de ces espaces ainsi que la possibilité de stigmatisation de ceux qui les fréquentent.

## ▪ La perception des LGBT par les hétéros dans les quartiers mixtes

*Par Sylvie Tissot*

Je vais aborder un autre aspect de l'homosexualité dans la ville, pas du point de vue des gays, pas du point de vue de la sexualité comme va le faire Mathieu Trachman, mais du point de vue des hétéros.

Il y a pas mal de recherches qui se sont développées ces derniers temps sur ces espaces de visibilité et de sécurité relatives qui se sont créés ces dernières décennies et qui fonctionnent de manières extrêmement diverses, mais il y a moins de chose sur la manière dont les populations hétérosexuelles réagissent vis-à-vis de ces espaces, et plus généralement sur comment ces populations hétérosexuelles réagissent au mouvement d'émancipation et de fierté des gays et des lesbiennes. On peut faire l'hypothèse qu'il y a une montée progressive d'une certaine tolérance qui s'accompagne certes de formes de résistances très violentes, mais il reste à définir les contours de cette tolérance. Et autre question qui me semble importante, c'est qu'est-ce que ce mouvement d'émancipation gay fait aux hétéros et plus généralement à l'hétéro-normativité ou l'hétéro-sexisme ? J'entends par là une certaine vision du monde social qui repose sur la promotion de l'hétérosexualisme comme seule forme de sexualité pensable et possible et sur la nécessaire complémentarité entre hommes et femmes. Ou comme le dicta cité dans le "Dictionnaire de l'homophobie", l'idée que l'homme est fait pour la femme et plus encore que la femme est faite pour l'homme. Dans quelle mesure, dans quelles conditions l'homosexualité est devenue une sexualité légitime aux yeux des hétéros. A cette question on peut répondre de différentes manières possibles ? On peut déjà noter qu'au cours des cinquante dernières années, l'homosexualité a considérablement changé de statut dans la société, française notamment. Que cette évolution peut déjà être appréhendée du point de vue du droit, notamment du point de vue du mouvement de la décriminalisation (assez récent d'ailleurs puisqu'il date du début des années 80) suivi d'un mouvement de lutte contre les

discriminations et de conquête de droits. Comme l'illustre l'accès au mariage pour tous et toutes en 2013.

Deuxième façon de répondre, c'est de regarder du côté des enquêtes quantitatives par questionnaire sur la sexualité. Enquêtes qui mettent en évidence ce que l'on peut appeler une tolérance de principe à l'homosexualité. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que disent ces enquêtes qualitatives ? Elles disent qu'en majorité les enquêtés considèrent qu'il s'agit d'une sexualité comme les autres, avec une acceptation de plus en plus affirmée chez les jeunes générations. Là, on voit un effet de génération très net. Une autre variable relative à cette tolérance, c'est la variable homme/femme, puisque quand on regarde les réponses à la question "Pensez-vous que l'homosexualité est une sexualité comme les autres ?", on a un taux de réponse très différent selon les hommes ou les femmes. Sur la question de l'âge, les hommes de générations plus anciennes sont plus enclins à avoir une vision pathologique de l'homosexualité. Agés de plus de 69 ans, ils ont plus de 40% à penser qu'il s'agit d'une sexualité contre nature. 20 % des 18/24 ans ont la même réponse. Contre seulement 10% des femmes de cette tranche d'âge. Pourquoi cette tolérance de principe ? Parce que ces enquêtes montrent que l'on accepte beaucoup plus l'homosexualité quand il s'agit des autres, et beaucoup moins quand elle nous touche. En outre, on note encore une forte réticence à l'idée que deux gays aient des enfants. L'idée que lesbiennes aient des enfants est beaucoup plus acceptable, du fait de l'association femme/maternité.

Troisième manière de répondre à cette question de l'acceptation plus importante de l'homosexualité, c'est ce que nous essayons de faire dans l'enquête que nous menons avec Colin Mathieu et Leticia de Cefau sur ce fameux gay-business dans le Marais et à Parti Hop. Ce quartier de Brooklyn, à New York, est différent d'un point de vue du critère développé par Colin, à savoir que ce n'est pas un quartier marqué par la présence d'une population homosexuelle homme, mais d'une population lesbienne beaucoup moins visible en raison de ressources beaucoup moins importantes des femmes par rapport aux hommes. C'est un élément



important de l'enquête qui nous permet de ne pas mettre de côté la dimension de genre qui éclaire énormément de choses dans ces enjeux. Nous pourrions y revenir. Comme il le disait, un nombre important de ces quartiers "gays" ont connu un processus de gentrification, de normalisation. Ce processus est souvent renvoyé à un effet de "homo-normativité", c'est-à-dire que les populations homosexuelles seraient devenues plus conformes, plus consuméristes. On peut aussi entendre un autre point de vue selon lequel cette normalisation/gentrification serait une forme de domestication d'espace de liberté par des hétéros. Les hétéros arrivent et ces espaces de liberté, d'affirmation culturelle tendraient à disparaître. Il me semble qu'il faut regarder les choses un peu différemment, car ces quartiers (des quartiers que l'on pourrait appeler "gay-friendly") fonctionnent sur la base d'une certaine tolérance. L'enjeu est de voir comment fonctionne cette tolérance. Voir ce qu'on tolère, ne tolère pas, ce qu'on accepte ou n'accepte pas. Et à quelles conditions. Ce que montre l'enquête (encore en cours, je n'en donne que quelques éléments) c'est qu'il y a une revendication, beaucoup plus aux Etats-Unis qu'en France, de "gay-business" par les habitants hétéros. C'est une valeur fortement affichée, intériorisée dans un groupe particulier que sont les habitants des classes moyennes et surtout supérieures, blanches. Mais c'est aussi une valeur affichée, dans une certaine mesure institutionnalisée (et là je parle plus du côté étatsunien) par une série d'institutions (églises, associations locales, synagogues, écoles). On voit qu'ici il y a une valeur mise en avant et clairement revendiquée. Ce que montre aussi l'enquête, c'est que parallèlement à cette revendication, il y a un cadrage fort de ce soudain "amour" des hétéros pour les gays.

### **Trois éléments**

- 1- **Le premier élément qui est assez marquant, et cela rejoint ce que Helena va développer un peu plus tard, c'est la "Gay-frindless".** Processus qui fonctionne comme un fort marqueur de classe, avec le danger de voir s'associer les valeurs de tolérance aux classes privilégiées, aux classes les plus riches, blanches. En effet, on voit dans cette enquête que la "Gay-frindless" ou "gay-friendly" s'offre comme le terrain d'affirmation de

barrières morales entre "Eux" et "Nous". Alors c'est qui "Nous" et "Eux" ?, "Nous", ce sont les classes supérieures éduquées, blanches qui habitent dans ces quartiers gentrifiés, qui sont désormais les seules à pouvoir accéder à la propriété. C'est ainsi que les habitants de Parti Hop décrivent leur quartier comme une bulle de progressisme, un espace exceptionnel de tolérance que l'on ne retrouverait nulle part ailleurs, dans aucun quartier de New York ou dans le reste du pays, sauf, peut être, sur la côte ouest. Les réponses sont plus ou moins explicites, mais ce que l'on devine ou ce que l'on entend, c'est que les "Eux" sont définis à travers les critères de classe, les populations les moins éduquées et les moins riches. Ce sont aussi des populations définies par la religion, des communautés catholiques, hispaniques, italiennes ou irlandaises, mais aussi la communauté noire. Pensées comme des communautés où sévirait une homophobie particulièrement forte et particulièrement spécifique. En France, on constate que nous avons aussi des frontières géographiques entre les "Nous" tolérants et les "Eux" intolérants qui sont tracées de manière un peu comparable, avec d'autres repoussoirs. Ceux-ci étant la banlieue (dont les habitants seraient foncièrement homophobes), mais aussi la province. Donc la "Gay-frindless" comme marqueur de classe.

**2- Deuxième élément, "Gay-frindless" comme forte occultation de la sexualité.** C'est plus marqué au Etats-Unis, notamment à New York (Mathieu y reviendra) où les politiques urbaines contribuent à faire disparaître les commerces sexuels. Mouvement qui a été porté par ceux qu'on appelle les "gentrificateurs". Par exemple, à Brooklyn Ice (un des premiers quartiers gentrifiés de Brooklyn) les habitants se sont beaucoup mobilisés pour faire disparaître les lieux de drague (notamment près des docks), faire disparaître ces lieux de sexualité visible, de sexualité gay. Ces mêmes habitants qui sont aujourd'hui les plus enclins à se revendiquer de cette "Gay-frindless" sont ceux qui se sont les plus mobilisés contre une certaine visibilité des homosexualités. Ce qui ressort aussi des entretiens, c'est une forte hostilité à la manifestation publique de la sexualité, et surtout une visibilité de l'homosexualité fortement filtrée à travers des normes conjugales et familiales. Le cas Parti Hop est un exemple assez frappant, assez particulier, en ce sens que se sont installés nombre de

jeunes hétéros qui ne pouvaient pas accéder à la propriété à Manhattan, et donc venant à Brooklyn pour s'y loger. C'est un quartier où l'empreinte familiale est omniprésente dans l'espace public. A l'exemple de ce café très populaire où les femmes enceintes viennent se réunir dans leur groupe de parole pour discuter des nouvelles couches bio et autres sujets importants, où les jeunes mères viennent allaiter de façon très visible. On pense aussi à ce parc interdit aux adultes sans enfants. Il y aurait des choses importantes à dire sur la question de la "Gay-frindless" envers les gays et envers les lesbiennes. Je n'ai pas trop le temps de développer, mais je dirais qu'il me semble que si les gays ont trouvé une forme d'intégration à travers toute une culture gay, les lesbiennes ont trouvé des formes d'intégration via l'espace résidentiel, mais à travers les normes familiales et maternelles qui sont extrêmement contraignantes.

- 3- **Dernier élément de cet "Gay-frindless", c'est le principe de l'égalité des droits qui peine à s'imposer en France.** Lorsque l'on fait des entretiens avec les habitants de New York il y a deux registres qu'ils utilisent pour justifier leur "Gay-frindless". Le premier c'est la famille et l'amour. Il est légitime de s'aimer, de vouloir s'aimer et de fonder une famille. Le deuxième c'est le registre de l'égalité des droits. Qui est un registre de discours politique très présent dans la gauche étatsunienne, dans la manière dont la gauche s'est construite dans le sillage du mouvement pour les droits civiques, à partir des années 60. Et que l'on retrouve beaucoup dans les entretiens à travers l'impératif de non-différentiation. Il n'y a pas de différence, on ne fait pas de différence entre ses amis gays et ses amis hétéros. Ce qui peut être problématique d'un certain point de vue car cela conduit à nier les rapports de pouvoir et l'hétéro-normativité, mais il me semble que c'est aussi ce qui circonscrit les exclusions, égales ou informelles. Cela interroge le contexte français, la difficulté à intégrer dans le discours de Gauche le principe de l'égalité des droits. Mais là, c'est un autre débat sur la Gauche française et sa tendance à hiérarchiser les questions dites sociales, des questions socio-économiques dites sociétales.

En conclusion je dirais que cette Gay-frindless est loin d'être devenue une norme dominante, mais elle est devenue une manière de hiérarchiser les

espaces. Il y a actuellement des travaux d'un essayiste célèbre aux Etats-Unis sur la Gay-frindless comme indicateur de ville créative. Selon cet auteur, une ville créative doit avoir des populations gays. Il n'y a pas très longtemps dans un magazine gay est paru un palmarès des villes gay-friendly. Il faut garder en tête que valoriser des espaces c'est toujours en dévaloriser d'autres. Et faire des quartiers gays ou gay-friendly tel qu'ils existent aujourd'hui, c'est-à-dire des quartiers de centre ville gentrifiés ou en voie de gentrification, en faire les modèles de l'acceptation de l'homosexualité, c'est aussi courir le risque d'ajouter encore des stigmates aux quartiers périphériques, aux quartiers pauvres, aux quartiers où habitent des populations musulmanes ou associées à cette religion.

## ▪ Les représentations de l'homophobie

*Par Elena Advila (réalisatrice, sociologue villes et banlieues)*

Mon étude porte sur comment se construisent, se reproduisent et se consolident les représentations autour de l'homophobie. Ce qui m'a intéressé c'est de comprendre comment, à un moment donné, une certaine idée pouvait prendre dans l'espace public concernant cette hiérarchisation des espaces et cette homophobie. Comment cette idée de quels sont les quartiers les plus homophobes ou les moins homophobes peut s'installer et prendre. Ce qui m'a donné envie de me pencher sur cette question, c'est la publication de deux livres en septembre 2009 : *Homo-ghetto, gays et lesbiennes dans les citées, les clandestins de la République* publié par Franck Chomon aux Editions du Cherche Midi, et *Animaux dans la cité, la descente aux enfers puis la libération d'un homosexuel de culture maghrébine* par Brian Albak aux Editions Calman Levis. Je me suis dit qu'il serait intéressant de les prendre comme un marqueur, et d'aller voir derrière quels étaient les obstacles ou les opportunités que l'on rencontrait lorsqu'on désirait se lancer dans une entreprise telle que celle-là. Je suis donc partie du processus d'écriture, en passant pas les difficultés de publication et jusqu' à la promotion du livre. J'ai donc essayé de retracer tout le chemin. Ici, nous allons nous concentrer sur la production des statistiques qui sous-tendent ce discours.

En gros, la thèse qui est développée est celle qui met en opposition deux espaces qui seraient très antagonistes, mais chacun à l'intérieur d'un espace très homogène. Espaces qui seraient les centres ville et les banlieues. Les centres villes étant dénués de toutes formes d'homophobie les gays et les lesbiennes peuvent y vivre de manière tout à fait similaire au hétérosexuels, et les banlieues où ils rencontreraient une homophobie quotidienne. Dans son livre, Franck Chomon (celui de Brian Albak est surtout un témoignage) explique l'homophobie dans ce qu'il appelle les banlieues, les quartiers populaires à travers l'appartenance ou l'assignation culturelle et/ou religieuse. En gros, tout ce qui va être expliqué sur l'homophobie dans le livre, va passer par un prisme de lecture raciné et religieux. Cela va même au-delà, car lorsqu'on ne peut pas expliquer l'homophobie par le critère

religieux ou culturel, on va expliquer la non-homophobie par ce petit extrait :

*« Entendre une mère magrébine parler d'un sujet aussi peu évident avec un tel naturel m'épate. Sa réaction m'étonnait de plus en plus. Comment une femme de son âge qui, comme elle baigne dans la culture magrébine, peut-elle faire preuve d'une telle ouverture d'esprit ? Là encore la réponse fuse : c'est Dieu qui l'a fait comme ça. Comme elle n'envisage pas de critiquer l'œuvre de Dieu, elle ne peut qu'accepter son fils tel qu'il est ».*

Le livre donne à voir qu'en fait la dichotomie banlieue/centre ville n'est pas seulement une dichotomie en terme de classe sociale mais qu'elle est en réalité une manière de viser certains groupes de populations déterminées en terme de critères culturel, d'appartenance ethnique ou religieuse. Quand on parle du titre 'Les clandestins de la république ou la descente en enfer d'un homosexuel de culture magrébine', en arrière plan nous avons l'idée que la banlieue seraient plutôt musulmane avec des populations plutôt immigrées, et de l'autre des centres villes habités de personnes blanches liées à la république laïque. Un des argumentaires fondamentaux du livre se base sur une statistique produite par l'association SOS Homophobie. Cette association produit chaque année un état des lieux de l'homophobie, tout en ayant un dispositif à la fois qualitatif et quantitatif, par chapitre. Ce qui a été intéressant au niveau de la production de ces statistiques sur la banlieue, ce n'est pas tant une production sur le discours sur l'état de l'homophobie, mais plutôt une production d'un discours sur certaines catégories de populations. SOS Homophobie de 2004 à 2008 a eu un groupe s'occupant spécifiquement des questions de banlieue, avec la publication d'un chapitre spécifique sur ces questions dans les rapports annuels de 2005 et de 2006. Dans ces rapports on trouve la statistique que Franck Chomon a utilisée dans son livre, et dans les divers articles qui ont suivi. Ces statistiques sont censées apporter une base scientifique à son discours. Je lis : "Marianne du 25 septembre 2009 : une ancienne enquête de SOS Homophobie datant de 2006 assurant que 46% des violences faites aux homosexuels ont lieu dans les quartiers populaires

bordant les grandes villes". Ce chiffre de 46% m'a intéressé, et j'ai voulu voir d'où il venait, quel chemin il a suivi. Les statistiques produites par SOS Homophobie sont destinées à des journalistes, à des politiques, et doivent donc avoir une forme visible. En gros, elles apparaissent sous forme de camembert dans le rapport annuel. Evidemment il y a un passage de la donnée brute à la citation, ce qui induit une traduction de ces données en terme lisible. Première étape de la fabrication des statistiques, c'est ligne d'écoute anonyme. Les gens appellent pour demander conseil, pour demander de l'aide. Dans le cadre de ces entretiens, des informations sont demandées aux appelants, des informations qualifiées d'objectives destinées à alimenter une base de données afin de mieux comprendre comment ça marche (âge, sexe, lieu d'appel). Le problème c'est que c'est une ligne anonyme. Les gens ne sont donc pas obligés de dire d'où ils appellent. La toute première étape de production de ces statistiques se base sur des informations que l'on ne peut pas vérifier. On essaye de savoir d'où appellent les gens, mais en gros on ne peut pas savoir. Et les gens peuvent appeler plusieurs fois. Le caractère relatif des précisions récoltées, notamment géographiques rend l'indexation en première étape de fabrication des statistiques relativement compliquée et imprécise. Quand on discute en entretien avec les bénévoles de l'association, on se rend compte qu'ils sont au courant, qu'ils savent que les statistiques qu'ils produisent, on peut avoir dans une certaine mesure des chiffres mais il y a une limite. Ils en ont conscience, et arrivent à avoir une certaine distance avec ça. Le problème, dans la suite du chemin du chiffre, c'est que toutes ces nuances ne sont pas reprises, l'interlocuteur suivant va reprendre les chiffres qu'il aura lus dans le rapport, sans nuance. La chaîne de coopération fait que les incertitudes et les incohérences d'une étape sont relayées.

Ensuite, deuxième élément important, c'est la définition de la banlieue. On peut lire dans le rapport de 2006 que lorsque SOS Homophobie parle de banlieue ce n'est pas, je cite : « Dans une acception géographique mais bien dans ce que le mot peut évoquer terme de zone cumulant les difficultés sociale, économique et regroupant de personnes souffrant d'exclusion et de pauvreté ». C'est leur définition de banlieue. Et quand on parle d'homophobie en banlieue, on parle de banlieues pauvres. Hors, lors de la construction des chiffres, il n'est nulle part précisé quelles sont les banlieues

prises en compte lors de la rédaction d'un rapport sur l'homophobie en banlieue. Par exemple, les chiffres qui proviennent de Neuilly sur Seine sont intégrés à la catégorie banlieue pour renforcer le nombre d'appels. Mais ensuite, ces chiffres vont servir à dire qu'il y a eu tant d'appels mais de banlieue défavorisée. Il y a clairement un décalage entre le chiffre brut, statistique qui est le lieu supposé d'appels et ces chiffres vont servir à renforcer le discours autour des banlieues dévalorisées. Nous avons là, déjà deux glissements qui témoignent de la précarité de ces chiffres, tout en gardant en tête que lorsqu'on lit dans les medias que 46% des violences viennent de banlieue, ce chiffre est utilisé comme un état de fait, comme le résultat d'une enquête objective. Mais le plus gros glissement sémantique, par exemple cet articles paru dans Les Inrockuptibles (du 29 septembre 2009) qui titre "Une enquête révèle que 46 % des agressions physiques venait des banlieues". Si on regarde les tableaux de SOS Homophobie, on comprend que dans l'article il est dit que 3 % es appels qui témoignent d'agressions physiques viennent de banlieue, et si vous regarder plus en détail ces tableaux vous remarquez que parmi les appels qui viennent de banlieue (3% des appels), 46 % d'entre eux parlent d'agression physiques. En gros, il y a eu un retournement de l'argumentaire qui a passé tous les stades de l'association, de l'auteur, des maisons d'édition, des journalistes. Personne n'a rien vu. On est passé de moins de 1,5% à 46% de violences qui viennent de banlieue. Personne n'a vu ça, l'association n'a jamais démenti, elle a même salué la publication des rapports sans précisions sur les chiffres. Mais, ce qui à mon sens est parlant, c'est que cela n'a étonné personne et que personne n'a même interrogé ces chiffres. Pourquoi ? Parce qu'il avait déjà une grille de lecture sur la banlieue qui était préalable à la publication de ces deux rapports, entre problèmes d'islamophobie et de représentation sur les banlieues, sur le sexisme dans les banlieues. Tout ce terreau a fait que, sans aucun problème, une telle information a pu circuler dans l'espace médiatique.



## ■ Les villes, globalisation et multi-polarisation

*Par Jordi Petit (Casal Lambda Barcelona) – Jordi Petit Ex-secrétaire général de l'ILGA Membre du bureau des Droits Humains de la ville de Sabadell*

Ma présence à l'Europride de Marseille a été motivée par la présentation de la vidéo rap-pop « L'Amor és lliure » (« L'Amour est libre »). Une production avec de volontaires qui a d'abord été débattue entre jeunes pour décider du contenu et réalisé ensuite en commémoration du 17 mai 2013. Il a eu depuis plus de 5.000 auditions sur Youtube. En France il faudrait le distribuer avec les sous-titres en français. Son contenu est clairement contre la LGBTphobie, mais avec un rythme pensé pour la jeunesse. Il s'agit d'une création de la Mairie de Sabadell (ville de 203.000 habitants à 41 km de Barcelone).

Le rap<sup>185</sup> a été projeté aux discos de la ville pour toute la jeunesse, c'est plutôt pédagogique : Sabadell a une longue tradition de respect aux droits LGBT : chaque 17 mai et 28 juin le drapeau de l'arc en ciel est officiellement installé sur la façade de la Mairie. Pour ces deux dates l'ensemble de la municipalité (élus et élues) fait une déclaration institutionnelle de soutien et, chaque fois, sur les problèmes importants du moment. Le Bureau de Droits de Humains, où je travaille, entre autres affaires, s'occupe du programme local LGBT, avec le consensus des groupes politiques de la ville. Il s'agit d'une politique de proximité et les medias de Sabadell font une large diffusion de ses activités. Dans la programmation culturelle de la ville et la grande fête de Sabadell, les pièces de théâtre contenant des thématiques LGBT sont mélangées aux autres, de façon très ordinaire. Aussi, chaque année, il y a une grande campagne dans les lycées sur sexualité-affectivité, prévention du sida et promotion des capotes. L'Alliance Française de Sabadell vient de faire un long programme intitulé « Sexualités », de grande qualité, pendant trois mois (expositions, cinéma, conférences, etc.).

---

<sup>185</sup> [http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=eJpJiR4Gy8k](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=eJpJiR4Gy8k)

Le cas de Sabadell est un peu exceptionnel, il n'y a pas beaucoup de villes en Espagne à faire ces activités, mais c'est un exemple bien apprécié.

## **Barcelone et Catalogne**

Les institutions, selon notre tradition de participation, ont poussé à la création des conseils consultatifs avec les associations LGBT de Barcelone et de toute la Catalogne. Ça veut dire que nous avons deux grands conseils consultatifs avec toutes les associations, un lieu de rencontre et aussi de demandes aux gouvernements de la ville de Barcelone et de la Catalogne.

Je crois que c'est un exemple important pour combattre la globalisation réactionnaire dans des lieux aussi importants que les villes.

**La proximité permet faire pédagogie de l'égalité, la non discrimination, la diversité affective-sexuelle et de l'identité de genre.**

# **13<sup>ème</sup> partie.**

## **Globalisation et multipolarisation des dynamiques LGBT : *homonationalisme ou internationale LGBT ?***

*Table ronde animée par Olivier Fillieule (sociologue), avec :*

- *Elodie Brun (EPOA),*
- *Louis-Georges Tin (IDAHO),*
- *Gérard Koskovich (historien, San Francisco),*
- *Martin K.I. Christensen (ILGA),*

## ■ **Introcution à la table ronde par Olivier Fillieule**

*Par Olivier Fillieule (sociologue),*

Nous avons cette après midi une table ronde autour de la question de la globalisation et bipolarisation des dynamiques LGBT. Je propose de découper le présent débat autour de trois questions. La première est celle de ce que nous appelons "l'homo-nationalisme". A savoir, si les Etats occidentaux instrumentalisent, et ce de quelle manière, les organisations LGBT afin d'avancer leur propre agenda intérieur. Par exemple, et nous allons commencer par l'intervention de notre collègue palestinien, la politique de défense et de promotion des droits des minorités sexuelles en Israël comme moyen de mettre à distance le monde arabe, la Palestine, en quelques sortes de les stymatiser comme un monde de sauvages. Cette question, bien évidemment ne concerne pas seulement les rapports entre Israël et la Palestine, mais plus largement, entre autre, la question de la politique internationale des Etats-Unis. L'idée générale serait de procéder à un tour de table sur la question de la "globalisation de l'homosexualité". C'est à dire la diffusion, notamment dans les pays du Sud, des identités homosexuelles, de la notion de défense des droits des minorités, de la visibilité des homosexuels à travers des processus de diffusion (internet, l'anglais, la télévision satellitaire...) Ensuite, nous auront un deuxième point à discuter, la question de ce que certains auteurs nomment "l'impérialisme gay". Notion qui dénonce l'impérialisme des organisations

LGBT dans leurs actions au Sud. Puis, dans un dernier temps nous reviendrons sur cette notion "d'homo-nationalisme", non plus pour s'interroger au niveau des relations internationales mais dans ce qui se passe en interne. Par exemple en France, en Hollande, en Allemagne. Savoir si la promotion des droits des minorités notamment LGBT, comme celle de la défense des droits des femmes dans le cadre de luttes féministes, n'auraient pas pour effets de renforcer le racisme institutionnel, de favoriser les indigènes au sein même de la République.

## ▪ **Première séquence : présentation des associations et intervenants**

Nous allons commencer par le thème de l'homo-nationalisme dans les relations internationales, sur l'instrumentalisation des actions des groupes LGBT aux profits des actions intérieures. Pour ce faire, nous commençons par donner la parole à nos amis de l'association As Queer.

### *Nabilla (association ASWAT - femmes palestiniennes et lesbiennes)*

Je suis de l'association Aswat, association de femmes palestiniennes et lesbiennes. Commençons par Aswat qui veut dire les soies. Ceci n'est pas un accident, c'est pour confirmer notre idéologie, nos croyances pour un système d'engagement solide dans le combat contre toutes formes d'oppression à cause de nos croyances. Nos droits ne peuvent être divisibles ou priorisés ou hiérarchisés. Nos combats se positionnent sur trois niveaux. D'abord d'être palestiniennes, puis femme et enfin LGBT. En tant que Palestiniennes, nous souffrons, nous faisons face à toutes les discriminations, à toutes les ségrégations institutionnalisées par l'Etat d'Israël, à travers des lois qui ont pour but de nous isoler, de nous discriminer, de nous humilier. Ces lois violent les droits humains et civils de tous les standards internationaux, ainsi que le droit international. Au jour d'aujourd'hui, nous comptons plus d'une trentaine de lois nouvellement introduites pour discriminer ou renforcer la discrimination

des Palestiniens. Tous les Palestiniens souffrent de cette discrimination, y compris les arabes de 48 (de 1948) qui sont nés citoyens israéliens d'origine palestinienne, les palestiniens de 1967 autrement appelés ceux qui sont installés sur les territoires palestiniens occupés, tous les autres Palestiniens qui vivent dans des camps de réfugiés, ainsi que ceux qui sont éparpillés dans le monde entier. L'oppression en tant que Palestiniennes est le premier cercle d'oppression que nous vivons et auquel nous faisons face.

Le deuxième cercle d'oppression auquel nous faisons face est celui en tant que femme, car nous vivons dans une société patriarcale. Puis, troisième cercle, en tant que personne LGBT, personne qui remet en question toutes les normes de la société pour des sexualités différentes. Ceci dit, je crois que toutes les sociétés sont homophobes. Le besoin de création d'un espace qui peut répondre à ces trois cercles d'oppression était pour nous évidente, étant donné qu'il n'existait aucun espace capables d'être inclusif pour cette multiplicité d'identités (palestiniennes, femmes et LGBT). Dans les associations LGBT israéliennes et/ou juives, ils sont clairs sur le fait qu'ils ne peuvent faire la relation entre les différents combats. Ils acceptent que nous soyons lesbiennes, mais refusent de voir l'intersection de nos combats en tant que Palestiniennes.

### ***Du "Pink washing"***

Quand on parle "d'homo-nationalisme", on ne peut pas ne pas parler de "pink washing". Politique très bien orchestrée par le gouvernement israélien et tous ses ministères, qui a pour but d'utiliser les droits LGBT, afin promouvoir l'Etat d'Israël en tant que pays paradisiaque pour les LGBT, et visant à montrer l'avancée, la démocratie du pays. Le "pink washing" n'est pas une nouvelle stratégie ou nouvellement utilisée, c'est une autre forme de la continuité du "marketing" d'Israël. Des millions de dollars ont été dépensés pour savoir comment passer de l'image de guerre (qui est celle d'Israël) à une image de culture, d'art, de liberté et de démocratie. Le "pink washing" est très dangereux pour trois raisons. La première étant que l'Etat d'Israël essaye de dévier notre regard sur toutes les violations faites aux droits LGBT pour tous les mouvements. Mouvement LGBT, mouvements féministes, de droits humains ou autres. La deuxième

raison est qu'il vise à promouvoir Israël comme un Etat de droit, de démocratie et de liberté, un pays "gayfriendly" alors qu'en même temps, de l'autre côté, Israël présente les Palestiniens comme retardés, des arriérés, des barbares, des homophobes, appelant à sauver les gays palestiniens et/ou arabes. En tant que lesbienne palestinienne, je pourrais vous dire que j'ai n'ai pas envie d'être sauvée de ma société, mais que j'ai envie d'être sauvée de l'occupation, de l'oppression et de la discrimination. Le troisième point que j'aimerais aborder pour illustrer le danger du "pink washing", est l'isolation des identités multiples, et ce binarisme entre ce qui est bien et ce qui est mauvais. Encore une fois, l'idée que les Juifs israéliens sont biens alors que les Arabes palestiniens sont mauvais. Je prends l'exemple du programme de l'Europride. Ce que l'on peut lire, sur la dernière page, à propos de Tel Aviv, c'est typiquement du "pink washing". Cela illustre tout à fait les efforts du gouvernement israélien, avec l'aide du Ministère des Affaires Etrangères et toutes les organisations qui coopèrent avec eux, y compris des individus parmi nous. Ils veulent promouvoir l'image d'Israël en tant qu'Etat aimant les LGBT, célébrer Israël, pour pouvoir continuer à opprimer, à discriminer les Palestiniens, gays, bis, trans, queer, intersexes ou hétéros. Les gens ne font pas attention au "pink washing", peut-être qu'ils n'en ont pas conscience. Lorsque le premier mariage homo fut célébré en France, j'ai été vraiment heureuse pour eux. J'ai posté l'événement sur ma page Facebook. Et j'ai vraiment adoré quand mes amis ont mis "J'aime" sur ce post. Les deux mariés étaient vraiment très mignons, très beaux durant la cérémonie, mais ils ont fait leur voyage de noces à Tel Aviv. Je ne veux pas juger, peut-être qu'ils ne savaient pas. Soyez conscients, soyez sensibilisés à tout ce qui peut renforcer toutes les formes de discrimination, que ce soit des Palestiniens LGBT ou pas. Je vous appelle à ne pas limiter votre soutien uniquement aux Palestiniens LGBT, car les soldats israéliens aux barrages de police ne font pas la différence si je suis ou pas lesbienne. Pour eux, je suis Palestinienne, et c'est pour cela que je suis opprimée. Un dernier commentaire pour conclure, Israël a le droit de se célébrer comme paradis pour les LGBT mais pas au détriment des autres droits.

### *ELYS (Association Narda – Turquie) :*

Bonjour, je travaille au sein de l'association Narda, située à Istanbul en Turquie. Chez nous, les choses ne fonctionnent pas comme ici, et il est très important pour nous de partager notre expérience avec vous. Nous avons eu des informations venant des Etats-Unis où il était possible d'obtenir des aides pour les associations LGBT en Turquie. Des aides très importantes qui peuvent par exemple nous permettre d'acheter un immeuble entier. Au Etats-Unis, ils voulaient nous montrer un coté très positif pour les communautés. Et ils nous disaient que nous pouvions dépenser l'argent donné comme nous voulions. Mais au final, nous n'avons pas accepté car les Etats-Unis ne voulaient qu'on travaille sur les droits de l'homme et les droits des LGBT.

Selon notre propre expérience, je dirais que dans notre quotidien on ne voit pas des choses comme le voient (ceux qui veulent nous aider), c'est ça le mauvais coté. Ceux qui veulent bien nous aider ne savent pas comment ça se passe chez nous. De ce fait, il vaut mieux que nous nous organisions nous-mêmes.

### *XXX - Militant du Cameroun*

Bonjour, je suis fondateur de l'association xxxxxxxx. Ce que je voudrais dire sur la situation au Cameroun, c'est que déjà par rapport au gouvernement, à la population en général, les associations travaillent sur les LGBT mais plutôt sur le volet santé. Car parler des droits des personnes LGBT au Cameroun est vraiment très difficile. Pour preuve, les associations qui au départ n'a pas voulu passer par le canal de la santé pour parler des droits des personnes LGBT sont victimes du combat que nous avons commencé en 2009. Cette année-là, avec certains amis juristes et journalistes, nous nous sommes dit qu'il était important de mettre sur place une structure identitaire tenue par des personnes homosexuelles. Il y avait certes une association d'avocats qui fait dans le droit, mais comme elle n'est pas LGBT, nous avons décidé de mettre sur pied une association LGBT tenue par des LGBT. Nous avons donc crée cette association et mis en place différentes stratégies, mettant la priorité en matière de communication car nous nous sommes dits qu'il était important de faire la promotion sur les



vices de procédure. A savoir que l'article 337 bis condamne les pratiques homosexuelles, mais nous avons mis en lumière plusieurs cas de vice de procédures. C'est-à-dire que lorsque des personnes sont arrêtées, les procédures légales ne sont même pas respectées. Les personnes sont emprisonnées parce que dénoncées ou qu'ils ont envoyé un message d'amour à quelqu'un. Et donc, avec l'aide Human right et de l'ILGA, nous avons rédigé une lettre adressé au chef de l'Etat, notamment en lui rappelant les différentes conventions qu'il avait signé à Genève, lui demandant au final de prendre position. Tout cela pour dire que c'est justement la communication qui a permis à l'association et à ses membres d'être visibles. Aujourd'hui, au Cameroun, de plus en plus de groupes homophobes se créent. Comme ce monsieur qui a fondé une association visant à promouvoir une journée mondiale de lutte contre l'homosexualité. Il y a eu ce Centre Alternatif Cameroun dont plusieurs membres VIH furent pris en chasse, des documents détruits, brûlés. Des avocats ont fait l'objet de menaces de mort. D'ailleurs, on s'est rendu compte que ce n'était pas seulement des menaces car nous avons retrouvé un grand leader activiste, journaliste, assassiné dans sa chambre. On demande sans cesse à mon petit frère (qui travaille à l'association) où est le président, où je suis. Si j'étais resté au Cameroun, qu'est ce que je serais devenu ? Aussi je profiterai de ce débat pour partager les expériences avec les associations qui font dans la santé pour faire du plaidoyer LGBT. Actuellement, au Cameroun toutes les associations ont fermé leur centre, elles ont peur. Les grands leaders d'association ont tous le sentiment de vouloir quitter le pays. Et s'ils partent tous, que deviendra le mouvement LGBT ? ET que deviendront les bénéficiaires LGBT qui ont besoin de notre soutien ?

### *Ernest XXXXXXXXXXXX*

Je représente l'organisation Courage, une organisation LGBT s'occupant des droits de l'homme et de prévention VIH/sida en Haïti. Chez nous, il n'y a pas de répression de l'homosexualité, la religion ne rejette pas les homosexuels, par contre le peuple est très homophobe. Il y a dix ans que le premier mouvement LGBT est né, il s'est transformé en travaillant sur le domaine de la santé. Santé sexuelle, VIH/sida. Après est venue Pause,

association pour les femmes, les personnes vivant avec le VIH, mais avec une petite fenêtre (timide) pour les LGBT. En Haïti, les LGBT n'ont pas beaucoup de ressources, il y a de cela douze, quinze ans en arrière on ne pouvait pas parler d'homosexualité. Mais aujourd'hui nous sommes venus avec l'idée de plaider pour les LGBT quand ils sont attaqués, menacés ou même tués, ainsi que de faire de la prévention VIH/sida. Aujourd'hui, je suis à cette tribune et je remercie Aides qui m'a fait venir, dans le cadre de l'Europride, pour dire où nous en sommes en matière de dépistage, en vue de partenariats. Haïti, maintenant, traverse une crise pour les LGBT. Par exemple, aujourd'hui, vendredi, a eut lieu une manifestation anti-gay organisée par les protestants (d'après les informations que j'ai eu). Elle a tourné en chaos total. De notre côté, nous avons interpellé l'organisation des droits de l'homme, le commissaire des droits de l'homme, l'ambassade américaine, l'ambassade de France, afin de demander à l'ambassade américaine de donner la sécurité pour les homosexuels en Haïti aujourd'hui même. Parce qu'il y a une crise très forte aujourd'hui, la manifestation anti-gay, anti-mariage qu'organisent les protestants. En Haïti, nous sommes confrontés à pas mal de problèmes. Certaines personnes, pour cause d'orientation sexuelle, sont agressées à coup de machette, tuées par balle, pendues, décapitées. Nous avons une organisation d'avocats (B.A.I, le Bureau International des Avocats) et d'autres défenseurs des opprimés qui travaillent avec nous, et cela fait deux ou trois ans que commencent à ralentir les menaces, les agressions à l'encontre des homosexuels. Nous avons organisé la journée mondiale contre l'homophobie, pendant deux ans, le 17 mai 2012 et le 17 mai 2013, et nous continuerons à militer, timidement, jusqu'à donner aux LGBT haïtiens leur droit à vivre en paix, de vivre comme ils le désirent, de parler, de marcher, d'avoir aussi le mariage pour tous dans notre pays.

*Elodie BRUN – Coordinatrice des VOI*

Bonjour, je suis la coordinatrice pour les Voi. Ce sont les organisateurs des Prides en Europe et qui donne la licence "Europride". Je ne vais pas vous parler de tous les pays européens, car il y aurait beaucoup à dire. Je ne vais pas, non plus, faire un état des lieux de chacun de nos pays, mais plus

simplement interpellier nos hauts dirigeants qui sont prompts à nous donner des leçons, comme notre cher Président Français Hollande qui a certes fait passer une loi qui va dans le bon sens pour les LGBT, mais qui en même temps signe des contrat avec monsieur Poutine sans dénoncer ses dernières lois en Russie. Donc posons-nous la question de ce que nous pouvons faire pour inciter nos dirigeants politiques à aller à l'encontre de tout ce qui se passer de part le monde. Et même pas très loin de nos frontières, car en Europe même, la semaine prochaine aura lieu la Dati Pride, et aucun de nos dirigeants n'imposent à Vilnius une organisation sereine de la marche.

*Gérard KOSKOVICH - Responsable du centre d'archives et du musée LGBT de San Francisco*

Le centre d'archive existe depuis 1985, et nous avons ouvert le musée LGBT il y a deux ans et demi, à Castro (le quartier gay de San Francisco). Ma thématique principale, c'est la mémoire, l'histoire, les archives. Je vois dans la mémoire collective LGBT un enjeu pour la mondialisation. Un enjeu important, prometteur, mais peu développé face aux risques éventuels de sur-internationalisation dans le cadre de l'homo-nationalisme. On voit de plus en plus, aux Etats-Unis mais aussi ailleurs dans le monde, un bouillonnement qui commence à faire resurgir cette mémoire collective, cette mémoire LGBT. Mais cela se développe dans le cadre de la mondialisation et du néolibéralisme où nous voyons la domination du secteur des affaires et des finances. Secteurs qui largement s'en foutent de l'histoire LGBT, de notre mémoire publique.

Avec la précarisation des budgets culturels des Etats et des institutions, il y a un manque de ressources de la part des autorités publiques. C'est donc à nous de nous débrouiller pour s'occuper de notre propre mémoire. Avec un risque plus spécifique, un risque de pratique culturelle, de domination culturelle. C'est le risque de la récupération de l'histoire et de la mémoire LGBT, notamment par les films hollywoodiens et autres grands medias des Etats-Unis comme d'autres pays, surtout européens. On voit de plus en plus que l'on passe du silence à la proclamation de droits. On voit que les

Etats-Unis comme présentés comme le berceau des droits des LGBT, que c'est là où tout s'est passé et se passera sûrement. C'est une représentation très partielle de notre histoire, de notre mémoire. Je dirais que c'est davantage politique que formel. Aux Etats-Unis c'est une pratique culturelle, une espèce d'aveuglement culturel selon lequel il existe dans le monde une histoire très riche. Face à cette pratique culturelle, au centre d'archive de San Francisco, nous tenons toujours une position critique et autocritique, nous cherchons toujours à ré-instrumentaliser notre histoire comme outils de résistance contre ces attitudes de domination américaine. Nous cherchons à aller vers tout le monde, non pas pour donner des leçons mais pour apprendre l'histoire, la mémoire, les manières de vivre, les stratégies à travers le monde. Il y a une richesse tellement énorme dans nos mémoires, il faut aller les chercher, les trouver. D'autant que nous avons des outils. Mais il nous faut surtout rester à l'écoute, apprendre. Nous ne sommes pas là pour donner des leçons mais pour recevoir des leçons

*Louis-Georges TIN - fondateur de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie, et donc le président du comité IDAHO (International Day Against Homophobia and Transphobia).*

Je dois dire que je suis un peu à distance de cette notion "d'homonationalisme", et je vais vous dire pourquoi.

### ***La journée de lutte contre l'homophobie***

Lorsque j'ai lancé, en 2005, la journée mondiale contre l'homophobie, c'est précisément parce qu'il me semblait qu'il y avait dans beaucoup de pays un défaut de conscience internationale sur ces questions. Notamment dans les pays du Nord où on s'extasiait des progrès apparemment irréversibles, sauf que je constatais que ces progrès n'étaient pas irréversibles dans le Nord, et non plus dans le Sud. On parlait beaucoup du droit au mariage, qui me semble très important, mais pas beaucoup du droit à la liberté, du droit à la vie qui est encore plus important et qui n'est pas du tout garanti

dans pas mal de pays, du Nord comme du Sud. C'est pour cela que j'ai souhaité lancer ces journées mondiales. Et j'ai eu finalement deux types d'opposants :

- Des opposants homophobes (on s'y attendait). Des gens qui nous disaient que cela revient à imposer un agenda impérialiste, à imposer des choses qui viennent du Nord.... Genre Louis Georges Tin est un impérialiste blanc du Nord.
- Des opposants membres d'associations internationales LGBT (du Nord) ou de droits humains, qui disaient que c'était une très mauvaise idée que de faire une journée mondiale contre l'homophobie car cela serait imposer un agenda du Nord très "homo-nationalité"

Le paradoxe est donc que nous avons une gauche radicale et LGBT, et une droite homophobe, qui (dans beaucoup de pays) disaient exactement la même chose. A savoir qu'il ne faut pas imposer un agenda international. Ils avaient des raisons très diverses de dire la même chose, mais le disaient quand même. Aujourd'hui, cette journée internationale est célébrée dans plus de 100 pays à travers le monde et, je crois, une majorité de pays du Sud qui se sont approprié cette journée, qui en font ce qu'ils veulent. C'est cela qui est intéressant. C'est d'ailleurs pour cela, en partie, que j'ai quitté la présidence du comité IDAHO, parce qu'aujourd'hui je pense ne pas être indispensable à cette journée qui vit sa vie, indépendamment du comité Idaho. J'ai passé la main à quelqu'un d'autre, tout va bien. Aujourd'hui la vie de ce comité est une vie multiforme, très intéressante.

Je crois que cet argument de l'homo-nationalisme est sérieux, il est à prendre au sérieux, mais avec des pincettes. En effet, au moment même où on le dit, il faut prendre garde aux récupérations possibles de ce même argument, récupérations qui sont elles mêmes déjà très importantes. Dans beaucoup de pays d'Afrique où je me rends en tant que militant pan-africain (car je suis également président du Cran, association de lutte contre le racisme et contre le colonialisme) j'entends des militants homophobes africains, mais pas seulement, disent les mêmes choses que des militants

radicaux LGBT queer, ici en Europe. Et cela crée d'étranges conjonctions. Cela ne signifie pas que l'argument est faux, cela veut dire qu'il faut faire attention aux récupérations de ce qu'on dit, dans tous les sens.

### ***De l'agenda LGBT international***

Ce qui m'a frappé, c'est justement la question de l'agenda international LGBT. Aujourd'hui quel est-il ? Je vois deux questions. Celle du mariage pour tous (qui évidemment est la plus médiatique) et celle de la dépénalisation de l'homosexualité dans le monde (question moins médiatique mais pas qui me paraît la plus importante). Aujourd'hui il y a un vrai problème, celui de savoir quelle est la priorité. Je suis pour le droit au mariage, je souhaite pouvoir me marier avec mon partenaire d'ici quelques semaines. Mais les moyens internationaux, ou doivent-ils être investis en priorité ? La réponse a été donnée par la communauté internationale LGBT et la communauté internationale des droits humains. Le momentum politique, médiatique, mais aussi financier est sur le mariage. Le mariage est la priorité des pays du Nord, mais c'est devenu également celle du mouvement LGBT international. Encore une fois, je ne suis pas contre le mariage, que l'on entende bien ce que je dis, mais j'aurais bien aimé que l'on mette autant d'énergie, sinon plus, sur une question encore plus importante que celle du mariage, celle du droit à la liberté et à la vie. La vie qui est menacée, dans les pays du Nord et dans les pays du Sud. Bien sûr, on peut être menacé en tant que transsexuel ou homosexuel en Palestine, en Israël ou au Cameroun, mais aussi en France ou aux Etats-Unis. Ce droit à la vie est partout menacé, mais ce n'est pas la priorité qui finalement a été choisie. Le droit à la liberté, le droit à la vie n'a pas été, jusqu'à ce jour, la priorité. La journée IDAHO a essayé de contribuer à cette conscience internationale, mais au jour d'aujourd'hui celle-ci me semble insuffisante. Quand on travaille sur la dépénalisation de l'homosexualité dans le monde, beaucoup d'associations internationales de droits humains ou LGBT disent que certes cela est important mais qu'on avance petit à petit. C'est cette politique des petits pas qui fait tellement de petits pas que l'on fini par reculer. Alors que lorsqu'il s'agit d'avancer sur le droit au mariage, là les gens sont vigoureux, exigeants. Ils ont raison, certes, mais je

vois une différence d'urgence, de sensibilité, d'agenda selon qu'il faille traiter les problèmes du Sud ou ceux du Nord. Et je retrouve dans la sphère LGBT ce que je retrouve dans la sphère internationale, en tant que militant pan-africain. C'est-à-dire qu'au niveau des instances internationales, personne n'est homophobe, mais en revanche lorsque les gens des pays du Sud viennent expliquer quels sont leurs enjeux, on leur répond que ce qu'ils disent est très important mais qu'il y a déjà un agenda. Un agenda quadriennal déjà défini, fixé. Donc de revenir dans quatre ans, histoire de voir alors si leurs priorités pourront alors être traitées. Au niveau international LGBT, c'est un peu la même chose. Lorsque les choses se décident, on dit à certains militants des pays du Sud que la sécurité des personnes LGBT est très importante, mais que déjà les budgets pour les campagnes sur le mariage sont définis. Finalement les urgences, les priorités sont définies par les pays du Nord et le momentum politique, médiatique et financier va sur la question du mariage (que je soutien) mais beaucoup moins à la question de la liberté et de la sécurité des personnes (que je soutien encore plus).

S'il y a un homo-nationalisme, il est plutôt ici. Cela veut dire que même dans les pays du Nord on voit des gens qui utilisent l'argument de l'homo-nationalisme pour pratiquer l'homo-nationalisme, en disant que parler de droits universels serait impérialiste, et donc qu'il faut que chacun se débrouille car ils ne veulent pas imposer un modèle universel des pays du Nord aux pays du Sud. C'est du "Laissons les gens du Sud se débrouiller avec leurs propres normes culturelles, leurs propres traditions". C'est évidemment le début du différentialisme culturel (qui est une des formes du racisme) qui dit, en gros, chacun chez soit. Bien sûr, de temps en temps on les aide, mais vous comprenez bien madame la Marquise, imposez nos normes culturelles, si les gens estiment que chez eux cela doit se passer ainsi, c'est ainsi. Cela nous permet, l'air de rien, en utilisant une rhétorique de l'homo-nationalisme, de pratiquer un homo-nationalisme beaucoup plus fort, beaucoup plus efficace, beaucoup plus impérial, beaucoup plus international. Homo-nationalisme contre lequel je me bats. Car en réalité, quand nous parlons de la journée contre l'homophobie, nous nous fondons

sur la Déclaration Universelle des droits humains. C'est-à-dire des choses extrêmement minimales qui justement ne présupposent pas une culture gay internationale. Il y a en Cote d'Ivoire des traditions ancestrales qui ne sont pas celles des gays à San Francisco, qui ne sont pas celles de ceux qui sont en Argentine ou en Russie. Mais ce n'est pas la question. Mon but n'est pas de dire quelle culture gay prévaut, que chacun doit adopter le drapeau arc-en-ciel, que chacun doit adopter une certaine terminologie. En revanche, ce qui aujourd'hui est très international, ce n'est pas la culture gay, c'est la culture homophobe. Celle-ci ne fait pas de différence, elle ne cherche pas à savoir si les relations entre personnes de même sexe obéissent à des traditions locales, ancestrales, capitalistes ou américaines. On tue les gens. C'est cette homophobie internationale que nous combattons, en nous fondant sur des droits internationalement reconnus, droits mentionnés sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Et je remarque que cet agenda minimaliste, mais en même temps universaliste, n'est pas celui qu'adoptent forcément les associations dites internationales mais qui en fait sont dirigées par les pays du Nord, et qui parfois, en disant qu'il faut refuser l'homo-nationalisme ne font jamais que reproduire cela en faisant que l'énergie militante soit principalement tournée vers des problématiques du Nord. Au fond, si je caricature un peu, dans les pays du Sud on voudrait se mobiliser pour des questions de liberté mais on ne le fait pas faute d'être réduit à une certaine forme de clandestinité, et dans les pays du Nord on pourrait bien se mobiliser sur ce sujet mais on ne veut pas parce que ce n'est pas notre priorité, que c'est un truc d'africains, d'arabes ou de musulmans. Ceux qui veulent, ne peuvent pas, et ceux qui peuvent, ne veulent pas. C'est pour cela que les choses avancent si lentement au niveau des Nations-Unies. C'est une des formes tout à fait méconnue de l'impérialisme dans les questions LGBT, mais ce n'est pas tout à fait l'impérialisme que dénoncent certains qui en font plus sans le savoir. Voilà mon analyse, j'espère que ce n'est pas trop compliqué, mais je vous assure que ça régit très fortement les relations Nord/Sud sur les questions LGBT. Merci.

**Kristensen ( représentant de l'ILGA Europe) :**



Bonjour, je suis un représentant de l'ILGA Europe, et aussi un de ses deux directeurs, ce qui correspond à la géographie européenne, au rayon d'action de l'association. Mon exemple n'est pas à proprement parler national, puisque l'association agit à l'échelle européenne, mais quand on parle "d'homo-nationalisation" et de "pink washing", l'Europe et l'Union européenne présentent des exemples intéressants. Un de ces exemples est l'établissement récent d'un vocabulaire précis au Etats membres de l'Union européenne lorsqu'ils doivent traiter de questions LGBT en dehors de l'union européenne. Cela constitue une boîte à outils très intéressante, utile et même progressiste. Encore une fois, c'est un outil intéressant mais qui n'a pas vocation à être utilisé dans les frontières européennes, puisque l'Union européenne ne peut dicter à ses Etats membres une quelconque attitude. Mais voilà un décalage entre une attitude progressiste à l'extérieur, et l'impossibilité à appeler, à l'intérieur, ses Etats membres à être eux-mêmes progressistes dans leurs propres frontières. On voit une sorte d'hypocrisie, de système à double vitesse.

## ▪ **Seconde séquence : l'internationale-gay et de l'impérialisme gay.**

*Par Olivier Fillieule (animarteur)*

En seconde partie de ce débat, j'aimerais poser trois questions à nos intervenants. Trois questions autour de cette question de l'internationale-gay, de l'impérialisme gay :

- **La première question tourne autour des identités homosexuelles.** Autrement dit, est ce que l'action des organisations LGBT envers les pays du sud n'auraient pas pour effet d'imposer ce que l'on appelle une hétérosexualisation des identités, ou une binarisation des identités ? D'imposer dans les pays du Sud (où les identités sexuelles peuvent être multiples) des identités fondées sur le modèle occidental ? D'un coté des homosexuel identitaires, et de l'autre des hétérosexuels également identitaires, au mépris de toute les formes identitaires diverse et variées que l'on pourrait, ici ou là, identifier. Cette question est très importante, car derrière la notion d'impérialisme il y a l'idée d'imposition d'un monde hétérosexuel partout dans le monde. Est-ce vraiment un fait ? Sous quelle forme ? Dans tel ou tel pays? C'est aussi un débat politique. Que pouvons-nous faire pour éviter cela ? Si jamais nous sommes d'accord sur le constat. Et là, il est intéressant d'avoir les réactions de notre panel. Juste pour préciser sur ce premier point relatif aux identités, chacun sait que depuis quelques années les organisations LGBT qui agissent à l'international ont un peu laisser tomber le terme "d'homosexuel", de "défense des droits des homosexuels" au profit de "défense des droits des MDM" (hommes qui ont du sexe avec d'autres hommes). C'est un terme qui a été mis en œuvre dans la cadre de la lutte contre le sida, avec l'idée qu'en employant ce terme plutôt que celui de "homosexuel" on résolvait le problème des identités. Peut-être que nous avons juste changé le label. C'est un point à discuter.

- **La seconde question que j'aimerais poser, c'est celle de l'articulation avec la dimension de classe sociale.** L'idée que les mobilisations à l'international des organisations LGBT en vue de la défense des droits des

minorités sexuelles ne seraient utiles et ne pèsent que sur des fractions très limitées des populations au Sud. C'est-à-dire des personnes qui d'une certaine manière sont déjà occidentalisées, qui ont accès à internet, à la mondialisation, aux moyens d'information, des gens qui appartiennent à la classe moyenne voire supérieure, qui éventuellement voyagent. Et donc, laissant de côté l'immense majorité des populations qui ne se reconnaissent pas dans les identités homosexuelles, et qui finalement sont les victimes de cet agenda des organisations LGBT qui agissent à international. C'est la question de la dimension de classe. Est-ce que derrière cette politique il n'y a pas aussi une politique de classe qui se fait en faveur des classes supérieures et éduquées, au dépend de l'immense majorité des populations ?

**- La troisième question, déjà abordée par Louis-Georges Tin et notre ami du Cameroun, est celle de la répression et de l'homophobie.** Si on regarde l'expansion des actes et des législations homophobes dans divers pays, en Afrique, en Afrique noire ou dans le monde arabe, espaces où l'homophobie politique et les législations répressives se sont multipliées depuis le milieu des années 80, on peut faire l'hypothèse que l'action des organisations LGBT à l'international auraient pour effet pervers (un effet non attendu, non souhaité mais qui se produit malgré tout, personne ne dit que les organisations LGBT génèrent volontairement de l'homophobie) de générer un durcissement des législations nationales, de la répression, et donc au final plus de souffrance que d'ouverture de droits. Ce problème est très important parce qu'il a une conséquence politique. Personne ici ne défendrait l'idée que les organisations qui agissent à l'international arrêtent de la faire. Mais cela pose question, on ne peut pas nier que l'action à l'international des organisations LGBT produit des effets pervers. Comme toutes actions, d'ailleurs. Mais du coup, que faire ? Comment faire pour limiter ces effets pervers ? Comment faire pour les combattre ?

Donc, en résumé :

- La première question tourne autour de la notion de la binarisation du monde, entre hétérosexualisation ou binarisation du monde.
- La seconde question porteur la dimension de classes, à savoir si ces politiques, finalement ne touchent et ne visent qu'une petite fraction des populations dans les pays du Sud.
- Enfin, la troisième question interroge sur les effets pervers, c'est à dire les effets en termes de répression, d'augmentation de la répression au niveau des législations et d'actes homophobes, d'homophobie en général. C'est parti.

### *Intervenant du public :*

Pour moi, il n'y a aucun doute. Le problème de la binarisation est bien réel. Il y a une migration des identités occidentale vers les pays du Sud. Heureusement, il est clair que dans certaines cultures il y a encore une compréhension des identités sexuelle plus flexibles, sauf que l'imposition de ce modèle binaire va forcément déclencher des conflits et des problèmes. Je n'ai pas de réponse, je ne sais pas vous dire comment je pense arrêter ce phénomène, mais c'est un fait établi par la mondialisation et l'extension des moyens de communication comme internet. Nous parlons là d'orientation sexuelle, mais c'est un problème qui concerne aussi l'identité de genre. Nous voyons, dès que nous passons à ce niveau, qui se sont des problèmes ressentis à un niveau très personnel, et peut import comment ces problèmes sont ressentis par les individus. Ils ne se posent pas la question de savoir si on leur a ou non imposé cette binarisation. Il y a l'exemple thaïlandais où, par tradition, existe depuis longtemps le travestissement d'hommes en femmes. C'est une histoire ancrée dans la tradition thaïlandaise. Depuis quelque temps, on voit un travestissement de femmes en hommes. On voit bien que c'est avec la mondialisation que ce phénomène est arrivé, qu'il n'a pas de racine dans la tradition thaïlandaise. De toute évidence, c'est un problème de classe. Et au-delà d'un problème de classe, c'est un problème de distribution des richesses entre les pays du Nord et ceux du Sud. Les problèmes marchent dans un sens qui va avec la domination financière de l'Ouest, l'assistance de l'Ouest.

En ce qui concerne la répression et l'organisation à un niveau mondial des assauts LGBT, j'ai deux choses à dire. Notamment dans le contexte de l'action de mon association ILGA . Cette association, de mille membres repartis dans le monde entier, se présente plus comme un réseau, un collectif à l'organisation collégiale dont le but est d'échanger, de faire émerger des stratégies communes, dans un fonctionnement et une intelligence collective. De fait, notre structure refuse la domination d'un pôle sur un autre (c'est l'avantage d'un fonctionnement collégial). Mais récemment nous avons remarqué un autre type de collaboration dans les organisations LGBT de l'Ouest, à savoir (par exemple) que leurs financements peuvent venir de pays comme l'Inde. Ce type de configuration des associations de l'Ouest financées par des pays du Sud présente l'avantage d'être beaucoup moins impérialiste, puisque dépendant financièrement parlant des pays du Sud, il les incite à être plus dans le dialogue, dans la sensibilité et la compréhension. Nous ne sommes plus dans une imposition d'aide, nous sommes dans un échange de personnes qui dans leurs pays, dans leurs sociétés du Sud localisent un problème et travaillent avec des associations de l'Ouest pour améliorer la situation. Mais toujours dans la collaboration, pas dans l'imposition. Ce n'est qu'un exemple. Je pense que le travail des associations LGBT (Q, I, si vous voulez...) présente bien d'autres vertus, et dans ce sens doit être encouragé et sûrement pas freiné. Bien sûr, ce travail doit être mené de façon égale et équitable.

### *Louis-Georges TIN*

Je vais donc essayer de répondre aux trois questions qui nous sont posées. La première qui porte sur les identités homosexuelles face à une binarisation croissante dans le monde, je dirais oui et non, parce que justement aujourd'hui les mouvements LGBT sont LGBT. Et je suis plutôt frappé par la grande présence des militants et des militantes trans alors qu'ils ne sont pas suffisamment pris en considération. A mon avis, il y a là une émergence assez importante, croissante qui est faite par le travail de milliers de personnes à travers le monde et qui permet justement de limiter les effets de cette binarisation. Par ailleurs, cette binarisation (qui est une

réalité plus ou moins significative) ne veut pas forcément dire uniformisation. Car la mondialisation est un métissage assez important. Ce n'est pas seulement des apports culturels du Nord vers le Sud, mais aussi Sud/Sud voir Sud/Nord. Je suis très frappé de voir des manifestations de ce phénomène. Par exemple, pour la première journée IDAHO en Chine, nous avons été interpellés par une militante lesbienne qui voulait organiser une journée IDAHO. J'étais absolument terrifié (Tiananmen ...) et je ne voulais surtout pas imposer un model culturel. Finalement la manifestation a eu lieu dans de très bonnes conditions. De manière très intéressante, les militants et les militantes ont pu organiser une manifestation à la chinoise, avec des masques chinois, des dragons, et avec des drapeaux arc-en-ciel. Ils ont fait quelque chose de totalement original, de finalement très réussi. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de réactions homophobes, mais il y a aussi des manifestations LGBT qui empruntent à la fois à la culture internationale et aux traditions chinoises authentiques, ancestrales. A l'inverse, ce qui me frappe dans les manifestations occidentales, à New York à Paris, c'est la très forte présence des associations migrantes. A Paris, des associations noires LGBT, des associations brésiliennes LGBT, des associations asiatiques LGBT sont représentées. Sont-elles suffisamment prises en compte par les instances ? Sans doute pas, mais si on regarde la Marche (même si c'est ce que les medias montrent le plus) il y a une présence des migrants, des populations d'origines étrangères de plus en plus forte, même si les instances politiques (peut être) qui organisent tout cela, n'en ont pas encore tiré les conséquences qui s'imposent. Finalement, il me semble que les échanges vont dans tous les sens. Il y a beaucoup de mondialisation qui fonctionne du Nord vers le Sud, mais aussi du Sud vers le Nord. C'est cela qui est intéressant. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de rapports de domination, on est bien d'accord.

Sur la question de classes sociales, je ne peux qu'être d'accord avec vous, avec la supposition que vous faites. Il est vrai que les politiques menées sont très souvent des politiques qui négligent la dimension de classe dans les problèmes que nous rencontrons. La question de classe est transversale, bien entendu. C'est un vrai souci, une vraie préoccupation. Et je crois que

d'ailleurs que c'est lié à l'autre chose que vous dite sur le risque d'effet pervers. Vous dites également, à juste titre, qu'il n'y a pas d'action qui ne puissent pas avoir d'effet pervers. C'est évident. Il y a un très bon livre du philosophe Albert Hirschman sur cette notion d'effet pervers, livre qui montre que l'argument de l'effet pervers est un des arguments classiques de la pensée réactionnaire qui ne cesse de dire "vous faites semblant d'avoir des actions progressistes mais elles ont des effets qui finalement vont à l'encontre de ce que vous voudriez faire. Donc ne faites rien". Ce n'est pas du tout ce que vous dite. Certes ces effets existent, mais il faut réfléchir aux moyens objectifs de les limiter.

Y a t-il eu plus de répressions homophobes depuis ces campagnes internationales ? Rien ne le prouve. En revanche ce qui est certain c'est que l'homophobie est plus visible. Et j'ai envie de dire que ce n'est pas forcément une mauvaise chose, en ce sens qu'hier cette homophobie était réelle mais invisible et encore plus impossible (si j'ose dire) à résoudre. Je prendrais le cas de l'Ouganda, cas intéressant. Il y a dans ce pays, depuis quelques années, un climat terrible, puisqu'un projet de loi (aujourd'hui suspendu) prévoit la peine de mort pour les homosexuels dans certains cas et des peines de prison pour toute personne qui refuserait de dénoncer un homosexuel de son entourage. Par exemple un médecin aurait l'obligation de dénoncer son patient s'il apprend que ce dernier est homosexuel, ou un parent de dénoncer sa fille s'il apprend qu'elle est lesbienne. Beaucoup de gens disent que les campagnes gays internationales ont renforcé l'homophobie en Ouganda depuis deux ans. Je dis que pas du tout. J'étais allé en Ouganda il y a six ou sept ans, la situation était alors exactement la même sauf que personne n'en parlait. J'y suis allé la première fois (je crois) en 2006, j'étais désespéré voyant que personne n'en parlait. Il y avait des meurtres homophobes, ce projet de loi était déjà dans les tuyaux. Mais les militantes et les militants ougandais ont fait un travail superbe. L'homophobie a continué, mais, ce n'est pas le verre à moitié vide ou à moitié plein, mais je suis déjà très admiratif de la capacité de ces associations à faire connaître la situation qui était la leur. Vous me direz que ca ne change pas grand chose, et bien si car lorsque j'y suis allé, en

2006, le projet de loi était sur le point d'être adopté, et aujourd'hui, sept ans plus tard, il ne l'est toujours pas. Ce qui est presque, dans cette situation catastrophique un début de miracle. Je pèse mes mots, parce qu'il y a un tel consensus en Ouganda pour cette loi, l'opposition et la majorité sont pour, les chrétiens et les musulmans sont pour. Je ne comprends même pas comment elle n'a pas encore été votée. Mais effectivement, si l'hémophobie continue et que la loi n'était toujours pas votée, c'est qu'il y a une mobilisation internationale. L'effet pervers, sans doute il existe. Mais en réalité il n'y a pas plus d'homophobie aujourd'hui qu'hier, mais une homophobie plus visible. Et la visibilité est le début de la conscience, le début du combat, le début du progrès. C'est la condition pour que les choses avancent. Ce n'est donc pas la solution, mais le début d'une solution. Et comment faire ? Précisément en faisant en sorte que l'agenda puisse être décidé par les personnes sur place et non pas d'une manière unilatérale, comme cela se fait si souvent. C'est pour ça que la journée IDAHO, telle que nous l'avons conçue, est extrêmement décentralisée. Nous proposons des campagnes qui sont reprises ou pas. Dans tous les pays les gens décident de leur propre agenda sans nous solliciter, sans nous demander d'autorisation. Ils peuvent reprendre le logo sans demander quoi que ce soit (il n'y a pas de charte de bonne conduite, d'autorisation). C'est extrêmement libre, et même libertaire ou autogéré si vous voulez, comme principe. A chacun de décider de son agenda. C'est peut être cela aussi qui permet de limiter les effets pervers. C'est en tout cas notre philosophie. Je vous remercie.

### *Gérard KOSKOVICH*

Etant donné que le musée à San Francisco est un centre d'archive, il n'a pas de mission internationale. Par contre, ces trois questions ont une importance au sein du musée et du centre d'archive, précisément parce que ces questions de binarisation, d'effets pervers, de classe sociales et de différences de classes, vont toujours dans le sens de nos travaux. Nous cherchons toujours avec notre politique de documentation, d'archivage, d'expositions, d'animations culturelles, de faire en sorte qu'on se pose ces questions de manière critique et autocritique. On se pose toujours ces



questions. Quand nous sommes en train de préparer une exposition ou quoi que ce soit, nous nous demandons quels seront les effets de nos actions, ce que l'on voit dans ce miroir que l'on pose vers le monde ? Est-ce que nous nous voyons nous-mêmes ? C'est un effort de ne pas recréer le musée impérial du 19<sup>ème</sup> siècle qui se porte expert sur les histoires, qui se fait gardien des mémoires correctes, qui pour ainsi dire, se porte comme l'empereur de l'histoire. Mais au contraire, d'être un point non pas de référence mais de rencontre, pas d'expertise mais de questionnement et d'auto-questionnement. A travers ces pratiques, de ne pas être un centre homo-nationaliste, mais bien au contraire de constamment chercher à détruire les problèmes d'homo-nationalisme. Et finalement de trouver avec nos moyens, qui restent plutôt modestes, comment être un centre de rencontre ouvert.

Par exemple nous avons actuellement une exposition "Les archives migratoires", à partir d'une page blanche proposant aux centres d'archives autour du monde de nous envoyer quelques scans et/ou photos numérisées ainsi qu'un petit texte sur leur travail et sur une vie qui est documentée dans leur fond d'archive. Laissant à ces centres d'archive de raconter, de choisir l'histoire à raconter, de créer leur priorité. D'utiliser le musée de San Francisco comme un haut parleur pour raconter leur propre histoire, leur propre mémoire, n'imposant quoi que ce soit comme agenda. Nous avons des participants d'Afrique du sud, de Hongrie, d'Italie... Finalement nous avons bien envie de trouver des moyens pour ouvrir cette fenêtre envers n'importe qui dans le monde. Bien que nous soyons un musée LGBT, nous restons très intéressés par tous ces changements, cette binarisation. Nous espérons réussir à observer toutes les façons d'aborder ces questions de pratiques sexuelles, même avant l'orientation sexuelle, d'identité de genre, même avant ces questions d'identité de genre, et toutes ces questions de classe sociale structure la sexualité et le genre. Nous espérons, finalement, être un endroit où il serait possible de poser ces questions sans imposer de réponses figées.

## *Ernest*

Pour nous, c'est complètement différent parce qu'Haïti est un petit pays, politiquement et économiquement. Il est situé très loin de vous, dans les Caraïbes. A chaque changement de gouvernement, chacun vient avec sa propre politique, et nous, au niveau des LGBT, nous sommes obligés de subir les changements politiques. L'homophobie est très visible en Haïti, surtout quand le gouvernement change. Il y a des gouvernements qui nous acceptent, des gouvernements qui ne nous acceptent pas. Des gouvernements qui nous acceptent mais qui ne peuvent pas aller jusqu'à nous dire que oui, ils acceptent les homosexuels. Par contre, ils posent des actes et des lois qui prouvent que les homosexuels sont acceptés. Au niveau de la politique centrale du pays, de la constitution même du pays, nous sommes libres. C'est un pays républicain, démocratique, ce n'est pas une dictature. Comme sous Duvalier, où malgré tout, l'homosexualité était acceptée. Par contre, par la suite, la situation est devenue beaucoup plus difficile pour nous avec l'emprise de la religion.

Du point de vue des effets pervers, il y a chez nous ce que nous appelons l'hypocrisie au niveau des homosexuels. Il y a les homosexuels économiquement plus haut placés que les autres, qui refusent d'avouer qu'ils sont homosexuels. On les appelle les homosexuels qui sont dans le placard. Nous connaissons une crise économique dans le pays, et cette hypocrisie se trouve chez des haut placés du gouvernement, des haut placés économiques, eux même homosexuels mais qui persécutent des homosexuels de basse. Ces derniers, du fait de leur dimension économique, ne peuvent pas se permettre certaines choses. Les haut placés essaient de détruire ces homosexuels. Politiquement, ils ont l'appui du gouvernement, et économiquement cela se fait par rapport à des échanges papier de monnaie et d'appui politique pour qu'ils puissent posséder. Ce que nous réclamons, ce que nous essayons de faire, c'est de demander aux autorités internationales un appui total sur la liberté et le droit de vivre, le droit à la vie, le droit à la santé pour les homosexuels. C'est pour cela que nous avons décidé d'organiser une journée IDAHO, il y a deux ans. Et en France, marcher vers un avenir meilleur pour les homosexuels en exil.

### *Militant du Cameroun :*

La déclaration des droits universels de l'ONU, c'est vraiment utile, même si cela ne va pas apporter un grand changement dans les pays du Sud. Je crois que le plus important, c'est de soutenir les ONG des pays du Sud qui ont des activités en direction des LGBT. Mais c'est aussi important, et même capital, qu'au niveau de l'ONU de dépénaliser l'homosexualité. Cela fera en sorte qu'il y aura, quand même, beaucoup de changements au niveau institutionnel, au niveau des conventions.

Au Cameroun, avant 2003/2005 (si j'ai bonne mémoire) il n'y avait pas cette extension de l'homophobie. Il n'y avait pas d'arrestations, il n'y avait pas de personnes stigmatisées. L'homosexualité se déroulait dans le placard, dans les chambres. Tout le monde se cachait. Puis il y a eu cette histoire d'une grande personnalité de l'Etat avec un cuisinier homosexuel, et avec des rapports avec lui. Il y a eu entre eux une prise de bec, le cuisinier a dû détourner de l'argent (je ne sais pas), et on a sorti cette affaire de détournement de fond. La police a recherché ce monsieur, et en le cherchant ils sont découverts un bar clandestin homo et donc, ont embarqué une trentaine de personnes homosexuelles. C'est de là que la chasse aux sorcières, la chasse aux homosexuels a commencé, avec des communiqués de presse de la part notamment de catholiques qui dénoncent publiquement la pratique homosexuelle. Comme cet archevêque qui dénonçait publiquement la pratique homosexuelle, alors que c'est une personne assez influente au Cameroun. Nous avons une politique que j'appellerai sous-marine. Il tellement de pauvreté, tellement de corruption, qu'il faut détourner l'attention des gens. Comment faire ? Il faut leur parler d'homosexualité. Quand un ministre prend la parole pour parler d'une affaire de détournement de quelques 50 millions, au niveau présidentiel, que fait-on ? On dit que c'est un ministre homosexuel, que son secrétaire particulier c'est sa femme, que son directeur de cabinet c'est sa femme. Et la population camerounaise oublie sa dénonciation de la corruption. On ne peut pas dire qu'au Cameroun, que c'est cette grande campagne

internationale qui pousse à l'homophobie. Au Cameroun, ce n'est pas possible.

Maintenant je voudrais bien faire la part des choses entre associations de lutte du VIH/Sida en direction des homosexuels, et association de droits de l'homme (pour les homosexuels). Tout à l'heure, vous avez employé le terme de "MSM". Je le connais parce que j'ai commencé à travailler avec Alternative Cameroun, mais nous qui sommes une association de droit de l'homme, les autres membres fondateurs (notamment le coordinateur judiciaire) ne connaissent pas ce terme, cette idée. Les personnes qui font dans les droits LGBT ne connaissent pas toutes ces thématiques. Il faut donc faire la part des choses.

Maintenant quand on parle d'identité de genre, d'orientation sexuelle, une femme ne peut pas revendiquer le droit d'être une femme. Elle est née femme. Il y a cette ligne de force entre les hommes et les femmes, comme aujourd'hui il y a cette ligne de force entre les orientations sexuelles, les bisexuels, les hétérosexuels. Au Cameroun, il y avait des rites d'initiation pour amener un homme à avoir des rapports avec une femme, cela se faisait entre deux hommes, c'était un homme qui amenait un autre homme à avoir des relations sexuelles. Il y avait donc des pratiques homosexuelles. Lorsque les femmes des lamidou (un peu les présidents de province) avaient des menstruations, des hommes-femmes seraient de femmes à ces lamidou. L'homosexualité a toujours existé. Lorsque nous avons été invités à l'ambassade de France (le ministre de la justice avait été aussi invité), j'ai le cœur un peu chaud et le diplomate qui me connaît me disait de ne pas parler, de rester calme. Mais j'ai lui expliqué qu'ils étaient encore dans l'impérialisme car ce que je connaissais de ma culture, de mon histoire, c'est le blanc qui a apporté l'interdiction de l'homosexualité. Quand le colon est venu, quand le missionnaire est venu, il a dit de ne pas aller avec un homme. Si vous avez encore une loi qui condamne les pratiques homosexuelles alors que l'on sait que la constitution camerounaise est une traduction très mal copiée de la constitution française et que vous venez nous dire ... Cela a fait un clash.

Depuis que je travaille sur les questions LGBT, j'ai un véritable problème. Au Cameroun, au sien de la communauté, on sait qu'il ne faut pas avoir à faire à moi car je ne suis pas calculateur je dis ce que je pense. J'ai un véritable problème avec les ONG du Nord. Lorsqu'elles viennent nous voir, elles nous disent qu'elles ont déjà un panel bien arrêté, qu'elles doivent communiquer sur ça. C'est pour cela que nous n'avons jamais de financement. Le seul virement que nous avons eu sur notre compte, ce fut pour la journée IDAHO. Ils ont cette manière de vouloir s'imposer aux ONG des pays du Sud alors que c'est nous qui sommes sur place. Notre priorité n'est pas de signer des communiqués de presse, notre priorité c'est la sécurité des leaders d'associations. Par ailleurs, nous avons commencé à avoir un échange avec le gouvernement camerounais, mais ils nous disent que la population n'est pas encore prête. Ok, maintenant qu'est-ce qu'on fait ? On facilite des séminaires avec les leaders d'opinion, c'est à dire des journalistes, des prêtres, de pasteurs. Et avec eux, on va avoir un autre discours auprès de la population. Quand on va voir une ONG pour des financements, ils nous disent que ce n'est pas leur priorité. Mais c'est nous qui construisons nos priorités. C'est nous notre priorité, car nous sommes en danger. Pareil en ce qui concerne la sécurité sur place des associations. D'accords, la dépénalisation de l'homosexualité au niveau de l'ONU c'est important, c'est capital, maintenant il faut apporter un soutien aux associations locales pour qu'ils puissent, eux, se protéger. Et pour qu'ils puissent aussi protéger les politiciens.

Un dernier mot, le 17 mai de l'année dernière nous avons organisé la journée IDAHO. C'était grave parce que bien organisé mais nous n'avions pas d'argent. Moi j'étais à l'hôpital, d'autres ont été violés, bastonnés, volés. Cette année nous avons eu un financement humanitaire de la part de l'Inter LGBT qui nous a donné un peu d'argent. Mais surtout c'était bien organisé, nous avons la police pour nous protéger, la manifestation Quand il y a des possibilités de financement, nous sommes à même de pouvoir bien travailler, d'autant que l'on travaille déjà sans financement.

## *ELYS*

Je vais essayer de répondre à la question sur d'où je viens. Quand on parle de mouvement LGBT, en Turquie cela commencé vers 1990. C'est très important que nous soyons visibles. Les personnes LGBT qui viennent vers notre association nous parlent de leurs problèmes. Quand on fait l'amour entre femmes ou entre hommes, c'est très conservateur, par exemple on n'accepte pas les personnes dans un hôtel. C'est très difficile de trouver un logement ou un travail, il y a des discriminations. Il n'existe pas de solutions pour les problèmes des LGBT. S'ils sont de classes aisées et les classes moyennes c'est plus simple, mais pas s'ils sont des classes populaires. Il y a eu un assassinat à Istanbul. Depuis janvier 2013, 19 personnes ont été assassinés dans les rues, d'après les chiffres connus. Juste avant de venir ici, il y a eu une manifestation pour notre ami. Mais, je ne perds pas mon espoir, sinon je ne pourrais plus avancer.

## *Olivier Fillieule*

Il est vrai que nous avons orienté ce débat, et c'était le but du jeu, sur l'action des organisations LGBT à l'international, laissant de côté tout un tas de facteurs ou de phénomènes qui sont directement responsables et principalement responsables du développement de l'homophobie, de la répression dans les pays du Sud, de la bi-catégorisation. Cela a été rapidement mentionné, mais il faut le redire. A savoir la colonisation. Ce n'est pas le cas pour l'Asie du Sud-Est, mais pour l'Afrique pour les pays arabes, pays qui ont été soumis à une colonisation qui s'est effectivement traduite par l'imposition de normes occidentales en matière de répression de l'homosexualité. Ca commence là. Il ne faut pas l'oublier Le second point que je voulais évoquer, cela l'a été rapidement, c'est le poids de la droite religieuse. Qu'elle soit catholique, évangéliste ou ce que vos voulez. La droite religieuse, au Etats-Unis ou ailleurs, est directement responsable d'une politique véritablement agressive dans tous les pays dont nous avons parlé, et contribue en premier lieu, au premier chef, à tous les phénomènes que nous venions d'évoquer. Il ne faudrait pas que nous sortions de ce débat en ce disant que les associations LGBT sont au cœur. Non, nous avons évoqué des problèmes qui sont absolument mineurs, une

responsabilité absolument mineure par rapport à ces autres phénomènes, mais qui n'étaient pas l'objet du débat cet après midi. Il faut remettre l'église au milieu du village, comme on dit en Suisse.

Quand je parlais de bi-catégorisation et d'imposition d'identités homosexuelles, cela ne voulait pas dire que les pratiques sexuelles entre hommes ou entre femmes, ce n'était pas la même chose. Il est vrai que ici ou là, pour différentes raisons, traditionnellement, les pratiques entre hommes ou entre femmes sont aussi vieilles que l'existence des hommes et des femmes. Donc justement, la question n'est pas là, la question est de savoir si sur ces pratiques nous allons mettre un nom, une étiquette "ça c'est homosexuel", "ça, ça ne l'est pas". Un numéro de la revue "Politique Africaine" vient de sortir, (revue coordonnée par Christophe Broca), et où on peut lire la traduction d'un texte de l'anthropologue Vans Wuit Charles qui montre que quarante ans avant qu'il arrive lui-même en Afrique, les vieux racontent l'existence de ces pratiques mais qui n'étaient alors pas du tout labélisées "homosexuelles".

Des rapports sexuels hiérarchisés : Ici j'aimerais émettre un avis (ce sera le seul). Il me semble qu'au cours de ce débat sur la bi-catégorisation, les organisations LGBT et la plupart des gens se sont trompés en utilisant le terme "homosexuel". C'est, me semble-t-il, une erreur fondamentale. Car effectivement, dans nombre de pays, ce mot a été mal reçu comme un label imposé du Nord. La vraie question n'est pas là, la vraie question est dans une analyse en terme de genre. C'est à dire qu'il faudrait, je crois que les associations LGBT l'on un peu oublié, revenir aux fondamentaux de la théorie féministe matérialiste. Je veux dire par là que si on en revenait à ce point de vue qui considère que ce qui compte ce n'est la question homosexualité/hétérosexualité mais celle des rapports sociaux de sexe, la question du genre entendu comme rapport toujours hiérarchique. Toute sexualité est hiérarchisée. Si on considère que toute sexualité est hiérarchisée, on se fiche de savoir si on va appeler les pratiques "homosexuelles" ou "pas homosexuelles" ou "traditionnelles". Dans toute pratique sexuelle, il y a un dominant et un dominé. Tel est mon point de

vue, je le partage avec d'autres. Et du coup, si c'était là-dessus que portait l'action des organisations, alors la question de la bi-catégorisation, de l'homo-nationalisme ne se pose plus. La question, c'est les droits des individus. Le droit à ne pas être opprimé, à avoir une sexualité non opprimée. Qu'il s'agit de rapports entre les plus jeunes et les plus vieux dans les sociétés traditionnelles, ou les plus jeunes doivent subir l'assaut des plus vieux, que ce soit les rapports entre les hommes et les femmes, que ce soit des rapports entre l'homme passif et l'homme actif. Tout cela revient finalement à la même chose, à des rapports de domination. Du coup, les organisations LGBT pourraient mettre en avant non pas le label "homosexuel" mais quelque chose qui serait la défense des droits, et le droits pour tout individu quel qu'il soit, quelque soit le nom qu'il met sur ses pratiques, à aimer. Il ne s'agit pas seulement de sexualité, de rapports sexuels, il s'agit du droit à aimer, du droit à dire qu'il y a de l'affectif. Et donc l'idée c'est que dans les sociétés traditionnelles cela existait déjà, et qu'il faut le préserver. Les rapports violents de domination existent partout de manière universelle, et c'est là-dessus qu'il faut qu'il faut se battre. De mon point de vue, cela lèverait tout un tas de choses dont nous avons débattu ici et qui sont inextricables si nous raisonnons en terme de bi-catégorisation et non pas en terme de genre. Je referme la parenthèse, je voulais exprimer ce point de vue car c'est un truc qui m'énerve.



## **14<sup>ème</sup> Partie.**

# **Agir en Europe pour la reconnaissance des droits des LGBT**

## ▪ Se défendre avec le droit européen existant

*Par G. Garrigos (Présidente Amnesty international France)*

La question au niveau de l'Union Européenne, certes, en ce qui concerne les discriminations et bien on est toujours en attente d'une décision forte et pas que sur les questions LGBT mais cela n'empêche que le traité de Lisbonne, lorsqu'il a été signé, la question des droits humains avait été mise soit disant au centre de ce traité, que l'on a hérité d'une belle charte des droits fondamentaux, que lorsqu'on regarde aujourd'hui, et bien justement que ce soit d'ailleurs le rapport de l'agence pour les droits fondamentaux ou même le regard du conseil de l'Europe, parce que là aussi et d'ailleurs j'en dirai deux mots, et bien on s'aperçoit que d'une part la question LGBTI ce n'est pas la création de droits nouveaux, c'est juste le respect à la non discrimination, à la non violence et à la non stigmatisation des personnes concernées, on est bien dans le respect des droits fondamentaux, on a pas besoin de passer par la création de droits nouveaux que c'est aujourd'hui ce qui se passe en Europe que ce soit dans l'UE.

J'avais relevé la liste :

- le droit à la vie c'est l'article 2
- le fait de ne pas devoir subir de traitement dégradant c'est l'article 4
- le droit au respect de sa vie privée et familiale article 7,
- le Droit de se marier et de fonder une famille c'est l'article 9,
- le droit d'expression et d'information c'est l'article 11,
- le droit de réunion et de manifestation, c'est l'article 12
- c'est ceux dont on entend le plus souvent parler d'ailleurs,
- le droit d'asile c'est le 18
- le droit à la non discrimination le 21
- le droit à la liberté de mouvement et de résidence c'est l'article 15.

Donc il y a aujourd'hui une base juridique sur laquelle on pourrait déjà s'appuyer. On voit qu'il y a de nombreuses recommandations qui ont été faites, là aussi que ce soit au niveau de l'UE ou que ce soit au niveau du

conseil de l'Europe quand lui même a fait son enquête généralisée et puis ce n'est pas mis en application, ce n'est pas mis en œuvre, les résultats sont en violation complète du respect de cette charte et rien ne se passe.

Et cela va aussi bien dans l'interdiction des marches, que ce soit parce que l'on estime que ça pourrait constituer un danger parce qu'on ne peut pas protéger les personnes mais qu'on sait que c'est principalement qu'on ne veut pas que les personnes s'affichent LGBTI et qu'on veut qu'elles continuent à être invisibles, que ce soit dans la protection justement des agressions homophobes, que ce soit à différents niveaux.

On voit qu'il commence à y avoir des condamnations au niveau de la cour européenne des droits de l'homme et voire de la cour de justice, et donc la question est : qu'est ce qu'on peut faire aujourd'hui ?

Aujourd'hui les états ne respectent pas ce sur quoi ils se sont engagés, ils ne respectent pas le Traité de Lisbonne, ils ne respectent pas cette charte et ironie du sort-parce que l'on peut parler d'ironie du sort-au mois de juin de cette année et bien le conseil des ministres des affaires étrangères a sorti des lignes directrices pour promouvoir justement les questions LGBTI dans leur relations avec les pays tiers en dehors de l'UE. Donc on adopte des directives pour l'extérieur mais à l'intérieur rien: il ne se passe rien par rapport aux états qui ne respectent pas.

La véritable question est : comment on fait aujourd'hui pour faire avancer, parce qu'on sait très bien que sur les discriminations les Allemands vont continuer à bloquer- ça fait d'ailleurs un moment qu'ils bloquent-quels sont les recours que les citoyens peuvent avoir ?

Moi, je ne suis pas là pour défendre une institution plutôt qu'une autre toutefois par rapport à ce que vous avez dit, au conseil de l'Europe et à la cour européenne des droits de l'Homme j'aimerais revenir très rapidement parce que quand on regarde ce qui s'est passé dans le cadre de la guerre contre le terrorisme et la question des restitutions, heureusement qu'on a eu le conseil de l'Europe parce que l'UE et Bruxelles n'ont rien fait et c'est le conseil de l'Europe qui a poussé. Par ailleurs effectivement la cour

européenne des droits de l'Homme ne va pas définir une jurisprudence mais pour les cas individuels aujourd'hui c'est la seule qui justement s'affranchit de ce qu'il peut avoir en terme de cadre juridique existant comme ça se passe au niveau de la cour européenne et ça c'est important au niveau des victimes et donc il est important que toutes les victimes qui se sentent victimes de discriminations - et le cadre du conseil de l'Europe est beaucoup plus large que celui de l'UE-une fois qu'elles ont épuisé les recours au niveau local , aillent devant la cour.

Et puis le dernier point par rapport à l'UE, c'est vrai qu'aujourd'hui on parle des questions LGBTI, qu'on parle des questions du mariage, de la famille etc... Mais que la préoccupation qu'on peut avoir à l'heure actuelle par rapport à l'UE, c'est les mêmes préoccupations que l'on retrouve aujourd'hui au niveau de la diplomatie française qui devient de plus en plus une diplomatie économique et qui est moins en moins sur les questions de droits fondamentaux.

Les préoccupations que l'on a aujourd'hui c'est bien sur les questions LGBTI qui sont des questions économiques, des questions religieuses, il ne faut pas négliger la montée des intégrismes religieux dans l'UE, mais c'est aussi les questions des demandeurs d asile au durcissement des frontières, c'est aussi la question de Roms et donc tout ce qui concerne les discriminations en Europe, tout ce qui concerne le respect des droits et bien aujourd'hui ils sont de plus en plus menacés.

Si je me permets, nous on est une ONG généraliste, la mobilisation doit se faire au niveau global et qu'on arrête de segmenter parce que ce sont les droits qui sont en danger et chaque fois que le droit d'une catégorie de population est menacé se sont les droits de toutes les populations qui sont menacés et il faut qu'on se mobilise sur l'ensemble.

C'est vrai que le risque au niveau des élections c'est toujours que les gens n'aillent pas voter et à ce moment là on peut avoir des surprises et même des surprises très désagréables. Je ne vais pas revenir sur l'importance de voter parce que c'est vrai que moi j'estime qu'il est très important de voter. Quand

on voit ce qui c'est passé et ce qui se passe dans de nombreux pays aujourd'hui on comprend encore plus l'importance surtout que nous on a la chance d'avoir des élections qui sont quand même libre et démocratiques et que donc il faut qu'on s'en serve par rapport à l'UE je considère que c'est vraiment majeur, pourquoi ? Parce que de toute façon, effectivement l'UE n'a pas résolu la crise mais en attendant aujourd'hui l'UE ce n'est pas que ça et on le voit à travers la discussion que l'on a aujourd'hui, c'est aussi ce qu'à voulu mettre en avant le traité de Lisbonne. C'est bon ou ce n'est pas bon mais en attendant c'est là et il faut qu'on puisse s'en servir.

Concrètement aujourd'hui ce que l'on voit c'est que les gouvernements de plus en plus disent : ah ben non ça c'est l'UE et tout ce qui relève des droits humains, des politiques des droits humains, de la lutte contre les discriminations, que ce soit au niveau européen, que ce soit à l'étranger, tout ce qui est bilatéral, multilatéral etc.. Ils disent, nous on fait notre business d'état à état, on développe le côté économique, l'UE va s'occuper du reste.

Alors si on ne vote pas, il n'y aura même plus l'UE pour s'occuper de cela. Ils ne le font pas très bien aujourd'hui, on a beaucoup de choses à leurs réclamer mais au moins mobilisons nous pour que justement ça puisse au contraire porter et qu'on puisse avoir des gens qui quelque part portent les revendications que l'on a et effectivement il faut que ça soit tous ensemble, c'est à dire que les femmes, les Roms, que tous ensemble ce sont nos droits, chaque fois que nos droits partent en arrière c'est ceux de tout le monde et chaque fois qu'ils partent en avant c'est ceux de tout le monde, donc il faut qu'on le fasse ensemble

# Sommaire

<b>Chez le même éditeur</b> .....	2
INTRODUCTION + PRESENTATION IDEM.....	5
AVANT-PROPOS. ....	6
Minorités sexuelles et raciales : Concurrence ou convergence ?	6
Par Éric Fassin, sociologue, Paris 8.....	6
1 <sup>ère</sup> PARTIE.....	7
Vieillesse des personnes LGBTI : nouvelles solidarités et sociabilités .....	7
<b>Avec :</b> .....	7
- Michèle Philibert : organisatrice et animatrice de la rencontre - IDEM / MPPM .....	8
- Thérèse Clerc : militante féministe, MLF, PSU, CGT, fondatrice de la « Maison des Babayagas », maison de retraite autogérée de femmes, à Montreuil - 93).....	8
- Sandrine Mahy-Poulteau : présidente de l'Autre Cercle (AC) PACA, représentante du pôle observation de l'AC, responsable d'un sondage de l'AC auprès de la population LGBT (1000 personnes) : « comment vieillir autrement - comment construire de nouvelles solidarités, de nouvelles perspectives d'avenir pour vieillir ? ». ....	8
- Randa Massot : militante LGBT franco-américaine en charge de la 1 <sup>ère</sup> conférence organisée en 2012 par le Centre LGPT Paris : « Vieillir LGBT, ouvrir la porte au dialogue ». Elle fonde actuellement un collectif pour encourager les échanges de bonnes pratiques en faveur des personnes âgées LGBT.....	8
- Frédéric Morestin : ergothérapeute, consultant, co-responsable du Master 2 Coordination du Handicap Neurologique de l'adulte Université Pierre et Marie Curie (Paris 6). Il explore depuis quelques années les problématiques du grand âge et de l'habitat. Sensible à la transition démographique de notre pays, il développe un projet autour du soutien à	

domicile et plus particulièrement sur la prévention des risques domiciliaires. ....	8
- Josette Sportiello : Conseillère Générale des Bouches-du-Rhône canton de Belsunce, déléguée aux politiques d'aide aux Personnes Agées. Conseillère Municipale de la Ville de Marseille. ....	8
Le collectif Idem remercie très chaleureusement Marc Chatelain de l'aide précieuse qu'il a bien voulu nous apporter pour la transcription de cette rencontre. ....	9
2 <sup>ème</sup> PARTIE. ....	28
Les Transidentités : genre, santé, enjeux politiques et sociaux. 28	
▪ <b>Introduction à la table ronde</b> .....	29
Par Karine Espineira - Docteur en sciences de l'information et de la communication, co-fondatrice de l'Observatoire des Transidentités, Marseille. Chercheure associée au LIRCES (Laboratoire Interdisciplinaire Récits, Cultures Et sociétés). Équipe d'accueil 3159 - Ministère de la Recherche. Université de Nice-Sophie Antipolis. ....	29
▪ Regard pour une socioanthropologie du fait trans .....	31
Par Maud-Yeuse Thomas (co-fondatrice de l'Observatoire des Transidentités ODT, Marseille) .....	31
▪ Le « sujet trans » : Une représentation hégémonique ou une figure alternative ? .....	36
<b>Par Karine Espineira</b> .....	36
▪ Droits civiques et accès aux soins des personnes Trans .....	44
Par Florence Bertocchio (Arc-en-ciel, Toulouse) .....	44
▪ Aborder l'identité de genre dans les interventions de prévention auprès d'un public jeune ou adulte .....	52
Par Alain Martelli (SOS Homophobie) .....	52
▪ Pour une approche féministe de la santé sexuelle Trans.....	59
Par Ian Zdanowicz et Ali Aguado (Outrans, Paris).....	59

▪ L'accueil des personnes Trans au Planning Familial : Quel Accompagnement ? Quels enjeux ? .....	67
Par Malvian Roussin (Planning familial, Marseille) .....	67
▪ L'accès à la santé des personnes trans en région PACA.....	76
Par Pascal Court (Aides, Marseille, Paris) .....	76
▪ Trans et VIH : un contexte épidémiologique méconnu. ....	79
Par Fred Bladou (Aides, Marseille, Paris).....	79
▪ Genre et Santé : l'intégration des transidentités dans une association féministe.....	82
Par Nicole Roussel et Nadège (Association Genre et Santé, Toulon) .....	82
▪ Principes de Jogjakarta, "Droits de l'homme et identité de genre" de M. Thomas Hammarberg et Apartheid du genre.....	86
Par Delphine Philbert (Toulon) - Auteure de "Devenir celle que je suis", Marraine et administratrice, responsable des questions d'identité de genre chez Objectif Égalité Lorraine, Membre du groupe identité de genre de SOS Homophobie.....	86
▪ Les représentations sur les cisgenres .....	93
Par Naïel.....	93
▪ « La Cissexualité », ce douloureux problème. ....	96
Par Naïel.....	96
3 <sup>ème</sup> PARTIE. ....	100
Transféminismes <i>vs</i> trans-nationalismes.....	100
▪ Le transféminisme : de la biopolitique à la géopolitique.....	101
Par Maud-Yeuse Thomas (Chercheuse indépendante, co-créatrice de l'Observatoire des Transidentités, Marseille) .....	101
▪ Le transsexualisme est un nationalisme .....	104
Par Arnaud Alessandrin (Sociologue, maître de conférence à Bordeaux) .....	104
▪ Transféminismes <i>vs</i> trans-nationalisme .....	111



Par Karine Espineira – Docteur en sciences de l’information et de la communication, co-fondatrice de l’Observatoire des Transidentités, Marseille.....	111
4 <sup>ème</sup> PARTIE.....	115
Mémoire de la déportation homosexuelle .....	115
▪ La déportation homosexuelle.....	116
Par Christian de Leusse, Délégué du Mémorial de la Déportation Homosexuelle à Marseille.....	116
▪ Ce que nous disent les archives sur la répression nazie des désirs homosexuels en Alsace annexée.....	119
Par Régis Schlagdenhauffen, Chercheur contractuel au LISE (CNRS/Conservatoire national des Arts et métiers), Paris.....	119
▪ Les lesbiennes dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale	126
Par Eve Pascal.....	126
▪ Quelle transmission par les familles des parcours de vie de lesbiennes et bisexuelles françaises déportées pour actes de résistance lors de la Seconde Guerre Mondiale ? .....	130
Par Isabelle Sentis. Historienne de formation, spécialisée dans le domaine du patrimoine industriel et ouvrier européen, elle travaille depuis une dizaine d’années sur les questions mémorielles liées à la Seconde Guerre Mondiale. ....	130
Bibliothécaire à Pierresvives, cité des savoirs regroupant les Archives départementales, la Médiathèque départementale et les sports à Montpellier. Art-thérapeute auprès de personnes séropositives, des personnes LGBT et des femmes victimes de violence.....	130
▪ La déportation pour motif d'homosexualité et la mémoire collective : une approche différente .....	145
Par Gérard Koskovich - Historien, journaliste et librairie d’ancien spécialisé dans la culture gay, lesbienne, bi et trans.....	145

Il est membre-fondateur de la GLBT Historical Society, le centre d'archives LGBT établi en 1985 à San Francisco. Au GLBT History Museum, le musée crée par le centre dans le quartier du Castro en 2011, il est l'un des commissaires d'expositions et responsable de la communication. ....	145
▪ Le Mémorial de la Déportation Homosexuelle .....	151
Par Hussein Bourgi (Président du Mémorial de la Déportation Homosexuelle) .....	151
▪ Un cas en contraste : la Suisse de la Seconde Guerre mondiale ....	160
Par Thierry Delessert, historien, Université de Lausanne, Suisse (IHES, CEG-LIEGE, IUHMSP) et Université Libre de Bruxelles (CRISS).....	160
▪ Magnus Hirschfeld en France .....	168
Par Ralf Dose (Allemagne) - Travaille depuis 2005 comme chercheur indépendant à Berlin.....	168
5 <sup>ème</sup> PARTIE. ....	174
Carte Blanche aux Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités (UEEH).....	174
6 <sup>ème</sup> PARTIE. ....	202
Dynamiques internationales de prévention et de lutte contre le sida 30 ans après la découverte du virus .....	202
▪ Que la mémoire vive !.....	203
Par Bruno Spire (président de AIDES).....	203
7 <sup>ème</sup> PARTIE. ....	205
L'activisme queer arabe ou la convergence des luttes : Des frontières géographiques à celles du genre .....	205
▪ Dynamiques organisationnelles des collectifs queers arabes .....	206
▪ L'activisme palestinien ou le pinkwashing.....	207
▪ Medias & littérature queer arabes .....	208
8 <sup>ème</sup> PARTIE. ....	209

Archives et Centres documentaires LGBT en France, en Europe et aux USA.....	209
Accueil de Mme Jacqueline Ursch (directrice des Archives Deptales)...	210
▪ Pourquoi organiser ce débat dans le cadre de l'Europride ? .....	211
Christian.....	211
▪ Les archives LGBT à la Bibliothèque municipale de Lyon.....	214
Par Michel Chomarar (Bibliothèque municipale, Lyon) .....	214
▪ SIDA : Fonds pour la Mémoire .....	220
Par Michel Bourelly (Directeur de Sida : fonds pour la Mémoire).....	220
▪ Le T dans la mémoire et dans les archives.....	228
Par Karine Espineira - Docteur en sciences de l'information et de la communication, co-fondatrice de l'Observatoire des Transidentités, Marseille.....	228
▪ L'homophobie intellectuelle ou études et archives LGBT : bref historique d'une manie .....	231
Par Patrick Cardon, chercheur auprès de l'association GayKitschCamp, Marseille.....	231
▪ Montrer le Passé Queer : Le Cas du Musée Historique LGBT.....	240
Par Gérard Koskovich (Musée LGBT de San Francisco).....	240
▪ Le Centre International d'Archives et d'information Gay et Lesbienne d'Amsterdam.....	246
Par Jack van der Wel (Homodoc-IHLIA, Pays-Bas) .....	246
▪ Le Centre de Ressources LGBT de Bologne.....	254
Par Sara De Giovanni, di Centro di Documentazione «Il Cassero » - LGBT Centre Bologne - Italie .....	254
▪ L'Académie Gay & Lesbienne.....	257
Par Phan Bigotte et Thomas Leduc (Académie Gay et Lesbienne, Vitry - France).....	257
▪ Les Balayeuses Archiviste LGBT .....	263

Yves Grenu (Act Up).....	263
▪ La Bibliothèque Jean Le Bitoux .....	266
Par Thomas Dupuy (Centre LGBT Paris IdF).....	266
▪ Cloture des débats.....	273
Jacqueline Ursch (directrice des Archives départementales).....	273
▪ L'Institut Arc-en-Ciel.....	276
Par Louis-Georges Tin (Institut Arc-en-Ciel, Paris).....	276
9ème PARTIE.....	280
Droits corporels et décriminalisation : une approche LGBTQI.....	280
10ème PARTIE.....	281
Les LGBTphobies en Europe aujourd'hui & les dynamiques de lutte contre ces discriminations .....	281
▪ Les LGBTPhobies et l'impunité en Europe.....	282
Par Cécile Coudriou (Amnesty international France).....	282
▪ Les crimes de haine.....	285
Véronica d'Ana (Amnesty International), .....	285
▪ Les témoignages à SOS Homophobie.....	287
Romain Donda (SOS homophobie), .....	287
▪ Les mariages avec des persnnes de même sexe étrangères.....	287
Romain Guyonnet ARDHIS.....	287
▪ Les LGBT en Grande-Bretagne .....	289
Scott Cuthbertson (Equality Network, Ecosse) .....	289
▪ Les droits LGBT et l'Europe .....	291
Par Jordi Petit (Casal Lambda Barcelona), .....	291
▪ Penser le T de « LGBTphobies » .....	292
Par Karine Espineira (Docteure en sciences de l'information et de la communication, chercheure associée au LIRCES (Laboratoire Interdisciplinaire Récits, Cultures Et sociétés), Université de Nice-Sophia	

Antipolis. Ses travaux portent sur la construction médiatique des transidentités. Elle est cofondatrice de l'Observatoire des Transidentités. .....	292
11 <sup>ème</sup> partie. ....	295
MusulmanEs, chrétiennEs. Feminisme et LGBT.....	295
▪ Une Religiosité islamique LGBT radicalement alternative .....	296
Par Ludovic Mohammed Zahed (Homos musulmans de France/HM2F), .....	296
12 <sup>ème</sup> partie. ....	314
La ville au prisme de la diversité : contribution des villes à la lutte contre l'homophobie.....	314
▪ Les LGBT dans le cadre de l'EUROPRIDE 2013 à Marseille .....	315
Jordi Petit (Casal Lambda Barcelona) - Ex-secretaire general de l'ILGA (International Lesbian and Gay Association), ong reconnue à l'ECOSOC (ONU), avec 800 associations membre de tout le monde. President d'Honneur de la Coordinadora Gai-Lesbiana de Catalunya .....	315
▪ Homobanalisation ? Les gays et les lesbiennes dans la ville.....	317
Par Arnaud Lerch .....	317
▪ Sociologue de la « gaytrification » .....	319
Colin Giraud .....	319
▪ Les commerces sexuels.....	327
Par Mathieu Trachman (sociologue) .....	327
▪ La perception des LGBT par les hétéros dans les quartiers mixtes	335
Par Sylvie Tissot.....	335
▪ Les représentations de l'homophobie.....	341
Par Elena Advila (réalisatrice, sociologue villes et banlieues).....	341
▪ Les villes, globalisation et multi-polarisation.....	345

Par Jordi Petit (Casal Lambda Barcelona) – Jordi Petit Ex-secrétaire général de l’ILGA Membre du bureau des Droits Humains de la ville de Sabadell .....	345
13 <sup>ème</sup> partie. ....	347
Globalisation et multipolarisation des dynamiques LGBT : <i>homonationalisme ou internationale LGBT ?</i> .....	347
Table ronde animée par Olivier Fillieule (sociologue), avec :.....	348
- Elodie Brun (EPOA), .....	348
- Louis-Georges Tin (IDAHO), .....	348
- Gérard Koskovich (historien, San Francisco),.....	348
- Martin K.I. Christensen (ILGA),.....	348
▪ Introction à la table ronde par Olivier Fillieule .....	348
Par Olivier Fillieule (sociologue),.....	348
▪ Première séquence : présentation des associations et intervenants	349
Nabilla (association ASWAT - femmes palestiniennes et lesbiennes)....	349
ELYS (Association Narda – Turquie) : .....	352
XXX - Militant du Cameroun.....	352
Ernest XXXXXXXXXXXX .....	353
Elodie BRUN – Coordinatrice des VOI.....	354
Gérard KOSKOVICH - Responsable du centre d'archives et du musée LGBT de San Francisco .....	355
Louis-Georges TIN - fondateur de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie, et donc le président du comité IDAHO (International Day Against Homophobia and Transphobia).....	356
▪ Seconde séquence : l’internationale-gay et de l'impérialisme gay.	362
Par Olivier Fillieule (animarteur).....	362
Intervenant du public : .....	364
Louis-Georges TIN .....	365
Gérard KOSKOVICH.....	368

Ernest .....	370
Militant du Cameroun : .....	371
ELYS.....	374
Olivier Fillieule .....	374
14 <sup>ème</sup> Partie. ....	377
Agir en Europe pour la reconnaissance des droits des LGBT	377
▪ Se défendre avec le droit européen existant .....	378
Par G. Garrigos (Présidente Amnesty international France).....	378